

AFRIQUE

République populaire du Congo

Impliqué dans le meurtre du commandant Nguabi

L'ancien président Massamba-Debat a été exécuté

L'ancien président congolais, Alphonse Massamba-Debat, a été exécuté « 400 m » à 10 h 30, vendredi 25 mars, au commandement du comité militaire. L'ex-capitaine Kikadi, son compagnon, a été exécuté en même temps. Les deux hommes ont été condamnés à la peine de mort par contumace par la cour martiale, a ajouté le communiqué.

Au pouvoir de 1963 à 1968, l'ancien chef de l'Etat avait été arrêté immédiatement après le meurtre, le 18 mars, du président Marien Ngouabi. Dans ses aveux, diffusés jeudi après-midi sur les ondes de Radio-Brazzaville, il a reconnu avoir été « tenu ou couronné » du projet d'assassinat de M. Ngouabi, et avoir bien connu le capitaine Kikadi, considéré comme le meurtrier. Il a indiqué que lorsqu'il l'avait rencontré pour la première fois, il y a plusieurs années, celui-ci était « un agent du deuxième bureau français ».

L'ex-président a d'autre part admis que le capitaine Kikadi faisait partie de son groupe familial, et que c'était lui qui était venu le chercher à Boko, près de la frontière du Zaïre, en 1963, à la chute de l'abbé Fulbert Youlou pour succéder à ce dernier.

M. Massamba-Debat a également donné une liste de personnalités qui, selon ses aveux, devaient constituer le gouvernement congolais après l'assassinat de M. Ngouabi. Il a cité notamment M. André Hombessa, ancien ministre de l'Intérieur, à qui il réservait le portefeuille de la justice, M. Daniel Bakoula, qui devait s'occuper des affaires étrangères, M. Ndebeke, le docteur Lombe, médecin à l'hôpital général de Brazzaville, M. Jean-

Jacques Ngoma et M. Prosper Samba. Au cours de cette déclaration radiodiffusée, qu'il a faite d'une voix monocorde, il a également reconnu avoir eu des contacts fréquents dans sa résidence de Boko avec son ancien premier ministre, M. Pascal Lissouba, et avec M. Claude Brunet Ndiaye, ancien premier secrétaire du parti congolais du travail, tous deux condamnés à des peines de prison perpétuelle et gardés. Aussitôt après l'assassinat de M. Ngouabi, un communiqué militaire avait souligné que « tous les comploteurs qui ont trépassé de près ou de loin dans le meurtre du chef de l'Etat seront sévèrement châtiés ». Une cour martiale avait été instituée mercredi soir à Brazzaville.

D'autre part, le comité militaire du parti a reçu mercredi, le Conseil national des Eglises du Congo à la suite de l'assassinat, mardi soir, du cardinal Biayenda (le Monde du 24 mars). Il a demandé aux hiérarchies religieuses de « tout mettre en œuvre pour que la paix et la concorde soient maintenues au Congo, comme le souhaitent le cardinal Biayenda et le président Marien Ngouabi », indique Radio-Brazzaville.

● A KINSHASA, le journal zairois, *Shamba* (proche du gouvernement) estimait, jeudi, avant que la nouvelle de l'arrestation de M. Massamba-Debat ne soit connue, qu'un tel événement « pourrait servir de détonateur à une guerre civile ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

AVANT D'ÊTRE ASSASSINÉ

Le commandant Nguabi amorçait un rapprochement avec l'Occident

Libreville. — Pour la seconde fois en quarante-huit heures, M. Henri Lopez, ancien premier ministre du président Nguabi, a fait, jeudi 24 mars, une brève visite à Libreville, à la tête d'une délégation du parti congolais du travail. Selon des sources diplomatiques, il y aurait rencontré divers responsables du parti, ainsi que M. Daniel Bakoula, qui devait s'occuper des affaires étrangères, M. Ndebeke, le docteur Lombe, médecin à l'hôpital général de Brazzaville, M. Jean-

chef de l'Etat congolais, avait regagné Brazzaville aussitôt l'événement connu.

Un fait paraît acquis : au moment où il a été assassiné, le président Nguabi était en train de se rapprocher de la France, et il s'apprêtait à renouer avec les Etats-Unis des relations diplomatiques rompues depuis plusieurs années. Parallèlement, il était très favorable à une paix dans la « révolution » voire à un certain retour en arrière.

A l'origine de cette évolution se trouvent les grandes difficultés que traverse depuis plusieurs mois l'économie congolaise, du fait de la chute de la production pétrolière, qui n'a du reste jamais été très importante (à peine 2 millions de tonnes), de l'interdiction de l'exportation des potasses et de la mauvaise gestion du secteur nationalisé. Une grave crise financière en avait découlé, et les fins de mois de l'Etat étaient de plus en plus mal assurées. A défaut d'une aide suffisante du gouvernement français, le président Nguabi et ses plus proches collaborateurs regardaient de plus en plus vers Paris et Washington, encouragés par cela, à la fin, par les présidents Houphouët-Boigny et Bongo. Des émissaires discrets du chef de l'Etat congolais ont effectué ces derniers temps de nombreuses voyages à Brazzaville, d'une part, Abidjan et Libreville, d'autre part.

Les rivaux

Il ne semble pas néanmoins que le commandant Nguabi ait été victime des adversaires d'une telle évolution, qui, contrairement à ce qui était souvent avancé à l'étranger, n'étaient pas très nombreux. Qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, la plupart des membres de la classe politique congolaise, plus révolutionnaire en paroles qu'en actes, étaient en effet partisans d'un retour en arrière, ce qui s'explique simplement, nombre d'entre eux, qui complétaient apparemment sur la crise pour se remettre en selle, ou pour suppléer quelques rivaux redoutés, qui le rattrapement des liens avec l'Occident et le retour à la prospérité qui aurait pu s'ensuivre ne bénéficiaient à un homme qu'ils rêvaient de renverser, alors que son pouvoir aurait été ipso facto consolidé. En somme, l'évolution récente du président Nguabi aurait précipité les événements.

A partir de là, on ne peut qu'émettre des suppositions. Le plus communément avancé est celui-ci : un clan en aurait manipulé un autre à son profit avant de « lui faire porter le chapeau ». Des opposants de l'ex-président Massamba-Debat auraient ainsi été poussés au crime par d'autres personnalités plus proches du pouvoir, et qui actuellement seraient en train de s'en emparer définitivement. Tout cela est à replacer dans le contexte de rivalités ethniques, familiales et personnelles qui caractérise la vie politique congolaise.

PIERRE BIANCHI.

CORRESPONDANCE

L'arrestation d'un chanteur au Nigeria

L'un de nos lecteurs africains nous adresse une lettre à propos du sort réservé à Fela Antikapo. Kuti, un des musiciens nigériens les plus populaires dans son pays. Fela est aujourd'hui sur un lit d'hôpital, les menottes aux poignets. Fela, sa famille, la communauté de Kaluta, ce quartier populaire dont il est l'âme, viennent d'être durement éprouvés. L'armée nigérienne s'est introduite dans cet îlot de liberté, blessant, humiliant, saignant hommes et femmes. L'armée a mis le feu

à la maison de Fela et à Shrinu, lieu où se produisaient chaque soir Fela, ses musiciens, ses chanteuses et ses danseuses, lieu où se retrouvait ce qui reste de liberté au Nigeria. Un comité de soutien à Fela Antikapo Kuti s'est constitué (M. Sidiki, 4, avenue des Gobelins, Paris), il demande que tous les Nigériens soient faits prisonniers de l'armée. Plusieurs personnalités ont exprimé leur solidarité à ce comité, parmi lesquelles M. Z. F. Sartre et Mme Simone de Beauvoir.

Zaïre

KINSHASA A ACCEPTÉ L'OFFRE DE MÉDIATION DU NIGERIA

Le gouvernement zairois a accepté, jeudi 24 mars, la médiation du Nigeria au sujet de l'invasion du sud-ouest du Shaba, a déclaré à Kinshasa, un porte-parole officiel, qui a précisé : « Le Nigeria a contacté le Zaïre, les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et l'Angola, auxquels il a offert sa médiation. Le Zaïre, fidèle à sa vocation africaine, ne voit en principe aucune objection pour accepter que l'Angola soit d'accord ».

Le ministre nigérien des affaires étrangères est attendu prochainement à Kinshasa. A Washington, un porte-parole du département d'Etat a indiqué de son côté que la décision nigérienne a été prise « à la demande du Zaïre » et non des Etats-Unis. Le conflit militaire du Shaba est entré dans sa troisième semaine. Selon Kinshasa, la situation s'apparente au statu quo. Le porte-parole zairois a démenti les informations diffusées à Bruxelles par le Front de libération nationale congolaise (F.L.N.C.), qui revendique la chute de M. Ntshahata, localité située à 150 kilomètres environ à l'ouest de Kolwezi, principal centre minier du Shaba. Le ministre zairois a réaffirmé que les ex-gendarmes katangais étaient approvisionnés en armes et en munitions à partir de l'Angola. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Tunisie

Tunis s'efforce de régler avec Tripoli le litige sur la délimitation du plateau continental

L'agence du Moyen-Orient (MENA) a annoncé, jeudi 24 mars, que les autorités de Tripoli avaient décidé d'ouvrir l'accès du territoire libyen aux ressortissants égyptiens, syriens, irakiens et libanais, à l'exception des médecins et des étudiants. Cette mesure s'applique même aux voyageurs munis d'un visa ou d'un contrat de travail en règle. Cette nouvelle réglementation, dont les motifs n'ont pas été précisés, est mise en application, jeudi. De nombreux passagers qui étaient en route pour les aéroports de Tripoli et de Benghazi, ont été renvoyés.

Le même jour, M. Habib Chatty, ministre tunisien des affaires étrangères, s'est rendu dans la capitale libyenne afin de régler le litige qui oppose les deux pays à propos de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès. M. Chatty, ensuite en Egypte, en Arabie Saoudite et en Irak pour « consolider les liens de fraternité et de coopération avec les Arabes ».

De notre correspondant

Tunis. — Dix jours après que le commandant Jalloud a fermé la porte à toute nouvelle conversation sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, le chef de la diplomatie tunisienne est en visite à Tripoli, où il doit remettre au colonel Kadhafi un message du président Bourguiba. Les Tunisiens avaient été aussi surpris qu'irrités par les déclarations faites, le 14 mars, à l'agence ARNA par le secrétaire général du parti unique libyen, qui affirmait que le problème du plateau continental « résiste, par sa pour

la bonne raison que la Tunisie a déjà procédé unilatéralement à la délimitation en 1967, en se basant sur le permis de recherche la Compagnie française pétrolière d'Aquitaine. Selon le commandant Jalloud, les « ultérieurement, après que les infrastructures dans la zone a été terminées, alors que les cartes étaient détectées dans la zone libyenne, que la Tunisie pose problème ».

Cette interprétation est demeurée rejetée par Tunis, rétorque-t-il et est du droit de chaque Etat d'avoir sa propre recherche dans la zone qui lui appartient, sans que cela soit considéré comme une violation des frontières internationales.

Pour les dirigeants tunisiens, problème demeure donc « bel bien posé », et la Libye peut « fièrement le nier puisque depuis neuf ans il a fait l'objet de multiples pourparlers et négociations. Mieux encore : le 24 août 1976, deux pays ont conclu un accord aux termes duquel ils décident de demander l'arbitrage de la Cour internationale de Justice. La Haye et, en attendant, d'exploiter en commun les ressources des zones litigieuses. Mais malheureusement, selon le chef de la diplomatie tunisienne, la demande d'arbitrage ne « jamais adressée à La Haye », chose en son lieu.

La Tunisie, aux ressources limitées et dont la production pétrolière atteint tout juste 1 million de tonnes, attache une « importance » au règlement l'arbitrage de cette question. La Tunisie, qui ne peut tirer de richesses « certaines » selon le chef de la diplomatie tunisienne, et qui ne peut pas se permettre de perdre le golfe de Gabès, seraient un appui décisif pour son développement et surtout à la veille du démarrage de son nouveau, et ambitieux, plan quinquennal.

(Interim.)

L'APPLICATION DU « PACTE SOCIAL » GARANTIRA LE SUCCÈS DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

déclare M. Nouria

(De notre correspondant.)

Tunis. — En ouvrant, le jeudi 24 mars, à Tunis, le quarante-huitième congrès de la centrale syndicale tunisienne, l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), le premier ministre, M. Nouria a souligné que le climat demeure « bon » entre les partis politiques et sociaux, afin que soit mené à bien le « plan quinquennal de développement » qui débute cette année.

Selon M. Nouria, la meilleure garantie de succès pour le plan quinquennal est l'application du « pacte social » signé le 19 janvier dernier entre le gouvernement, le parti, le patronat et les syndicats. Ce pacte prévoit le maintien, durant la quinquennale, de la paix sociale, grâce à une indexation des salaires sur le coût de la vie, à l'augmentation et à l'amélioration de la productivité, et à la concertation permanente entre patrons et travailleurs. Le chef du gouvernement a demandé à tous les Tunisiens, à quelque classe qu'ils appartiennent, de s'associer « avec abnégation et enthousiasme » à l'action de développement, en constituant « un front uni, débarrassé de toute tendance à l'exploitation et à la prépondérance ». Après avoir insisté sur la nécessité d'améliorer la production, de manière à réduire les coûts de fabrication et à permettre aux entreprises de compenser la dernière augmentation de salaires, il a invité les travailleurs à « dire non, mille fois non, à la démotivation et à tous ceux qui veulent entraver la marche vers le progrès ». Au cours de cette première séance, le secrétaire général de la centrale, M. Habib Achour, et les représentants du patronat, venus « assurer » les travailleurs, ont eux aussi réaffirmé leur foi dans le pacte social, sous les applaudissements de quelque sept cents congressistes, qui termineront leurs travaux dimanche.

(Interim.)

Algérie

« Révolution africaine » dénonce les cadres qui n'assument pas leurs responsabilités

De notre correspondant

Alger. — Dans un éditorial intitulé « Qui attend quoi ? », le dernier numéro de la *Revue africaine* dénonce vigoureusement les cadres qui n'assument pas leurs responsabilités. Après avoir longuement exposé l'œuvre accomplie depuis le 19 juin 1965, l'organe du F.L.N. écrit : « Est-ce à dire que nous devons (...) considérer que la mission est remplie, qu'il n'existe ni erreur ni défaillance dans le comportement des travailleurs et surtout des cadres ? Le croire serait une erreur. L'avenir nous le dira ». Evoquant la crise de conscience que connaît le pays (le Monde du 11 mars), l'hebdomadaire poursuit : « Nous assistons depuis quelques années à la naissance de certains phénomènes nouveaux, qui nous inquiètent. Ils ont tendance à se développer dans certains milieux et qui, si nous n'y prenons garde, risquent de constituer une véritable menace à l'unité nationale ». Après avoir dénoncé le bureaucratisme et l'embourgeoisement, la *Revue africaine* note : « Les notions de travail et de

responsabilité se situent chez certains, qu'ils soient travailleurs ou cadres, notamment chez ces derniers, persuadés qu'ils sont à l'abri de sanctions ou croyant être suffisamment protégés. Ils assument de moins en moins leurs responsabilités devant le parti, l'Etat et le peuple (...). Ils se réfugient dans la facilité, le laisser-aller, l'absentéisme. D'où la baisse de leur rendement, la diminution de leur productivité ». L'organe du F.L.N. estime aussi que ces cadres saisissent toutes les occasions pour « fuir leurs responsabilités », sans avoir le courage de se démettre de leurs fonctions. « A chaque éclipse importante que le pays franchit, ces éléments chahoutent autour d'un feu de joie, ils se livrent à des démonstrations d'insubordination (...). On vit de suppositions, et on se perd dans les hypothèses. Que de perte de temps et d'énergie ! » A l'issue de l'éditorial, qui conclut en appelant les éléments viciés à se ressaisir. Reste à savoir si cet appel suffira à produire l'effet escompté. — P. B.

Ethiopie

UN DIRIGEANT DU P.R.P.E. SE SUICIDE UN AUTRE EST TUÉ

A Addis-Abeba, le Dr Tesfaye Debesse, un des dirigeants du parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.) — mouvement clandestin d'orientation marxiste — blessé par des militaires auxquels il tentait d'échapper, a été tué par un tir de mitraillette. Le mouvement a été tué au cours de la même opération. D'autre part, dans un communiqué diffusé à Paris, l'Union des étudiants éthiopiens (favorable à un « soutien critique » du régime), annonce que cinq organisations marxistes-léninistes d'Ethiopie : le Mouvement socialiste panéthiopien (M.S.P.), l'Organisation marxiste-léniniste révolutionnaire (O.M.L.R.), la Ligue prolétarienne, le Mouvement révolutionnaire, et l'Union révolutionnaire des peuples d'Ethiopie, viennent de signer en commun une plate-forme politique sur les différentes tâches et perspectives du mouvement marxiste-léniniste en Ethiopie.

Namibie

LA SWAPO EST AUTORISÉE A PARTICIPER AUX ÉLECTIONS AVANT L'INDÉPENDANCE

La SWAPO (Organisation populaire du Sud-Ouest africain) pourra participer librement aux élections qui auront lieu en Namibie avant l'indépendance prévue pour le 1er janvier 1978, a annoncé, jeudi 24 mars, M. Dirk Mudge, président de la conférence constitutionnelle multiraciale de Windhoek, mise sur pied par l'Afrique du Sud pour organiser l'accession du territoire à la souveraineté internationale. Cette consultation se tiendra sur une base ethnique. En fait, ce dernier point n'est pas très probable la participation au scrutin de la SWAPO, qui s'est toujours opposée à la division ethnique du territoire, formule qui a les faveurs de l'Afrique du Sud. M. Mudge reconnaît d'ailleurs qu'il est peu vraisemblable que la SWAPO prenne part à ces élections. Il estime, en effet, que la SWAPO n'est pas prête à participer à une consultation électorale qui révélerait qu'elle ne compte de partisans que parmi l'ethnie Ovambo (au nord de la Namibie).

La conférence de Windhoek a clos ses travaux la semaine dernière. La SWAPO a qualifié ses participants de « laquais » de l'Afrique du Sud, et a refusé de s'associer à cette réunion. Elle exige des négociations directes avec Pretoria. — (A.F.P., Reuters.)

Swaziland

LE ROI SOBOZA II, après avoir essayé depuis plusieurs années d'élaborer une Constitution « à l'occidentale » et d'instaurer un régime parlementaire, a annoncé, jeudi 24 mars, qu'il revenait au régime monarchique ancestral. Le Swaziland est indépendant depuis 1968. — (U.F.P.)

PORTRAIT

Chef de l'Etat de 1963 à 1968

Comme beaucoup des hommes politiques de sa génération, M. Alphonse Massamba-Debat commença sa carrière comme enseignant.

Né en 1921 à Nkolo, village des hauts plateaux Betoules, il entre à l'école primaire supérieure Edouard-Renaud de Brazzaville, puis à l'école des cadres de l'Afrique Equatoriale, instituteur, puis directeur d'école, il sert d'abord au Moyen-Congo, son pays d'origine, puis au Tchad, où il réside de 1949 à 1957. C'est à cette époque qu'il commence à s'intéresser à la politique, notamment en sa qualité de secrétaire général de l'Association des évolués du Tchad, organisation qui joua un rôle non négligeable dans la lutte nationale.

De retour au Congo, Alphonse Massamba-Debat est nommé directeur d'école à Mossendjo, puis à Brazzaville. Dans la capitale tchadienne de l'A.E.F., il reprend ses activités militantes, d'abord dans les rangs du Parti progressiste congolais (P.P.C.) du député Félix Tchicaya, puis dans ceux de l'Union démocratique de défense des Africains (U.D.D.A.) de l'abbé Fulbert Youlou, dont il devient l'un des principaux leaders.

Elu député en 1959, il devient président de l'Assemblée nationale, poste qu'il conserve pendant deux législatures. En mai 1961, le président Youlou le nomme ministre sans portefeuille, puis ministre du plan et de l'équipement, un mois plus tard.

Le 15 août 1963, lorsque l'abbé Youlou fut écarté du pouvoir, M. Massamba-Debat devint premier ministre et ministre des armées dans le premier gouvernement provisoire. Elu président de la République en décembre 1963, il fut déposé par l'armée en août 1968, à moins — c'est la loi — que l'armée n'ait été précisée — qu'il n'était déposé de sa place lui-même — en réserve de la République. Rappelé vingt-cinq heures plus tard, il regagna le palais présidentiel et créa un Conseil national de la révolution. En septembre de la même année, à la suite de querelles intestines, qui dégénèrent en affrontements armés, le président Massamba-Debat quitta de nouveau le scène politique. Résident d'abord dans une villa mise à sa disposition par les nouveaux dirigeants congolais, il est emprisonné quelques semaines plus tard, en octobre. Traduit devant la Cour révolutionnaire, qui l'accuse d'assassinats politiques perpétrés en 1965, il est acquitté en novembre 1968. Ramené en libéré avec, dit le président Nguabi, « la sagesse de chef de l'Etat », il se retire à Boko, au centre de la région où il est né. Depuis sept ans, l'ancien leader congolais ne faisait pratiquement plus parler de lui.

Sa mise en cause dans l'assassinat du président Nguabi a soulevé d'autant plus d'interrogations qu'il vivait pratiquement en recluse à Boko, et qu'on l'imaginait mal en adroite du recours à l'assassinat politique.

PHILIPPE DECAENE.

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 7412329 - Nation : 3461265 - Pantin : 633.93.77 - Puteaux : 772.13.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.73.

“STAGE INTENSIF” BERLITZ®
Service traduction — organisme privé

محاضرات اللغة

AFRIQUE

Angola

M. Castro promet à Luanda « toute l'aide nécessaire »

M. Fidel Castro, qui poursuit sa visite en Angola, a affirmé, jeudi 24 mars, que Cuba accordera à ce pays une aide jusqu'à la limite de ses possibilités. S'adressant aux travailleurs du complexe sulfurier de Caxito, à 50 kilomètres au nord de Luanda, où travaillent plus de quarante assistants techniques cubains, il a indiqué que, comme il l'avait promis au président Neto, Cuba ne « mettra aucune limite à sa coopération » et accordera à l'Angola « toute l'aide qui lui sera nécessaire ».

Il a, en outre, dénoncé les « forces impérialistes », qui « tentent encore d'agresser l'Angola ». Évoquant les infiltrations de bandes armées le long des frontières nord et sud de l'Angola, il a accusé « les impérialistes et les réactionnaires (sud-africains) de tenter de créer des difficultés à l'Angola, d'organiser des bandes contre-révolutionnaires pour saboter la production et tuer des Angolais ».

● A ZANZIBAR, où il a passé la journée de jeudi, M. Podgorny, chef de l'Etat soviétique, a déclaré que son pays n'était pas une « superpuissance ». « Naturellement, a-t-il dit, le mot superpuissance et la signification qu'on lui donne n'ont aucun rapport avec la politique poursuivie par notre parti, notre Etat. Par exemple, l'Union soviétique et les puissances impérialistes ont des vues diamétralement opposées en ce qui concerne le Mouvement national de libération en Afrique. » Il a ensuite affirmé que Moscou était disposé à accepter que l'Océan Indien devienne une « zone de paix ».

Un porte-parole tanzanien a précisé que la trêve et le dernier entréviu, ce vendredi entre M. Podgorny et Nyerere, « sera entièrement consacré à des discussions détaillées sur la situation en Afrique australe ».

— (A.F.P., A.P., Reuters.)

AMÉRIQUES

Canada

La tension monte entre M. Trudeau et le premier ministre du Québec

De notre correspondant

Montréal. — Après les grands discours prononcés par M. Trudeau à Washington et par M. Lévesque, premier ministre du Québec, à New-York, la politique canadienne vit à l'heure du harcèlement et de la guerre des nerfs. Le ton du premier ministre canadien s'est nettement durci ces derniers jours alors que les représentants du Québec fournissent aux partisans du fédéralisme des motifs d'inquiétude.

Au cours de deux conférences internationales à Montréal, où se tenait la conférence des Nations unies sur l'eau, et à Bruxelles, où se sont réunies les ministres de l'éducation des pays francophones, les délégations québécoises ont cherché à se distinguer de l'ensemble de la délégation canadienne, l'une d'elles allant jusqu'à affirmer qu'elle n'exprimait que le point de vue du Québec. Le gouvernement d'Ontario a aussitôt réagi en menaçant de ne plus inviter le Québec à participer aux réunions internationales si cette province prétendait ne représenter qu'elle-même et non pas le Canada.

M. Trudeau a rejeté d'autre part dans diverses déclarations publiques le projet d'une « coopération linguistique » pour la province du Québec. C'est l'une ou l'autre et non les deux, a-t-il dit en substance. Il a ajouté que si les Québécois choisissent la souveraineté, « il faudra vous adresser à d'autres qu'à moi pour négocier ». S'ils optent pour l'association, ils devront faire rapidement des propositions, sinon « on en aura encore une fois décidé pour vous autres ».

Le premier ministre fédéral s'est montré très cassant sur le problème linguistique au Québec. Parlant dans cette province devant des auditeurs composés principalement de néo-Canadiens, il a estimé qu'un « pays unique » fondé sur l'unité linguistique n'était pas réalisable. Procédant par allusions et recourant pour la première fois à des arguments d'un niveau assez bas, M. Trudeau a laissé entendre que si les francophones prenaient

ALAIN-MARIE CARRON.

Si les États-Unis le voulaient nous pourrions conclure la paix en l'espace d'un mois

déclare le président Sadate

A la demande de l'Égypte, le Conseil de sécurité se réunira ce vendredi 25 mars pour débattre de la reprise de la conférence de la paix israélo-arabe à Genève. D'autre part, on apprend de bonne source à Damas, que le président syrien Assad se rendra en visite officielle à Moscou en début d'année. M. Yasser Arafat, le chef de l'O.L.P. lui succédera dans la capitale soviétique.

Dans une interview publiée le 25 mars par *Business Week*, le président Sadate a déclaré qu'il était indispensable que la paix avec Israël soit conclue avant la fin de cette année. Faute de quoi, a-t-il estimé, les Américains seraient tenus pour responsables des conséquences. « Si les États-Unis voulaient, eux, qui détiennent 99 % des cartes du jeu, nous pourrions conclure en un mois un accord de paix à Genève », a notamment déclaré M. Sadate.

En ce qui concerne l'Union soviétique, le président égyptien s'est contenté d'indiquer que « en tout cas, que superpuissance, elle devrait participer à tout accord établissant la paix ». Il estime que le récent renvoi en Égypte de

cinquante Migas réparés par les Soviétiques ne signifie pas une amélioration des relations entre les deux pays. Il rappelle que cent vingt Migas égyptiens sont encore en U.R.S.S.

M. Sadate a révélé qu'en cours de sa visite à Washington, du 4 au 6 avril, il informera le président Carter de son désir d'acheter aux États-Unis des « grosses quantités d'armes défensives », notamment des missiles anti-chars TOW, et des avions de chasse F-5 E.

En revanche, le président égyptien s'est montré discret en ce qui concerne l'aide financière qu'il pourrait éventuellement demander au président Carter.

Il a rappelé que l'Égypte aurait besoin de 5 à 10 milliards de dollars d'ici à 1980 pour financer ses projets de développement, et que les pays arabes lui ont promis seulement 1 milliard de dollars pour les cinq prochaines années.

D'autre part, l'Égypte doit toujours plusieurs milliards de livres égyptiennes à l'U.R.S.S. qui n'accepte pas de renégocier cette dette, et à qui le gouvernement égyptien a promis de lui verser 140 millions de dollars par an, a-t-il précisé. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Irak

Le limogeage de deux ministres ouvre une nouvelle phase dans la lutte pour le pouvoir

De notre correspondant

Bagdad. — Selon des informations de source diplomatique, le limogeage, le 23 mars, des deux ministres irakiens, MM. Izzat Moustapha et Saleh Hassan Al Jassam, serait lié aux troubles confessionnels qui ont eu lieu à Najaf et à Kerbala les 5 et 6 février dernier. M. Izzat Moustapha, qui vient d'être démis également de ses fonctions au sein du conseil de commandement de la révolution et du commandement régional du parti Baas, avait été nommé président de la cour spéciale chargée de statuer sur le sort des personnes inculquées pour les troubles confessionnels. Cette cour avait condamné, le 23 février, huit personnes à mort et quinze autres à la détention perpétuelle.

Ce jugement n'ayant pas été jugé suffisamment sévère, des divergences auraient opposé M. Moustapha aux autres dirigeants irakiens qui avaient attribué les émeutes à une « clique de traîtres » liée à la Syrie. Le fils de l'ancien chef spirituel

de la communauté chiite, Cheikh Mohamed Bakir, figure, parmi les personnes condamnées par la cour spéciale.

La tension que ces troubles confessionnels ont suscitée au sein de l'équipe dirigeante tient au fait que la lutte pour le pouvoir a pris, depuis le début de cette année, un aspect aigu. Selon les informations en provenance de Bagdad, le secrétaire général adjoint du parti Baas, M. Saddam Hussein, aurait réclamé l'aide des communistes irakiens pour faire face à l'« émeute » du parti. Jusque-là, cette aide « drolatique » avait été neutralisée par le chef de l'Etat irakien, le général Ahmad Hassan El Bakr, qui continue à bénéficier d'une grande audience au sein de l'armée. Or, gravement malade depuis un certain temps, le général Bakr ne semble pas en mesure d'imposer son adjoint aux chefs de l'armée M. Saddam Hussein, qui a été élevé l'été dernier au grade de général sans avoir franchi les différents échelons de la hiérarchie militaire. L'arrivée d'un nouveau dirigeant de l'armée, pas à neutraliser l'opposition de l'armée. Son récent voyage à Moscou serait en partie lié aux difficultés qu'il affronte sur le plan intérieur, difficultés que les réticences du parti communiste irakien à collaborer avec lui ne font que renforcer.

Avec le limogeage brutal et inattendu de deux dirigeants de l'envergure de MM. Moustapha et Jassam, la lutte au sein de l'équipe dirigeante semble être entrée dans une nouvelle phase, dont l'issue demeure incertaine.

(Interim.)

ASIE

Inde

M. Desai pourrait demander une « modification » du traité d'amitié avec l'U.R.S.S.

M. Desai, nouveau premier ministre de l'Inde, a exposé son programme lors d'une conférence de presse, le jeudi 24 mars. Ses réponses les plus intéressantes avaient trait à la politique étrangère. Le successeur de Mme Gandhi est partisan d'un « véritable non-alignement ». Le traité d'amitié et de coopération signé entre l'Inde et l'U.R.S.S., en 1971, « ne doit pas faire obstacle à des relations d'amitié avec quelque autre Etat que ce soit ».

S'il s'avérait que ce traité est une gêne, il devrait être modifié.

M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a déclaré, jeudi, à l'issue d'un entretien avec l'ambassadeur de l'Inde à Washington, qu'il était prêt à discuter avec l'Inde de la perspective d'amélioration des relations entre les deux pays sont excellentes, et que les États-Unis sont prêts à discuter avec l'Inde de l'établissement de programmes d'aide mutuellement acceptables.

La droite revient en force

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Le nouveau premier ministre indien a été désigné à l'issue d'une procédure expéditive faisant fi des principes démocratiques au nom desquels la coalition victorieuse avait fait campagne. Il n'y a pas eu de vote et les consultations ont été rapides et limitées. Ceux qui voyaient des objections à la procédure choisie n'ont pas eu le temps de les formuler. M. Ram et ses amis ont été pratiquement mis de côté sans qu'ils aient pu faire valoir leurs arguments. Les communistes marxistes, indépendants de Moscou et de Pékin, qui avaient eux aussi contribué dans plusieurs Etats à la victoire de l'opposition à Mme Gandhi, furent tenus à l'écart.

L'herbivore de M. Nerayan (le Monde du 25 mars), auquel s'était joint un autre vétérinaire de la politique indienne, M. Karam, âgé de quatre-vingt-cinq ans, n'a finalement servi qu'à cautionner le manège conduit par la droite du Parti du peuple.

Un vote, ou même un tour de table, aurait laissé apparaître qu'une partie de la nouvelle majorité était en faveur de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Ram. Mais celui-ci avait contre lui de s'être rallié très tard à l'opposition à Mme Gandhi. Le rôle du ministre Gandhi qu'un jour un chef de gouvernement de l'Inde soit issu de la communauté des Intouchables — ce qui est le

pas de M. Ram — avait d'autant moins de chances de se réaliser que M. Cheran Singh, l'un des piliers du Parti du peuple, s'était prononcé, de l'hôpital où il se trouvait momentanément immobilisé, contre l'élection du leader des parias. Conservateur, président d'un groupe représentant les intérêts d'agriculteurs prospères, il est maintenant de son plein gré, le groupe le plus important de la majorité.

Ultra-nationaliste, prêchant les valeurs de l'hindouisme, avocat de la langue hindi (la langue du Nord), de la petite entreprise, le Jan Sangh, est le parti le mieux organisé dans le pays. Il compte beaucoup de jeunes dans ses rangs et certains appartiennent à l'organisation paramilitaire du mouvement, laquelle vient d'être autorisée à reprendre ses activités, jusque-là semi-clandestines. Il n'avait aucune chance de parvenir au pouvoir. C'est lui le grand gagnant, après le déroute du Congrès et du parti communiste prosoviétique.

Les réactions aux conditions dans lesquelles s'est fait le choix du chef de gouvernement n'ont pas tardé. M. Ram a fait savoir, dans une lettre à M. Desai, que « l'espoir d'un recours aux normes démocratiques (suscité par l'alliance électorale) avait été déçu ». M. Fernandes, d'autre part, a déclaré que tout le monde aurait dû être consulté. « Je connais un grand nombre de gens qui ne sont pas d'accord avec le choix qui

a été fait », a précisé le dirigeant socialiste. Un membre du secrétariat général du parti de M. Desai a présenté sa démission pour protester également contre des procédures rapides, a-t-il déclaré, le « style dictatorial du Congrès ».

La formation de M. Ram, dont le soutien à M. Desai ne se révèle pas finalement indispensable, a décidé de ne pas faire partie du groupe parlementaire majoritaire. Il soutiendra le gouvernement « selon ses mérites ».

M. Desai a déclaré, au cours de sa conférence de presse, qu'il voulait mettre fin à la pauvreté, soustraire la radio au contrôle de l'Etat, rétablir l'indépendance de la justice, défendre, répondant avec précision et humour aux questions des journalistes, le nouveau premier ministre a dit que l'Inde n'avait de relations spéciales avec aucun pays (« cela est clair », a-t-il ajouté), faisant allusion à l'U.R.S.S. et qu'elle ne devrait pas procéder à des explosions nucléaires pacifiques si cela n'était pas nécessaire. Enfin, à un journaliste qui s'interrogeait de savoir si, en raison de son grand âge, il pourrait conduire le pays jusqu'à la fin de la législature, dans six ans, M. Desai a répondu que ce n'était pas l'âge qui comptait, mais « le fraîcheur d'esprit ».

GERARD VIRATTE.

Libye

AMNESTY INTERNATIONAL REPROCHE AU PRÉSIDENT KADHAFI D'AGGRAVER DES PEINES PRONONCÉES PAR LA JUSTICE

Londres (A.F.P.). — Dans un message adressé le jeudi 24 mars au président Kadhafi, Amnesty International exprime sa sérieuse inquiétude de voir le gouvernement libyen accroître la sévérité des sanctions prises par les tribunaux. L'organisation reproche au chef de l'Etat libyen d'avoir transformé des condamnations à dix et quinze ans de prison prononcées à l'égard de dix-sept prévenus en peines de prison à vie et peines de mort.

Selon Amnesty International, un tel comportement est contraire aux droits de l'homme garantis par la Constitution libyenne. Il porte gravement atteinte à l'indépendance de la justice en Libye. Amnesty demande que ces condamnations à mort soient rapportées. Elle précise que quarante Libyens avaient été jugés et condamnés à mort. Il s'agit de ceux qui étaient accusés d'appartenir à des groupes marxistes, trotskistes, ou au parti de libération islamique.

UNESCO

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS SE PRONONCE POUR LE VÈSEMENT DE LA CONTRIBUTION AMÉRICAINE

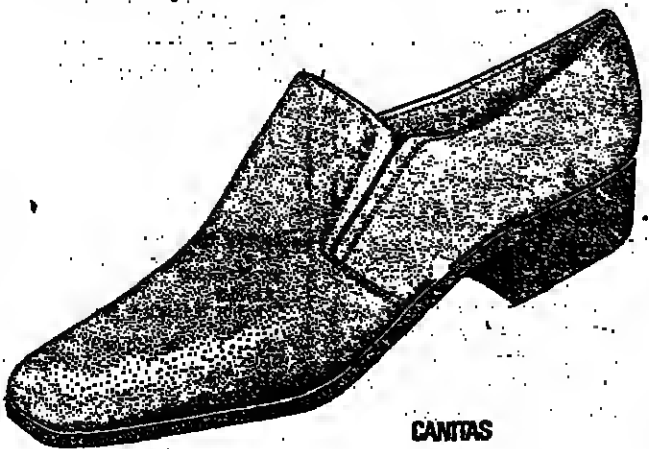
Les difficultés financières de l'UNESCO provoquées par la refus des Américains de verser leur contribution en 1975 et 1976, qui s'élève à près de 24 millions de dollars (20 millions de francs) et qui représente le quart des ressources de l'Organisation, ont-elles pu être évitées ? La Chambre des représentants américaines a voté jeudi 24 mars en faveur du déblocage des cotisations dues pour 1975, 1976 et 1977, indique l'agence Associated Press. A la suite de la conférence générale de l'UNESCO de novembre 1974, qui avait refusé d'inscrire Israël parmi les Etats de la région Europe et condamné les colonies israéliennes dans la vieille ville de Jérusalem, le Congrès des États-Unis avait suspendu le versement de la contribution américaine à l'Organisation.

Cette décision a pesé lourdement sur les finances de l'UNESCO. L'Organisation n'a réussi à fonctionner au cours de la dernière année que

grâce à des prêts sans intérêt de onze Etats membres (en majorité des pays « pétroliers »). Les négociations menées par le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, soutenu par les Etats africains, ont conduit à la fin de la conférence générale de Nairobi, en novembre 1976, un succès, ayant permis de trouver une issue à l'Etat d'Israël avait été de nouveau condamné, mais en termes modérés, pour les colonies à Jérusalem et pour son action électorale dans les territoires occupés. Toutefois, Israël avait été admis, comme il l'avait été avant, dans la région Europe (le Monde du 2 décembre 1976).

Le vote de la Chambre des représentants est la première étape d'une normalisation attendue. Le Sénat, qui avait le premier lancé l'offensive contre l'UNESCO, doit encore se prononcer, mais il y a de bonnes chances pour que son vote soit positif.

BALLY



CANTAS

Chine

BEETHOVEN « RÉHABILITÉ »

Pékin (A.F.P.). — Signe de sa nouvelle politique dans le domaine artistique depuis l'élection de la jeune frange Mao Tse-tung, la Chine s'apprête à célébrer le centenaire de la mort de Ludwig Van Beethoven. Celui-ci avait été l'un des compositeurs les plus violemment « critiqués » dans la presse officielle chinoise lors de la campagne de dénigrement de la musique occidentale, en 1974 et 1975. On reprochait à l'œuvre de Beethoven son « sentimentalisme » et ses sources d'inspiration « romantiques bourgeois ». Selon des sources chinoises proches des milieux de la radio, l'anniversaire de la mort de Beethoven sera notamment marqué le 25 mars, par un concert public diffusé par la radio et par la télévision.

Pakistan

LES PRINCIPAUX DIRIGANTS DE L'OPPOSITION, notamment MM. Murti Mahmood, président de l'Alliance nationale pakistanaise, et Chahid Ahmed, secrétaire général de ce parti, déjà arrêtés, puis relâchés, à deux reprises, depuis le 7 mars, ont été arrêtés de nouveau le vendredi 25 mars. D'autre part, la police et l'armée ont reçu l'ordre de tirer sans sommation sur quiconque se livre à des « actes de violence » au cours des manifestations organisées par l'opposition. — (A.F.P., Reuters.)

DIPLOMATIE

Les premiers pas de la nouvelle politique étrangère américaine

(Suite de la première page.)

Mais si une certaine tendance à l'improvisation, pour ne pas parler des écarts de langage du nouvel ambassadeur à l'ONU, M. Young, font tiquer les diplomates professionnels, les membres de l'entourage présidentiel assurent que M. Carter estime plus simple de dire sans ambages ce qu'il est et ce qu'il pense, et qu'il n'est pas mauvais de créer l'événement en s'écarter quelque peu des usages à ceux qui insistent que le président « parle d'abord et pense ensuite ». Il répond lui-même, selon sa femme : « Il ne savait pas combien je pense... »

Il y a un peu de tout cela dans l'aspect de la nouvelle politique, qui a été la plus grande sensation aux Etats-Unis comme à l'étranger et que l'on appelle déjà pour cette raison la « doctrine Carter » : l'attitude du président sur les droits de l'homme. D'un côté, les proches du président font valoir qu'il se borne à mettre en pratique les promesses de sa campagne électorale, que, vis-à-vis de l'URSS, l'aspect spectaculaire de ses actions tient surtout aux circonstances (lettre de Sakharov au président, séjour de Boukovski aux Etats-Unis) et qu'il n'en ira pas nécessairement toujours ainsi. De l'autre, on avance une analyse « idéologique »

plus élaborée : sur le plan intérieur, après les chocs moraux créés par le Vietnam, la Watergate et une trop longue pratique de la « Realpolitik », l'Amérique avait besoin d'un retour aux sources, aux valeurs fondamentales de son système. A l'extérieur, cette bonne conscience retrouvée devrait permettre de rendre la diplomatie plus combative, sortir de la position d'acousé traditionnellement réservée aux Etats-Unis dans les enceintes

Les limites d'une politique de moralisation

A propos de l'URSS, enfin, la nouvelle administration prend au mot la direction du Kremlin et ses affirmations répétées selon lesquelles la détente ne saurait affecter la lutte idéologique entre les deux systèmes. La force du système américain reposant précisément sur sa croyance dans la démocratie et les droits de l'homme, cette croyance doit être affirmée sans complexe : aux chefs du P.C. soviétique de décider s'ils veulent mettre fin à cette lutte, mais alors en appliquant réellement les accords d'Helsinki sur la libre circulation des hommes et des idées. En attendant, le président n'hésite pas à aller de l'avant, comme en témoigne sa décision, publiquement annoncée, d'augmenter la puissance des émetteurs américains vers l'Est, y compris ceux de Radio-Liberté, bête noire du Kremlin.

Les arguments employés ne sont guère contestables, et, d'ailleurs, les prises de position du président n'ont pas été critiquées directement aux Etats-Unis et à l'étranger, sauf, bien entendu, par les pays qui se trouvaient mis sur la sellette. Les réserves formulées par divers esprits, qui ne sont pas forcément retors, relèvent plutôt du doute ou de l'interrogation.

Le précepteur du monde

Le Congrès américain avait d'ailleurs lui-même un peu forcé la note en réclamant au département d'Etat, dès l'an dernier, un rapport sur les violations des droits de l'homme dans les quatre-vingt-deux pays qui reçoivent une aide militaire des Etats-Unis. La publication récente de ce rapport a pu donner l'impression que, après avoir été le gardien du monde, l'Amérique voulait en devenir le précepteur.

Internationales, voire d'y renverser la vapeur. Comme l'a dit M. Loewenstein, délégué des Etats-Unis à la commission des droits de l'homme de l'ONU, la fait pour Washington de soulever la question des violations des droits de l'homme en Ouganda ou en URSS à briser des tabous, réduit la complaisance avec laquelle cette commission s'occupait toujours de la même « non-sainte trinité » : Afrique du Sud, Rhodésie et Israël.

Que fera, par exemple, le président américain si son « correspondant » Sakharov venait à être arrêté par les autorités soviétiques ? Même si une telle éventualité est peu probable, l'appui du président américain renforce au contraire l'immunité de l'académicien soviétique, en donnant à toute mesure prise à son encontre le caractère d'un défi lourd de conséquences internationales ; la question mérite d'être posée au niveau du « planning » politique.

Les réactions d'autres pays concernés peuvent être embarrassantes pour les Etats-Unis. Que faire lorsqu'un dictateur montre du doigt pour ses violations des droits de l'homme réagit en faisant planer une menace de représailles sur les citoyens américains présents dans son pays, comme cela s'est produit en Ouganda ? A un autre niveau, la réaction d'un pays comme le Brésil, elle aussi, montre les limites d'une attitude de moralisation trop appuyée. En mettant fin à leur coopération militaire avec Washington, les dirigeants de Brasilia ont fait vibrer avec un certain succès la corde du nationalisme, y compris chez certains de ceux qui déploient les restrictions à la démocratie dans leur pays.

divisions du monde communiste, et notamment les résistances opposées à l'emprise de Moscou par les partis « nationaux ». Ce n'est pas par hasard que le président déchu avait commencé son dialogue avec l'Est par des voyages en Roumanie, en Yougoslavie et en Chine ; même si cette diplomatie de l'approche différenciée avait été vite faillie par le dialogue massif et quasi exclusif noué avec Moscou, personne ne conteste qu'elle a été utilement « préparée » par M. Brejnev à la négociation en l'incriminant et en l'appâtant tout à la fois. Aujourd'hui, l'accent mis sur la défense des droits de l'homme « sous astin » ne risque-t-il pas de priver la diplomatie américaine de cette utile souplesse et de rapprocher les pays communistes, puisque tous ont de bonnes raisons de se sentir concernés par la vaste critique des méthodes répressives ? Les communistes « nationaux » ne méritent-ils pas, en tout état de cause, une indulgence spéciale, puisque après tout le droit à l'expression de l'identité nationale est un droit de l'homme au même titre que tous les autres ?

Cette objection est généralement balayée par les proches du président. Ils font valoir que les réactions de Pékin, de Bucarest et de Belgrade aux proclama-

tions de M. Carter sur les droits de l'homme n'ont pas été jusqu'à présent dans le sens d'une nouvelle solidarité avec Moscou, au contraire : la direction chinoise a fait savoir qu'elle ne pouvait que se réjouir de voir le « social-impérialisme » mis une nouvelle fois sur la sellette, lui-même sous cette forme. Les Roumains se sont empressés de faire recevoir l'écritain contestataire Goma par un membre de leur direction et d'annoncer que des dizaines de personnes allaient pouvoir rejoindre leurs familles à l'Ouest, indiquant ainsi clairement qu'ils étaient prêts à faire un bout de chemin dans le sens souhaité par Washington et en tout cas de se séparer de Moscou également sur ce point. Quant aux Yougoslaves, ils auraient discrètement informé les responsables américains qu'une mesure d'amnistie serait prise en faveur de leurs détenus politiques avant la conférence de Belgrade en juin. En outre, la présence au côté de M. Carter d'un homme comme M. Brzezinski, connu non seulement pour ses origines polonaises mais comme un expert des problèmes de l'Est européen, est généralement considérée comme une garantie du maintien ou de la restauration de l'« approche différenciée » dans les contacts avec le monde communiste.

Le « linkage »

Il reste qu'il est plus difficile de maintenir avec constance une politique que de l'inaugurer. Aussi bien, de nombreux observateurs de la scène washingtonienne se demandent-ils avec une certaine perplexité ce que l'on fera ensuite. Si M. Carter se borne à faire de temps à autre des déclarations sur les divers cas de violation des droits de l'homme en URSS, elles risquent de se démoder à la longue. Le seul moyen, de leur conserver quelque consistance, semble être d'établir un lien (« linkage ») entre ces protestations et tel ou tel aspect plus concret des relations soviéto-américaines. Bien entendu, ce sujet n'est abordé qu'à mots couverts dans les milieux américains autorisés — si le « linkage » est pratique courante en diplomatie, un usage toujours respecté impose de n'en parler jamais — mais

l'on ne cache pas que certaines formes de coopération souhaitées par les Soviétiques pourraient souffrir de l'atmosphère négative créée aux Etats-Unis par le maintien en URSS d'une politique trop répressive. Ainsi, la nouvelle administration envisage de négocier avec le Congrès, dans les mois qui viennent, une formule permettant de lever l'obstacle opposé à la ratification de l'accord de commerce soviéto-américain de 1972 par l'amendement Jackson sur l'émigration des juifs d'URSS. Cela ne pourra se faire, laisse-t-on entendre, que si le Kremlin se comporte relativement « bien » à l'égard de ses dissidents.

De même, Washington semble disposé à soutenir ses alliés européens dans l'idée que la conférence de Belgrade ne doit pas se transformer en « tribunal » devant

lequel seraient jugés les pays communistes. Mais l'attitude américaine sur ces questions n'en sera pas moins ferme, beaucoup plus combative en tout cas que celle qu'avait adoptée M. Kissinger. Comme nous l'a dit un expert de la nouvelle administration, le but est de se tenir, par un mélange de prises de position publiques et de démarches directes, relativement près de la ligne à partir de laquelle la direction soviétique se retirerait du système d'Helsinki, mais toujours en deçà. Ne pas décourager les espoirs soviétiques de coopération, mais montrer qu'un prix devra être payé pour cela dans le domaine des droits de l'homme, telle semble être la politique arrêtée.

Il est un seul aspect des relations soviéto-américaines dont tout lien est délibérément et explicitement rejeté : celui des négociations sur les armements stratégiques (SALT), jugées systématiquement importantes pour être traitées indépendamment de tout le reste, comme d'ailleurs elles l'ont toujours été depuis leur ouverture en 1968. Aussi bien pensait-on à Washington, à la veille du départ de M. Vance, qu'après une algarade contre la « doctrine Carter », les dirigeants soviétiques tourneraient la page et parleraient de ce qui, pour eux au moins, n'est que pour les Américains, relève des « choses sérieuses ».

MICHEL TATU.

Prochain article :

VERS UN PETIT
OU UN GRAND ACCORD
SALT ?

2 sessions
du 4 au
8 ou du
12 au 16
**5 jours
math, phys**

Matinapage intensif, 2^e à terminale
SOS MATH Développement Privé
3 centres à Paris - Tél. 755.61.24
Monté (167), Port-Royal (67)
et 8, rue de Monceau (67).

Prévoir
une bonnelliterie
TRÉCA
c'est bien...

...la choisir chez
CAPÉLOU
c'est mieux !
EXPOSITION : MANUSCRITS DE L'EST
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
Métro : Parmentier
Tél. 357.46.55
PARIS XI^e

De nouveaux vols vers des pays neufs.

Manaus: un raccourci pour Lima.

A partir du 1^{er} avril 1977, Air France gagne Manaus, le cœur de l'Amazonie.
En exclusivité au départ de Paris, chaque vendredi à 14 h. Arrivée à Manaus à 20 h 45.
Vols en Boeing 747.
Désormais, la nouvelle ligne Paris-Cayenne-Manaus devient le chemin le plus court pour Lima : 3 h 50 de gagnées.
Manaus est la 3^e escale d'Air France au Brésil après Rio et São Paulo.

AIR FRANCE
Le monde plus proche.

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
61 rue St-Lazare

Sandales, tresses
man, cheveux de
grand confort
toutes
les pointures
et six longueurs,
du 35 au 48.

Catalogue
gratuit.
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e.

L'ARABIE HEUREUSE

Cours de langue arabe
Cet été au Yémen
en quatre semaines

5 sessions :
21 mai, 18 juin, 10 juillet,
13 août, 10 septembre

120 heures d'enseignement : 46
heures, cours moyen, arabe
d'affaires et cours de calligraphie.
Hébergement dans une maison
yéménite et circuits touristiques.
Réduction pour les groupes de
cinq.

Contactez :
POLYGLOT SCHOOLS
P.O. BOX 8464
REPUBLIQUE ARABE
DU YEMEN.

**LES GRANDS
TAILLEURS
DE PARIS**

fidèles à
leurs traditions,
restent
les meilleurs garants
du rapport qualité/prix

• ANDRÉ BARDOT
19, av. Grande Armée, 19^e
Tél. 500.25.02
• LAROSE
345, rue St-Honoré, 1^{er}
Tél. 260.48.31
• OPIELKA CUMBERLAND
26, av. Kléber, 16^e - Tél. 727.10.77
• PAUL PORTES
194, rue de Rivoli, 1^{er} - Tél. 260.55.34
• CLAUDE DOMINIQUE
ROUSSEAU
270, rue St-Honoré, 6^e - Tél. 260.18.13
• HENRI URBAN
8, rue Marbeuf, 8^e - Tél. 369.00.97
• PAUL VACLAIR OTROSSEN
10, rue Royale, 6^e - Tél. 260.68.43

هكمان النحل

DIPLOMATIE

La Finlande veut convaincre l'Est et l'Ouest qu'elle n'entend pas modifier sa politique de «neutralité active»

De notre correspondant

Helsinki. — Alors que le chef de gouvernement soviétique, Alexeï Kossyguine, fait, jusqu'au 26 mars, une «visite d'amitié» à Helsinki, la politique étrangère finlandaise se trouve confrontée à des difficultés nouvelles : elle est mise en cause à l'Est et à l'Ouest. Voisine de l'Union soviétique, avec laquelle elle partage une frontière de plus de 1 000 kilomètres, de la Suède, entre et de la Norvège, qui est membre de l'OTAN, la Finlande se trouve dans une situation tout à fait particulière. Le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé à Moscou en 1948 (renouvelé pour vingt ans en 1968 puis en 1970) reconnaît à la Finlande «le droit de rester en dehors des conflits d'intérêts des grandes puissances». Ce droit constitue la base de la politique de «neutralité éprise de paix», selon la formule adoptée en 1970 dans le communiqué finno-soviétique.

L'importance de la calotte nord

Mais il s'agit d'une neutralité particulière : le pays s'est engagé à promouvoir la paix, et, d'autre part, le traité d'amitié indique clairement, dans son article premier, que, au cas où «la Finlande ou l'U.R.S.S. à travers le territoire finlandais, seraient l'objet d'une attaque armée de la part de l'Allemagne ou d'un de ses alliés, la Finlande interviendrait pour repousser cette attaque...», et conjointement avec l'U.R.S.S. L'article 2 précise que les parties se consulteront, «s'il est établi que la menace d'une attaque armée existe».

La stabilité qui prévalait en Scandinavie, la prudence du Danemark et de la Norvège — tous deux membres de l'OTAN, mais qui ne laissent pas entreposer

d'armes atomiques en temps de paix sur leur territoire — et la détente qui s'installe progressivement ont fait quelque peu oublier l'éventualité d'un conflit dans cette région.

Plusieurs éléments risquent de modifier cette situation, et plus particulièrement dans ce qui est convenu d'appeler la calotte nord de l'Europe. Les installations militaires soviétiques font de Mourmansk et de la presqu'île de Kola la sanctuaire de la défense soviétique, non seulement en raison des armes atomiques entreposées, mais aussi des bases pour les sous-marins. D'autre part, les richesses escarpées de la mer de Barents (pour le partage de laquelle sont engagées de difficiles négociations entre la Norvège et l'Union soviétique), la question du Spitzberg, la nécessité pour les sous-marins soviétiques d'emprunter au large des côtes norvégiennes des eaux peu profondes où ils sont vulnérables, tout cela donne une importance exceptionnelle à la calotte nord. Les Norvégiens, soucieux de leur défense, et conscients des possibilités nouvelles ouvertes par les richesses pétrolières de leur bordure maritime, n'ont guère de raisons de céder dans leurs pourparlers avec l'U.R.S.S.

Consultations en temps de paix ?

Les Finlandais quand à eux cherchent avant tout à éviter des spéculations sur leur attitude en cas de conflit. Lés par le traité d'amitié qu'ils entendent honorer, ils ont pris plusieurs décisions pour renforcer leur capacité de défense en Laponie, en réponse aux critiques faites contre «le vide finlandais». Des unités d'infanterie ont été postées au nord, ainsi qu'un escadron de chasse-bombardier Draken. En

même temps, il a été décidé de remplacer la flotte d'avions d'entraînement Fouga-Magister par des Hawk anglais et l'acquisition de missiles antiaériens soviétiques a été mise à l'étude. Mais la question essentielle est de nature politique : quelle est, dans ce contexte nouveau, la signification de la neutralité finlandaise ? Pour l'U.R.S.S., le traité d'amitié constitue la base des relations finno-soviétiques. Mais l'interprétation récente donnée par deux spécialistes soviétiques des questions finlandaises, qui ont publié il y a quelques mois, sous les pseudonymes de Komissarov et Barteliev un livre intitulé : «Trois ans de relations de bon voisinage», semble aller un peu plus loin. Présisant l'interprétation qu'il leur donne de l'article 2 du traité d'amitié, les auteurs indiquent : «Le concept d'attitude ne doit pas être pris au sens étroit, à la lettre», mais il s'agit «de la sécurité de la frontière nord-ouest de l'U.R.S.S. dans un sens large, sécurité qui est liée obligatoirement à la situation militaire de l'Europe du Nord et de la région de la Baltique».

En ce qui concerne les consultations prévues en cas d'attaque, les deux Soviétiques estiment qu'elles «n'ont pas lieu en tant que guerre, mais en temps de paix lorsque nait une menace à la sécurité des deux parties». Mettant les points sur les «i», le livre déclare que la colonie de la Finlande de demeurer en dehors des conflits d'intérêts des grandes puissances ne l'oblige pas à rester neutre en toutes circonstances. Ce pays peut adopter une attitude de «neutralité dans les questions qui ne concernent pas les relations d'amitié Finlande-Union soviétique», ni la frontière nord-ouest de l'U.R.S.S., ni les intérêts de défense de la Finlande elle-même.

En fait, entre les deux interprétations extrêmes, l'une de la plus grande neutralité possible et l'autre voulant faire entrer la Finlande dans une alliance avec l'U.R.S.S., Helsinki a toujours suivi une voie médiane : sa politique étrangère vise à établir des conditions de paix durables dans la calotte nord, en évitant en même temps le risque de se voir reprocher de servir d'intermédiaire à l'U.R.S.S. auprès des autres pays scandinaves. C'est dans cet esprit que dès 1963, le président Kekkonen proposa la création d'une zone dénucléarisée dans la calotte nord (excluant par hypothèse Mourmansk et la presqu'île de Kola). La suggestion fut chaleureusement accueillie dans les autres capitales scandinaves et ne reçut un écho que lors de la visite, en 1974 à Helsinki, du président Ford : l'U.R.S.S. se dit alors prête à garantir avec d'autres une zone dénucléarisée.

Les Allemands et les manœuvres de l'OTAN

Aux yeux des Finlandais, la création d'une telle zone permettrait de supprimer les incertitudes. Même si la Norvège a pris des mesures pour éviter toute spéculation sur son attitude (travaux au sujet de l'OTAN, absence de compagnies étrangères dans l'exploitation pétrolière au nord du 62° parallèle, absence de protection militaire atlantique des écosystèmes), certains experts finlandais pensent que l'U.R.S.S. pour conserver intacte sa crédibilité de contre-attaque, serait amenée en cas d'escalade à agir très vite durant une phase de transition entre la paix et la guerre. D'autre part, en 1968, la Finlande proposa, sans succès, à la Norvège de «faciliter» la région frontalière des deux pays par un système d'accords en cas de conflit entre grandes puissances.

Lors de sa visite en Norvège, en septembre 1976, le président Kekkonen fit part, en vain, de ses préoccupations à propos de la participation des troupes alle-

mandes aux manœuvres de l'OTAN en Norvège du Nord. Il déclara que, «du point de vue finlandais, il n'est pas indifférent de savoir qui prend part aux manœuvres militaires avec la Norvège». Symboliquement, le président finlandais avait demandé à se rendre sur le détroit de Dröback, où avait été coulé en 1940, le croiseur allemand Blicher. Sans vouloir faire de la question des troupes allemandes une grande affaire, le président Kekkonen a rappelé récemment qu'il faudrait «envisager la question de la dénucléarisation en Scandinavie dans un contexte plus large. Il s'agit aussi d'inclure de l'évolution de la politique norvégienne à l'égard de l'OTAN».

A l'intention de l'U.R.S.S., les autorités finlandaises ont coupé court aux spéculations officielles ou officieuses. Préoccupé par la situation dans le camp socialiste et par un échec possible de la conférence de Belgrade, le président Kekkonen a adressé un «message solennel» à ceux qui «essaient de donner l'impression que la détente dans la politique mondiale serait en train de confier un nouveau projet à la politique étrangère de la Finlande, et que les tendances vers la droite qu'on peut déceler dans certains pays d'Europe centrale se refléteraient aussi dans la politique extérieure finlandaise».

Ces questions-là sont certainement au cœur des entretiens du président Kekkonen et de M. Kossyguine. Le sujet pourrait être abordé aussi avec le ministre des affaires étrangères de Norvège, M. Frydenlund, attendu à Helsinki pour la réunion du Conseil nordique, qui s'ouvrira le 31 mars.

GILLES GERMAIN.

CHAUFFAGE COMPLET

CHAUFFAGE SUR MESURE
EAU CHAUDE A VOLONTÉ



Tout de suite avec le

'CONTRAT GLOBAL CHARO'

1/CONCEPTION : D'abord, vous avez le choix entre les trois énergies de base, gaz, électricité, mazout. Ensuite vous êtes conseillé GRATUITEMENT par un technicien-spécialiste, qui étudie à fond votre problème, effectue toutes les démarches administratives, avant de vous proposer le chauffage qui convient le mieux à vos besoins et à vos moyens. En toute objectivité.

2/EQUIPEMENT : Sélection rigoureuse des plus grandes marques ; matériel conforme aux normes françaises vous assurant un rendement élevé, une sécurité totale et s'intégrant à tous les décors.

3/INSTALLATION : Par personnel hautement qualifié, votre installation sera réalisée rapidement sans gêne pour vous ni dommage pour votre intérieur.

4/GARANTIE : Avec le CONTRAT GLOBAL CHARO, entretien et assurance compris pendant 6 ans.

*CREDIT TOTAL à partir de 200 F par mois.
Exemple : 200 F à la commande, 200 F à la fin des travaux, le solde : par mensualité de 200 F sans autre mise de fonds.

Pour en savoir plus sur le CONTRAT GLOBAL CHARO, renvoyez vite le bon ci-dessous à :

CENTRE D'INFORMATION CHARO
63, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 355-11-20

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

Je désire obtenir des renseignements plus complets par votre technicien régional sur le CONTRAT GLOBAL CHARO me donnant droit à un DEVIS GRATUIT, et une documentation couleur.

NOM : Prénom :

Profession : Tél. :

Adresse :



BMW 25 rue Cardinet
Paris 17^e 267-31-00

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

WAGRAM



Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

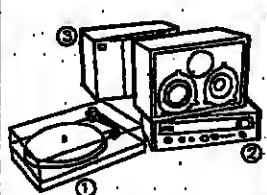
Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 2663466

Les enceintes :
fiez-vous à vos oreilles,
pas à leur taille.



Enceintes Céléstion
Dillon UL 6

Chaine Quartz n° 2 :



1 - Paire Techniques SL 20
2 - Ampli-tuner Pioneer SL 450
3 - Enceintes Céléstion Dillon UL 6

3.980 F

en pop, confort d'écoute... tels sont les vrais critères. Ceux que nous avons utilisés pour sélectionner les Céléstion Dillon UL 6. Venez les écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-Hifi" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI

Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
M^o Sablon
M^o Châtelet
Marseille 39, av. J. Cantini
M^o Castellane

Jocelyn
PARIS



134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
75778 Ch.-Élysées (Central) 8^e - 225.35.33
5 rue du Charbonnier - 548.75.47



« Je te jure Lucien, j'ai entendu de mes yeux
entendu parler un Zèbre. Il a dit exactement :
"Ne les quittons pas, des yeux ils ne connaissent pas le pays..." »

Avec Jumbo, vous partez à l'aventure sans partir dans l'inconnu.

Quand vous partez en voyage avec Jumbo, vous partez tout seul. Pas de visites à la chaîne, pas de gentils jeux organisés : vous êtes votre propre guide. Simplement, lorsque vous avez besoin d'un petit renseignement ou d'un coup de main, vous allez voir l'équipe des Relais Jumbo. Ils sont là pour ça. Pour vous aider dans 23 pays, à réaliser vos projets de découverte : dénicher un café à Ceylan, des compagnons de voyage à Singapour, ou une pègre avec soleil mais sans touristes, en Tunisie.

L'assistance à destination n'est qu'une facette de la formule Jumbo. Pour le prix du billet d'avion, Jumbo vous fait 3 cadeaux : Il vient vous chercher à l'aéroport, vous offre 2 nuits

d'hôtel à l'arrivée et des Jumbochèques (à échanger par exemple contre des nuits d'hôtel ou une location de voiture). Jumbo, c'est la seule formule de voyage qui vous permet encore de voyager sans vous sentir perdu. Ni prisonnier.

Il y a 29 Relais Jumbo sur 4 continents. En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences

AUT FRANCE

Si vous voulez la brochure Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom :

Prénom :

Rue :

Code postal :

Ville :

A envoyer à Ted Bates Jumbo : 3, rue Bellini - 92800 Puteaux

N^o 8 - 2808/77

LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DES TRAITE

Prendre l'Europe au sérieux

par ALFRED GROSSER

Il n'a pas beaucoup été question d'Europe pendant la campagne électorale. Parce qu'il s'agissait d'élections municipales ? Il n'est pas sûr que cette tenue une plus grande place dans la longue campagne pour les législatives. En partie parce que l'Europe est un sujet de désaccord au sein de la majorité et au sein de l'opposition. En partie parce que le désintérêt et le scepticisme sont réels et profonds. Trente ans après l'annonce d'une coopération économique, vingt ans après la signature des traités de Rome, on a l'impression moins d'une division nouvelle que d'une dilution, d'une dispersion.

Pourtant, au même moment, le monde s'agitait. L'Europe n'a pas été aussi forte face à une Chine qui, de Londres, de Bonn, de Rome, de Paris, apparaît comme étonnée, mais qui prend figure d'entité cohérente dès qu'elle est vue du dehors par ceux qui mettent leur espoir en elle, qu'il s'agisse de dirigeants à Lisbonne, à Athènes, en Afrique, ou d'opposants en Amérique du Sud et en Europe de l'Est.

Pourquoi ces attentes se trouvent-elles en grande partie déçues ? L'une des réponses, c'est que les membres de la C.E.E., tous partis confondus, se trouvent confrontés à des problèmes difficiles pour lesquels personne n'a de solution nette, des problèmes qui seraient cependant sans doute plus clairs s'ils étaient affrontés en commun.

Tout d'abord l'attitude même à adopter face à la plus forte des attentes, celle de l'admission des trois pays d'Europe du Sud qui viennent de sortir de la dictature. Les admettre, c'est prendre le risque de faire capoter définitivement la politique agricole commune, de provoquer des troubles sociaux graves, notamment dans le sud de la France, et de rendre de toute façon inopérante — l'Europe déjà mal établie et mal essai.

Les rejeter, c'est à coup sûr diminuer les chances d'une évolution démocratique, donc fuir des responsabilités que l'Europe institutionnalisée, prétend prétendement devoir assumer. Les conséquences du non seraient d'ordre à la fois économique et politique. Chacun, même les défenseurs les plus acharnés de l'indépendance et de la souveraineté absolues, admet aujourd'hui qu'il existe une sorte d'interdépendance et d'évolutions internes, par l'interdépendance et par une certaine plus saine. C'est pourquoi notamment M. Berlinguer croit à l'utilité du suffrage universel pour l'Europe qui a l'horriblement à la fois les grandes parties communistes aux yeux de tous, tandis que M. Marchais semble craindre le poids supplémentaire que son partenaire socialiste trouverait dans la pesantier transactionnelle de la social-démocratie européenne.

Autre difficulté, commune aux Allemands, aux Français et aussi

aux Anglais : faut-il ou ne faut-il pas se faire exportateur de matériel nucléaire ? Comment dansquer, dans les arguments américains, que la République fédérale repousse avec plus de vigueur que le gouvernement français, la part de la solidarité, c'est-à-dire l'appel au sens des responsabilités face aux risques de multiplication des armes nucléaires, et la part de la volonté casquée de conserver ou de retrouver le monopole d'un marché ?

Le danger nucléaire

Mais, le danger nucléaire, ce n'est pas seulement au Brésil ou au Pakistan qu'il peut exister. En Europe, le débat sur l'énergie atomique passe à travers les frontières nationales et à travers les frontières entre partis, car personne, parmi ceux qui exercent le pouvoir et parmi ceux qui ont le chance d'accéder au pouvoir, n'est vraiment sûr de sa vérité. De combien d'énergie nucléaire a-t-on et surtout aura-t-on besoin ? Comment sera-t-on certain d'avoir garanti la sécurité des installations ? Comment être sûr que les besoins de cette sécurité n'entraîneront pas de façon sensible la liberté des citoyens, à commencer par celle de ne pas être constamment surveillés et rapidement suspects ?

Idem, il s'agit, malgré l'urgence de certaines décisions, de choix pour le long terme. Pour le court terme, face à la crise économique, les difficultés sont également communes. Comment obtenir que les États-Unis relancent leur économie de façon à favoriser les exportations européennes sans relancer une inflation qui relancerait l'inflation européenne ? Comme en matière nucléaire, par un assés étrange renversement, c'est la République fédérale qui tient le langage le plus dur en président américain. Mais, en même temps, une sorte de force transactionnelle de contestation des politiques gouvernementales est en train de naître : les syndicats allemands tiennent aujourd'hui, face à M. Schmidt, un langage fort semblable à celui de l'opposition face à M. Barre pour contester l'équation profit = investissement = création d'emplois, et pour faire remarquer que, faute de relance de la consommation, on peut avoir soit profit = exportation de capitaux ou encore profit = investissement de simple rationalisation = suppressions d'emplois.

De nouveau sur le long terme : peut-on vraiment surmonter le problème des disparités régionales de chaque pays en situation de concurrence ? Mais quel poids politique ne faudrait-il pas accorder à des autorités européennes pour que le Fonds commun d'investissement ait véritablement

un sens ? Quid de la Bretagne, de la Wallonie, du Mezzogiorno ? Comment agir nationalement avec efficacité comment agir de manière européenne sans risques supplémentaires pour les unités nationales ? Et personne n'est davantage sûr de son attitude quand il s'agit de savoir comment agir sérieusement pour répondre, dans le fameux dialogue Nord-Sud, aux demandes que les pays désavantagés adressent aux Européens. Accepter le transfert de ressources technologiques, c'est accepter aussi l'arrivée sur nos marchés de produits fortement concurrentiels menaçant bien des produits européens. La réponse des partis de gauche l'aurait été : il s'agit de prévoir, de planifier, d'investir pour transformer telle ou telle production, autrement dit ne pas en renvoyer aux « lois du marché ». Mais, pour tenir ce langage, il faudrait admettre que toute production, que tout emploi, n'ont pas raisonnablement à être défendus à tout prix et à tout jamais.

On pourrait encore évoquer les problèmes de défense à propos de la révolution allemande contre l'empire américain sur le marché des armements et de la lente découverte par les Français qu'il y a contradiction entre le désir d'une indépendance européenne et le refus de s'engager pour la protection des autres Européens.

Où aussi les choix difficiles à effectuer, face à l'Europe de l'Est, qui vient libéraliser les régimes en se réclamant d'Eisenstein et les contacts positifs à développer avec les gouvernements, ne généralisent pas les réactions de peur. Fuite dans des gestes destructeurs, à un moment où le symbolisme a plus que jamais son prix : ainsi l'absurde refus français de laisser la Communauté en tant que telle participer à un « sommet » économique purement consultatif, refus qui prolonge la vieille contradiction consistant à se réclamer de l'égalité entre nations face aux États-Unis et à vouloir l'égalité aux petites nations d'Europe au nom de la grandeur de la France.

Espoir tout de même de voir les attentes du dehors et la convergence des problèmes du dedans se combiner pour imposer la conviction de l'illégitimité de la recherche commune des réponses et des solutions. Une conviction dont le premier élément serait que l'Europe doit être prise en sérieux.

Point de vue

UNE HIRONDELLE

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

A l'occasion des « sommets », européen de Rome à la fin de ce mois, puis occidental de Londres au début de mai, la France reviendrait-elle à des vues qui n'étaient plus les siennes depuis l'entrée de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée ?

C'est d'abord l'énergie nouvelle déployée pour empêcher toute représentation de la Communauté au tant que telle à la conférence de Londres, en même temps que l'opposition à des rencontres régulières sur le thème économique des chefs d'Etat ou de gouvernement des membres du pacte atlantique. Ni le président de la République ni le premier ministre n'assisteront donc à la réunion atlantique, malgré le désir qu'en exprime M. Carter et même à l'absence de M. Giscard d'Estaing à cette occasion se trouve supplanté par la participation aux conversations spécialement économiques.

C'est ensuite la découverte que la Communauté des Neuf verrait son fonctionnement se détériorer encore davantage si l'on y était douze et que — sans que cela constitue un préalable à l'admission de nos amis, grecs, espagnols et portugais dans le Marché commun — il conviendrait que l'on réfléchisse aux « adaptations » nécessaires. Ce qui est d'ailleurs prévu par l'article 237 du traité de Rome (2).

C'est enfin, et surtout, la coïncidence de ces deux prises de position, comme si la France examinait à nouveau d'un seul regard les affaires atlantiques et européennes depuis l'embrasure croisée de ces deux domaines et soulignait la contradiction entre cet état de fait et les traités existants.

S'il faut persévérer dans cette voie qu'il découvre, après trois ans de responsabilité, M. Giscard d'Estaing va devoir opérer bien des reculs par rapport à ce qu'il a consenti jusqu'à présent.

Une nouvelle lecture

C'est sur son invitation que s'est tenue à Rambouillet la première rencontre « au sommet » des grandes puissances européennes et atlantiques. C'est sur l'absence de vigilance et de réaction de la France qu'a pu s'établir la nouvelle tectonique américaine empêchant le dialogue euro-atlantique et assouplissant la conférence Nord-Sud des Indépendances travaux de commission. Ni la France ni la Communauté n'auraient en conclusion des premiers débats de 1976 le poids courage d'un moins faire prendre en considération — au même titre que celles des Américains — les vues algériennes de conciliation des thèses en présence. Surtout, le fonctionnement des Institutions communautaires a jusqu'à ces derniers temps été enviesé par la France d'une manière peu réaliste. M. Giscard d'Estaing a fait adopter par le premier « sommet » des Neuf à se tenir après son arrivée au pouvoir deux décisions : le cas de décisions susceptibles d'être prises à la majorité sur proposition de la Commission, des intérêts très importants d'un ou plusieurs partenaires sont en jeu, les membres du conseil s'efforcent, dans un délai raisonnable, d'arriver à des solutions qui pourront être adoptées par tous les membres du conseil dans le respect de leurs intérêts mutuels et de ceux de la Communauté, conformément à l'article 2 du traité (3).

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

partir d'une seule voix — comme le proposait Georges Pompidou et Michel Jobert.

La Communauté étant économique, son approfondissement ne doit être recherché que dans l'intégration économique : la manière dont se tiennent et se déchirant les tissus industriels ces dernières années en Europe nous montre qu'on en est loin. La voie politique n'a pas été qu'artificielle : elle a affaibli la Communauté en ébouriffant dans la pratique la gestion à Neuf à des délibérations dans le cadre plus large de l'O.C.D.E. ou des « sommets » occidentaux.

Si l'on veut édifier une Communauté politique, il faut donc partir de bases nouvelles et sans doute rédiger un traité nouveau puisque l'article 235 de l'actuel ne prévoit de nouvelles compétences communautaires que s'il s'agit de « réaliser dans le fonctionnement du Marché commun l'un des objets de la Communauté ». Si l'on veut améliorer le fonctionnement de l'actuelle Communauté, autre perspective possible, il faut décider d'un mode de délibération et de réglementation reconnu par chacun des Etats membres. Ni la lettre actuelle du traité ni l'expérience intérieure de chacun des Etats membres ne permet ni d'encourager l'adoption d'une décision soumise à l'Assemblée des Communautés, même si — dans son nouveau mode de désignation — elle émanait directement des peuples européens.

L'élargissement à trois nouveaux membres, s'il doit assouvir d'une nouvelle composition de la Commission, ne permet pas non plus de donner à cette dernière de nouveaux pouvoirs : la détermination en son sein la fait déjà trop nombreux ; que serait-ce si elle comptait seize ou vingt membres ? A moins qu'on n'admette que la Commission n'a désormais qu'un rôle de strictes position et exécution, en amont ou en aval d'une décision suprême qui serait exclusivement celle du conseil des ministres.

Dans cette dernière hypothèse, le rôle simple — administratif — de la Commission, sur instruction du conseil des ministres, autoriserait une composition indépendante des propositions et des nominations nationales. On pourrait même concevoir que plusieurs Etats membres ne comptent aucun de leurs nationaux dans cette instance, puisque celle-ci ne serait en rien décisive. Que l'hypothèse « apatride » ou supra-nationale n'ait pas la même allure, peut-être à terme même une chance, si définitivement la Commission n'était qu'un instrument. L'organe souverain serait — ce qu'il est, dans le préjugé depuis les débuts de la Communauté — le conseil des ministres, émanation des souverainetés et des légitimités nationales. L'accord de Luxembourg ne serait que de bon sens : lorsque, dans le cas de décisions susceptibles d'être prises à la majorité sur proposition de la Commission, des intérêts très importants d'un ou plusieurs partenaires sont en jeu, les membres du conseil s'efforcent, dans un délai raisonnable, d'arriver à des solutions qui pourront être adoptées par tous les membres du conseil dans le respect de leurs intérêts mutuels et de ceux de la Communauté, conformément à l'article 2 du traité (3).

Le défi américain

2) Le défi américain n'est plus seulement monétaire et militaire. L'hégémonie est sur ces plans bien assurée et malheureusement consentie. Il porte maintenant sur les chances futures d'une Europe de jamais recouvrer une place indépendante : les Etats-Unis entendent, en effet, empêcher, même à terme éloigné, toute émergence d'un rival technologique ou industriel, c'est-à-dire toute possibilité d'entreprises ou d'initiatives européennes indépendantes de la décision ou de l'intérêt des Américains. L'importance du marché national des Etats-Unis, étant sans commune mesure avec leur propre dépendance commerciale vis-à-vis de l'étranger, permet déjà de contrôler — par le simple jeu du capitalisme national ou international — l'essentiel des débouchés d'une technologie avancée européenne : on le voit pour Airbus comme pour Concord dont les constructeurs américains attendent la faillite pour imposer ensuite les copies conformes fabriquées cette fois du bon côté de l'Atlantique.

Four répondre à ce défi, tout en tenant compte de l'actuelle concurrence intra-européenne tant en matière aéronautique que nucléaire — même s'il faut dans le principe déplorer cette concurrence — la France n'a d'autre moyen pratique que l'opposition catégorique au dessain américain.

Il nous est impossible d'imposer à nous seule la réforme monétaire re-

mise aux castelles grecques depuis la conférence de la Jamaïque de la fin 1976. Il nous est impossible d'obliger le pouvoir politique américain à passer outre à tant de pressions idéologiques, politiques, financières qui, de tous côtés, depuis juin 1977 s'opposent à l'intérêt français outre-Atlantique. Mais il nous est possible de coopérer avec un pays tiers, savoir le Pakistan, si celui-ci y consent : nous ne pas — volontairement — laisser des délégués, suffisants, presque efficients pour que les pressions américaines suprie à M. Bhutto fassent passer pour la décision pakistanaise ce qui n'est qu'obéissance française... Il nous est possible de changer complètement la carte européenne et atlantique, nous prenons comme transaction maximale de nous préparer techniquement et psychologiquement nous retirer de l'alliance atlantique parce que celle-ci ne nous offre plus de dédommagement de conditions équitables et si des maintenant nous pouvons qu'a nous déciderons en nous et pour des motifs qui nous sont propres (5). Il nous est possible de poser la question du dialogue euro-atlantique dans des termes tels qu'il mettent en lumière les complexités antiques de certains Etats européens et de certains Etats arabes. Cette seule vérité serait salutaire.

3) Les Etats européens sont confrontés non plus à l'écroulement de deux vainqueurs de la dernière guerre, mais à une révolution planétaire démographique et économique, qui égarne pour le moment l'Union soviétique et les Etats-Unis. L'Europe n'a plus posé elle-même la question de la population, ni même la question industrielle et bancaire. Globalement, l'Europe est en déficit démographique et économique — par l'Asie notamment et l'Afrique notamment — que l'Amérique du Nord ou la Russie communiste, elle subit deux handicaps que les deux Etats continuent de payer son impérialisme colonial, dénoncé non seulement par ceux qu'elle a un temps dominés mais aussi par ses concurrents russes et américains mieux équipés et plus opportunistes. La décolonisation a effaçé l'Europe sans pour autant la libérer d'un certain regard de tiers-monde sur elle, ni elle d'un certain regard sur le tiers-monde. L'autre handicap est également psychologique. Au contraire du tiers-monde ou de l'Amérique, ou de la Russie, l'Europe hésite sur son identité parce que ses Etats membres ont cru qu'une identité continentale les dispensait d'identité nationale. Une fois bien ébranlée par les deux guerres mondiales.

Il se trouve que la France réunit en elle, géographiquement, historiquement et sans doute linguistiquement, les atouts que peut faire valoir dans la nouvelle donne en cours, une Europe rendue à ses intérêts véritables. Le Vieux Monde, démanté qu'il est — relativement — d'hommes et de matières premières, cherche nécessairement des complémentarités. L'Afrique et la nation arabe notamment, de l'autre côté de la Méditerranée, offrent ces hommes et une part de ces matières premières. Le pont qui serait ainsi jeté pourrait à terme atténuer le rivalité à venir entre les continents surpeuplés et ceux qui le sont moins : le langage commun, inventé par les religions monothéistes et cultivé aujourd'hui par la renaissance des relations commerciales, désormais peut-être les guerres idéologiques de continents aux philosophies, aux mœurs publiques et privées, aux religions si différentes malgré l'apparente uniformité des grandes capitales et du sabir anglo-saxon.

Elargissant de la sorte une réflexion que le défi de M. Chirac et le courageux gestion de M. Barre placent nécessairement ailleurs qu'en politique intérieure et qu'en conjoncture économique, M. Giscard d'Estaing trouverait le temps et le souffle qui lui ont fait défaut tout le temps que l'U.D.R. était sage et que l'inflation arrageait tout un chacun. Peut-être serait-ce la matière d'un second tome pour la prochaine édition de l'interrogation présidentielle lors des rencontres de Rome et de Londres. A moins que l'hirondelle ne soit décidément — pas à elle seule le printemps et qu'il ne se soit agi ces jours-ci de flatter le temps du scrutin municipal un R.P.R. inquiet et de préparer le débat parlementaire sur la prétendue élection européenne.

(1) Le Monde du 10 mars 1977, page 4.
(2) Ibidem, page 38.
(3) Communiqué publié à l'issue de la réunion des chefs de gouvernement de la Communauté européenne, à Paris, le 10 décembre 1974.
(4) Arrangement conclu entre la France et la Belgique, le 10 janvier 1976, à Luxembourg entre les six au sujet du vote majoritaire au sein du Conseil de la C.E.E., le 25 janvier 1976.
(5) Résolution adoptée à Marseille le 24 octobre 1976 par le deuxième rassemblement du Mouvement des démocrates.

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10 30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

« AU CARRÉ D'AGNEAU » CHEZ ALBERT
122, av. de la République, 92-93 (r. Long) TERRASSE COUVERTE - PISCINE
Ses desserts en brochette
Son homard poché vivant
Son célèbre carré d'agneau
Ses béarnaises, spécialité Albert
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

AVOUEREZ-VOUS UN JOUR VOUS ÊTRE MARIÉ SCIENTIFIQUEMENT ?

1) Tout célibataire devrait savoir qu'il se mariera un jour (96% des gens se marient, selon les statistiques).

2) sans doute assez mal (après 3 ans de mariage 89% des gens se déclarent déçus - IFOP et 13% divorcent).

3) Mais la résignation n'est pas de mise. Depuis qu'est apparue la possibilité pour chacun de rencontrer exclusivement des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont complémentaires des siens.

Comment un tel progrès est-il devenu possible, comment en bénéficier tout de suite ? Demandez aujourd'hui même votre questionnaire gratuit et la plaquette « Couples témoins ».

(Lire à ce sujet : « Vers une civilisation du couple » de L.M. Jentel - Préface de Louis Armand, de l'Académie Française - Toutes libristes).

4) Le monde change. Changez dès aujourd'hui votre façon de rencontrer celle à qui vous ne pouvez pas ne pas rêver.

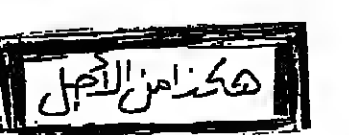
ION INTERNATIONAL
PARIS - BRUXELLES - GENÈVE - MONTREAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement sous pli neutre et cacheté mon questionnaire ION, et la plaquette « Couples témoins ».

M. Mme Mlle _____ Prénom _____ Age _____

Adresse : _____

ION FRANCE (MO 17) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 + ION RHONE-ALPES (MDR 17) 35, avenue Rochefort - 69003 LYON - Tél. 54.24.44 - et 56, cours Berriat - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.18.61 ION BELGIQUE (MOB 17) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.20 ION SUISSE (MOS 17) 75, rue de Lyon - 1203 GENÈVE - Tél. 022.45.72.80



EUROPE

Grande-Bretagne

M. Callaghan en direct au téléphone...

De notre correspondant

Londres. — M. Callaghan vient, après le président Carter, de céder à la mode du « phone-in ». L'expérience de jeudi soir, 24 mars, confirme cependant la caractéristique du procédé qui a donné, à une douzaine de citoyens installés dans les studios lointains, l'occasion de s'entretenir par téléphone quelques minutes avec le chef du gouvernement.

De l'avis général, M. Callaghan n'est bien tiré de l'épreuve. Celle-ci tombait à point, alors que, la semaine prochaine, une décision partielle à Birmingham pourrait mettre le Labour en difficulté.

Une seule question a porté sur l'alliance « Lab-Lib » (Labour-libéraux). Le premier ministre y a répondu assez franchement : les efforts entrepris par le gouvernement pour réduire l'inflation et redresser l'économie n'ont pas été leur première phase, a-t-il indiqué. Il faut gagner du temps jusqu'à ce que la politique économique donne des résultats. Le succès, bien entendu, dépendra très

largement d'un nouvel accord salarial avec les syndicats.

Le premier ministre a ménagé ses déclarations : il a parlé plusieurs minutes des dernières péripéties politiques, sans jamais prononcer le nom du leader libéral, M. Steel.

M. Callaghan a, pour le reste, fait preuve de bonhomie. Il a expliqué à une ménagère que si le prix du gaz doit être relevé, c'est pour protéger les réserves de gaz naturel. Il a indiqué que le budget présenté mercredi prochain apportera « quelque chose » aux travailleurs les plus mal payés. Répondant à un interlocuteur de Belfast, il a réaffirmé son opposition catégorique au rétablissement de la peine de mort pour les crimes de terroristes.

Lorsqu'un homme, qui venait de gagner 400 livres dans un concours de pronostics sur les matchs de football a demandé, enfin, au premier ministre des conseils d'investissement, M. Callaghan a suggéré un placement dans « la brique et le mortier ». — J. W.

Union soviétique

ASSISTANT DE M. BREJNEV

M. Roussakov remplacera M. Katouchev au secrétariat du comité central

De notre correspondant

Moscou. — M. Constantin Katouchev, nommé la semaine dernière vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. et représentant de l'Union soviétique au Conseil, va perdre ses fonctions de secrétaire du comité central chargé des rapports avec les partis communistes au pouvoir. Il sera remplacé à ce poste — sans doute à l'issue du prochain plénum du comité central, qui devrait se tenir dans quelques semaines — par M. K. V. Roussakov, soixante-neuf ans, qui assume depuis 1972 les fonctions d'assistant personnel de M. Brejnev.

Les pays socialistes ont été avertis de ce prochain changement au début de la semaine. M. Roussakov, qui avait accompagné M. Brejnev en novembre dernier dans ses voyages à Bucarest et à Belgrade et qui passe aussi pour un bon connaisseur des questions chinoises, a participé la semaine dernière aux entretiens qu'a eus, pendant cinq jours, à Moscou, avec différentes personnalités soviétiques. M. Stefan Olaszowski, membre du bureau politique polonais, M. Roussakov a notamment assisté à l'entretien Brejnev-Olaszowski. Mardi dernier, il était présent également pendant l'entretien accordé par M. Brejnev à M. Carlos Rafael Rodríguez, membre du bureau politique cubain.

En dépit de ces changements, il est trop tôt pour parler d'une disgrâce de M. Katouchev. Selon

Union soviétique

M. Krasucki affirme que le socialisme doit être « synonyme des droits de l'homme »

De notre correspondant

Moscou. — Dans un message de salutations aux délégués du séminaire congrès des syndicats soviétiques, M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., a déclaré, le jeudi 24 mars, pour sa part, que le socialisme est synonyme de liberté et des droits de l'homme. « C'est pour cette raison », a-t-il ajouté, que nous défendons les droits de l'homme, tout chez nous et partout dans le monde.

Faisant allusion au soutien qu'apporte la C.G.T. au programme commun de la gauche, M. Krasucki a, d'autre part, affirmé que « le socialisme, à la définition duquel nous apportons notre contribution (...), tiendra compte de la pluralité qui caractérise notre peuple et ses traditions et la diversité. Il assurera à tous l'ensemble des droits politiques, d'organisation et d'expression, l'indépendance des syndicats, l'ensemble des droits des travailleurs, y compris le droit de grève ».

En conclusion, le secrétaire de la C.G.T. a évoqué le problème de la solidarité internationale. « Plus que jamais », a-t-il dit, nous sommes attachés à la solidarité internationale des travailleurs. (...) Naturellement, dans le monde d'aujourd'hui en plein bouillon-

nement, cette solidarité s'exprime aux réalités nouvelles, aux besoins nouveaux, à des situations de plus en plus diverses. (...) La fraternité et la franchise dans les rapports sont indispensables. L'existence de points de vue différents, de divergences, ne doit naturellement pas empêcher l'action commune pour les buts communs. »

Troud, l'organe des syndicats soviétiques, publie ce vendredi matin 25 mars un bref résumé de l'intervention de M. Krasucki. Ce résumé reprendra les propos du secrétaire de la C.G.T. C'est ainsi, par exemple, que la définition donnée par M. Krasucki du « socialisme pour la France » est passée sous silence, au profit de la formule suivante : « La C.G.T. appuie le programme commun et se guide sur les principes de la lutte de classe ».

Le congrès des syndicats soviétiques doit terminer ses travaux ce vendredi. On n'attend aucun changement significatif dans sa direction. De nombreux débats, parmi tous ceux qui se succèdent à la tribune, ont repris, en les développant encore, les attaques lancées lundi dernier par M. Brejnev contre les dissidents. — J.A.

Allemagne fédérale

SELON LA « SÜDDEUTSCHE ZEITUNG », les membres de l'organisation social-démocrate grecque PAK (Mouvement panhellénique de libération) avaient été écoutés en 1973 à l'aide de micros dans un hôtel de Rhénanie-Palatinat. Sans dénier ou confirmer cette information, un porte-parole officiel a voulu, le mercredi 23 mars, « corriger deux erreurs grossières ». D'une part, a-t-il dit, M. Genscher, alors ministre de l'Intérieur, n'avait pas donné son accord ; d'autre part, le PAK n'était pas une organisation social-démocrate, mais « extrémiste de gauche », et soupçonnée de vouloir organiser en R.F.A. des actes de terrorisme contre la junte militaire grecque.

Cette justification a provoqué quelque étonnement. Le PAK est le parti de M. Andreas Papandréou, qui a été soutenu financièrement par le parti social-démocrate allemand pendant le règne des colonels. M. Papandréou, qui se trouvait dans cet hôtel de Rhénanie-Palatinat quand les micros ont été placés, a été reçu plusieurs fois par M. Willy Brandt, alors chancelier fédéral. — (Corresp.)

L'ÉPOUSE DE WOLF BIERMANN, le chanteur-compositeur est-allemand privé de sa nationalité en novembre dernier, a rejoint, avec son fils, le 24 mars, son mari à Hambourg. — (Reuter.)

A travers le monde

Argentine

LA POLICE ARGENTINE A MIS FIN, mercredi 23 mars, aux activités d'une secte religieuse ésotérique afro-brésilienne, Umbanda, à laquelle ont appartenu deux ex-ministres du gouvernement et de Mme Peron, aujourd'hui en fuite à l'étranger. MM. José Lopez Rega et José María Villona. Cette secte se consacrait à l'adoration de diverses personnalités du diable et au sacrifice des animaux au cours de « cérémonies » explosives, avant de baptiser ses adeptes du sang ainsi recueilli. La police a arrêté le « pâtre suprême » de la secte, connu entre autres sous le nom de Pío De Santos. — (A.F.P.)

Chili

LE CHEF DE LA POLICE SECRÈTE CHILIENNE (DINA), aurait demandé au général Augusto Pinochet une aide supplémentaire de 600 000 dollars destinée à l'élimination des opposants au régime chilien à l'étranger, affirme le journal ouest-allemand Frankfurter Rundschau, qui précise que cette démarche a été faite par lettre, dont il possède une photocopie. Cette somme serait par conséquent destinée à éliminer les opposants au régime chilien réfugiés au Mexi-

que, en Argentine, au Costa Rica, aux États-Unis, en France et en Italie. — (A.F.P.)

Pays-Bas

LE COLLECTEUR NEUR PIETER MENTEN, soupçonné de crimes de guerre, a perdu, jeudi 24 mars, le procès qu'il avait intenté pour diffamation au journaliste Hans Knoop. Celui-ci avait publié dans sa revue Accent des témoignages de citoyens juifs polonais qui ont entraîné l'ouverture d'une enquête judiciaire. — (A.F.P.)

Uruguay

M. EDUARDO BLIER, membre du parti communiste uruguayen, qui a disparu en octobre 1976, à Montevideo, a été aperçu par des témoins à l'hôpital militaire de la capitale uruguayenne. Il semble que M. Blier ait été enterré vivant, la tête seule dépassant du sol, et torturé à plusieurs reprises puis hospitalisé. Sa fille, Mme Irene M. Lewenhoff, qui réside en Israël, est intervenue auprès de l'ambassadeur d'Uruguay dans ce pays pour obtenir des nouvelles de son père, mais n'a pu obtenir l'assurance que celui-ci est encore vivant. La plupart des membres du parti communiste uruguayen ont disparu, ont été emprisonnés ou assassinés depuis 1975.

Une décision de principe analogue a été prise avec la Hongrie lors du séjour de M. Honecker, chef du parti et de l'État est-allemand, à Varsovie les 26 et 27 février. Les pourparlers pourraient aboutir, dit-on, d'ici à l'été. Des consultations ont été aussi engagées avec la Tchécoslovaquie. — (Corresp.)

LA CONTESTATION DANS LES PAYS SOCIALISTES

UNE VINGTAINNE D'OFFICIERS URUGUAYENS, de grades allant du capitaine au lieutenant-colonel, auraient été arrêtés pour avoir adressé au haut commandement militaire un document exprimant leur « inquiétude sur les institutions et la situation politique ».

République démocratique allemande

LA HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE ont conclu un nouveau traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Tel est le principal résultat de la visite officielle du 21 au 24 mars, à Berlin-Est, de M. János Kádár, premier secrétaire du parti socialiste hongrois. La Hongrie est ainsi — après l'U.R.S.S. — le premier pays du pacte de Varsovie à renouveler avant son délai d'expiration le traité qui la lie à la R.D.A. Le précédent traité avait été signé en 1967 et était valable pour une durée de vingt ans.

Une décision de principe analogue a été prise avec la Hongrie lors du séjour de M. Honecker, chef du parti et de l'État est-allemand, à Varsovie les 26 et 27 février. Les pourparlers pourraient aboutir, dit-on, d'ici à l'été. Des consultations ont été aussi engagées avec la Tchécoslovaquie. — (Corresp.)

LA COUR CONSTITUTIONNELLE fait valoir dans ses attendus cités par l'agence Tanyoug que la Constitution yougoslave prévoit « la limitation ou l'interdiction de l'exercice des libertés et des droits » lorsque ces derniers sont exercés à des fins anticonstitutionnelles. Elle se réfère en outre à l'article 29 de la déclaration générale des droits de l'homme autorisant une « restriction à la liberté de circulation dans un but de protection de la sécurité nationale ». De telles dispositions sont conformes à l'acte final de la conférence d'Helsinki, a estimé la Cour constitutionnelle.


Le rejet de cette pétition a été précédé par une condamnation politique des signataires, le mois dernier, de la part de la « Jugo-démocratie » de l'État, rappelle notre correspondant Paul Yankovitch. Celle-ci avait interprété l'activité des signataires comme faisant partie intégrante d'une campagne idéologique et politique de « certains milieux pour faire pression sur la Yougoslavie et la discréditer en tant que pays hôte de la conférence de Belgrade ».

D'autre part, l'écritain contestataire yougoslave Milovan Djilas a annoncé, le 24 mars, que son cousin Vukobrat Djilas, avocat, a été arrêté, le 14 mars dernier, pour « propagande hostile au gouvernement ». — (A.F.P., A.P., Le Monde du 12 février.)

LA COUR CONSTITUTIONNELLE fait valoir dans ses attendus cités par l'agence Tanyoug que la Constitution yougoslave prévoit « la limitation ou l'interdiction de l'exercice des libertés et des droits » lorsque ces derniers sont exercés à des fins anticonstitutionnelles. Elle se réfère en outre à l'article 29 de la déclaration générale des droits de l'homme autorisant une « restriction à la liberté de circulation dans un but de protection de la sécurité nationale ». De telles dispositions sont conformes à l'acte final de la conférence d'Helsinki, a estimé la Cour constitutionnelle.

Le rejet de cette pétition a été précédé par une condamnation politique des signataires, le mois dernier, de la part de la « Jugo-démocratie » de l'État, rappelle notre correspondant Paul Yankovitch. Celle-ci avait interprété l'activité des signataires comme faisant partie intégrante d'une campagne idéologique et politique de « certains milieux pour faire pression sur la Yougoslavie et la discréditer en tant que pays hôte de la conférence de Belgrade ».

D'autre part, l'écritain contestataire yougoslave Milovan Djilas a annoncé, le 24 mars, que son cousin Vukobrat Djilas, avocat, a été arrêté, le 14 mars dernier, pour « propagande hostile au gouvernement ». — (A.F.P., A.P., Le Monde du 12 février.)



Des moquettes toujours nettes. Des fleurs toujours fraîches. Des vitres toujours claires. La Résidence Club de Neuilly sera entretenue quotidiennement par un personnel stylé.

VIVEZ CHEZ VOUS ET FAITES VOUS SERVIR COMME A L'HOTEL

La "Résidence Club de Neuilly" est une innovation dans l'immobilier. Nous la réservons à ceux qui, toute leur vie, ont été habitués à la qualité et en ont gardé le goût. Nous leur offrons en effet l'opportunité d'acquiescer à la fois un appartement de très grand confort avec balcon sur avenue ou sur jardin, parking privé, cave, etc., et de bénéficier en même temps de multiples services : personnel d'accueil pour la réception, service de restauration en salle à manger ou en appartement, standard téléphonique, secrétariat, service d'assistance médicale avec infirmières, aide ménagère.

La Résidence Club de Neuilly met également à la disposition des résidents d'élégants salons de réception, petits salons et salles de bridge. La Résidence Club de Neuilly est une formule d'avenir. Et d'ores et déjà, une valeur sûre.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule, 92200 Neuilly. Livraison 4^e trimestre 78.

Réalisation **sofap** et **Jogéprom**

Commercialisation **D.FEAU appartements**

132, bd Haussmann, 75008 Paris
Tél. 261.80.40

Bon à découper et à retourner à D. FEAU 132, boulevard Haussmann 75008 Paris, pour recevoir une documentation complète sur la Résidence Club de Neuilly.

Nom _____

Adresse _____

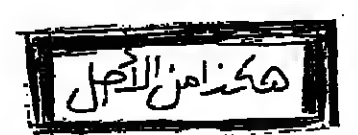
Tél. _____

CORRESPONDANCE

Après la mort de Jean Patocka

L'association Amitié France-Tchécoslovaquie (1) communique : La mort le 13 mars, dans des circonstances dramatiques, du philosophe Jean Patocka, professeur à l'université Charles-IV de Prague et porte-parole des signataires de la Charte 77, est une douloureuse épreuve pour les démocrates tchécoslovaques qui ont tenté de rétablir les droits de l'homme dans leur pays. Une délégation de l'Amitié France-Tchécoslovaquie, conduite par son président Henri Esch, déposera à cette occasion, le samedi 26 mars à 10 h. 30, une gerbe au pied du monument élevé au cimetière du Père-Lachaise à la mémoire des Tchécoslovaques morts pour la France et pour la défense des libertés. Lieu de rassemblement : place Gambetta.

(1) 43, parc des Courtilières, Paris.



EUROPE

Un entretien avec M. Gaston Thorn

(Suite de la première page.)

— Et comment voyez-vous l'impact de la nouvelle administration sur les rapports Est-Ouest ?

— Peut-être M. Carter devrait-il interroger ses alliés atlantiques sur ce qu'ils attendent de la détente. Je n'aimerais pas que les Etats-Unis ne décident de leur politique qu'en fonction de leurs propres aspirations. Comme leaders du monde atlantique, du monde industrialisé, ils risquent de se trouver en porte-à-faux, s'ils ne se concertent pas avec les Européens avant de la définir.

— Comment jugez-vous l'évolution actuelle des pays de l'Est sur le triple plan économique, idéologique et militaire ? Voyez-vous à la persistance de la détente ?

— La détente, c'est certainement profitable à l'U.R.S.S. Il serait faux cependant de dire qu'elle est une victoire de M. Brejnev. J'ai fait, pour ma part, à la conférence un discours que les communistes ont considéré comme l'un des plus négatifs. J'étais très méfiant, mais je suis aujourd'hui persuadé que la conférence n'a pas constitué une victoire des communistes, mais une victoire du bon sens.

Ce que je n'accepte pas, c'est que les communistes disent que nous mettons en péril la détente en dénonçant le non-respect des droits de l'homme. Ceux qui insistent en fait la détente ne sont pas ceux qui montrent du doigt les violations des droits de l'homme, mais ceux qui les violent, comme l'a fait récemment notre collègue le ministre des affaires étrangères de Suède. Il me semble, au demeurant, que l'idéologie des pays de l'Est est toujours menacée par la révolution économique. Les « défilés » auxquels le pouvoir doit faire face en Pologne, en U.R.S.S. et ailleurs — et dont il n'y a pas lieu, à mon sens, d'attendre des révolutions ou des chambardements profonds — résultent surtout de l'accroissement des besoins de consommation des populations, mieux en mesure aujourd'hui de faire connaître leurs aspirations. Si nous en venons maintenant au plan militaire, c'est un fait que rarement l'U.R.S.S. n'a autant accru son potentiel ; je ne crois pas pour autant qu'elle ait un intérêt à mettre en péril la détente, car les Etats-Unis auraient toute chance de l'emporter si la course aux armements devait reprendre.

— De tous les maux économiques, lequel jugez-vous le plus grave ? Voyez-vous, pos-

sible d'en venir à bout par des mesures limitées au cadre national ? Européen ? A celui des nations industrialisées ? Ou bien au moyen d'un règlement général impliquant la création d'un nouvel ordre économique international ?

— La plus grave des maux, c'est l'inflation, c'est elle qui nous a amenés à la situation de crise que nous connaissons, mais je crois aussi que, dans une économie de consensus, les gens ne sont pas assez conscients du rôle de la monnaie, ne sont pas assez conscients non plus de ce qu'une personne — et au même titre un peuple — ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens. Des questions comme celles de la balance commerciale, de la balance des paiements n'ont pas été assez inculquées dès l'enfance, et nous vivons dans une économie de marché que la plupart d'entre nous, sentimentalement et intellectuellement, n'ont pas encore acceptée, assimilée.

Quant aux moyens de s'en sortir, je suis absolument persuadé qu'on ne peut pas les trouver dans le seul cadre national. Certes, chacun a tendance à se dire : « Laissez-moi à l'abri des crupiers à mes côtés, de m'en sortir par des moyens nationaux », mais nous savons, en réalité, que ce n'est pas possible ; nous ne faisons les uns et les autres que nous enfoncer plus profondément dans le marasme économique. Si la crise économique actuelle n'a pas atteint les proportions démesurées des années 30, c'est, peut-être parce que nous n'avons pas encore versé dans le protectionnisme qui prédominait alors, mais nous risquons d'y arriver.

Le dimanche, on fait des discours sur la nécessité de dégager des solutions communautaires, et dès le lundi on obtient aux réflexes nationalistes. Bien sûr, chacun peut rectifier chez lui seul des déviations nationales, des situations d'infériorité locales. Mais nous devons chercher un remède à nos problèmes sur un plan international, c'est-à-dire dans la Communauté européenne, voire, demain au « sommet » des nations industrialisées. Et pour vraiment résoudre la crise, qui est essentiellement une crise de relations entre pays riches et pays pauvres, il faut envisager un nouvel ordre économique mondial. Il est vrai que cela ne se décrète pas par un trait de plume, qu'il y faut d'abord un état d'esprit, une disponibilité des nations industrialisées, une ouverture au dialogue permanent avec les pays du tiers-monde, c'est-à-dire ceux qui sont à la fois nos fournisseurs et nos clients.

— C'est-à-dire essentiellement deux entreprises. Nous avons donc pu, le vous dirais franchement, le masquer, dans la mesure où l'Etat a voulu, en accord avec le patronat et les syndicats, à ce que les travailleurs demeurent dans leur entreprise, qu'ils aient été occupés à des tâches qui n'ont rien à voir avec la sidérurgie. L'argent que d'autres ont dépensé en allocations de chômage, nous l'avons pratiquement affecté à des travaux extraordinaires, grâce à quoi, jusqu'à présent, nous avons pu assurer le plein emploi.

— Que signifient, à l'heure de la Communauté européenne, l'Union belgo-luxembourgeoise et le Benelux ?

— Il ne faut pas oublier que l'Union belgo-luxembourgeoise et le Benelux ont été créés respectivement près de trente ans et quelques années avant la Communauté. Il s'agissait d'un premier effort, un effort de pionnier de ces petits pays pour se donner une surface et des arrières un peu plus vastes, et d'exister ainsi davantage sur le plan international. Tout cela a été mis un peu et même beaucoup, en ce qui concerne le Benelux, en veilleuse à partir de la naissance de la Communauté. Le Benelux ne semble souffrir de mêmes maux dont souffre la Communauté, c'est-à-dire qu'il n'a plus le même allant qu'il connaissait auparavant. Je ne voudrais pas chercher d'ailleurs à dire que le Benelux ne fait pas de progrès parce que la Communauté ne fait pas, je pense tout simplement que nous manquons les trois partenaires du Benelux, comme les différents membres de la Communauté, de la volonté politique nécessaire pour faire de nouveaux progrès.

« Nous n'avons pas de problème linguistique »

— La plupart des pays à double culture connaissent actuellement des tensions interculturelles. L'Europe est-elle à l'abri de ce problème ?

— Notre avantage, c'est que sur notre petit territoire il n'y a pas concurrence de deux cultures dont l'une s'adresserait plutôt à une partie de la population et l'autre à l'autre partie. Chez nous, la culture française comme la culture allemande s'adressent à l'ensemble du pays. Chacun de nos enfants apprend, dès la première année d'enseignement primaire, le français et l'allemand. Les deux cultures sont communes. Nous n'avons pas de problème linguistique comme nos amis belges ou d'autres, puisque chacun parle, outre ses deux langues, le patois luxembourgeois, aussi bien au conseil des ministres, par exemple, que partout ailleurs.

— Aimez-vous le pouvoir ? Qu'avez-vous appris en l'exerçant ?

— Aime-t-on le pouvoir, ou aime-t-on la politique ? Quand on est un animal politique, on a le virus politique, on veut réussir. Réussir en politique, c'est avoir le pouvoir. Une fois que vous l'avez, je vous le dis, vous ne pouvez pas le lâcher. Je ne dirais pas à mon corps défendant, mais sans l'avoir jamais dévotement auparavant, il est difficile de s'arrêter. On peut dire que je fais du surmenage depuis trois ans, je vais faire du football pendant deux ans, mais, en politique, ça s'arrête, qu'est-ce que cela veut dire ? On ne le fait que lorsqu'on est à bout de souffle à bout d'idées, à bout de supporters, c'est la débâcle ou le désastre. C'est pourquoi chacun s'acharne à gagner encore le prochain championnat, à vouloir le prochain défi. Et c'est ainsi que l'on ne s'arrête jamais pratiquement, jusqu'au moment où les gens vous renvoient dans vos foyers.

— Quel avenir envisagez-vous pour le grand-duché ?

— Dans mon petit pays, on n'envisage l'avenir à moyen et à long terme que dans le cadre d'une Europe plus ou moins intégrée. Nous avons toujours pensé que la querelle entre réaction ou confédération était assez vaine et qu'il fallait passer par l'époque des fiançailles avant d'arriver à celle du mariage. L'essentiel est donc de commencer à mettre le processus en marche. Quand j'étais président de l'Assemblée générale des Nations unies, à New-York, j'ai encore davantage eu la conviction que l'Europe était vouée à la collaboration, voire à l'intégration. Pour les Chinois, pour les Soviétiques, pour les Africains, les Asiatiques, les Latino-Américains, depuis longtemps nous étions simplement des Européens. A chaque crise, lorsque n'importe quel problème surgissait, on nous disait : « Vous, les Européens, qu'est-ce que vous faites ? ». Et il nous fallait répondre : « Mais nous, Français, nous Allemands, nous Luxembourgeois, nous Belges, c'est ainsi que nous voyons notre avenir. » Nous voyons donc dans une Europe intégrée, hier à six, aujourd'hui à neuf, demain peut-être à onze, je regretterais que la défaillance de certains ne nous contrainne à étudier des solutions de rechange, peut-être possibles au fond, mais que nous ne voulons pas envisager.

— Les relations entre la France et le Luxembourg sont, d'une part, excellentes dans la mesure où nous n'avons pas réussi à poser de graves problèmes à la France et où la France ne nous pose pas de problèmes majeurs non plus. Mais si vous me permettez deux remarques, je dirai ceci : c'est que nos relations sont celles d'un « petit », d'un cadet vis-à-vis d'un grand frère, un peu comme à l'école où les petits regardent, pleins d'admiration, les grands qui n'ont jamais assez de temps et assez de considération pour eux et s'agacent de ne sentir flirter par les basques. Le regard de la

France, comme celui de tous les grands, est tourné vers des horizons bien plus lointains, et elle ne s'agit que difficilement à regarder à ses pieds, où se trouvent les petits vivant sur son sillon.

— Il y a un grand changement par la France, pendant des siècles, s'est essentiellement préoccupée de ce qui se passait dans les Pays-Bas belges, néerlandais et luxembourgeois. Maintenant elle semble se désintéresser de ce qui se passe dans ces marches du nord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne. Je ne rappelle une époque récente où, en France, on nous suspectait d'être, comment dirais-je, trop concernés par les intérêts économiques de pays comme les Etats-Unis et d'autres, par exemple, avec des sociétés américaines, anglaises ou allemandes, on construisait le Luxembourg. Force m'est de constater que, en ce qui concerne la diversification de notre économie, la France n'a pas montré le même engouement.

— Que faut-il penser des craintes soulevées par l'éventuelle renouveau d'un cartel européen de l'acier ?

— Je ne sais pas qui éprouve ces craintes. Je crois que ces craintes sont plutôt françaises. Bien sûr, on peut être « anti-carbel », surtout dans la mesure où il s'agit d'empêcher la constitution de monopoles. Mais voyons les choses comme elles sont : la sidérurgie connaît une crise sectorielle mondiale, une crise mondiale au fait que le Japon, et les Etats-Unis, mais principalement le Japon, nous inondent dans une situation d'infériorité. La sidérurgie européenne se doit donc de s'unir. C'est ici, me semble-t-il, qu'il y a confusion quant aux termes. Certains parlent de cartel européen, alors qu'il ne s'agit, à mes yeux, que d'organiser suffisamment la sidérurgie européenne pour lui permettre d'être concurrentielle vis-à-vis d'unités de production japonaises bien plus favorisées que les nôtres.

— Le Luxembourg est, de tous les pays de la C.E.E., celui qui a le plus faible taux de chômage. Comment expliquez-vous cette situation ?

— Nous avons une main-d'œuvre étrangère très importante et énormément de frontaliers dont les efforts ont bien sûr été réduits au moment où les apparus la menace de chômage et de sous-emploi. Nous avons, d'autre part, profité de notre système micro-économique et du fait que le chômage ne menaçait chez nous que la sidérurgie, c'est-à-dire essentielle-

AUTORISATION PREFECTORALE N°002

avant travaux

LIQUIDATION TOTALE DU FABULEUX STOCK FOURRURES DU NORD

samedi 26 mars, et jours suivants

COLLECTION PRESTIGE

Manteaux Vison black diamond, blackglama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh-i-noor, saphir, lunaire, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

Manteaux longs et Capes du soir

ESCOMPTE : 20 à 50 %

MANTEAUX

PRIX liquidation

Agneau	1250 f	450 f
Lapin cotelé	1250 f	580 f
Lapin bariolé	1450 f	650 f
Flanc de marmotte	1150 f	850 f
Lapin Nankin	1450 f	950 f
Marmotte morceaux	1750 f	1150 f
Pahmi	1850 f	1150 f
Ragondin	1850 f	1150 f
Mouton	2450 f	1350 f
Patte d'astrakan	2650 f	1450 f
Vison morceaux	2450 f	1650 f
Astrakan	2450 f	1650 f
Chevrette	2150 f	1650 f
Astrakan morceaux	2850 f	1750 f
Mouton castor	2850 f	1850 f
Patte d'astrakan	3250 f	1850 f
Astrakan pleines peaux	3450 f	2150 f
Pahmi	3450 f	2150 f
Agneau de Toscane	3250 f	2150 f
Murmel	3450 f	2350 f
Patte de guanaco	4350 f	2450 f
Ragondin	3850 f	2450 f
Opossum	3850 f	2650 f
Queue de vison	4350 f	3450 f
Astrakan swakara	6250 f	4250 f

VESTES

Lapin Patchwork	750 f	460 f
Lapin Nankin	1150 f	750 f
Agneau Toscane	1850 f	1250 f

BLOUSONS

Lapin bordé cuir véritable	320 f	190 f
----------------------------	-------	-------

EXCEPTIONNEL ! CREDIT GRATUIT

tous les articles annoncés existent en quantité importante et sont garantis

115, 117, 119, rue La Fayette - PARIS-10^e

(Près Gare du Nord)

Magasin ouvert tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h 30 sauf le dimanche

(1) M. Thorn est lui-même libéral.

POLITIQUE

A LA MAIRIE DE PARIS

M. Sarre est élu président du groupe socialiste

Le groupe socialiste du Conseil de Paris a élu, jeudi 24 mars, M. Georges Sarre, animateur de la tendance CRESS du P.S., et nouveau conseiller du 11^e arrondissement, au poste de président, et M. Georges Dayan et Pierre Gaidon, respectivement conseiller des 2^e et 3^e arrondissements et conseiller du 19^e, aux postes de vice-présidents.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi et à laquelle participaient les deux conseillers radicaux de gauche, M. Georges Sarre a insisté sur le caractère « monocolore » du bureau du groupe socialiste. La constitution de ce bureau est cependant le résultat d'un compromis entre, d'une part, les représentants du CRESS, majoritaires au sein de la fédération de Paris, qui entendent obtenir, outre la présidence et la vice-présidence, les postes de secrétaires, et, d'autre part, la majorité du P.S. qui a obtenu une répartition plus égale : chacune des tendances se voit ainsi confier un poste de vice-président et un poste de secrétaire.

Évoquant les relations avec le groupe communiste, M. Georges Sarre a affirmé que, si l'opposition l'avait emporté à Paris, communistes et socialistes seraient retrouvés à égalité de conseillers et la capitale aurait eu un maire appartenant à la gauche socialiste. Le nouveau président du groupe du P.S. répondait ainsi à M. Fieschi, qui avait souligné récemment (le Monde du 24 mars) que les communistes sont devenus « la principale force d'opposition au Conseil de Paris » et qu'en conséquence le P.C. doit occuper une place prépondérante au sein de cette opposition.

Enfin, M. Georges Sarre a reproché à M. Jacques Chirac de vouloir confier la démocratie en faisant des maires amies et autant de relais du R.P.R.

M. Georges Sarre a expliqué que le P.S. a mené à Paris « une campagne militante en profondeur ». Il a critiqué les méthodes dont a usé la majorité en lui reprochant notamment d'avoir utilisé systématiquement les maires d'arrondissement. « Nous n'avons pas, a-t-il expliqué, les moyens financiers de répondre, c'est pourquoi nous avons eu recours à des méthodes plus originales : la télévision, les réunions d'appartement, le porte-à-porte. »

Après avoir souligné que dans le nouveau Conseil de Paris les socialistes et les radicaux de gauche passent de onze à dix-huit (dont un gaulliste d'opposition qui se situe à l'extrême gauche), M. Sarre a déclaré : « Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nous n'avons pas besoin de proclamer que le P.S. est le premier parti de gauche dans la capitale. Cela signifie que nous sommes sur la défensive. Il nous faut faire la démonstration et nous serons départagés lors des élections législatives de 1978. »

M. Sarre a également insisté sur le fait que la campagne électorale a été l'occasion d'un rapprochement entre les diverses catégories de militants socialistes. « Nous avons obtenu une cohésion plus grande et une plus grande cohérence dans le parti », a-t-il expliqué. Il a d'autre part précisé que la fédération de Paris du P.S., qui compte environ cinq mille cinq cents adhérents, a vu ses effectifs progresser d'environ 10 % durant la campagne. « Au sujet des résultats électo-

raux, le chef de file des candidats socialistes a estimé que « la droite a réalisé le plein de ses voix au second tour », et qu'un « important pourcentage d'élus se sont prononcés pour l'union de la gauche ». « Le P.S., a-t-il ajouté, doit continuer sa réflexion et trouver des réponses aux interrogations écologistes et féministes. Ces problèmes doivent être mieux pris en compte. Ces électeurs ont, en quelque sorte, voulu punir la gauche au premier tour, puis ils ont barré la route aux équipes de la majorité. »

LES SYNDICATS C.F.D.T. DEMANDENT AU NOUVEAU MAIRE UN RENDEZ-VOUS

Dans une lettre envoyée vendredi 25 mars en fin de matinée, l'Union des syndicats C.F.D.T. de Paris demande au nouveau maire de la capitale d'être reçu dans les plus brefs délais, compte tenu de l'urgence de la situation des travailleuses et travailleurs.

« Nous vous demandons, écrivent les syndicalistes, l'ouverture immédiate de réelles négociations paritaires sur des objectifs concrets et précis » concernant l'emploi (« 110 000 Parisiens sont en chômage »), le logement (« 88 000 logements restent vides »), les crèches, les centres de santé, etc. Le C.F.D.T. indique qu'elle est prête à présenter des candidatures à l'élection des commissions d'arrondissement dans la mesure où elle sera sollicitée.

Le mouvement démocratique socialiste de France, qui prêche M. Max Lejeune, dresse le bilan des gains communistes acquis, selon lui, grâce à l'attitude du P.S., et estime à propos de ce dernier : « Le comportement du nouveau parti socialiste est la négation même de la tradition socialiste définie par Léon Blum au congrès de Tours de 1920, assurant alors par son choix courageux la pérennité du socialisme démocratique. »

Dans les autres départements

LES MAIRES ÉLUS...

BESANCON (Doubs). — M. Robert Schmitt, sénateur (P.S.). (Né le 11 janvier 1928 à Montbéliard (Doubs), M. Robert Schmitt, ancien directeur du collège d'enseignement général, a été élu sénateur en 1974. Adjoint maire de Besançon, M. Schmitt, qui est conseiller général depuis 1976, succède à M. Jean Minjon, P.S., qui ne se représentait pas.)

NANCY (Meurthe-et-Moselle). — M. Claude Coullais (R.I.), secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche. (Membre du gouvernement depuis le 20 décembre 1976, M. Coullais est né le 23 janvier 1924.)

... ET RÉÉLUS

BRON (Rhône). — M. André Soust (P.S.).

CAULHRE-ET-CUIRE (Rhône). — M. Frédéric Dugoujon, député réformateur.

NICE (Alpes - Maritimes). — M. Jacques Médéric, R.I., secrétaire d'État auprès du ministre de la Qualité de la vie (Tourisme).

SAINT - OZEN - L'AUMONE (Vaucluse). — M. Alain Riard, adjoint au conseil d'État, trente et un ans, P.S., a été élu maire. Le nouveau conseil comprend 15 P.S., 11 P.C. et 1 P.S.U. Il n'y avait pas de membres du parti socialiste dans le conseil sortant.

LE M.S.L. PROPOSE LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE LIBÉRALE ET SOCIALE

Le comité directeur du Mouvement des socialistes-libéraux a élu, jeudi 24 mars, sous la présidence de M. Olivier Stroh, secrétaire d'État, secrétaire général de la formation. Celui-ci a été chargé de « prendre des contacts en vue de la création d'une fédération démocratique libérale et sociale ». Selon les dirigeants du M.S.L., cette fédération pourrait devenir, au côté du R.P.R., « le deuxième courant de la majorité ». Elle regrouperait, d'un côté les républicains indépendants et les centristes, de l'autre les radicaux et les partisans de la gauche. Parmi les socialistes-libéraux, les dirigeants du mouvement ont souligné que la majorité prenne les moyens d'une organisation nouvelle.

Le Mouvement démocratique socialiste de France, qui prêche M. Max Lejeune, dresse le bilan des gains communistes acquis, selon lui, grâce à l'attitude du P.S., et estime à propos de ce dernier : « Le comportement du nouveau parti socialiste est la négation même de la tradition socialiste définie par Léon Blum au congrès de Tours de 1920, assurant alors par son choix courageux la pérennité du socialisme démocratique. »

L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

Députés et sénateurs souhaitent une meilleure information télévisée sur leurs travaux

La délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française s'est réunie mercredi 23 mars au palais du Luxembourg. Dans un communiqué, M. Jean Boivin, député R.P.R. du Cher, président de la délégation, estime que l'information donnée par la télévision sur les travaux du Parlement « n'est pas satisfaisante pour les téléspectateurs ». Il observe notamment que la retransmission des débats par les sociétés de programmes R.F.I. et Antenne 2 ne répond pas au rôle d'information civique que l'on devrait en attendre. Il conviendrait, selon lui, d'élargir et de diversifier ces émissions sous le contrôle des bureaux des Assemblées.

M. Boivin regrette qu'à l'exemple du Bundestag (R.F.A.), dont le service de presse est très développé, le Parlement français ne soit pas doté des services d'information plus étoffés, capables de donner aux sociétés de radio et de télévision une information complète sur le Parlement. Il propose la constitution, au sein de sa délégation, d'un groupe de travail chargé d'étudier de nouvelles modalités d'information sur les travaux parlementaires. Les résultats de cette étude seront soumis aux bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

De son côté, M. Jean Cluzel, sénateur (Union centriste), souhaite que les sociétés de programmes permettent aux parlementaires de participer davantage, en tant que rapporteurs, aux débats télévisés.

Le 20 décembre, le Conseil avait décidé que cette demande « n'était pas recevable en l'état » et constaté que le bureau de l'Assemblée n'avait pas pris position sur le cas du député, comme estimait-il, il lui appartenait de le faire.

LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE DEMANDE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL DE SE PRONONCER SUR LE CAS DE M. DASSAULT

Le bureau de l'Assemblée nationale, réuni mercredi 23 mars au Palais-Bourbon, a décidé de demander au Conseil constitutionnel de pourvoir l'examen de la requête que lui avait adressée M. Marcel Dassault, député R.P.R. de l'Oise, et qui tendait à apprécier la compatibilité de ses activités professionnelles avec l'exercice de son mandat parlementaire.

Le 20 décembre, le Conseil avait décidé que cette demande « n'était pas recevable en l'état » et constaté que le bureau de l'Assemblée n'avait pas pris position sur le cas du député, comme estimait-il, il lui appartenait de le faire.

M. SANGUINETTI : l'intelligence de M. Giscard d'Estaing n'est pas adaptée à sa fonction.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, le 24 mars, à Sud-Radio : « Si les formations politiques qui soutiennent le gouvernement et que je me refuse à appeler la majorité, ne parviennent pas à trouver un bon accord, nous pourrions espérer l'égalisation de 1981. Mais pas si nous nous séparons, et cela dépend du chef de l'État et du premier ministre. »

Commentant le communiqué publié par l'Élysée sur les élections municipales, et qu'il qualifie de « bouillie pour les chats », M. Sanguinetti a déploré « le manque d'intelligence politique » de M. Giscard d'Estaing en disant : « Le rôle du président de la République de soutenir les socialistes, des communistes est absurde, et c'est la preuve évidente que le président de la République n'est pas un cerveau politique. Il n'a pas la compréhension de la France. Il est très intelligent, mais les intelligences sont diverses, et la sienne n'est pas adaptée à sa fonction. »

Le 20 décembre, le Conseil avait décidé que cette demande « n'était pas recevable en l'état » et constaté que le bureau de l'Assemblée n'avait pas pris position sur le cas du député, comme estimait-il, il lui appartenait de le faire.

LES ONZE MAIRES PRÉCÉDENTS

Onze personnalités politiques, du 15 juillet 1976 au 15 mars 1977, ont tenu la Bastille à l'insurrection de la Commune, ont déjà porté le titre de maire de Paris. Il s'agit de :

Jean - Sylvain Bailly (1789-1793), Jacques Pétion de Villeneuve (1793-1795), Jean Bouteiller (1795-1797), Jean Bouteiller (1797-1799), René Bouchet (septembre-novembre 1962), Nicolas Chabanon de Montcaux (1799-1801), Jean-Nicolas Fauch (1801-1804) et Jean-Baptiste Neveu-Lescot (mai-juillet 1964), sous la Révolution.

Louis-Antoine Garnier-Pagès (décembre 1849 et janvier-mars 1850) et Amédée Marrast (mars-juillet 1848), à l'insurrection de la 2^e République.

Stéphane Arago (septembre-novembre 1970) et Jean Ferry (novembre 1970-mars 1971), à la chute du Second Empire.

LE CHOIX DES MEMBRES DES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT

La première bataille que l'opposition livra contre le maire de Paris portera sur la composition des commissions d'arrondissement. Celles-ci, selon le texte du nouveau statut de Paris, sont composées à part égale des conseillers élus du secteur électoral, des officiers municipaux nommés par le maire, des membres élus par le Conseil de Paris.

Le P.C. voudrait donner aux conseillers élus une plus grande influence au sein de ces commissions. Une déclaration publiée jeudi 24 mars par le groupe des conseillers communistes de Paris souligne que les élus doivent devenir pour intervenir dans la nomination des officiers municipaux : ceux-ci ne seraient désignés par le maire que sur proposition des conseils de l'arrondissement.

Dé plus, le P.C. voudrait que la présidence du bureau de chaque commission d'arrondissement revienne à un élu.

La majorité n'acceptera sans doute pas ce système qui aboutirait à un résultat très différent du principe retenu par le nouveau statut. Les auteurs de la loi du 31 décembre 1976 ont en effet voulu éviter qu'un secteur ait une représentation politiquement différente de celle du Conseil de Paris, constitue la majorité.

Dans les nouveaux conseils municipaux

CAULHRE-ET-CUIRE (Rhône). — M. André Guzin, rad., ancien adjoint au maire, qui ne se représentait pas, nous prie d'indiquer que le conseil municipal sortant comportait un radical, un socialiste communiste et un radical. Le nouveau conseil est composé de 15 mod. m., 3 C.D.S., 5 rad., 2 R.P.R., 2 R.L., 1 F.S.D.

DOUAI (Nord). — M. Charles Fumain, soc. ind., qui a été réélu maire, nous indique que le nouveau conseil municipal est composé de 33 membres soc. ind., C.D.S., soc. loc., R.P.R., R.I. et sans étiquette, sans qu'il soit possible d'en établir une répartition chiffrée. Il nous précise qu'il ne saurait se situer dans les « modérés-majorités » et que le R.P.R. et les R.I. ne détiennent pas la majorité au sein du conseil municipal qu'il dirige.

GRASSE (Alpes-Maritimes). — Le nouveau conseil municipal comprend 15 P.C., 11 P.S., 3 radicaux de gauche et 3 personnalités choisies par le P.C. (et non 17 P.C., 9 P.S., 3 rad. et 3 P.C. comme indiqué dans le Monde du 22 mars).

LE FLERS-NEUVILLE (Vaucluse). — M. Roussillon, maire sortant, nous indique que la liste qu'il conduisait, et dont les membres ont été élus, est apolitique et non favorable à la majorité.

LYON (Rhône). — M. Coste-chareire, qui conduisait au premier tour, une liste d'extrême gauche (O.C.T., L.O., L.G.R.) dans le troisième secteur de la ville, nous indique qu'il appartient à l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.) et non au P.S.U.

MAUREPAS (Yvelines). — Le conseil municipal comprend 13 P.C., 13 P.S., 1 P.C.U. et une personnalité sans étiquette.

NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis). — Le P.S.U. a présenté une liste d'union pour l'association socialiste avec des militants écologistes, syndicalistes et des habitants. Cette liste ne comportait pas de chef de file. Le P.S.U. précise qu'il a tout fait dans la Seine-Saint-Denis pour participer au combat dans l'unité de la gauche, et qu'il en a été exclu à Noisy-le-Sec sans qu'aucune discussion n'ait pu avoir lieu.

Alain Delon chez JANSSEN

Alain DELON veut être plus qu'un comédien célèbre. Toutes les aventures le tentent. On l'a vu affronter les lumières brûlantes de l'actualité ou se lancer dans la carrière dynamique d'organisateur sportif international.

Il présente, aujourd'hui, le fruit de sa dernière passion : Préparer secrètement depuis plusieurs mois, une collection complète de meubles portant sa griffe qui déroute les critiques et séduit les amateurs.

Originale mais incontestablement pleine de réminiscences «modern style», cette collection régit dans des matériaux nobles et contemporains est présentée en exclusivité par JANSSEN

L'estampille de l'élégance

Autour des meubles signés Alain DELON, JANSSEN COLLECTIONS (65, avenue Franklin Roosevelt) présente les pièces maîtresses fabriquées et estampillées dans ses ateliers, les meubles et les objets sélectionnés parmi les plus belles créations contemporaines, par JANSSEN COLLECTIONS.

Enfin Jansen est-ce cher?

JANSSEN cher ? Certainement pas ! Vous serez surpris de découvrir que les prix proposés avenue Franklin Roosevelt sont très strictement étudiés. Ceux que nous publions ici vous en convaincront.

Portefeuille : table dépliant

en bois laqué. Dimensions : fermée 50x50, hauteur 74 cm. Ouverte 140x140, hauteur 72 cm. Ébène en coloris noir, sable et prune : 2700 F.

Royale : table ovale

abattant avec allonge en bois laqué ou acajou vernis : 10400 F. Chaise Tole : 980 F.

Voulez-vous : campé 3 places

en cuir Gold : 7940 F.

Le fauteuil assorti : 4335 F.

Une table de back gammon et une table de bridge. Laiton doré et chromé. Dessus cuir, tiroir incorporé pour cartes et jetons. Prix : 10345 F. chaque

Périsse : table en bois laqué

Ses quatre plateaux indépendants et articulés permettent de modifier à volonté sa hauteur et son usage. 7725 F.

JANSSEN Collections

65, AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT

Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite.

OPERA 2

RELIGION

ÉDUCATION

L'OCCUPATION DE SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET

Seules les requêtes des traditionalistes qui ne sont pas contraires au concile pourront être retenues, déclare le cardinal Marty

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, entouré par Mgr Georges Gisson, évêque auxiliaire, et plusieurs personnes directement concernées par l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet — notamment les abbés Pierre Bellégo, curé de l'église, et Jean Rogues, doyen des 5^e et 6^e arrondissements de Paris, le chanoine Maurice Huret, chancelier chargé des questions juridiques — a tenu une conférence de presse, le 24 mars, pour expliquer les raisons qui l'ont incité à autoriser la communauté paroissiale de Saint-Nicolas à faire appel à la justice civile.

« Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous ne sortirons que par la force des bâtonnets », a déclaré l'abbé Ducaud-Bourget en apprenant que la justice avait été saisie par le curé de Saint-Nicolas, le 24 mars, afin de « recouvrer rapidement l'usage de son église » (le Monde du 25 mars). Le chef de file des intégristes n'était pas, d'autre part, en appel à l'autorité d'un pape défunt contre les décisions du pape actuel ni à prôner l'insoumission aux autorités ecclésiastiques légitimes, au nom d'une fidélité à un passé idéalisé. « Je ne prétends pas de sanctions canoniques contre l'abbé Ducaud-

Bourget, ou son grand âge, devant préciser le cardinal Marty lors de sa conférence de presse, mais je le dis clairement : il n'est plus en communion avec moi. »

Rappelant la teneur de la déclaration qu'il avait faite aux curés de Paris, réunis le 22 mars (le Monde du 24 mars), le cardinal a rappelé l'importance pastorale et dogmatique du concile, pour affirmer : « Nous maintiendrons la cop. Nous ne renouvellerons pas en o'ri'ère. » L'archevêque de Paris voulait ainsi souligner l'engagement doctrinal et non seulement disciplinaire ou liturgique de l'affaire de Saint-Nicolas.

« L'occupation de l'église Saint-Nicolas se veut exemplaire, a-t-il noté. Divers groupements intégristes attendent l'occupation pour multiplier en France d'autres occupations d'églises. Ainsi se constituerait une communauté catholique parallèle ; ainsi serait consommé le schisme. Les manifestants nous sommes résolus à ne pas nous laisser entraîner par ces tentatives. »

En relevant le « nombre relativement important de catholiques dits traditionalistes (qui) s'inscrivent sur le bien-fondé de l'occupation de certaines églises », le cardinal distingue de ceux « des intégristes » sincères ou politiques (qui) tentent de nous séparer de la foi. Ils cachent, sous une fausse dévotion, leur insécurité foncière et leur refus de l'évolution de notre société. Leurs propos et leurs attitudes doivent être fermement condamnés. »

Six solutions possibles

Quelle est la position de l'archevêché face à l'occupation de Saint-Nicolas ? Il y avait six solutions possibles, a déclaré le cardinal Marty : ne rien faire ; laisser faire les paroissiens et accepter un éventuel affrontement ; permettre des actions de non-violence ; faire appel à la police pour empêcher les paroissiens de pénétrer dans l'église ; faire appel au pape ou au pape pour la dernière ; ou, ce qui est le plus simple, « ou le droit légitime garantissant les paroissiens de célébrer dans leur église, je craignais une intervention violente de certains groupes qui voulaient nous rendre service ». Et puis, nous avons voulu agir dans la légalité, en respectant le régime démocratique qui existe en France. »

Le chanoine Huret a ensuite exposé les aspects juridiques de l'affaire. La décision de faire appel au juge des référés a été prise à cause de la violation de l'affertement de cette église du trouble dans l'exercice du culte légitime, en vertu des lois de séparation des Églises et de l'État de 1905.

Saisi par les plaignants et leurs avocats, le juge devra communiquer sa décision, quand il l'aura

prise, aux deux parties par l'intermédiaire d'un huissier de justice. Si l'ordonnance n'est pas exécutée par les occupants, qui peuvent faire appel, elle sera transmise au procureur de la République et, au préfet de police, qui n'est toutefois pas tenu de la faire exécuter.

En dehors des aspects purement juridiques, le cardinal Marty a terminé en revenant sur le fond de l'affaire : les mesures à prendre pour répondre aux « requêtes légitimes des chrétiens traditionalistes (qui) ont leur place dans l'église diocésaine. »

Tout sera mis en œuvre dans les paroisses pour que ces chrétiens soient accueillis et soutenus par des prêtres capables de les comprendre et de les aider à découvrir « la richesse de l'héritage traditionnel », notamment à l'occasion des baptêmes, des mariages et des obsèques. Pour ce qui concerne la messe, une affiche indiquera prochainement les vingt-trois églises paroissiales où la messe est déjà dite en latin, ou avec du latin, selon le rite de Paul VI, bien entendu.

« Il est vrai que ces catholiques souhaitent conjuguement repenser la situation de l'église d'aujourd'hui, a conclu le cardinal. Ceci n'est pas possible. Mais il est possible de discuter et de refaire, pour des requêtes qui ne sont pas en opposition avec le concile Vatican II. »

ALAIN WOODROW.

UNE REPONSE A L'ABBÉ ROGUES

Les traditionalistes sont attachés à l'Église

En réponse à l'article de l'abbé Jean Rogues paru dans le Monde du 23 mars, nous avons reçu la lettre suivante de M. Michel Rolland, catholique traditionaliste du 5^e arrondissement.

Les milliers de fidèles de Saint-Nicolas ne risquent pas de prendre très au sérieux toutes les invocations des « opérations extrêmes droites », et l'abbé Ducaud-Bourget a publiquement affirmé l'indépendance politique de notre action.

L'on feint cependant de comprendre ces « opérations extrêmes droites », des gens dont il faut satisfaire la vive sensibilité sous peine de les voir très vite sombrer dans la dévotion aux anciens rites, et nous avons bien apprécié de retrouver à Saint-Nicolas la pureté des cérémonies d'autan, mais là n'est pas le fond du problème. Pour les uns, ni pour les autres, les traditionalistes sont attachés à l'Église sans qualification particulière, contrairement aux modernistes qui ne veulent reconnaître que l'Église d'aujourd'hui.

Je reconnais que l'Église dite traditionaliste représente un danger réel, mais pas celui que l'on évoque : nous sommes des milliers de fidèles, et l'on sait fort bien que notre reconnaissance officielle nous amènerait une foule de sympathisants qui n'hésitent aujourd'hui que pour des raisons purement disciplinaires.

Je comprends certaines appréhensions, le coefficient de remplissage des églises n'est déjà pas tellement satisfaisant, mais les catholiques, les latins, ou plutôt les catholiques de communion universelle. Mais, aujourd'hui, pourquoi lions-nous au cours de voyages, dans les églises japonaises ou brésiliennes, sûrement pas pour suivre une messe incompréhensible, à la

rigueur pour assister à une fête qui n'est que l'événement qui maintient la communion de foi est réduite aux limites de la francophonie, quel avantage et quelle gloire peut-on en retirer ?

Nous sommes malheureusement mal partis pour nous comprendre. Quelle bonté de nous déclarer schismatiques pour nous permettre d'obtenir, enfin, une église !

Allez-y, cherchent à briser l'œuf, en criant très fort au schisme, le roc sur lequel vous êtes assis jusqu'à présent, je vous souhaite simplement de nager bien et longtemps. Evitez les gendarmes à Saint-Nicolas : ils se sentent sans doute pas très à l'aise pour interrompre les prières de tous ces « fascistes » désarmés et souvent très âgés.

De toute façon, nous en sortirons renforcés, et, comme nous, nous avons gardé l'attachement aux notions d'autan, mais là n'est pas le fond du problème. Pour les uns, ni pour les autres, les traditionalistes sont attachés à l'Église sans qualification particulière, contrairement aux modernistes qui ne veulent reconnaître que l'Église d'aujourd'hui.

Je reconnais que l'Église dite traditionaliste représente un danger réel, mais pas celui que l'on évoque : nous sommes des milliers de fidèles, et l'on sait fort bien que notre reconnaissance officielle nous amènerait une foule de sympathisants qui n'hésitent aujourd'hui que pour des raisons purement disciplinaires.

Je comprends certaines appréhensions, le coefficient de remplissage des églises n'est déjà pas tellement satisfaisant, mais les catholiques, les latins, ou plutôt les catholiques de communion universelle. Mais, aujourd'hui, pourquoi lions-nous au cours de voyages, dans les églises japonaises ou brésiliennes, sûrement pas pour suivre une messe incompréhensible, à la

Mgr Bardonne prend la défense des séminaires français

« Après l'effondrement des vocations sacerdotales, dans les années qui ont suivi 1963, nous sommes allés à la recherche d'une solution », a déclaré l'abbé Claude Chagnon, directeur du Centre national des vocations, lors d'une conférence de presse, le 23 mars, à Paris, à l'occasion de la Journée mondiale des vocations, fixée au 24 avril prochain, qui sera pour thème : « Accueillir et annoncer l'Évangile selon nos vocations. »

Après avoir fourni des chiffres sur la situation des séminaires en France (voir ci-contre), les représentants du centre ont répondu aux questions des journalistes. Mgr Lucien Bardonne, évêque de Châlons-sur-Marne et responsable du Centre national des vocations, a défendu les séminaires français contre les attaques des intégristes. « Les séminaires ne sont pas fâchés, a-t-il dit. Au contraire, ce sont des établissements très sérieux, où l'on mène une vie de travail. »

Au sujet des transfuges d'Éco-

Le séminaire traditionaliste fondé en Suisse par Mgr Lefebvre, qui cherchait à réintégrer le système de formation mis en place par l'épiscopat français, Mgr Bardonne a rappelé que les évêques français sont toujours prêts à les accueillir, pour examiner avec eux « leur état d'esprit vis-à-vis de l'Église et du concile Vatican II ». « Il ne s'agit pas de crier pour eux un séminaire spécial à Rome, comme on a pu le dire par erreur, a-t-il poursuivi, mais de leur proposer un séminaire de réflexion. » Et il a cité le cas d'un ancien séminariste d'Éco-

Le pape se réserve la question du célibat

Interrogé, enfin, sur sa réaction à la proposition de « rouvrir en pleine clarté le dossier du célibat sacerdotal », proposition faite par Mgr Guy Riobé, évêque d'Orléans, dans son article « L'Église est invitée au dialogue » (le Monde du 16 février), Mgr Bardonne s'est borné à rappeler que la question de l'ordination d'hommes mariés est une question de synode, et non de pape. « Le pape Paul VI, a-t-il conclu, a décidé de se réserver cette question. Mais personne ne sait ce que fera son successeur. » — A. W.

DÉFENSE

TROIS PARLEMENTAIRES COMMUNISTES DE L'U.E.O. VONT VISITER DES BASES MILITAIRES AUX ÉTATS-UNIS

A la suite de l'entrée de trois communistes — un député italien, M. A. Boldini ; un sénateur italien, M. Ugo Pecchioli ; et un sénateur français, M. Serge Bouchey (Paris) — à la commission de défense de l'Assemblée de l'Europe occidentale (U.E.O.), cette commission, qui devait faire aux États-Unis un voyage d'études de « six jours », a décidé de prolonger son séjour de dix jours, et que les visites de bases militaires prévues étaient supprimées (le Monde du 18 février).

Cette décision américaine a été depuis lors modifiée. Le voyage d'étude de la commission a été ramené à une semaine, mais les visites de bases militaires sont réintégrées. Les membres communistes de la commission se rendront au centre d'essai des engins stratégiques de Vandenberg et à la base aérienne d'Edwards, où ils visiteront le nouveau bombardier stratégique B-1, le chasseur F-15 et la navette spatiale.

Dans les milieux proches de l'U.E.O., on se réjouit du changement d'attitude de l'administration Carter dans ce domaine.

LA SIGNATURE OFFICIELLE DU « MARCHÉ DU SIÈCLE » EN EUROPE A ÉTÉ REPORTÉE À LA DEMANDE DU DANEMARK

Bruxelles (A.F.P.) — Le contrat définitif du « marché du siècle » des avions de combat ne sera pas signé comme prévu le 1^{er} avril, mais au moins un mois plus tard pour permettre aux pays européens concernés — Belgique, Danemark, Norvège et Pays-Bas — de rechercher entre eux, et en concertation avec les États-Unis, des formules qui satisfassent les compensations économiques espérées par les deux clients scandinaves de l'avion F-16 conçu par General Dynamics, l'acheteur, au total, de trois cent quarante-huit exemplaires est prévu par les quatre pays européens.

Le Danemark, le plus insatisfait des quatre clients, a demandé à ses trois autres partenaires européens de lui confier une part des compensations économiques annoncées par les États-Unis pour l'ensemble du consortium européen. Le réajustement des quatre ministères de la défense, jeudi 24 mars à Bruxelles, devrait, en principe, donner satisfaction au Danemark. Mais, selon les experts du consortium, cette formule de solidarité, qui vaut aussi pour la Norvège, dépendra de la capacité des industries scandinaves à honorer dans les délais et pour un prix raisonnable les contrats qui pourraient leur être proposés.

● M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, est arrivé jeudi 24 mars en République fédérale d'Allemagne pour une courte visite au camp de Grafenwoehr, en Bavière, où il doit suivre les manœuvres des troupes américaines. M. Brown se rendra ensuite à Bruxelles pour participer à une réunion spéciale du comité de l'OTAN qui étudie la question de l'utilisation des radars volants (AWACS). (A.F.P. Reader)

LE NOMBRE DES POSTULANTS À LA PRÉTRISE TEND À SE STABILISER

D'après les chiffres du Centre national des vocations, il y a eu en France 126 ordinations de prêtres catholiques en 1975, contre 121 en 1974, 122 en 1973, 123 en 1972 et 124 en 1971.

La forte diminution du nombre des ordinations de prêtres enregistrée depuis des années est en partie compensée par une relative stabilisation des entrées dans les centres de formation au ministère presbytéral (anciens grands séminaires), qui avaient accusé un effondrement dans les années 1960-1972. Le nombre de postulants à la prêtrise était, en effet, passé de 289 en 1968 à 151 en 1973, puis à 164 en 1974, 155 en 1975 et 164 en 1976.

Le nombre des jeunes et adultes actuellement en formation en France est de 1.130, dont 1.046 en centres de formation en ministère presbytéral, 85 en groupes de formation universitaire (G.F.U.), 49 en groupes de formation en monde ouvrier (G.M.O.), 4 en groupes de formation en monde agricole (G.M.A.), 1 en groupe de formation en monde militaire (G.M.L.).

Les 11 diocèses qui ont le plus de jeunes et d'adultes en formation au ministère presbytéral, proportionnellement à leur population, sont : Le Puy (18,4 pour 100.000 habitants), Bayonne (14,6), Lescar (14,6), Bayonne (14,6), Vannes (14,2), Angers (14), Bayeux et Rennes (13,5).

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES

L'anglais « for ever »

L'enseignement des langues vivantes est devenu, depuis trente ans, une des missions principales du système scolaire. Nul n'y trouverait à redire si le pluralisme, en ce domaine, était respecté et si l'enseignement des langues ne devenait pas, de plus en plus, l'affaire des professeurs, d'anglais, d'espagnol, d'italien, d'allemand, d'arabe, d'espéranto, etc. Mais le ministre de l'éducation (1) a tiré sonnette d'alarme. « La diversification dans le système éducatif », écrit M. René Haby, répond à une exigence de notre temps. »

Voilà pour le principe, excellent. La réalité est plus ténue : « Le bilan de la politique de diversification révèle un décalage significatif », admet le ministre, entre l'objectif poursuivi et les résultats obtenus. L'écart s'est encore accru, entre les langues les plus enseignées et les autres, même si l'on peut enregistrer pour certaines de ces dernières une progression encourageante.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, ainsi que le montre l'enquête sur les langues vivantes publiée dans le numéro d'avril du Monde de l'éducation. Pour l'année scolaire 1975-1976, sur quatre millions cent quatre-vingt-cinq mille élèves du secondaire, 84 % étudiaient l'anglais en première langue, soit trois millions quatre cent cinquante-dix mille. Il y avait vingt-trois ans (en 1952-1953), la proportion d'anglistes en première langue n'était encore que de 78 %. Chaque année, le nombre de ceux qui l'étudie augmente de 3 %.

Face au rouleau compresseur de l'anglification, de l'enseignement français, comment s'oppose la résistance des autres ? L'allemand tient le coup : 19 % des élèves en première langue en 1952-1953, 16 % en 1975-1976. En revanche les langues romanes, espagnol, italien, portugais, sont limitées : en vingt ans, l'italien est passé de 1 % des élèves de lycée à 0,3 %. L'espagnol, pour sa part, est délaissé comme première langue, mais voit s'accroître légèrement la proportion de ceux qui l'étudient en seconde langue : 31 % en 1952-1953, 34 % l'an dernier. La progression de l'espagnol se fait au détriment des autres langues, y compris de l'allemand, qui, comme seconde langue, après être passé de 31 % à 27,1 % entre 1952 et 1971, est retombé depuis à 25,8 %.

L'échec de la diversification

La diversification s'est, depuis 1970, la doctrine officielle du ministère de l'éducation. Sept ans après, l'échec est patent : l'anglais progresse et écrase tout sur son passage, au détriment des autres langues, y compris de l'allemand, qui, comme seconde langue, après être passé de 31 % à 27,1 % entre 1952 et 1971, est retombé depuis à 25,8 %.

Les arguments en faveur de la diversification de l'enseignement des langues sont plus faciles à manier que les remèdes pratiques à la situation actuelle. Le haut comité de la langue française, qui dépend du premier ministre, ne cesse de répéter que l'expansion — ou tout simplement la maîtrise — de l'enseignement du français à l'étranger dépend directement de la diversification de l'enseignement français lui-même, en langues étrangères de la réciprocité. Comment, en effet, persuader les pays étrangers de faire un effort pour notre langue si nous ne prouvons pas, dans les écoles, que nous sommes capables de maîtriser dans des conditions —

que nous faisons des efforts pour la leur. »

A supposer que l'administration se donne — ce qui n'a pas été le cas depuis 1970 — les moyens de sa politique en appliquant la « corrélation des langues vivantes » dont elle vantait à l'époque les mérites, encore faudrait-il que les Français prennent des risques. En la matière, ils font preuve d'un enivrement confortable et l'on ne voit pas ce qui pourrait entraîner une inversion de l'évolution constatée depuis des décennies.

La meilleure volonté administrative se heurtera toujours à la résistance de la mentalité collective et aux faits de civilisation. Tout se passe comme si l'immense majorité des Français (84 % !) estimait que l'étude de l'anglais est aussi importante pour leurs enfants — car ce sont bien souvent les parents qui choisissent — que celle des mathématiques ou du français. Et, à la limite, qu'un jeune qui ne l'étudierait pas serait un handicapé, un marginal. Les Français ont pris leur parti de la domination linguistique de l'anglais, en tout cas à titre individuel : ils approuvent l'enseignement de l'anglais, ils font des efforts pour développer le français dans le monde, ils souhaitent, pour eux-mêmes et pour leurs enfants, collectionner le maximum d'atouts pour la compétition de la vie. A tort ou à raison, ils pensent que la pratique de l'anglais est une des armes de la réussite sociale. Ils ignorent que l'énorme majorité des Français n'utilisent jamais l'anglais dans leur métier et beaucoup, à cet égard, se bercent d'illusions.

Trop tard

Est-il temps, est-il légitime, d'enterrer le processus d'anglification du système scolaire français ? L'enjeu, pour la France, n'est pas d'ordre secondaire et le thème aurait mérité d'être au centre des interminables débats sur les mérites et les défauts de l'enseignement de l'anglais. Il n'a pas été, c'est peut-être que les Français ont admis la prééminence de l'anglais et qu'ils le considèrent aujourd'hui comme une sorte de deuxième langue maternelle au niveau scolaire en tout cas — d'autant qu'il ne saurait se priver sans danger.

Ce réalisme — qui ne satisfait pas les nostalgiques du temps où la langue française dominait l'élite européenne — est fondé sur un constat et sur un calcul. Le constat : l'anglais est une langue universelle. Le calcul : ne pas étudier la langue universelle, c'est risquer l'isolement et le handicap socio-professionnel. S'agissant de l'école, c'est à ses débuts qu'il faut songer. Si la seule « culture » était en vue, la palette des langues choisies serait plus large. Et l'exemple vient de haut : lorsque le chancelier Schmidt et M. Cressat d'Éco-

se rencontrent, c'est en anglais qu'ils conversent.

Peut-on prévoir — à long terme, comme le fait Claude Ducaud dans le Monde de l'éducation — que l'anglo-américanisme finira par « nous envahir tout crus » et qu'un jour les Français, pour se comprendre entre eux, s'exprimeront en anglais ? L'expérience du passé montre qu'on ne peut empêcher les évolutions linguistiques et que le fixisme est toujours battu. Mais l'intérêt de la France, du point de vue culturel qu'économique — impose que l'étude d'une deuxième langue vivante autre que l'anglais soit systématiquement encouragée.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Bulletin officiel du 14 février.

APRÈS LEUR MANIFESTATION

Une délégation des assistantes sociales a été reçue au ministère de la santé

Environ mille deux cents élèves des écoles d'assistantes sociales ont manifesté jeudi 24 mars, à Paris, de la place Denfert-Rochereau au ministère de la santé, devant le cabinet de M. Lenoir, secrétaire d'État à la Santé, et M. Vell, chargé de l'action sociale, modifiant les épreuves de l'examen qui conduit au diplôme d'État (le Monde du 25 mars).

Aux cris de « ni fils, ni curés, ni bonnes sœurs, nous sommes des travailleurs », les manifestants ont défilé jusqu'aux abords du ministère où ils ont organisé un « sit-in » tandis qu'une délégation était reçue par Mme Marie-Édèle Bérard, du cabinet de M. Lenoir et par M. André Ramoff, directeur général de l'action sociale.

Les représentants du ministère ont été aux côtés des manifestants que la modification du régime de l'examen avait été décidée à la demande du Conseil supérieur du service social, organisme où siègent les représentants

des syndicats, et que ce Conseil avait approuvé les nouvelles modalités à l'unanimité. Ils ont d'autre part précisé que, contrairement aux craintes des élèves, il ne s'agissait nullement d'établir une note éliminatoire à l'épreuve théorique de législation sanitaire et sociale, d'éliminer des candidats qu'ils soient des spécialistes du droit.

Délibération en cas de note éliminatoire

M. Lenoir a publié le 18 mars, donc après le début du mouvement de protestation, une circulaire indiquant qu'en cas de note éliminatoire une délibération spéciale du jury devra avoir lieu pour fixer la note définitive (épreuve théorique et étude de cas confondues). A propos de l'introduction de cadres administratifs dans les jurys, qui est l'un des motifs d'insatisfaction des élèves, la circulaire indique qu'il devra s'agir de « professionnels compétents, bien formés sur la formation et les étudiants en service social ».

ÉDUCATION

GRÈVE D'ÉTUDIANTS À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

Les étudiants de l'École supérieure de commerce de Paris se sont mis en grève mardi 22 mars pour protester contre certains points du régime des études. D'une part, ils s'opposent au contrôle des absences, qui est en compte pour l'obtention des « crédits » et peut entraîner, dans certaines matières, un abaissement des notes. Selon eux, ce système défavorise les élèves qui participent à des activités extérieures, qui ont estimé, une « valeur pédagogique » réelle d'autre part, les élèves protestent contre le report à septembre, au lieu de juin, des épreuves de « rattrapage », ce qui les gêne pour les stages d'été.

La direction fait valoir que le contrôle continu adopté à l'école n'est pas possible si on ne prend pas en compte d'une façon ou d'une autre la présence au cours, des modalités précises étant fixées par les enseignants eux-mêmes, et ajoute qu'on ne peut pas revenir en cours d'année sur des règles déjà fixées. En ce qui concerne les dates de rattrapage, il s'agit de l'application par les jurys d'un principe fixé il y a plus d'un an : fixer le rattrapage en juin aboutirait à surcharger les élèves concernés.

Six heures pour Vincennes : gauchistes et communistes réunis dans l'inquiétude

Les touristes étrangers assis au café des Deux-Magots, à Saint-Germain-des-Frères, le jeudi 24 mars, n'ont pas su que se déroulait, à quelques mètres d'eux, 44, rue de Rennes, un événement dans les annales de l'université de Vincennes (Paris-VIII) que « des lettres et du droit », le comité de Vincennes du parti communiste avait convié, jeudi 24 mars, tous les enseignants de Vincennes à présenter les productions de l'université, au cours de « six heures pour Vincennes ». Ce rassemblement a connu un succès que les communistes vinciennes eux-mêmes n'espéraient sans doute pas : plusieurs centaines d'enseignants, d'étudiants, de sympathisants et de cette université en difficulté (le Monde du 17 mars 1977) se sont succédés durant la soirée, s'entretenant, pages de la philosophie, de l'économie politique et de la base confondus — dans une salle trop petite.

C'est sans doute la première fois que la population vinciennaise de l'université, à forte dominante gauchiste, se rend à une manifestation organisée par le P.C. hors de l'université.

Signe d'un temps où la tranquillité assure des communistes du vingt-deuxième congrès par-

vient à rassembler même l'extrême gauche ? Unité dans les intent pour la survie de l'établissement universitaire qui fait passer les divergences idéologiques au second plan ? M. Henri Fisselin, député de Paris et candidat à la mairie, a été applaudi par d'anciens manifestants des « gauchistes culturels », des enseignants et en rupture de P.C. Même les trotskystes sont venus, bien que leur quotidien, *Rouge*, ait dénoncé la veille, la complexité des communistes dans le démantèlement de Paris-VIII.

Après la réunion, M. Claude Frioux, membre du P.C. ancien président de l'université, qui a toujours prôné une politique de « coexistence » avec les milieux d'extrême gauche, mesurait avec satisfaction le chemin parcouru. « De toute façon, dit-il, Vincennes n'est pas autre chose que l'histoire des amours difficiles des vinciennes avec le P.C. » Quelques mètres plus loin, M. Alain Boix, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur et un étudiant de l'UNEF évoquaient le temps, pas si lointain, où les communistes de l'université éprouvaient les pires difficultés à prendre la parole dans les assemblées générales.

Ph. Bg.

La réforme Haby

LES NOUVEAUX HORAIRES DE LA PREMIÈRE ANNÉE D'ÉCOLE

Le Journal officiel du 25 mars publie un arrêté du ministre de l'éducation fixant les nouveaux horaires qui seront appliqués, à partir de septembre 1977, dans le cycle préparatoire de l'école élémentaire, en vertu de la réforme de l'enseignement. Le cycle préparatoire est la première année de l'enseignement primaire jusqu'au jour baptisé « cours préparatoire » (le Monde du 15 décembre 1976).

L'horaire global des élèves est inchangé — vingt-sept heures par semaine — mais la répartition entre les disciplines est modifiée ; la « langue française » passe de dix à neuf heures, les mathématiques de cinq à six heures, les activités d'éveil de six à sept heures et les « exercices corporels » (éducation physique et sportive) de six à cinq heures.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 MARS 1977 À 0 h GMT.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 23 mars à 6 heures et le samedi 24 mars à 6 heures :

Le ciel est anticyclonique avec le 23 mars, à 0 heure, des brouillards à l'angle du sud-ouest, puis, vers l'est, les perturbations océaniques atteindront notre pays.

Samedi 24 mars, dans une phase plus calme, les brouillards matiniers, assez nombreux de la Champagne à l'Alsace et au Lyonnais, disparaîtront ensuite, et de belles éclaircies prédomineront l'après-midi.

Les vents, d'abord faibles et de direction variable, s'orienteront au sud-est ou au sud, la matinée sera fraîche, avec des gelées blanches dans l'intérieur au lever du jour. Les températures maximales seront en hausse.

Vendredi 23 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

PRÉVISIONS POUR LE 23-24 DÉBUT DE MATINÉE



niveau de la mer était, à Paris, de 1 025,6 millibars, soit 770 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 mars ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Alsace, 18 et 7 degrés ; Bretagne, 17 et 8 ; Basse-Normandie, 16 et 7 ; Centre, 15 et 6 ; Champagne, 14 et 5 ; Côte d'Azur, 18 et 10 ; Espagne, 17 et 9 ; France, 16 et 8 ; Grèce, 18 et 10 ; Italie, 17 et 9 ; Liban, 18 et 10 ; Maroc, 18 et 10 ; Méditerranée, 17 et 9 ; Pays-Bas, 16 et 7 ; Portugal, 17 et 8 ; Royaume-Uni, 16 et 7 ; Suède, 15 et 6 ; Suisse, 16 et 7 ; Tchécoslovaquie, 16 et 7 ; Turquie, 18 et 10 ; Union soviétique, 17 et 9 ; Yougoslavie, 17 et 9 ; Zaire, 18 et 10.

AÉRONAUTIQUE

La coopération transatlantique UNE LETTRE DU GÉNÉRAL MITTERRAND

Le président-directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), le général Jacques Mitterrand, nous écrit :

Le Monde du 24 mars publie un article intitulé « McDonnell-Douglas devra choisir entre son projet d'un nouveau DC-9 et sa coopération avec Dassault-Breguet à partir de l'avion Mercure ». Il n'est nullement dans mon intention de discuter quant au fond de la présentation de votre collaborateur, présentation dont il a assumé, bien entendu, l'entière responsabilité.

Je voudrais simplement relever

et rectifier la référence faite à un échec de la SNIA dans ses pourparlers avec Boeing.

En réalité, et conformément aux décisions gouvernementales orientant la coopération transatlantique vers McDonnell-Douglas, les négociations avec Boeing ont été interrompues avant qu'elles aient été menées à leur terme. A l'époque, les conversations avec McDonnell-Douglas n'étaient pas non plus terminées. On ne pourra parler d'échec ou de réussite (comme je l'espère) que dans le seul cas des négociations avec McDonnell-Douglas, et ceci lorsqu'elles seront arrivées à leur aboutissement.

Inde

«...c'est entre tous,
le pays que tout homme désire avoir vu...
...et l'ayant vu, fût-ce même
entrevu, celui dont il n'échangerait
pas la vision pour toutes
les merveilles du monde?»
Mark Twain.

L'Inde est à 10.000 kilomètres de chez vous. Peut-être même davantage... De l'autre côté de votre univers. Mais sans doute rêvez-vous déjà de vous y rendre...

Ces villes, ses cultures et ses monuments sont très différents de tous ceux que vous aurez déjà vus.

A chaque pas, vous serez confronté à des expériences nouvelles et éprouverez des impressions étranges.

L'Inde vous surprendra, vous étonnera, vous amusera, vous emplira de délices, mais par-dessus tout, elle vous enveloppera dans son mystère.

Les habitants de l'Inde vous réserveront un accueil chaleureux et vous traiteront non pas en touriste, mais en ami.

Longtemps après, lorsque le souvenir des monuments, bazars parfumés, sites de montagnes et bords de mer se sera estompé, vous aurez encore présent à l'esprit l'excellent accueil reçu en Inde.

Réception toute chaleureuse et empreinte de la grande hospitalité de vos vacances indiennes, qui seront pour vous une expérience inoubliable.

Veuillez me faire parvenir des informations détaillées sur les vacances en Inde à partir de Fr. 3850.

Nom _____

Adresse _____

Profession _____

OFFICE NATIONAL INDIEN DE TOURISME
8, bd de la Madeleine - 75009 Paris - Tél. 073.00.84/265.83.86

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 mars 1977.

DES DÉCRETS

Modifiant les articles 10 à 16 du décret n° 48-1901 du 14 décembre 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les centres parcellaires d'irrigation applicables dans les établissements dont le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.

Relatif à l'organisation et aux attributions du bureau d'aide sociale de Paris ainsi qu'à l'admission à l'aide sociale de Paris.

Modifiant le code de procédure civile en ce qui concerne les biens mobiliers insaisissables.

BIBLIOGRAPHIE

« LA PRATIQUE DU TRAVAIL TEMPORAIRE »

Il manquait un guide pratique du travail temporaire : l'ouvrage de M. André Mallégat comble cette lacune. S'adressant à la fois aux entreprises de travail temporaire et aux entreprises utilisatrices, il réalise avec clarté la synthèse de toutes les règles qui régissent ce marché particulier de l'emploi, donne des conseils pratiques et contient, en annexe, les textes légaux relatifs à cette profession.

★ La Pratique du travail temporaire, par André Mallégat, collection « Ce qu'il vous faut savoir », éditions J. Delmas et Cie, 206 pages, 98 F.

Le Monde

Service des Abonnements
2, rue des Italiens
75401 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
36 F 125 F 232 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 335 F 523 F 630 F

ÉTRANGER
(par mandats)
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE
165 F 335 F 440 F 530 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse déclinés ou postérieurs (à deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à renouveler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

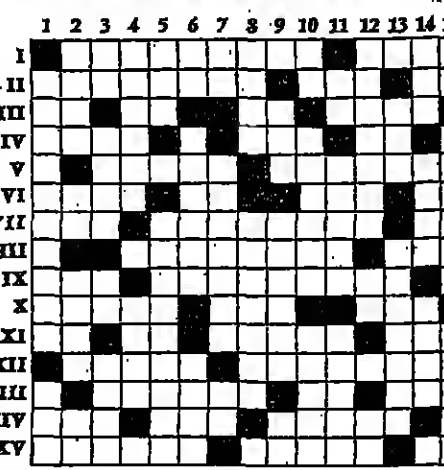
Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1720

HORIZONTALEMENT

I. Oblige à marcher sur les talons ; Règne sans éclat. — II. Une carrière qui oblige à ployer ; Ne dure qu'un temps ; Question d'orientation. — III. Fausse ; On la croise bien souvent ; Abréviation ; Tour d'agrès. — IV. Voie d'eau. — V. Abréviation ; On lui demandait surtout de briller. — VI. Croquer un tron pour en boucher un autre ; Concerts en plein air. — VII. Pronom royal ; Symbole. — VIII. Point de repère. — IX. Poète ; Sent l'atmosphère. — X. Terme de sport. — XI. Préfixe ; Localité de France. — XII. Point répété ; Point par lequel on se moule ; à poil ; Beauté piquante ; Provoquant des éclats. — XIII. Ils ont leur franc-parler ; S'attaquent aux charpentes. — XIV. Froide résolution ; Laps de temps ; Rôle du premier. — XV. Parcon ; N° à quatre chiffres par lequel on se moule ; Prénom féminin. — XVI. Moitié parfois entière ; Renouveau printanier ; Enigre quand tout va mal.



VERTICALEMENT

I. Et pourtant, elle tourne ; Battu par les uns, écrasé par les autres. — II. Son mal est incurable ; Conjonction ; Saute ; Noble (épée). — III. On peut toujours en parler ; Protège ; Parfois émis en tapage du pied. — IV. Lier ; Vanté par un syndicat d'initiative. — V. Grande, ajoutée ; Suppression. — VI. En Yougoslavie ; Pronoms conjonction ; Grain épilé. — VII. Abréviation ;

Solution du problème n° 1719

Horizontalement

I. Vin ; Cuite. — II. Odeur ; A.R. — III. Timon. — IV. Esprit ; In. — V. St ; Tec. — VI. Éléments. — VII. Sol. — VIII. Lével. — IX. Fréquent. — X. Saas. — XI. Ste ; Usage.

Verticalement

I. Votes ; Apis. — II. Idiotes ; Rot. — III. Noms ; Tête. — IV. Roitelets. — V. Cannes ; Vase. — VI. Schizmas. — VII. Rase. — VIII. Tation. — IX. 9 Erin ; Suisse. — X. GUY BROUTY.



Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Les maires savent-ils gérer leur patrimoine ?



(Dessin de PLANTU.)

Grand nettoyage de printemps dans les stations alpines. Les élections municipales ont été l'occasion d'un renouvellement important des équipes dans plusieurs stations, comme Chamonix et Megève, en Haute-Savoie, Tignes, Val-d'Isère et la vallée des Bauges (Les Méandres et Val-Thorens) en Savoie. Nos correspondants de Lyon, Grenoble et Chambéry font le point sur ces résultats.

Dans ces petites communes où la politique avec un grand P n'a rien à voir avec les affaires locales, les changements ont eu lieu sans plus clair que dans les grandes villes. En refusant

de reconduire les équipes qui avaient assuré une expansion rapide — trop rapide — des stations, les élus ont voulu manifester leur désir de souffler un peu. Parfois déçus par les injustices de la croissance à tout va, inquiets d'abandonner l'avenir de la commune aux mains des promoteurs et des financiers, les montagnards de vieille souche se sont rasés. Même dans les communes où la stabilité municipale a prévalu, les conflits, toujours latents entre « ceux d'en bas », les vieux villages de la vallée, et « ceux d'en haut », les stations d'altitude, ont animé la campagne électorale.

Même si l'échec relatif à Saint-Martin-de-Belleville de M. Georges Cumin, responsable du service d'aménagement de la montagne et successeur de « père » des grandes stations, l'ingénieur général Maurice Michaud, a valeur de symbole, ces résultats ne signifient sans doute pas qu'on ne construira plus en montagne et que le développement sera stoppé net. Mais les promoteurs devront montrer patte blanche devant les nouveaux élus, tisser de nouveaux liens et sans doute réduire un peu leurs exigences léonines. Le temps de la sagesse.

Des stations changent de mains...

A CHAMONIX, l'arrivée de l'équipe de M. Maurice Herzog constitue un échec personnel pour l'ancien secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, député R.P.R. de la Haute-Savoie. En 1968, maître de la ville. Déjà, lors des élections cantonales de 1975, la victoire de M. Floréal Dahlmann, candidat communiste,

avait été ressentie par beaucoup comme un désaveu de la politique municipale, mais M. Herzog avait estimé que ce résultat était étranger à son action en sein du conseil municipal. C'est une équipe de « Chamoniards de souche », dont seule le tête de liste, M. Christian Couttet — bien que d'origine chamoniarde

— réside depuis très longtemps à Chamonix, où il est avocat, qui dirigera désormais la mairie, avec quinze conseillers. La liste conduite par M. Herzog a de son côté obtenu cinq sièges et un communiste a, d'autre part, été élu.

Selon M. Couttet, « le député-maire a refusé pendant dix ans d'accéder aux véritables souhaits des Chamoniards. Il a bouleversé les habitudes, changé le style architectural de la station. D'opérations immobilières en opérations immobilières, il en est arrivé à Chamonix-Nord et ce fut sa perte. Les Chamoniards plus encore que les autres Savoyards sont des gens prudents qui n'aiment pas qu'on les bouleverse. Maurice Herzog ne l'a pas toujours compris. C'est ce qu'on lui reproche aujourd'hui. (...) Evidemment, Chamonix ne pouvait pas rester ce qu'elle était. Cependant, son développement aurait pu être harmonieux, sa vocation mieux respectée. Le jour où Maurice Herzog a rencontré l'architecte Taillibert il a perdu les Chamoniards ». M. Roger Taillibert, l'architecte du Parc des Princes et du stade de Montréal, est responsable de la construction d'un centre sportif et des trois tours de Chamonix.

...d'autres confirment leur équipe

COURCHEVEL, l'une des plus anciennes stations de la deuxième génération, ne connaît pas de crise spectaculaire, mais a tout de même enregistré une petite secousse significative. La querelle, toujours latente entre ceux d'en bas — de la commune de Saint-Bon et du hameau de La Praz — et ceux d'en haut — en l'occurrence d'une station établie sur trois niveaux : Courchevel 1350, 1650 et 1850 — s'est trouvée brusquement ravivée par les élections.

Si le maire sortant, M. Maurice Morel, a conservé une large majorité avec 10 sièges sur 13, il a dû en consacrer 3 à l'opposition menée, au second tour seulement, par un de ses conseillers écarté de sa liste.

« Il est facile, pour des raisons électorales et pour satisfaire une ambition personnelle, d'exploiter les vieux instincts, d'exhumer les vieilles rancunes, en affirmant que les richesses qui tombent sur Courchevel ne sont pas par-

tagées équitablement entre tous les habitants », soupire M. Morel. Mais peut-on, disqualifier aussi rapidement le vote d'habitants d'un village pour deux de ses enfants monteurs de ski de la station ?

Au CORBIER, dans cette station de 4 000 lits lancée dans les années 67-68, dans la vallée de la Maurienne, moins favorisée que sa voisine, la Tarentaise, le divorce est flagrant entre gens du Corbier et gens de Villarembert, la commune support (moins de 500 habitants). Jusqu'en début février, ceux de la station ont cru qu'ils pourraient former une liste

commune avec ceux du village. Mais le mariage n'est pas fait. Jean-Noël August, ex-membre de l'équipe nationale de ski, a pris la tête d'une liste de 7 personnes, tandis que 4 autres habitants du village favorables à une coopération constituaient une mini-liste également contre le maire.

En définitive, c'est l'équipe formée par celui-ci, M. Jean-Baptiste Taravel, qui a été élue en totalité au premier tour, confirmant ainsi la prééminence de « ceux d'en bas ». Les habitants de Villarembert espèrent beaucoup, dit-on, des vertus de l'urbanisation de la montagne et se sentent

déçus. Ils regretteraient aujourd'hui d'avoir vendu leurs terrains à 50 centimes le mètre carré.

Un projet d'extension portant sur 2 000 lits supplémentaires, mais les habitants à agrandir le domaine skiable et à investir dans de nouvelles remontées mécaniques, les inquiète et les rend, semble-t-il, allergiques à la station. On ne nous traite pas encore de « chnois » comme à Val-d'Isère, mais ça ne tardera pas », dit un des « étrangers » candidats malheureux de la liste de la station.

(Lire la suite page 16.)

LES SITES ET LES NOTABLES

Un climat III^e République

La régionalisation est à la mode. En a-t-on bien prévu et pesé toutes les conséquences dans un domaine aussi fragile, aussi précieux, que celui du patrimoine ? Depuis Mérieux, un principe constamment affirmé sous-tend la législation de protection des monuments historiques, des sites et de la plupart de nos musées, celui de leur appartenance morale à la nation, à charge pour celle-ci de contrôler et de financer en tout ou partie leur entretien. De manière croissante, on en est donc venu à considérer implicitement que les collectivités ou personnes privées — quand elles sont les propriétaires de tel d'édifice classé — en sont avant tout les usufructuaires et les dépositaires. En matière d'édifices religieux, les lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat ont singulièrement souligné cette double appartenance. Cent cinquante ans d'un centralisme parisien — d'ailleurs rendu nécessaire, dès le dix-neuvième siècle, par l'indifférence des pouvoirs locaux — ont donc, pratiquement, placé toute la gestion de ces biens nationaux — sous la coupe de Paris.

Il pouvait sembler aujourd'hui légitime — et réaliste — de donner aux collectivités régionales le droit de s'occuper, en décentralisant et, o. p. redistribuant les responsabilités, l'accumulation des dossiers dans les bureaux ministériels d'Etat d'ailleurs la conduite à tenir. Malheureusement, aucune transition n'a été ménagée. Voici donc que les régions se voient confier la gestion d'un patrimoine — que leurs érudits et leur volonté d'action, sont limités, que l'exode rural et l'omnipotence de Paris les ont précédemment privées des hommes — de la maîtrise — les plus capables.

De même, occupées bien les plus précieuses de nos richesses, les collectivités locales ne sont pas les plus compétentes pour être compétentes ? Ne sait-on plus que l'Etat a été le plus grand bâtisseur de monuments historiques ? Ne sait-on pas que l'Etat a été le plus grand bâtisseur de monuments historiques ?

depuis la guerre) que rares sont les édifices qui ont de tout ce qui compose le « patrimoine » une juste appréciation ? Et n'est-ce pas le plus souvent contre les élus que s'est affirmée la notion de « chef-d'œuvre en péril » ? Or ce sont ces « notables », précisément, qui composent, dans un

climat demeuré très III^e République, l'essentiel des « commissions départementales des sites » (auxquelles les associations de sauvegarde, en dépit de toutes les promesses qui leur sont prodiguées à la veille de chaque consultation électorale, n'ont aucun droit reconnu à siéger).

Le conflit

Et qui désigne à ces commissions ? Les préfets, dont le préoccupation principale (tout le monde ne crée pas l'Assistance architecturale — dans le Lot) est de ne point mécontenter les élus et d'avoir le paix chez eux. Dans un tel contexte, le conservateur régional des bâtiments de France — même s'il relève du haut-lieu hiérarchique d'Etat à la culture — est, en fait, soumis au pouvoir direct du préfet et son autorité est singulièrement limitée dès que s'éleva un conflit.

En veut-on des exemples ? Deux cantons de Côte-d'Or nous les proposent. L'hospice d'Allaines-Sainte-Reine (dix-septième siècle) vient d'être partiellement rasé. Approuvé sans réserve par la commission départementale des sites (dont font partie les préfets de la Côte-d'Or), mais contrarié par le service régional des bâtiments de France, le dossier comparait tardivement, à Paris, devant la commission supérieure des monuments historiques. A l'annonce, elle demande, le 15 décembre 1975, la protection globale de l'édifice — ce qui, logiquement, doit entraîner la révision du projet auquel 1 milliard d'anciens francs sont consacrés. Les élus locaux — bonifiés — alors chez le préfet, levalent fait pression sur les services culturels. Ce dernier, ne disposant, selon l'expression même du directeur de l'architecture, que de « munitions de désespoir », que constitue le recours en Conseil d'Etat — et l'édifice ne méritait pas, à leurs yeux (en dépit du fait qu'il détermine largement l'aspect d'un site protégé) qu'on en vienne à une

parallèle extrême — battent en retraite. La presse régionale a le plus qu'à lire : « Allaines-Sainte-Reine, les démolitions prévues auront lieu malgré la commission supérieure des sites ». La Côte-d'Or, en somme, inflige un camouflet à Paris !

Quant aux halles de Vitteaux, elles sont depuis vingt ans le lieu d'escarmouches permanentes entre la municipalité — qui met son point d'honneur à remettre ce « nid à rats » par un parking — et la section d'Etat à la culture, qui s'oppose à ce vandale sans pitié, pour autant, à imposer les travaux d'office qu'il est cependant tout disposé à financer. Ainsi, son classement parmi les monuments historiques (ceux d'être l'absolue garantie de sauvegarde d'un édifice, et cela, est si vrai que récemment le maire de Pont-Saint-Espirit — sur plainte des affaires culturelles — était condamné pour avoir démolit l'hôtel de Lamoignon, édifice classé. Des affrontements ponctuels de ce type ont tendance à se multiplier et montrent parfaitement à quel point une régionalisation mal conçue et dangereuse est en train de supplanter les abus de l'ancienne centralisation.

Des remèdes existent-ils ? Sans nul doute, si l'on veut bien admettre qu'une synthèse est possible. S'est-on jamais demandé pourquoi l'année 1973 des châteaux et hauts lieux de Bourgogne et, à un moindre degré, l'année d'Auvergne, furent des succès ? Simplement parce que fédérant leurs efforts et leurs moyens, procédaient tout esprit technocratique, trois administrations parisiennes — affaires culturelles, classes des monuments historiques, Commission

au tourisme — ont noué avec les régions concernées un vrai dialogue ; parce que, après avoir défini le patrimoine souhaitable, elles ont confié aux hommes les plus qualifiés dans chaque département le soin de mettre en œuvre ce qui était possible ; parce que les deux niveaux de responsabilité ont été constamment reliés par des « courroies de transmission » que constituaient des chargés de mission itinérants qui, tenus, exposaient aux préfets, aux députés du tourisme, aux municipalités, aux associations, les grandes lignes de la politique suivie, tantôt soumettaient aux services parisiens les doléances et besoins des régions et les réalités vécues sur le terrain.

L'enjeu

De telles expériences, économiquement et moralement importantes, puisqu'elles ont, de proche en proche, assuré la promotion du patrimoine de douze départements, ne pourront se renouveler que si — cessant de « se regarder en chiens de talence » — Paris et les régions conçoivent la régionalisation, non comme l'affirmation d'indivisibilités régionales qui, très vite, s'avèreraient catastrophiques, non comme une autre forme déguisée de centralisme, mais comme une nouvelle méthode de travail commun, mieux répartie et conforme aux réalités de notre époque et à l'identité de chaque région.

Si le problème n'est pas, dès à présent, sérieusement abordé, si les relais indispensables ne sont pas créés, la notion même de « patrimoine national » et la politique qu'elle suppose ne seront bientôt plus que les vestiges d'un idéal déseulé ; et l'on ne voit plus alors ce que les ministères de l'environnement, des affaires culturelles et de la qualité de la vie pourront bien administrer. Au lendemain des élections municipales, il importait plus que jamais de souligner la gravité d'un tel enjeu.

PHILIPPE LEVANTAL

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS CHARTERS A.R.

au départ de Paris

ATHÈNES	750 F
TUNIS	880 F
NEW-YORK	1.450 F et 1.720 F
MONTREAL	1.630 F
BOMBAY	2.280 F
KARACHI	2.280 F
BANGKOK	2.250 F
KABUL	2.300 F
COLOMBO	2.500 F
LOS ANGELES	2.680 F
MEXICO	2.950 F
HONG-KONG	3.300 F
TOKYO	3.900 F
Combiné BANGKOK / SINGAPOUR	2.700 F

bon

pour recevoir gratuitement votre brochure 17

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

êtes-vous individualiste ?

oui !, alors voyagez en

ASIE

avec

PACIFIC HOLIDAYS

un billet d'avion, une chambre à l'arrivée... et la liberté

CEYLAN	2.880 F
BALI	4.080 F
BANGKOK	3.080 F
INDON.	3.280 F

etc.

© droits de bagages et visas
© chartes et autres formalités locales

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 539.37.35
75014 - 8^e - Mouton-Duvernet
L.A. 281

THE CARLTON HOTEL

Batiment d'élite, Angleterre

Le Carlton est le meilleur hôtel de la région. Il offre à ses clients une atmosphère d'élégance, de confort et de service impeccable. Ses salles de réception sont spacieuses et lumineuses. Ses restaurants sont réputés pour leur cuisine raffinée et leur service impeccable. Ses équipements sont modernes et confortables. Ses prix sont très raisonnables.

Le Carlton Hotel, 100, rue de la Paix, Paris 1^{er}.
Tél. : 261.11.11
Métro : Opéra

TOURISME

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Des stations changent de mains...

(Suite de la page 15.)

L'argument avancé par la liste « Pour la défense de la vallée » était simple : « Ils font tout pour le haut, rien pour le bas. » Même si ce n'est pas complètement exact, le slogan a eu dans le bas de la vallée une grande répercussion. Des erreurs ont été commises par le conseil sortant, notamment un contrat avec la Société lyonnaise des eaux, une centrale d'épuration qui ne donne pas satisfaction, une ambulance municipale cédée au secteur privé. Bref, on dit beaucoup à Saint-Martin-de-Belle-Ville : « Nous n'avons pas assez surveillé les technocrates de Fontanet. »

Résultat : seize sièges à l'opposition. Toutefois, ainsi que la consigne en a été de bouche à oreille, M. Cumin a été élu dès le premier tour. Pourquoi ? Deux réponses complémentaires sont possibles. Personne ne détestait vraiment Fontanet, et d'autre part, il est toujours utile d'avoir un maire qui ait le bras long à Paris. M. Cumin acceptera-t-il la charge ? Sera-t-il un otage ou le maître d'un jeu subtil ? On ne peut le savoir avant la première réunion du conseil et l'élection du maire et des adjoints.

Changement d'équipe à TIGNES. La liste pour le renouveau conduite par M. André Escadin, hôtelier de la station et l'un des trois « opposants » de l'ancien conseil, a conquis les treize sièges dès le premier tour, écartant ainsi l'équipe de M. André Boch, maire depuis 1955 et responsable du développement accélééré depuis quelques années.

La campagne électorale avait commencé à Tignes dès l'été dernier par une manifestation hostile au doublement des constructions au Val-Claret, au pied de la Grande-Motte, projet du promoteur Pierre Schnebelen soutenu par l'ancienne municipalité. Plusieurs dossiers ont été présentés

en cours de la campagne par la nouvelle équipe : absence de politique sociale, excès de l'urbanisation, charges pour les finances communales, abandon des hautes vallées et déséquilibre du développement au profit de la station d'altitude. Les opposants critiquaient notamment les trop grandes facilités accordées par la commune au promoteur, concessions de remontées mécaniques uniquement bénéficiaires tandis que la collectivité payait l'essentiel de l'entretien des pistes.

Le vote du 13 mars traduit le sentiment exprimé avant les élections par de nombreux Tignards à propos de leur maire : « Il a trop fait pour les promoteurs. Il a brisé la commune. » S'ajoutait à cela l'affaire du téléphérique de La Grande-Motte, théoriquement pris en charge par la commune afin de décrocher un prêt du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) et construit en réalité par le promoteur, dont les prévisions de prix avaient été à plusieurs reprises dépassées dans des conditions mal éclaircies.

Lutte de clans

Enfin, la croissance démesurée de la clientèle étrangère et la disparition progressive des grands hôtels se sont traduites par la disparition de studios et d'appartements inhabités, largement représentés dans la nouvelle équipe.

La lutte de clans qui oppose à VAL-D'ISÈRE les familles Machet et Mattis s'est conclue cette fois-ci par la victoire de la liste conduite par M. Yvon Mattis, qui occupe dix sièges sur treize au conseil municipal, et l'élection de l'ancien maire, M. Noël Machet. Les « chamois », comme on appelle à Val-d'Isère les étrangers à la station, et dont fait partie le père du skieur Jean-Claude Killy, ont été écartés.

La nouvelle équipe prône un développement plus modéré de la construction, moins de gigantisme, et a marqué son hostilité au projet de nouvelle station baptisée « Val-Tovière », proposé par le promoteur Pierre Schnebelen au-dessus de la Dalles. La construction en altitude de quelque cinq mille lits nécessiterait en effet l'aménagement d'une route d'accès pratiquement souterraine (à cause des pistes et des risques d'avalanches) que les pouvoirs publics refusent de prendre à leur charge.

Une exception dans ce tableau des changements de cap : à

L'ALPE-D'HUEZ (Isère), « le dynamisme » a emporté sur l'immobilisme, selon la formule d'un des « pionniers » de l'Alpe-d'Huez qui ont conquis la majorité au conseil municipal (unit sièges sur treize). L'ancien maire, qui ne se représentait pas, les « pionniers » reprochent notamment de ne pas avoir suffisamment développé la publicité à l'extérieur et assuré la croissance de la station. Le nouveau maire sera un grenoblois, M. Alain Arro, responsable de la Fédération française de ski, élu avec certains propriétaires d'appartements.

...d'autres confirment leur équipe

(Suite de la page 15.)

Les trois stations des AROS appartiennent à la commune de Bourg-Saint-Maurice, où trois listes étaient en présence. La question du développement touristique n'est pas apparue dans la campagne. M. Marcel Gatzmann, seul élu du premier tour, conserve son poste de maire, mais il devra compter avec une minorité de gauche plus forte que prévu (six élus sur vingt-trois). Le président du syndicat d'initiative, M. Folco, est le seul élu de sa liste.

Peu de changements pour la station de LA FLAINE. Elle dépend de la commune de Macot-Le Flagne, où la stabilité a prévalu. Mais deux autres communes également concernées ont basculé dans deux sens opposés. Bellentre, qui était aux mains des communistes, est passée à la majorité. Ce changement ne semble pas avoir de conséquences très importantes. L'ancien maire communiste faisait somme toute « bon ménage » avec les promoteurs. A Aime, le chef-lieu du canton et

la ville la plus proche, la mairie a été conquise par une coalition soutenue par la gauche (mais ce n'était pas une liste de l'union de la gauche). Des difficultés pourraient surgir d'ici quelque temps.

A FLAINE, après une période de relations passionnelles, souvent difficiles, entre la commune d'Araches, la commune absorbée par fusion de La Frasse et la super-station de Flaine, la paix règne depuis deux ans. Le maire sortant, M. Denis Clavel, présentait une liste « ouverte » comportant dix-sept noms (dont trois étrangers à Flaine et deux à Araches) pour treize sièges à pourvoir. Au premier tour, les deux représentants de La Frasse et huit d'Araches ont été élus. La population de la commune a montré qu'elle n'oubliait pas ceux « d'en haut » en votant massivement pour élire l'un des représentants de Flaine au second tour.

A ISOLA 2000, pas de difficultés entre le village d'Isola (Alpes-Maritimes) et la station pourtant construite à 17 kilomètres de celui-ci. Un siège sur les onze ayant été réservé à un représentant de la station (un pharmacien), la liste du maire sortant a été élue au premier tour. Même si la proposition ne respectait pas tout à fait le rapport de population (cent permanents à la station, quatre cents au village), le vote a confirmé la bonne entente : sur soixante et onze votants à la station, soixante-sept se sont prononcés pour le maire.

Merlin attaque aux Sept-Laux

APRÈS la Vaud, l'Aquitaine et la Normandie, M. Merlin se lance à la conquête des Alpes. Ce sont les premiers pas « à la neige » du promoteur qui a découvert à 35 kilomètres de Grenoble, dans le massif de Belledune, et à 1 350 mètres d'altitude, la station des Sept-Laux : 52 kilomètres de pistes, 14 remontées mécaniques, et le seul 750 lits construits en cinq ans par le concessionnaire. L'urbanisation du site ne s'étant pas faite selon le rythme convenu — la convention avec le promoteur prévoyait qu'il devait en bâtir 500 chaque année, — le Syndicat mixte des Sept-Laux entreprend

de « meubler » avec d'autres partenaires la station. Les propositions sont cependant rares ou trop ambitieuses ; Merlin en présente une en décembre 1978 et propose de construire 2 000 lits en deux ans. Les discussions portent aujourd'hui sur le style d'architecture « adapté au site et non répété ». Personne ne souhaite en effet l'installation de barres de béton au-dessus des pistes. Le promoteur devra réaliser de petites immeubles de trois à six étages — « nées dans les alpes ». L'architecture de montagne et celle du bord de mer sont complètement différentes, déclare M. Bernard Merlin.

Prix cassés

L'arrivée de M. Merlin à la montagne risque d'apporter un certain « trouble » parmi les promoteurs installés dans les stations. A Val-d'Isère et à Méribel, les programmes immobiliers étaient mis en vente cet hiver aux environs de 8 000 F le mètre carré, aux Deux-Alpes et à l'Alpe d'Huez 7 000 F. En effet, le moyen des prix varie entre 5 000 et 6 000 F le mètre carré. M. Merlin déclare vouloir pratiquer les prix les moins chers des Alpes : « 1 000 F, en dessous des prix les plus bas ».

et il ajoute : « Nous voulons permettre l'accession à la propriété à une couche de clientèle qui juge qu'il n'est pas utile de mettre tant d'argent pour un studio à la montagne. » L'opération montagne « du promoteur » sera lancée comme ses autres réalisations. Il dépensera 9 millions de F pour que l'on parle des Sept-Laux, et pour vendre ses mètres carrés. La Tour de France 78 doit faire étape dans cette station qui n'est, aujourd'hui encore, qu'un immense champ de neige.

CORRESPONDANCE

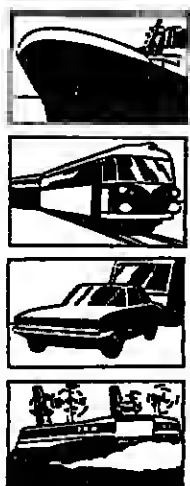
LA CULTURE DE M. NAGEL

Après l'article « Monsieur Nagel au sein des encyclopédies » (Le Monde du 12 février), Mme Jeanne Rigaut, de Cannes, nous a adressé les lignes suivantes : « Si M. Nagel ne se fait plus d'illusions sur les touristes, les touristes ne font guère plus d'illusions sur ces guides de la « première génération ». Nés dans la foulée des Guides bleus et Baedeker, ces guides sont conçus pour une clientèle en voie de disparition : la grande bourgeoisie instruite, très instruite et, traditionnellement, « cultivée ». Ils n'ont donc pas suivi cette évolution sociale qui permettrait à chaque salarié de voyager à des tarifs raisonnables. La découverte et l'approche

d'un pays peuvent se faire autrement que par la lecture et de pages bourrées de précisions historiques, géographiques, archéologiques, religieuses. Il peut exister un voyage « intelligent » qui n'est pas forcément « culturel », ou un voyage « culturel » qui ne relève pas de cette culture-là. L'écriture est toujours sans grâce, lorsqu'elle est, seule, un moyen de connaissance. Elle manque sans doute de fraîcheur, de personnalité et de cordialité. Les Guides bleus l'ont compris, qui effacent, prudemment, doucement, l'extrême sévérité de leurs commentaires. En misant sur la seule culture, peut-être les guides faisaient-ils fausse route ? JEANNE RIGAUT.


 TRAVERSEZ LA MANCHE
"A LA CARTE"...

CAR FERRIES
Sealink
AÉROGLISSEURS
Seaspeed



Pour la Grande-Bretagne, avec Sealink et Seaspeed, vous avez le plus grand choix.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car ferry (la détente) ou l'aéroglesseur (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires, toute l'année de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et dès avril, de Cherbourg à Weymouth.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train ou encore votre voiture et les trains autos-couchettes (Motorail en Angleterre).
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billet Paris-Londres, train + bateau, train + aéroglesseur.

Pour traverser la Manche « à la carte » demandez la brochure 77 dans les gares et les agences de voyages.

...cet été, les premiers
aéroglesseurs géants
français

Pour recevoir
la brochure Sealink-Seaspeed
envoyez ce coupon à Air Transport
4, rue de Surène - 75008 Paris.

nom _____
adresse _____

SNCF

A LA RENCONTRE DE L'AVENTURE

Le Maroc en moto.
L'Afghanistan sur la piste des caravanes. Le Yémen avec Christian Monty.

VOYAGES EXPLORADO : des voyages pas comme les autres, aux quatre coins du Monde.

EXPLORADO S.A.
86, avenue de la Grande-Bretagne
1050 BRUXELLES.
Autorisation Cat. A n° 1260.

J'aime l'horizon

La joyeuse petite île fleurie de Jersey, paradis d'un shopping détaxé à faire rêver, possède un merveilleux hôtel : l'hôtel l'Horizon, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe.

Situation exceptionnelle : 140 mètres de façade plein sud le long de la splendide baie de Saint-Jovite. La baie fin et les vagues en direct. Confort maximum (tête, coussins, radio...) dans les quelques 100 chambres. Trois salons-bars. Magnifique piscine intérieure chauffée (8 x 16 m). Star-grill réputé. Orchestre animant des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière faite pour des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Wileman, le jeune Manager, qui dirige, souriant, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs ainsi que les tarifs. Ecrivez-lui directement, en timbrant à 1,40 F, en vous recommandant du journal. Téléphone automatique : 79 (44) 534.5701. Téléc. N° 41.291. Hôtel l'Horizon, Baie de Saint-Jovite, Jersey (Îles Anglo-Normandes).

TOUT LE MONDE PEUT DONNER DES CATALOGUES DE VACANCES. HAVAS VOYAGES DONNE AUSSI DES CONSEILS.

HAVAS VOYAGES

26, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - 073.56.41
et plus de 200 agences à Paris, banlieue et province.

هنا نحن النحل

TOURISME

PAQUES PROVINCIALES

Les yeux grands ouverts sur la piste bourbonnaise

Ce n'est pas un pays facile qui se donne au premier regard, par quelque pittoresque frappant. Non, il y faut de la patience. Celle d'un nouveau type de voyageur qui sache goûter comme on goûte le vin.

JEAN CLUZEL.

Ce département de l'Allier, qui s'est superposé quasi rigoureusement à l'ancienne province du Bourbonnais, est fait de pièces et de morceaux, comme une France en miniature. Ce fut le travail des ducs de Bourbon, et « mosaïque » ou « marqueterie » sont les mots qui viennent naturellement pour le définir. Historiquement comme géographiquement.

Quel meilleur moyen de l'aborder, par le nord, que son ancienne capitale Bourbon-l'Archambault ? Elle en est le porche, préfigurant Vichy puisquelle tire son nom du duc Borvo (de bouillonnant). Ici, les bouillonnements des sources sont chlorurés, bromurés et radioactifs. L'ancien établissement de bains, du XVIII^e siècle, n'est plus que le syndicat d'initiative, le château des ducs est démantelé, mais on admire la tour Quinquagrosne, solide au poste, de vieilles maisons et, à l'hôpital civil, une étonnante collection de pots pharmaceutiques. Vous y achetez des sucres d'orge et des truites.

Jeunes, puis prenez la D. 1, la D. 2 à gauche, devant D. 73 en arrivant à Souvigny.

Jusqu'ici on pouvait s'y arrêter pour son marché couvert, établi dans l'ancienne église Saint-Marc, avec ses chapiteaux à entrelacs, et y acheter ces fromages de vache, fermiers, ronds et plats, portant le nom de Petit-Bessay. Mais voilà que le dernier marchand y a découvert une étoile. Du nom de Laine. On parlait beaucoup l'an dernier, à Vichy, de ce Jean Laine, qui, à l'enseigne des Tyl-laine (place Saint-Michel ; tél. : 43-80-70) tricote la sole d'orteil Marie et la poularde étiée au porto. Ce qui est, au pays du saumon de l'Allier et du poulet au fromage, une bien curieuse idée !

Les façades notées par Valéry Larbaud sont encore là. Le silence a été vaincu par le bruit. Dans l'ombre d'Anne de Beaujeu, Moulins se fait-il encore pour écouter sonner ses Jacquemarts ? M. Jean Chuzel semble le croire. J'en suis moins sûr, du moins en été, lorsque la N. 7 devient une rue principale ! Et l'on cherche, en vain les oranges, les citronniers que peuplaient au XVIII^e siècle de grands jardins spacieux et bien entretenus à Moulins.

Vous visiterez au moins la cathédrale, dont le chœur fut construit de 1458 à 1507, dont la

flèche mesure 85 mètres de haut, dont les vitraux sont du XVII^e siècle et dont un triptyque du XV^e du « maître de Moulins » est l'un des plus célèbres de l'époque. A noter aussi, dans une maison ancienne (6, rue de l'ancien-Palais), un musée du folklore, mais surtout un musée « parlant » des moulins de France et de la région.

La grande halte de Moulins est l'Hôtel de Paris (rue de Paris, tél. : 44-00-58), qui mérite bien, lui, ses « deux étoiles » par son respect du régionalisme gourmand : brochet sur noix, gigot trayaude, canard à la Duchambault (qu'il faudrait peut-être écrire du Chambault) et vingt autres sur commande, des sandoz au piquenquette.

Peut-être, en hommage à sa gourmandise bon enfant, très vœux pèlerins à la Font-Georges, « Vers qui les rouges-gorges et les deux rossignols prennent leur vol » à chère à Théodore de Banville, né à Moulins en 1824.

A la recherche des « vérités »

Brillat-Savarin, qui se proclamait « dindonophile », connaissait-il Chevagnes et Jaligny ? Deux « capitales » du dindon. De Moulins par la N. 73 vous gagnerez Chevagnes, dont il vrait

dire, il n'y a pas grand-chose à dire, outre ces dindons, une église du XIII^e siècle et une auberge au rustique décor, le Cheval blanc (tél. : 43-40-15). Puis par la N. 468 gagnerez Dompreire-sur-Besbre (encore des dindons !) et la N. 480, Jaligny où les dindons encore se laissent honorer chaque année en décembre en un marché national. La N. 480 enfin vous conduira à Lapalisse.

Un confiseur local a transformé ses « vérités » en bonbons (sorte de caramels). Le château (spectacle son et lumière en saison) domine la Besbre et des maisons de bois à pignon.

Si l'annuaire des comtes de Chabannes faillait, devant Pavie, avant sa mort « encore envie », c'est peut-être qu'il se régalaient de la pompe aux gratoins que l'on trouve encore chez certains boulangers. En tout cas, il ne pouvait savoir que, trois siècles plus tard, un château voisin du Chambet, des enchevêtrements autrichiens allaient laisser une aimable trace de leur passage, en cuisine, avec le lièvre à la du Chambet. Mais le passage à Lapalisse permet d'aborder le Bourbonnais montagnard. Par la D. 7 vous rejoindrez la D. 26 et Châtel-Montagne. Le Mayet-de-Montagne, Ferrières-sur-Sichon.

Le Mayet-de-Montagne, au pied d'un Roc-Châtelain (d'où le panorama de verdure est chloro-

phyllisant), est une halte permettant la visite des gorges de la Besbre, du puy de Montancon, du musée de préhistoire de Glozel. Un marché aux vaches et aux porcs permet de trouver de la bonne viande et les dernières truites sauvages ou les écrevisses des pêches quasi miraculeuses. Si ou vous sert, au restaurant, une truite sauvage, chut ! n'en dites rien. C'est défendu ! Le retour par la D. 26, ou la D. 556, ou la D. 82 est ravissant. En cette dernière vous fera passer par Molles, où vous noterez le Relais fleurit (tél. 41-80-01).

Ainsi vous redescendrez vers Vichy, bête du dieu Borvo et dont on reparlera. Puis de Vichy à Gannat (par la N. 9 A) pour découvrir la broche (au fromage), et des douceurs baptisées char-dons, roseaux de la Sioule, croustilles. En passant, vous aurez pu visiter l'église haut perchée de Cognat-Lyonne, témoin d'une rude bataille lors des guerres de religion. Egalement, vous pourrez poursuivre jusqu'à Ebreuil (D. 968), mais le charcutier est mort, qui faisait une andouillette renommée. L'église Saint-Léger, romane, avec son clocher-porche, est à voir. Excursion dans les gorges de la Sioule, vers Chevrognon (mais là nous passons en Auvergne). Plus courtinement, vous gagnerez (par la N. 9 ou le détour D. 42 et D. 987) Saint-Pourçain-sur-Sioule.

Le détour vous fera passer par Chantelle-le-Château, qui en vaut la peine. Un ancien château des ducs de Bourbon, aujourd'hui monastère, propose un ensemble pittoresque. L'A-pie sur le ravin de la Bouille est impressionnant. Vieilles maisons et ancienne collégiale du douzième siècle. Mais Saint-Pourçain, surtout, doit vous séduire. Par son église Sainte-Croix où l'on peut distinguer cinq périodes de construction (du onzième au dix-neuvième siècle). Ce puzzle de pierres ne devant pas vous faire oublier la réputation philosophique du « docteur très résolu », Durand de Saint-Pourçain, né ici en 1272. Non plus que la fête de la vigne, en juillet. Une grande maison, le Chêne vert (85, boulevard Ledru-Rollin, tél. : 45-40-55), où l'on trouve le poulet au fromage (spécialité du pays) et d'excellents vins Chambres

calmes dans l'annexe. Une bonne petite maison : les Deux Ponts (faubourg Palnet, tél. : 45-41-14).

Saint-Pourçain, la D. 48 puis la N. 145 avec un petit détour par Commeny (ne serait-ce que pour découvrir le Bourbonnais des hauts fourneaux, mais aussi pour la petite église romane du char-nant Mallema, un nom de village semblant sortir des Cloches de Cornouailles) et par Nérès-les-Bains, la troisième station thermale du Bourbonnais, avec ses arènes à flanc de colline, ses antiquités et son vieux bourg, et vous voici à Moulins.

Jadis épanoui autour de son château (mais où les ducs de Bourbon n'avaient-ils pas de château en Bourbonnais ?) vers lequel montent encore les mêmes vieilles ruelles enlaçant les églises de Notre-Dame et Saint-Pierre, Montignou est devenue ville industrielle. Mais elle se souvient quelquefois d'avoir été pays de Cocagne : « Molisson, pays de Cocagne — qui plus y dort plus y gagne... »

Et vous y dormirez au calme, dans un parc, au Saint-Victor (à 6 kilomètres par N. 144 - tél. : 29-33-95). Et vous mangerez aux Ducs de Bourbon (47, av. Marx-Dormoy - tél. 05-23-79) sans peut-être hélas ! y trouver ce gâteau de pommes de terre robotisées et savoureux qui est son emblème gourmand. Pays aussi du tricotage de chevreau, d'une tonne de viande, du picançage (aux potes), vous la quitterez en suivant le Cher (N. 144) puis par la D. 887, la forêt de Tronçais, une des plus belles de France, Chilly (où l'on prépare une marelle des poissons des étangs voisins de Firat et de Salomp) et Lury-Lévis (où le marché aux volailles du lundi est pittoresque), vous retrouverez, bouclant la boucle, Bourbon, l'Archambault. Relisez alors le « Roman de Flamenca », composé entre 1220 et 1250. Les amours d'Archambault et de la belle Flamenca se passent ici, aux bords de Bourbon, au début du treizième siècle.

Où mais voilà, rien ou presque n'est plus et le livre est introuvable... sur la piste bourbonnaise où cette promenade vous aura, j'espère, entraîné.

R.-J. COURTINE.

Les Landes de courses en fêtes

D. E. Pâques, à la Toussaint, la course landaise draine des milliers d'amateurs dans les arènes de la Chalosse, du Tursan, du Marsan, de l'Armagnac, de l'Albret, de la Ténarèse, voire du Béarn et du pays Basque. Issue du meilleur terroir landais, la région est délimitée comme celle des grandes crues, ce qui ne s'explique pas, sous l'effet de la publicité qu'ont vain aux vacheries les « Intervilles » de Guy Lix, d'exporter des spectacles, il est vrai abâtardis, pour touristes et néophytes.

Mais la vraie course landaise ne peut se voir et s'apprécier qu'en Gascogne, son berceau. Ce jeu récemment sportivisé régit par une fédération bien structurée, puise ses sources incertaines dans les abysses des âges. Vient-il de Crète ou de Phénicie ? A-t-il été apporté par les Arabes, qui, dans leur mouvance conquérante, faisaient suivre d'immenses troupeaux de bovins destinés autant

à la bouche qu'aux jeux ? Dérivé-t-il des combats en champ clos que les seigneurs d'Aquitaine livraient aux taureaux landais ? On ne saurait l'affirmer avec exactitude. Cependant, les premiers documents authentiques sur « la course », datent de 1487, une époque où l'on faisait courir des bœufs sur les places des villages, sommairement, ornées de mardiers et de charrettes. Ce qui n'allait pas sans mal, ni accidents, et parfois morts d'hommes. D'où, de nombreux interdits du clergé et du pouvoir royal, toujours renouvelés et régulièrement mystifiés.

Sous la houlette des « ganaderos »

L'être moderne de la course landaise commence sous le Second Empire avec l'importation des vaches espagnoles ou de vaches de Camargue remplaçant les bêtes de race landaise, chassées des vastes marécages par la plantation des pins. Avec ces nouvelles antagonistes naquirent les figures actuelles, l'écart, la feinte, le saut descendant des exercices du « paré » et du « saut de l'écurie » tombés totalement en désuétude. Aujourd'hui comme hier, les vaches vivent en troupeaux dans la vaste pinède, sous la houlette des propriétaires « ganaderos » qui les louent aux organisateurs. Ils sont les successeurs du général Lamarguay, ce soldat de l'Empire, né à Saint-Sever, chef de l'opposition libérale, devenu terrien et manadier, dont en 1832 les obsèques parisiennes provoquèrent une émeute.

Le jeu, pratiqué par des jeunes gens vêtus de boléros chamarrés (les écarteurs), consiste à provoquer l'attaque de l'animal, les bras levés, puis à l'espérer. Pour être belle, l'esquive (l'écart) doit s'effectuer à l'instant précis où la bête s'apprête à donner de la corne. Alors, pivotant sur un pied, l'écarteur livre le passage à la vache qui glisse dans le creux des reins de son adversaire. Si dans

ses premiers galops, la jeune « courseuse » est affrontée, libre de toute attache, par la suite on passe une corde autour de son front afin de détourner éventuellement un coup de tête meurtrier et rectifier sa roulerie vers une fin des combats de l'arène où elle acquiert une expérience, dangereuse pour l'homme. Car ces bêtes, fureuses des « toros » battus en corrida, sont utilisées durant plusieurs saisons.

Les écarteurs, parfois effectifs : du côté non protégé où la corde est incorporée (ils ont dans ce cas-là une valeur sûre) et la gamme des sauts au-dessus de l'animal (périlleux, de l'ange, villed, à pieds joints, etc.), sont notés par des arbitres (des jurés) selon la sincérité de l'attaque, la présentation la distance, le danger, dans un barème s'apparentant, tout au moins pour le jugement, à celui du patinage artistique. Ces scores déterminent le classement dans les compétitions collectives par équipes, appelées challenges, tandis que les meilleurs éléments de chaque formation (« cuadrilla », un terme emprunté comme beaucoup d'autres au langage ibérique) s'affrontent dans les concours, à l'écart imposé, pour un titre de champion de Mont-de-Marsan, de Dax, d'Orthez ou de Bayonne avant de briguer une couronne de champion national. Cette épreuve « triolure » est disputée traditionnellement à Nogaro, dans le Gers, le premier dimanche d'octobre.

La vedette actuelle du spectacle gascogne Guillaume Via, dit « Ramonchito », un géant sculptural de trente ans, qui a trahi tous les titres jusqu'à se faire un palmarès incomparable, riche notamment de dix sceptres de champion de France. Par sa valeur athlétique, sa densité musclaire, sa facilité de récupération, il a créé un style sportif et sans une nouvelle forme d'écart appelé « tour-niquet ». Dernier lui, son frère aîné Christian, célèbre sous son nom de bataille de « Ramonchito », tient également le haut du pavé depuis de nombreuses années

dans une manière élégante, gracieuse et fleurie, tandis que Michel Berges, le nouveau champion de France, a été la révélation et l'heureuse surprise de la dernière saison. A dix-sept ans, il représente l'avenir.

En dépit de ses dangers, des mutations de notre temps, de l'évolution des mœurs, la course landaise, toujours vivace, continue de s'affirmer. Elle a, il est vrai, de profondes racines dans la terre gasconne où elle constitue le spectacle essentiel de la fête. Cette fête pour laquelle les Landais, même si les sociologues l'ignorent, éprouvent un goût irrésistible. Un goût qui en vaut, il est vrai, bien d'autres...

GEORGES DUBOS.

AMÉRIQUE

Vois à dates fixes à partir de :
NEW YORK 1500 F
RIO 1350 F
SÃO PAULO 1200 F
LOS ANGELES 2015 F
LIMA 2375 F

Voyages à la carte :

• En voiture • En camping-car • En avion • En bus
PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 839.37.35
75014 - 9^e - Métro-Denis

BELGIQUE 1977

dans le cadre de
L'ANNEE RUBENS ET DES MUSSES

Profitez des week-ends fortunaires pour faire la Belgique buissonnière. Venez découvrir l'infini de ses plages. Venez jouer à rebrousse-temps parmi les joyaux inestimables de ses célèbres villes d'art. Venez vivre le captivant dépaysement des Ardennes belges, le pays vrai, l'écrasant folklore. Et puis, 1977... c'est l'année Rubens. Un week-end, un séjour, des vacances en Belgique, ce n'est jamais cher, et c'est toujours enrichissant.

Catalogue gratuit en couleur. Réf. : MO - Office National Belge de Tourisme
21, Boulevard des Capucines - 75002 Paris.

LES BAHAMAS
vous connaissez?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti.

Les Bahamas, où vous irez tenter la chance au casino...

700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons.

Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du far niente...

* 1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

c'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA



tout un monde à découvrir...
un pays plein de contrastes, le lieu idéal de vos vacances.

yugoslavie

Renseignements et documentation détaillée
Office du Tourisme YUGOSLAVIE et Compagnie Aérienne J.A.T.
31, boulevard des Italiens 75002 PARIS - Tél. 232.10.59

YUGOTOURS
le spécialiste de la Yougoslavie
demandez sa brochure de 72 pages dans toutes les agences de voyages

SUISSE LA BOYNE, ADRESSE

(GSTAAD) 1.100-3.000 m... dans le haut plateau vert.
Le centre d'événements sportifs, sociaux et culturels comble tous les vœux de vos vacances. Du 1^{er} au 10 juillet : Championnat international de tennis en Suisse. Du 7 au 31 août : Festival de Yehudi Menuhin (12 concerts). Piscine couverte publique. Location de chalets, d'hôtels et d'appartements de vacances soignées. Remises mécaniques, golf, tennis, piscines, manège couvert, tir au pigeon, équitation, promenades. Prosp. par Office du Tourisme 3790 Gstaad, tél. 1941/30.410.35, Télex 33.767.

HÔTEL VICTORIA LAUSANNE
100 lits tout confort dans situation très tranquille
Bar-dancing « Le Paddock »
R. HAEGERLI, propriétaire
Av. de la Gare 46 T. 1941/21.20.57-71 en face de la Gare Centrale.

Institut International « Le Rosey » - 1180 ROLLE
Lac Léman - SUISSE - Tél. 1941/21.75 15 37

CAMP D'ÉTÉ
pour jeunes gens au Rosey et pour jeunes filles à La Combe
DU 10 JUILLET AU 13 AOUT 1977
Cours de français et d'anglais avec méthodes audio-visuelles. Très vaste propriété avec 2 piscines et installations nautiques pour la pratique de la voile, du ski nautique et de l'aviron. Occasion unique de pratiquer des sports d'une façon intensive (9 sports au choix). Nombreuses activités et excursions.

SKI ALPES DU SUD
RESERVATIONS
20 STATIONS - HOTELS - MEUBLES
4, av. de l'Opéra, 75001 Paris - 296.05.03 et 04.47

TOURISME

L'Irlande dans le rêve de la quitter

La tête sur l'oreiller, avez-vous déjà rencontré quelque chose qui ressemble à Crookhaven ? Beaucoup de gens rêvent à beaucoup moins que cela, mais si l'idée vous vient un jour de prendre l'avion pour Dubuinn ou Cork et de marcher à travers les landes, les collines, les ajoncs, jusqu'à l'extrême pointe sud-ouest de l'Irlande assaillie par les tempêtes de l'Atlantique, alors, à coup sûr, vous verrez le seul, le véritable Crookhaven. Crookhaven, avec ses trois pubs qui constituent l'essentiel de l'agglomération et l'on excepte quatre ou cinq autres maisons assez discrètes.

De la vaste période où sa rade qui tourne le dos au vent d'ouest abritait de grands voiliers bord à bord qu'il était possible de la traverser sans se mouiller les pieds, Crookhaven conserve un souvenir dans le nom de « Main Street » (Grande rue), où l'on rencontre successivement : à droite, un magasin jaune citrouille dont l'enseigne dit « Annie » et quelques fois Toni ; à gauche, plongeant directement dans l'eau, le « Crookhaven Inn » où Katherine Lynch contraind les pensionnaires fugitifs de sa demi-douzaine de chambres à se nourrir en priorité de saumon fumé et de homards, ce qui lui évite des mouvements de trépidation trop importants ; dans le tournant, le « Welcome Inn » provisoirement fermé pour cause de fuites sur la toiture ce qui est rare pour un pub irlandais ; la « Post Office » où Mary Ellis compense le commerce peu florissant des timbres-poste par celui des saucisses et de la laine à tricoter ; et enfin, brûlant sur le terrasson d'un mur de jardin en friche, le pub de Billy O'Sullivan dont la porte s'ouvre directement sur un trou du quel signalé par un panneau « Warning, Unprotected Pier » flanqué d'une bouée de sauvetage que l'on

suppose ne pas être d'une efficacité totale sous le seul éclairage des étoiles quand il y en a. En vérité, il n'y a rien à faire ici, sinon emprunter une livre à Billy O'Sullivan pour boire une bière chez lui, ramasser la monnaie pour boire une bière on deux au bar du Crookhaven Inn, emprunter une livre à la patronne, inviter un ami à boire une bière, ramasser la monnaie, la porter chez Billy afin de la lui reprendre sous forme de bière et recommencer le circuit autant de fois que l'on compte d'amis qui empruntent une livre à Billy O'Sullivan ou à Katherine Lynch.

C'est ici que Pat Murphy, un jeune homme de quatre-vingt ans, a décidé de poser le sac après une vie de circumnavigation à travers le monde pour le compte du Daily Mail. A tous les grands de la terre qu'il a eu l'occasion de rencontrer, Pat préfère aujourd'hui la compagnie, combien plus enrichissante, de Tom Ellis, retraité de la marine marchande et inventeur du lognet extensible plus maniable pour ouvrir une porte quand on renfile un peu tard le soir, qu'une maudite clé dans une maudite serrure.

Tom « Fleur » O'Driscoll — un remarquable chanteur du samedi soir — bénéficie, si l'on peut dire, d'une retraite de fait. S'étant un jour rendu compte que le lait de ses vaches se transformait trop rapidement en Guinness pour que sa ferme tout entière ne suivît pas un jour ou l'autre le même chemin, il en a fait don à sa sœur moyennant gîte et couvert, lui-même se chargeant d'assurer le reste.

Tous s'alignent pour saluer de temps à autre la mémoire d'un frère qui disparaît et il n'est pas jusqu'aux journaux qui s'en mêlent, du moins si l'on en croit, punaisé sur un des murs de Billy O'Sullivan, cet article intitulé :

« Sylvestre Botier goes on wagon, cinq pubs go broke », que l'on peut traduire en gros par : Sylvestre Botier a sauté du wagon (sous-entendu : cessé de boire), cinq pubs en faillite.

Mais Crookhaven s'est dépeuplé, disons-nous, d'autre manière. Pauvre et persécutée, l'Irlande a vu beaucoup de ses fils suivre le chemin des voiliers qui passaient ici vers l'Amérique et c'est ainsi que, contrairement aux autres nations européennes qui augmentaient leur population, l'Irlande a perdu la moitié des siens en un seul siècle. Fortune ou pas, presque tous sont restés de l'autre côté de l'Atlantique. Quelques-uns s'y sont même fait un nom comme les Kennedy, ce qui explique que pas un seul Irlandais, même fidèle à Crookhaven, qui ne se soit senti pousser au moins une fois la chair de poule à la seule évocation du mot Amérique.

« L'autre jour — c'est Pat Murphy qui raconte — je faisais une partie de chasse à la bécasse avec deux Anglais distingués dans les murs de Ballykeel, quand voilà que le brouillard se lève de la mer et que les Anglais se mettent à paniquer, car ils ont peur de s'enliser. On se retrouve donc dans la ferme des O'Sullivan : Patrick, Michael et Timothée, trois frères célibataires, avec un whiskey (e-y) dans une main et un œuf dans l'autre.

— Qu'est-ce que je vais faire de ça ? demande un des Anglais à Pat.

— Tu enlèves la coquille et tu le manges », dit Pat.

Et ils mangent encore du rognon de mouton avec toutes sortes de légumes. Puis, quand ils ont fini, le plus jeune des frères qui n'a pas encore soixante-cinq ans, dit aux invités :

« Est-ce que ça vous ferait plai-

sir, maintenant, si mon frère me racontait son dernier voyage en Amérique ?

— Bien sûr », disent les trois hommes en se regardant.

Et l'aîné se met à raconter une histoire extraordinaire, avec une traversée pendant laquelle il avait vu des poissons comme dans Lewis Carroll, puis une Amérique jamaïcane encore décrite, dans laquelle les Américains avaient rien moins que des ailes.

Et parce qu'il avait des phrases qui ressemblaient à des coups de foudre, Pat rapporte qu'un des Anglais en avait les larmes aux yeux.

« Ton dernier voyage en Amérique », dit alors le plus jeune à l'aîné, c'est véritablement le plus beau de tous ceux que tu as jamais faits jusqu'à maintenant !

Les Anglais se regardent, ce qui peut signifier quelque chose comme : est-ce que ce petit bonhomme ne serait pas un peu pauvre qu'il en a l'air pour s'offrir si souvent — et pourquoi — des voyages en Amérique ?

« Sans doute avez-vous beaucoup de famille en Amérique ? dit alors le plus jeune des deux.

— Ça alors, dit le petit fermier, par vent d'ouest, vous pouvez entendre toutes leurs voix d'un même !

— Alors, demande Pat Murphy, vous allez souvent, comme ça, en Amérique ?

— Eh bien, répond le petit fermier, à la vérité, je ne pourrais pas dire les choses exactement de cette manière. Car le plus loin où je sois jamais allé, c'est jusqu'à Galles. Mais cela fait tout de même bien 5 miles. Seulement, le soir, quand le vent d'ouest siffle dans la cheminée, j'essaie de faire entendre ma voix à mes frères. »

LOUIS DOUCET.

l'air le plus pur,
l'eau la plus pure,
pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F 1380.
Circuits à partir de F 3110.

cet été, en Finlande.

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
ou à **FINNAIR** 11 rue Auber 75009 Paris

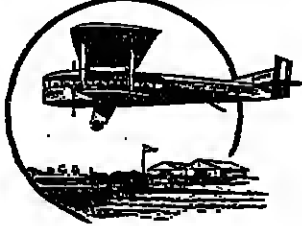
Le week-end, si vous sortez, ne ratez pas votre entrée.

Le week-end si vous sortez, quittez votre costume sans regret. Portez plutôt une tenue de week-end « Rodier Monsieur ». Les tenues de week-end « Rodier Monsieur » sont élégantes et confortables, vous pourrez aller partout, sûr d'être à votre avantage. L'Île-de-France et ses provinces mitoyennes offrent encore des milliers d'hectares irréductibles à la pollution et un nombre impressionnant de

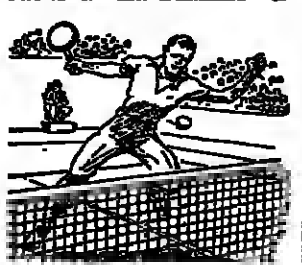


petits villages intacts. Voici des idées, des suggestions et de bonnes adresses.

Des châteaux : Saché, Azay, Chinon, Villandry, Langeais, Chenonceaux. Tombez amoureux de la Touraine, visitez les donjons, les souterrains et les ruelles de vieilles cités, en « Rodier Monsieur » bien sûr. De château en château, trouvez une auberge : Le Colombier 4 place du Maréchal Leclerc à Liguil. Une aimable auberge, une jolie terrasse et un accueil délicieux.



Vous pourrez déjeuner alors à « La Marine » à



Caudebec : l'une des meilleures tables de la région, chambres sur la forêt de Brotonne par-dessus la Seine. A cet endroit même, vous pourrez également faire une bonne partie de tennis.

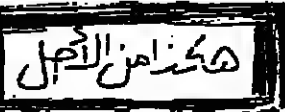
Partez en ballon. Un centre vient de s'ouvrir dans l'Yonne au milieu des bois et des étangs, La Ferme des Hamelins à Fontenailles. Un autre

club, à Maintenon en Eure-et-Loir. Pour dormir, l'hôtel de l'Aqueduc place de la Gare à Maintenon vous accueillera dans un décor charmant. Pour toutes vos escapades, la tenue « Rodier Monsieur » est exigée. Vous serez beau et bien à la fois.



- Paris 7 : Bon Marché, 38, rue de Steves.
- Paris 8 : Rodier Monsieur, 22, rue Royale.
- Paris 9 : Printemps Brummel Haussmann, 102, rue de Provence.
- Paris 9 : Galeries Lafayette Haussmann, 25, rue de la Chaussée d'Antin.
- Paris 16 : Galeries Lafayette Montparnasse, 14, rue du Départ.
- Paris 16 : Rodier Pernasse, Tour Maine Montparnasse.
- Paris 16 : Rodier Monsieur, Galerie St Didier, 16, rue des Belles Feuilles.
- Cergy Pontoise : Centre Commercial Régional, Les 3 Fontaines.
- Créteil : Rodier Monsieur, Centre Commercial Régional de Créteil Soleil.
- Rosny sous Bois : G.D.5, Centre Commercial Rosny 2.
- Rungis : Rodier, Centre Commercial Belle Epine.
- Vélizy Villacoublay : Rodier, 219, Centre Commercial Vélizy 2.
- Villiers sur Marne : Gentleman, 34, rue du Général de Gaulle.
- Vincennes : Men Club, 19, avenue du Château.

Chemises, pantalons, pulls
Rodier Monsieur.



ET DES LOISIRS

TOURISME

A CONTRE-PIED

Venise, sans l'obsession de la sauver

Il va pleuvoir et les femmes thrent de l'intérieur, à l'aide d'une poulie, le linge étendu jusqu'au milieu des rues. Sur la place, une petite fille engouffrée dans un car trop grand écarne un parapluie. Dans ce quartier du campo Ruga, exilé à l'est, au-delà de l'Arsenal, on oublie Venise, vieille belle qui a renoncé à se tarder et laisse enfin voir ses rides, avoue sa décrépitude.

Id, la vie passe, les enfants jouent à la balle au prisonnier, il n'y a pas de gondoles enluminées dans les boutiques, c'est un touriste ne s'aventure aussi loin des pigeons de Saint-Marc.

Ce n'est pas un hasard si la municipalité « rouge » éme en 1975 a choisi de faire ses premières armes avec la restauration (le risanamento) de ce quartier. L'objectif est politiquement clair : la ville proclame sa volonté de maintenir les habitants sur place, de s'intéresser d'abord aux immeubles délaissés par les propriétaires ou dont la restauration (spéculative) chasserait les locataires. Pour cela, la municipalité se propose de faire les travaux puis de « rendre » les immeubles aux propriétaires s'ils s'engagent à maintenir des loyers assez bas, proportionnellement à l'aide de la commune.

Les plans sont prêts, des agences publiques vont être créées et les travaux pourraient commencer d'ici un an ou deux. Si tout se passe bien... Car la municipalité a beau protester de ses bonnes intentions, les habitants s'en laissent difficilement conter.

« *Alcun Vénitien ne peut quitter sa maison, sans quand il y est vraiment contraint* », dit le maire socialiste de Venise, M. Mario Rigo. Même si on leur promet qu'ils reviendront, les habitants hésitent à laisser, le temps des travaux, un logement qui, beaucoup ont, semble-t-il, déjà un peu aménagé... car ils y vivent.

Est-ce pour mieux convaincre la population que la ville multiplie les réunions d'information, et escale « d'organiser » les « réponses », selon l'expression du président du conseil de quartier, M. Ugo Camerino, architecte et communiste ? La participation est un art malaisé à Venise comme ailleurs. Le discours des urbanistes et des architectes est difficile à saisir et ce sont toujours les mêmes qui viennent l'entendre. La présentation de plans, de procédures et de projets, dans l'église désaffectée de San-Lorenzo, lors

du récent forum international des associations de quartier était, malheureusement, significative de ces ambiguïtés.

Le dialogue est presque impossible entre les habitants et les responsables politiques : les conseils de quartier qui seront élus directement avant la fin de l'année sont pour l'instant une émanation du conseil municipal avec la même représentation politique. Et personne n'a vraiment répondu à cette dame qui demandait avec passion où étaient passés les 300 milliards de lires de la loi spéciale pour Venise.

Votée en 1973, après des années de tergiversations, cette loi a permis de réserver pour la sauvegarde de Venise 300 milliards de lires (environ 1,7 milliard de francs), dont 100 pour la restauration des édifices. Cet argent devait être dépensé dans les cinq ans. Il l'a été en partie pour régler certains problèmes de pollution, mais pas du tout pour les bâtiments. On attendait les plans ; on les attend toujours. Pendant que, selon le maire, mille personnes partent chaque année sur la terre ferme, il reste moins de cent mille habitants dans la ville historique et les lies contre deux cent mille dans les secteurs industriels de Mestre et de Marghera. Mais l'exode s'est ralenti. Et la vieille ville renferme encore beaucoup de services publics qui emploient quelque trente-cinq mille personnes.

Mille feux

Que deviendrait Venise si tous les palais du Grand Canal ravagés de frais tableaux éclairés de mille feux, carnaval de l'histoire ? Aujourd'hui, ils ont la poudure de s'entourer d'ombre le soir, épaves rongées de moustes et d'algues qui s'amoncent doucement. La mort rôde, écritaine et éternelle. L'ont répété à l'envers. Et les passants se découvrent respectueusement devant les bateaux-corbillards, somptueusement ornés de lions d'or. Mort quotidienne, acceptée. Faut-il alors décaler cette ville qui meurt avec tant d'élégance doucement ?

« Le grand ennemi de la ville, dit Mario Rigo, c'est le tourisme ». Le maire de Venise pourrait ajouter... et la spéculation. La municipalité essaie d'empêcher la transformation des maisons en hôtels, en refusant d'accorder de

nouvelles licences. Elle entreprend de recenser tous les immeubles qui lui appartiennent et dont certains sont sans doute vides, pour y loger des familles modestes et faire contrepoids au jeu du marché. Mais comment venir à bout des déséquilibres qui existent, en Italie comme en France, entre les loyers bloqués (5 000 à 30 000 lires par mois) et ceux du marché libre (90 000 à 300 000 ou même 500 000 lires) ?

Les maisons discrètement coquettes du quartier de l'Accademia, derrière la basilique de la Salute, avec leurs gondoles privées peintes en bleu marine, donnent une idée de ce que pourraient devenir les « beaux quartiers ». Et comment empêcher que les aides à la restauration, quand elles sont débiquées, bénéficient d'abord à ceux qui ont les moyens de compléter l'effort public avec leur fortune personnelle ?

« Sauver Venise », le mot d'ordre qui court dans toute l'Europe bien-pensante n'a-t-il pas agacé les oreilles des Vénitiens ? En y regardant de plus près, on voit bien que la réponse n'est pas simple. Les lenteurs et les « combinations » ne sont peut-être pas toutes malintentionnées. Par leur indolence et leur apparente indifférence, les Vénitiens n'ont-ils pas voulu simplement rappeler qu'ils étaient les premiers à « sauver Venise » ? En continuant de l'habiter.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Le dialogue impossible

La participation des habitants aux décisions concernant leur cadre de vie réclame par beaucoup, obtenue à l'arraché par d'autres, est un des soucis des parlementaires du conseil de Venise. Cela peut sembler à première vue paradoxal, puisque la démocratie directe n'avance, dans certains cas, le pouvoir des élus du peuple. Mais on comprend que les interventions spontanées de la « base » et la multiplication des associations locales, incident, les plus éclairés des élus à prendre les choses en main et à encourager la participation, avant d'être « débordés ».

L'organisation de la participation — son institutionnalisation — était en effet au centre de la confrontation qui a réuni à Venise, du 8 au 11 mars derniers sur l'initiative du Conseil de l'Europe et avec l'aide de l'UNESCO et de la Fondation Cini de Venise, quelque deux cents parlementaires, architectes, fonctionnaires, spécialistes, et de plus rares « usagers ». Des expériences ont été présentées par les représentants de plusieurs pays (fonctionnaires, universitaires, etc.), tandis que certains participants, qui voulaient s'insérer dans le programme officiel et présenter une expérience personnelle, n'ont pu y parvenir, ce

qui montrait bien les limites de la « participation » possible.

Une autre manifestation parallèle à la confrontation officielle aurait dû permettre, en principe, aux « spontanés » de s'exprimer sur un forum, organisé par la ville de Venise, était ouvert, en d'autres lieux, sur le même thème de la participation. Mais une mauvaise synchronisation — ou de subtiles rivalités d'organismes — rendait la chose difficile, et ceux qui assistaient à la confrontation du Conseil de l'Europe ne savaient pas qu'ils pourraient aller s'exprimer hors les murs de la Fondation Cini, afin de laisser les officiels échanger de sages propos.

Avant de proclamer en conclusion des trois journées, la nécessité d'encourager la participation des citoyens à la vie de la cité, processus essentiel de l'épanouissement de la démocratie locale », et de définir les grands principes d'une meilleure communication entre les élus, l'administration et le public, les congressistes ont pris connaissance de plusieurs expériences européennes : référendum organisé à Lausanne pour le comblement d'une anse du lac Léman et l'aménagement d'un centre sportif ; télévision par câble à Khroma en Suède ; groupes de

citoyens associés à l'aménagement de leur village, à Hæpse, en Allemagne fédérale ; information à l'occasion de l'enquête publique du plan d'urbanisme à Castres, en France ; participation des habitants organisée par la municipalité communiste de Bologne, en Italie, curieusement absente de la confrontation.

L'un des rapports les plus intéressants fut celui de M. Brian Goodey, professeur à Oxford, faisant le point de quelques expériences officielles britanniques pour en tirer finalement des conclusions peu optimistes : difficulté d'intéresser le public à des projets techniques s'ils ne sont pas directement « touchés », élus tenus en marge des actions officielles ; participation « octroyée » alors que les décisions sont pratiquement prises et les plans dessinés, etc.

« Le public change parfois d'avis », fit notamment remarquer M. Goodey, ce qui ajoute encore à la confusion. Même si la bonne volonté des responsables — et des élus du Conseil de l'Europe est tout à fait louable, la défense des libertés du citoyen que prône le Conseil est un art difficile et même... dangereux pour ceux qui veulent le manier.

M. C.

Nos charters sont ouverts à tous : jeunes, plus anciens, étudiants ou non.

Dans sa nouvelle brochure vols-charters, adresses et circuits "E4 77", du comment voyager sur les 5 continents à tarif réduit, le Point 85 vous explique en 8 articles tout ce que vous devez savoir sur le charter. 8 bonnes raisons aussi pour partir en toute sécurité avec le Point 85. Demandez-nous un exemplaire.

le point 85

Vols aller-retour

U.S.A.	1310 ^F	85 b ^d Saint Michel
GRECE	690 ^F	Paris 75005
MEXIQUE	2250 ^F	329 60 50
INDE	2350 ^F	329 51 50
PEROU	2375 ^F	
TUNISIE	645 ^F	
Etc... etc... etc...		

Voyages 85/COULCA 891

En Corse, quelques degrés de plus qu'ailleurs suffisent pour rendre

la plus proche des îles.

DES VACANCES INOUBLIABLES

Les plages immenses ou les petites criques tranquilles à l'abri de la pollution et de l'agitation, les montagnes et les forêts à 10 m de la mer sont encores les atouts de votre achat.

UN PLACEMENT GARANTI par le SOLEIL

Nous proposons à proximité des plus beaux sites de la Corse, des castets, des studios, des villas de 1 à 5 pièces disponibles immédiatement. A partir de 115 000 F (vente directe par les constructeurs), crédit possible 80 % sur 20 ans. Gestion et location assurées.

TOUJOURS LES PIEDS DANS L'EAU

La belle saison est longue en Corse, d'avril à octobre. Même à Noël, la douceur du climat est remarquable.

WEEK-ENDS-VISITES ORGANISÉS A PRIX RÉDUITS, REMBOURSÉS EN CAS D'ACHAT.

PROMOTION IMMOBILIÈRE CORSE
4, rue du Côté-Rivière
75005 PARIS
Tél. : 398.18.03

POUR UN AUTRE STYLE DE VOYAGES

L'Association agréée « VOYAGES CULTURE », 54, rue de la Halle-Vigné à 14000 CAEN (tél. 31-81-88-42), offre à de nouveaux sociétaires la possibilité de faire connaissance de son style de voyage (minibus, circuits originaux, tels bons hôtels, ambiance amicale, arrêts photos) en participant à l'un des deux voyages été 1977.

JUILLET - L'ECOSSE (l'Ouest et les Bés)
AOÛT - L'ALBANIE (via Yougoslavie) seul voyage autobus en ce pays

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE

1877 CENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE 1977

la Roumanie vous attend

« Roumanie » vous propose des vacances en Roumanie, un pays où l'on peut se détendre et se divertir.

- Des séjours mer ou montagne
- Des séjours à la mer
- Des séjours à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne

Vous découvrirez aussi :

- Des séjours à la mer et à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne
- Des séjours à la mer et à la montagne

Office du Tourisme Roumain et Cie Aérienne TAROM
10, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. : 742.63.68
75, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS - Tél. : 828.40.00

RESERVATION ROUMANIE

SEJOURS - CIRCUITS - CURES - WEEK-ENDS - etc...

FRANCE VOYAGES

10, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. : 742.63.68
75, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS - Tél. : 828.40.00

Accrédité par l'OFFICE DU TOURISME ROUMAIN

la cure à vichy

toute l'année

SANCTION D'UNIFORME
OFFICE DE TOURISME

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE

YEMEN

Des vols à 1.500 F
Nes expéditions à partir de 2.700 F
Un guide : 15 F

LES SEYCHELLES

Vols avec Vozochka Katob de 15 m.
Piaçages, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertes et la mer transparente des 264 îles Seychelles vous attendent.
Une semaine, vol + route ou plongée à partir de 3.250 F.

ILE MAURICE

Détente et repos hors du commun
vol et séjour à partir de 1.550 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez nous voir ou téléphonez-nous

544-21-99 et 544-20-43

PASSEPORT
68, rue de Valenciennes
75005 PARIS
Métro : Reaumur Lio. A 899

LE BYBLOS STROPEZ

PHOTOTELE 1241970004 TEL. 470.233 S. 10000 STROPEZ

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux, leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales, leur oriflèvre, leurs traditions alpines avec

IMAGES et CONNAISSANCES de la MONTAGNE

Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes : guide de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc.

Prêt gratuit de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires, photo, projections. Refuges privés.

DU 1^{er} AU 14 MAI ET DU 19 JUIN AU 10 SEPTEMBRE

Renseignements et inscriptions : Images et connaissances de la montagne, R.P. 71 - 72150 VAL D'ISÈRE - Tél. (78) 06-80-02

Découvrez le ski nordique.

Le ski de fond fait chaque année de nouveaux adeptes. Praticable par tous, quels que soient l'âge et l'expérience du candidat, il n'est pas dangereux.

Pourquoi ne pas aller le pratiquer dans les pays du Nord, là où il est né : en Norvège, en Suède ou en Finlande ; dans des paysages merveilleux aux nombreuses pistes balisées.

Un exemple de prix : 8 jours à Lillehammer (Norvège) en demi-pension, hors saison, pour 1 895 F équipement compris.

Autres possibilités : des raids pour sportifs avec logement en huttes et bagages sur traîneaux à chiens et des randonnées en Laponie.

Renseignements et documentation contre envoi du bon ci-dessous à :

Scanditours, 122, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 720.38.05.

ou : Voyages Bennett, 5, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 742.91.89.

Licence 9 A.

ou votre agence de voyages.

Bon pour une documentation « Ski Nordique » à envoyer à :

M.

TOURISME

bien occupés

TROIS HEURES A PERDRE

Autour du « Bardo » de Montsouris

Trois heures à perdre et le désir de bien les employer. Un monument, une église, un site mal connus, peuvent être l'occasion d'une courte balade curieuse. Aujourd'hui cette proposition : le parc Montsouris dans le quatorzième arrondissement de Paris.

Pour apprécier tout le charme du quatorzième arrondissement, il faut lire ou relire dans le Tout pour le tout, d'Henri Calet — désormais disponible en Livre de poche — le chapitre qu'il consacre à l'ancien village de Montsouris, où il naquit et où il mourut. Ce sera une excellente introduction à une petite promenade qui mènera le lecteur de l'entrée du parc Montsouris (côté boulevard Jourdan) au carrefour, formé par l'avenue de l'Observatoire et les boulevards de Port-Royal, Montparnasse et Saint-Michel.

Le parc Montsouris, qui occupe 18 hectares (ce qui en fait un des plus grands de Paris), fut créé de toutes pièces sur d'anciennes carrières, des propriétés maraîchères et des moulins par Haussmann, qui avait voulu qu'on ouvre un grand jardin dans les arrondissements de la rive gauche rattachés à Paris en 1860. Commencé en 1860, Montsouris ne fut achevé qu'en 1878, la guerre de 1870 en ayant interrompu l'aménagement.

Lorsqu'on y entre par le boulevard Jourdan, on aperçoit immédiatement une curieuse construction mauresque : c'est la réplique à l'échelle réduite du Palais du Bardo de Tunis, transportée là au lendemain de l'Exposition universelle de 1878. La Ville de Paris l'acheta, au baron de Lesseps et le fit réédifier.

D'Entfer à Denfert

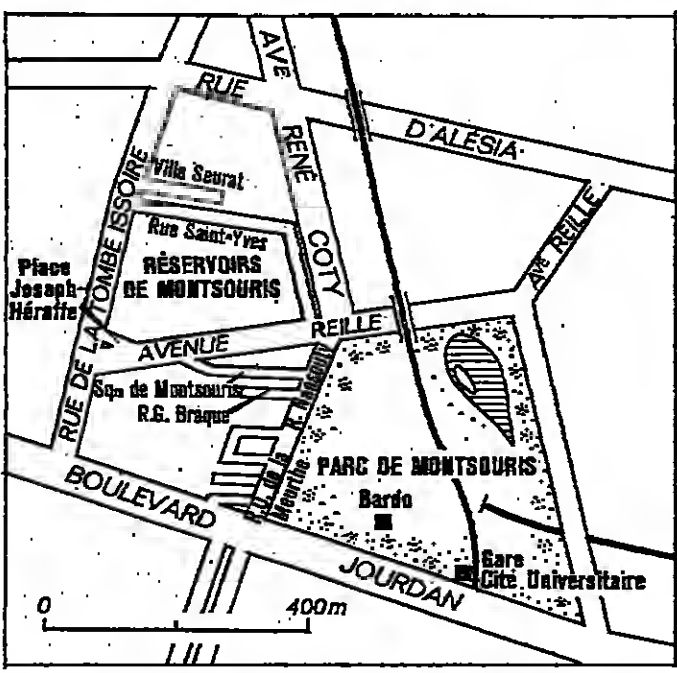
Par l'avenue Reille, dominée tout en long de son parcours par une curieuse colline qui n'est autre que le réservoir de la Vierge, construit en 1871, et qui occupe plus de 4 hectares, on

hier pierre par pierre par des ouvriers tunisiens. Cette construction exotique abrite à partir de 1892 un observatoire météorologique, transféré depuis lors dans un bâtiment plus moderne qui ne dépasse pas trop cet ensemble.

On ne peut être qu'attristé par le mauvais état du « Bardo », dont on avait d'ailleurs envisagé, il y a quelque temps, la démolition, mais, le site de Montsouris étant désormais classé, il y a de grandes chances pour que le dernier vestige de la grande ville impériale de 1878 soit sauvé et remis en état.

Après avoir traversé le parc, dont les arbres centenaires, les pelouses en pente douce, les allées sinueuses et le petit pavillon du lac de style Napoléon III sont d'un grand charme paisible, on peut sortir par la rue Nansouty pour se trouver transporté d'un bond du Second Empire aux Arts décoratifs en honneur entre 1920 et 1935. Il suffit pour cela de pénétrer dans les petites avenues qui bordent la rue Nansouty ou la rue Deutsch-de-la-Meurthe, et où l'héritier Jean d'Arènes de l'Ecole de Paris. Telles sont la rue Georges-Braque, la rue du Parc-Montsouris et surtout la square Montsouris, dont les maisons encadrées d'arbres, de plantes grimpantes et de jardins semblent avoir été transportées, avec leurs balcons et leurs ornements de fer forgé dans le goût mis à la mode par Polret ou Raymond Sube, d'une station balnéaire de la côte de Grasse au centre du quatorzième arrondissement. La rue Georges-Braque, qui s'appelle encore il y a quelques mois la rue du Darnier, est bordée d'ateliers, dont certains, comme la maison Guy Gumbuhl, sont classés.

abouti, après avoir dépassé le pont construit par Le Corbusier pour le peintre Ozenfant, à un petit carrefour d'allure villageoise, la place Joseph-Hénette, ornée de bouquets d'arbres et



d'une des dernières fontaines Wallace. On y emprunte la rue de la Tombe-Isabelle, où, sur la droite, se trouve une voie privée, la ville Seurel, bordée, elle aussi, de petites ateliers d'artistes, dont l'un a été construit par Auguste Perret.

Par la rue Saint-Yves et la rue des Artistes, ouverte en 1833 et qui fut accueillante aux peintres du dix-neuvième siècle, on gagne l'avenue Rand-Coty, où l'on aperçoit, avant d'aboutir à la place Denfert-Rochereau, le maison de Denfert-Rochereau, qui dirigea ses très belles façades dix-huitième, œuvre d'Antoine, l'architecte de la Monnaie, au fond d'un parc à terrasse aménagée depuis peu. Fondé en 1781 pour accueillir de vieux militaires et d'anciens socialistes, l'hospice de La Roche-Guyon (actuellement maison de retraite pour personnes âgées) fut en 1801 le célèbre maison de retraite de Montsouris. Le très beau parc, soigneusement aménagé à pu

éris déposé et restauré par le Ville de Paris, qui a malheureusement obtenu de l'autre construction école d'infirmières qui gâche le paysage.

La place Denfert-Rochereau, ci-devant Barrière d'Entfer, est la plaque tournante du 14^e arrondissement. Elle réunit curieusement l'ancien embarcadere de Sceaux, devenu une importante station de métro, deux des derniers pavillons d'octroi élevés par Ledoux en 1784, l'entrée des Catacombes et le Lion de Belfort.

C'est dans l'un des deux pavillons de Ledoux à arcades et bossages, aux frises ornées de bas-reliefs, que se trouve l'entrée des Catacombes, vaste ossuaire aménagé dans d'anciennes carrières où, dès 1788, on commençait à transporter les restes exhumés des cimetières désaffectés. Quant au lion femelle qui monte le garde depuis 1880 au centre de la place, celui-ci

n'est qu'une réduction de celui que Bartholdi sculpta après 1870 contre un rocher à pic dominant la terrasse de Belfort, à la gloire des défenseurs de la ville et de leur chef, le colonel Denfert-Rochereau, à qui on a dédié l'ancienne place d'Entfer et l'avenue qui lui fait suite, par une sorte de jeu de mots assez contestable.

L'avenue Denfert-Rochereau toute plantée de platanes est presque entièrement vouée à la loi à la charité... et à l'astronomie. On y trouve la maison de retraite dite « infirmerie Marie-Thérèse », belle construction située dans un vaste jardin, et dont la fondatrice fut Mme de Chateaubriand, qui la créa en 1819 pour y recueillir « des personnes de la société ayant eu des revers de fortune ». Chateaubriand lui-même y vécut quelque temps entre 1825 et 1836, puis il décida d'aller s'installer rue du Bac, à deux pas de Juliette Récamier, qui habitait l'abbaye au Bois. Mais son épouse resta fidèle à la maison qu'elle avait fondée, et elle repose dans la chapelle, qui, avec un grand bâtiment d'infirmerie, le bâtiment en arcade où vécut l'auteur de René, et le jardin, sont encore tels que les connut le ménage Chateaubriand.

Les jardins de l'Observatoire

L'hospice des Enfants Assistés, aujourd'hui hôpital Saint-Vincent-de-Paul, fut l'infirmerie Marie-Thérèse. Ancienne institution de l'Oratoire fondée en 1650, il était devenu en 1795 l'hospice des Enfants Trouvés. Sa très belle chapelle construite en 1655 tourne une remarquable façade sur l'avenue Denfert-Rochereau ; elle porte à son fronton une inscription latine surmontée d'un enfant sculpté. Enfin, un couvent de visitandines s'élevait un peu plus loin, au milieu d'un parc. Il est regrettable que la partie des jardins de l'Observatoire qui bordaient l'axe de la rue Denfert-Rochereau ait fait place à une annexe de cette administration, énorme et banale construction qui défigure l'environnement.

L'avenue se termine face à l'admirable fontaine de Carpeaux, aux limites des XIV^e, V^e et VI^e arrondissements, mais l'Observatoire est encore sur le territoire du XIV^e au fond de l'avenue qui porte son nom, et après qu'on a dépassé le rue paisible Cassini, où Balzac vécut cinq ans, non loin de sa « Dillectio » Madame de Berry, qui habitait rue d'Entfer.

La maison des Filles repenties, dite du « Bon Pasteur », abrite dans son jardin un regard du dix-huitième siècle construit par Salomon de Brosse pour alimenter en eau le Palais et le Jardin du Luxembourg ; on y trouve aussi la petite maison du jardinier qui était chargé de l'entretien du réservoir.

Les bâtiments de l'Observatoire, qu'on peut apercevoir derrière le grille d'entrée côté avenue de l'Observatoire, à deux pas de l'endroit où fut luilié le marchand Ney, ou, mieux encore, côté boulevard Arago, ont été construits à l'instigation de Colbert et sur l'ordre de Louis XIV par Perrault, l'homme de la « colonnade » du Louvre, entre 1688 et 1672. C'est un très bel édifice classique, vaste rectangle dont les quatre faces correspondent aux quatre points cardinaux. Les coupoles ont été ajoutées au dix-neuvième siècle. La rez-de-chaussée comporte de très belles salles et le deuxième étage a été remanié au dix-huitième siècle. La façade sud, tournée de jardins, avec des sculptures au-dessus des hautes fenêtres représentant des trophées, des globes et des instruments astronomiques, est particulièrement remarquable.

ANDRÉE JACOB.

* On peut visiter l'Observatoire le premier samedi de chaque mois, mais après avoir adressé une demande individuelle au « Secrétariat des Visites », 51, avenue de l'Observatoire. (Le nombre de personnes admises à chaque visite est limité à 200.)

vivre voir trouver au canada



De nombreuses formules originales pour découvrir la merveilleuse nature du Québec, sous le soleil chaud de l'été canadien, à quelques pas des grandes routes, des lacs perdus, des rivières limpides, des vallées pleines de fruits sauvages. Séjours en centres de vacances, auberges, fermes, chalets ou camping. Plusieurs possibilités d'excursions, randonnées, canotage, voile, participation aux travaux de la ferme.

2 semaines en chalet (location) : à partir de 2 460 F.
2 semaines à la ferme (pension complète) : à partir de 3 455 F. Base 5 personnes. Avion compris Paris-Montréal + voiture avec 1 600 km par semaine.

Form for requesting a brochure, including fields for name, address, and postal code.

DEVENEZ VOTRE PROPRE CAPITAINE A BORD D'UNE DE NOS BARGES SUR LA MAGNIFIQUE RIVIERE SHANNON EN IRLANDE. Sans permis, sans formalités. Vous serez libre d'aller où et quand bon vous semblera. Vous découvrirez des villages tranquilles et ferrez la connaissance du peuple irlandais si accueillant. Nos barges modernes et luxueuses à 4, 6, 8 et 10 couchettes vous attendent. Pour plus amples détails, écrire à : Emerald Star Line Dept. St James Gate, Dublin 8 (Ireland).

BRETAGNE à vendre, cause décès. CENTRE DE SPORTS NAUTIQUES parfaitement installé. pleine activité. Ecrire à Le Monde n° 9493, qui transmettra.



Form for requesting a brochure about the Massif Central, including fields for name, address, and postal code.

Advertisement for Jersey, featuring a woman in a swimsuit and text about the island's charm and tourism services.

ici commence... l'Asie
nous la connaissons si bien que nous avons créé,
pour qu'il soit à votre disposition, notre

CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE de L'ASIE DU SUD EST

Nous y avons la documentation, les guides, les cartes. Et surtout un
personnel compétent qui vous aidera à préparer et à organiser vos voyages.
Nous connaissons toutes les formules, des moins coûteuses aux plus
luxeuses - voyages individuels - en groupes - voyages d'affaires. Nous
avons même notre propre brochure de voyages - à la carte -.

EXEMPLES DE PRIX POUR
DES VOYAGES DE
10 JOURS : Bali..... 4.090 F
Bangkok..... 3.050 F
Ceylan..... 2.890 F

Nous vous dirons enfin ce qu'il
faut penser des vols à prix réduits
et vous conseillerons les meilleurs
charters

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 539.37.36
75014 - M^o - Montparnasse-Duval
De A 961

vacances vertes en limousin périgord quercy

des arbres, des lacs, des rivières
20 000 ans de préhistoire et
d'histoire, le charme de petits
villages méconnus, une gastronomie prestigieuse...

un certain art de vivre

Bon pour une documentation gratuite à envoyer à :

CREUSE : Creuse expansion tourist. BP 215, 23012 GUERET
LOT : Comité départ. tourist. Ch. de Commerce 46000 CAHORS
DORDOGNE : Office départ. tourist. 16, rue P. Wilson 24000 PERIGUEUX
CORREZE : Comité départ. tourist. 15, rue P. Wilson 19000
Haute Vienne : Union tourist. 16, place Jourdan 87000 LIMOGES

M
Adresse

Informations Touristiques

du 1^{er} janvier au 31 mars et du 1^{er} novembre au 31 décembre 1977
**50 % de remise
pour qui se rend en Sicile
par Tirrenia Car Ferries**

Cette offre exceptionnelle est valable pour les passagers étrangers
pendant la période du 1-1 au 31-3 et du 1-11 au 31-12 et leur voiture
(pendant toute l'année) à condition qu'ils séjournent en Sicile 6 nuits
minimum et qu'ils effectuent le voyage aller et retour par les navires
de la Tirrenia.

Pensez-y : des vacances splendides au soleil de la Sicile en payant la
moitié du billet pour vous et votre voiture.
Il s'agit d'une remise applicable pour toutes les lignes Tirrenia reliant
la Sicile, à savoir :

Naples-Palermo	Malta-Syracuse	Cagliari-Tripoli
Naples-Catane	Malta-Catane	Tunis-Tripoli
Naples-Syracuse	Reggio-Catane	Tunis-Palermo
Cagliari-Palermo	Reggio-Syracuse	

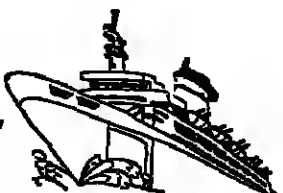
Cette facilité est offerte par la Tirrenia car-ferries en collaboration
avec l'Office du Tourisme Sicilien.

Voilà une magnifique occasion à ne pas manquer car ce sont les
mois les plus intéressants pour visiter l'enchantée Sicile et parce
que les navires Tirrenia sont les plus beaux « passagers + auto »
de la Méditerranée.

Renseignements et réservations auprès de votre Agence de Voyage
ou bien à :

PARIS
Société Nationale Maritime
CORSE Méditerranée (SNCM)
19, rue Godot-de-Mauray
Tél. : 556-50-19 - Tél. 571-68
Marseille
61, boulevard des Dames
Tél. : 519-020 - Tél. 448-752

tirrenia
navigazione



TOURISME

L'ONU en faisant les couloirs

Le Palais de verre, qui se
dresse à Manhattan au
bord de l'East River, n'est
pas seulement un haut lieu de
la diplomatie mais un centre
important de tourisme international.
Quarante hôtes de nationalités
et de races diverses, poly-
glottes et revêtues de surcoût,
placent sept jours par semaine,
de 8 h. 45 à 16 h. 30, des groupes
de touristes venus du monde
entier (durée du parcours : une
heure à travers des salles où les
délégués des cent quarante-six
pays membres auxquels il
fait ajouter les « observateurs »
— négociant, débattant, pronon-
çant des diatribes, veillant au
maintien de la paix et aux inté-
rêts de leur gouvernement : l'As-
semblée générale, armée de res-
sources de Léger, le Conseil de sé-
curité, aux murs recouverts de
marbre bleu et ornés d'une fres-
que de Peter Krieh, le conseil de
tutelle, celui des affaires écono-
miques et sociales, les couloirs
letrés — qui servent de couloirs
aux diplomates et aux jour-
nalistes, les bureaux d'œuvres
d'art offertes par les Nations unies
par de nombreux pays.

Pour les touristes, cette visite
est l'occasion d'un cours de
science politique et de droit in-
ternational : les hôtes leur
expliquent les mécanismes des
différents organismes onusiens.
En même temps ils parcourent un
véritable musée et s'arrêtent de-
vant le vitrail de Chagall repré-
sentant l'homme aspirant à la
paix, devant une sculpture ab-
straite de Barbara Hepworth, de-
vant le cloche énorme d'un tem-
ple japonais, devant le plus
ancien traité du monde, gravé
dans la pierre en l'an II y a
cinq mille ans, devant des fres-
ques mexicaines, des masques
africains, une immense toile re-
présentant la Grande Muraille

dans le plus pur style réaliste
socialiste, offerte par la Chine,
et qui orne le salon des délé-
gués.
L'Organisation internationale a
reçu l'année passée six cent
mille visiteurs, dont cent cin-
quante mille étrangers. Les tou-
ristes peuvent d'ailleurs sortir
des sentiers battus et se prome-
ner dans le jardin de l'ONU avec
ses deux mille rosiers, ses cent
quatre-vingt-cinq cerisiers, ses
arbres fruitiers nains, ses sycomo-
res, ses châtaigniers et ses
fontaines. Ils peuvent s'arrêter
dans la chambre de méditation,
jeter un coup d'œil sur un mor-

ceau de la Lune (dor des Etats-
Unis), voir le pendule de Fou-
cault, qui met en évidence la
rotation de la Terre, visiter la
bibliothèque (quatre cent mille
volumes), ou carrément s'égarer
et monter au trente-troisième
étage — celui où le secrétaire
général a son bureau, — au qua-
trième, où ils se mêleront aux
fonctionnaires et employés de
l'ONU à la cafétéria, au troisième,
où s'attendent les journalistes, ou
au salon des délégués, où s'ou-
vrent les intrigues amoureuses
des plus cosmopolites qu'on
puisse imaginer. Un touriste
hébreu se fit interpeller un
jour alors qu'il traversait d'un
pas rapide le salon du Conseil
de sécurité, dont les membres
discutaient sur la question de
l'apartheid. Indifférent au sort de
la paix en Afrique australe, ce
Suisse au-dessus de tout soupçon,
lancé à la poursuite d'une
jolie hôtesse qu'il avait croisée
sur l'escalier roulant, utilisait
le salon du Conseil de sécurité
comme un raccourci pour aller
se passer sur le passage de la
belle Blanche.

Mais les Nations unies offrent
aussi des plaisirs plus im-
menses. Leur bureau de poste
propose une variété de timbres
onusiens, aux philatélistes, et
leurs magasins toutes sortes de
souvenirs (médaillons, livres, pho-
tos, lithes). Si l'on a le chance,
le touriste lâché par son groupe
pourrait recevoir gratuitement un
cours d'histoire de la culture
arabe. Il suffit pour cela qu'il se
fasse « colporter » par un délégué
arabe, très docte, qui parcourt
inlassablement les couloirs à la
recherche d'un auditeur disposé
à l'écouter discuter sur ce sujet.

LOUIS WIZNITZER.

Le balcon d'Arafat

Ah, ah, ah ! (Il en est, bien
sûr), tel diplomate occidental,
toujours entouré d'Africains, que
ses plans présumés avec le
SDECE n'embarrassent guère.

Cette taume bigarrée évolue
sans bruit, comme dans un grand
aquarium, pour le jeu du touriste
curieux et audacieux qui fausse
compagnie à son groupe et vient
au salon des délégués, comme si
de rien n'était, s'y ennuie dans
un fauteuil, un verre de whisky à
la main, et observe les allées
et venues, enregistre les chuchotements des protagonistes de
la tragédie diplomatique
quotidienne.

Les visiteurs peuvent égale-
ment s'installer au restaurant du
quatrième étage, dont le menu
prévoit, outre un excellent
choix de plats réguliers, tous les
jours, une spécialité française et
la plat national d'un des pays
membres.

Le « tour » de l'ONU comporte
naturellement l'inspection de
sites historiques : la table sur

CHIFFRES

Les comptes

du « Saint-Patrick »

En 1976, le Saint-Patrick,
qui assure pour le compte
de l'Irish Continental Line
la liaison maritime directe
entre Le Havre et Rosslare
(Irlande), a transporté
108 000 passagers et 23 000 vé-
hicules, ce qui correspond à
une augmentation de 40 %
pour les passagers et de 2 %
pour les véhicules par rap-
port à l'année précédente.
Si le nombre de voyageurs
originaires d'Irlande a baissé
en 1976, celui des touristes
français et allemands a res-
pectivement augmenté de
15 % et 8 %.

Un V.V.F. en Roussillon

C'est à Prats-de-Mollo - La
Preste (Pyrénées-Orientales),
que Village-Vacances-Familles
(V.V.F.) ouvrira dès l'été
prochain son nouveau village.
L'ensemble, en cours de
construction, comprendra deux
cent quarante et un lits ré-

partis en quarante gîtes. Cha-
que appartement sera meublé
entièrement et équipé d'une
cuisine.

Prats-de-Mollo, l'une des
cinq stations thermales du
Roussillon, est située dans le
Haut-Vallespir, la vallée la
plus méridionale de France.

Tourisme et Travail

— en progression

En 1976, Tourisme et Tra-
vail comptait parmi sa clien-
tèle 70 000 familles représen-
tant 150 000 adhérents. En
1976, c'est 171 631 familles et
407 000 adhérents qui figurent
dans ses fichiers. Le nombre
de comités d'entreprise adhé-
rents est passé dans le même
temps de 1 149 à 3 500.

En 1972, le nombre de jour-
nées-vacances dépassait pour
la première fois le million : la
mise, a été doublée l'an der-
nier. Enfin, le chiffre d'affai-
res de 1972, qui s'élevait à
42 millions de francs, a fran-
chisé le cap des 120 millions
de francs.

à partir de partout en France...

Un guide
pour des excursions à partir
de Paris et des principales
métropoles régionales...
192 pages / 25 cartes 25 F

HACHETTE

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2450F ?

vous Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme
complet Camino : des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles,
pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpenier 75017 Paris,
Tél. 7557790/380.55.58
(comprendant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts,
téléphone 2250 F à partir du 1^{er} mai 77)



Cette année, les Bahamas!

TUNISIE

8 jours
1120 F

et Pérou, Bolivie, U.S.A., Pays de l'Est, Scandinavie
Thaïlande, Yougoslavie, Corée, Malaisie, etc...

Vous pouvez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

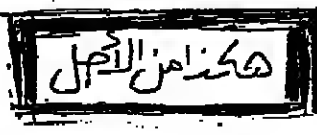
Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom
adresse
ville code postal

des prix pour aller plus loin plus longtemps

Grèce 15 J. 2195 F
Turquie 9 J. 1180 F
Israël 15 J. 2550 F
Méditerranée 24 J. 4875 F
Mars 8 J. 1220 F
Tunisie 8 J. 1120 F
Égypte 22 J. 3250 F
Libye 17 J. 5255 F

Albanie 15 J. 2380 F
Indonésie 20 J. 5280 F
Indonésie 21 J. 7000 F
Indonésie 24 J. 5250 F



... LE MONDE — 26 mars 1977 — Page 23

TOURISME

Embarquements immédiats ...

L'idée de créer une navette aérienne — un système Shuttle — qui permet de monter à bord d'un avion sans avoir au préalable réservé sa place s'étant, à l'expérience, révélée concluante, British Airways a décidé d'étendre cette formule en vigueur sur les lignes Londres-Glasgow et Londres-Edimbourg et de l'appliquer, à compter du 1^{er} avril prochain, à la ligne Londres-Belfast.

PRENDRE l'avion comme on prend le train ou l'autocar, c'est-à-dire sans formalités excessives : l'idée ne date pas d'hier. Voilà dix-sept ans que la compagnie américaine Eastern Airlines inaugure un service Shuttle sur deux lignes intérieures à gros débit : New-York-Boston et New-York-Washington. British Airways — toujours la seule en Europe — a commencé d'exploiter une première navette aérienne entre Londres et Glasgow au mois de juillet 1976, une seconde entre Londres et Edimbourg au mois d'avril dernier.

La formule Shuttle tient son succès de sa simplicité : pas de réservation préalable, mais une place garantie (si l'avion affiche complet, un autre appareil est aussitôt mis en piste, qui suit le précédent) ; paiement du billet à l'aéroport, ou à bord ; circuit court pour les passagers et leurs bagages ; classe unique ; absence de prestations en vol ; décollage à intervalles rapprochés et réguliers.

Moins de manipulations, moins de prestations, donc moins de personnel. De ce point de vue-là, la formule Shuttle est économique. En revanche, garantir un siège à chaque passager oblige à immobiliser des avions et des équipages prêts à décoller sans préavis. En outre, assurer un service à intervalles rapprochés, en dehors même des heures de pointe, ne permet pas le meilleur remplissage qui soit des treize appareils spécialement affectés à ce service. « Tout cela nous coûte très cher », reconnaît British Airways. Mais l'augmentation du trafic est telle qu'elle compense largement ces frais supplémentaires.

Avant que ne soit mise en place une navette aérienne entre Londres et Glasgow, la compagnie britannique transportait sur cette ligne 524 000 passagers. Elle en transporte maintenant — deux ans après — environ 740 000, soit une progression de 41 %. Sur ce trajet, l'introduction de la formule Shuttle a entamé les positions du rail : celui-ci contrôlait 56,2 % du marché avant, 41,3 % l'an dernier.

Sur la ligne Londres-Edimbourg, la part d'exploitation enregistrée au cours de l'exercice 1975-1976 — 206 000 livres — s'est changée en profit lors du dernier exercice : environ 649 000 livres. British Airways attend que l'an prochain ses trois services Shuttle (Belfast compris) assurent 44 % des recettes de son réseau intérieur.

D'autres villes anglaises sont-elles redevables d'une navette aérienne en raison du trafic qu'elles engendrent (au moins 400 000 passagers par an) ? « Peut-être Aberdeen et Manchester », indique British Airways. Ses responsables se félicitent de voir, au mois de décembre prochain, le métro atteindre les plates-formes d'Heathrow, mettant l'aéroport londonien à trente-cinq minutes de Piccadilly Circus et offrant ainsi un gain de temps supplémentaire aux habitants des vols Shuttle.

L'horizon 82

La grande ambition de British Airways est de créer des vols Shuttle au départ de Londres vers les capitales européennes voisines : Dublin, Bruxelles, Amsterdam et Paris. Des discussions préliminaires sont en cours avec les compagnies intéressées par ce projet d'Euroshuttle : Air Lingus, Sabena, K.L.M. et Air France. Quel qu'il en soit, de tels services ne pourront commencer à fonctionner avant que ne soit achevée à Heathrow l'aérogare — dénommée Porte de l'Europe — commune à tous les transporteurs qui exploiteront des lignes courtes à fort débit. Ce satellite devrait ouvrir ses portes pendant l'hiver 1979-1980.

Air France mettra-t-elle à profit ce délai pour se faire à l'idée du Shuttle, dont elle n'est pas encore un très chaud partisan ? Elle redoute notamment de perdre des clients de première classe qui réclament des égards. Nul doute pour la compagnie nationale que la ligne Paris-Londres, qui traitera, à l'horizon 82, près de deux millions de passagers par an, ne mérite un traitement particulier. Mais faut-il aller jusqu'à la solution extrême d'un Shuttle ou adopter une solution moyenne ? La réponse n'est pas évidente.

« On bute sur des difficultés pratiques. L'aérogare n° 2 à Roissy ne sera pas prête avant 1981-1982, et rien n'est prévu pour y accueillir des vols Shuttle, explique-t-on à Air France. En outre, s'interrogent les responsables, le coût de la flotte de réserve qu'impose le système de la navette aérienne est très élevé. Au demeurant, aurons-nous les avions qu'il faut pour faire ce service ? » Etant donné que les appareils sont moins bien utilisés que dans une exploitation conventionnelle, on ne peut faire du Shuttle qu'avec une flotte déjà largement amortie. Alors, les Caravelles ? Mais on envisage de les remplacer.

Il y aurait aussi, à l'intérieur de l'Hexagone, trois destinations qui, au départ de Paris, pourraient mériter un traitement spécial : Lyon, Marseille et Nice. « Nous étudions l'affaire, mais la mise en place d'un tel système nous paraît un peu prématurée », note Air Inter. De toute façon, il n'est pas question de créer une navette entre Paris et Lyon et de faire concurrence au futur train à grande vitesse (T.G.V.). Quant à Nice, la formule paraît difficile à appliquer dans la mesure où Air France et Air Inter, qui se partagent le trafic, par moitié, opèrent l'une de Roissy, l'autre d'Orly.

Reste Marseille. « Nous n'avons plus aucun problème de réservation de places depuis que nous avons récemment mis en ligne des avions, gros porteurs Airbus, notamment aux heures de pointe, c'est-à-dire en début de matinée et en fin de journée », affirme Air Inter. Du reste, la compagnie intérieure pourrait se convertir à la formule Shuttle si elle avait des avions adéquats. Or, elle devra bientôt — elle aussi — se séparer de ses Caravelles vieillissantes. Faute de matériel approprié, lui, faudra-t-il, comme Air France, renvoyer la balle en place d'un système de navette aérienne aux calendes grecques ?

JACQUES DE BARRIN.

FAITES UN BON TOUR.

A partir de 1490 F PARIS NEW YORK A/R SUR PAN AM 707

Seul Tourwest vous offre 32 départs à prix charter avec un service de ligne régulière. Dates de départ jusqu'en décembre, et sur Pan Am 707.

A découper et à retourner à Tourwest, 205, rue St-Honoré 75001 Paris-Tel. : 260.30.85. Veuillez m'envoyer une documentation complète sur vos vols charters S.V.P.

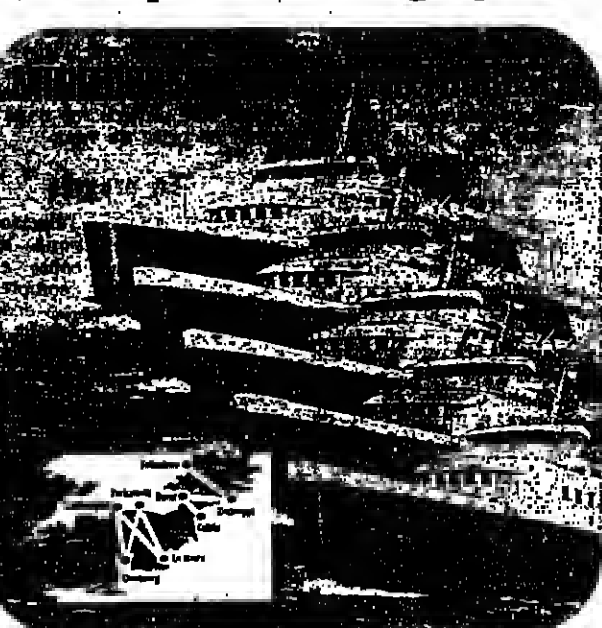
Nom : _____ Ville : _____
Adresse : _____ Code Postal : _____

TOURWEST : LES MIEUX PLACÉS A L'OUEST.

DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES

Taxes et assurance annulation non comprises. Réservez 60 jours avant le départ.

en dépensant de l'argent vous pouvez en gagner



Pour tout renseignement, retournez-nous le coupon ci-dessous.

TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES
41, bd des Capucines - 75002 PARIS 261.51.75

Nom : _____
Adresse : _____

TOWNSEND THORESEN
European Ferries

Destination Vedette cette année encore, l'Angleterre connaît un succès grandissant. Si vous aimez l'imprévu, l'originalité, venez passer ne serait-ce qu'un week-end à Londres ou quelques jours dans la campagne anglaise.

*

TOWNSEND THORESEN vous offre cette occasion de vous changer les idées à moindre frais.

*

Pour un week-end de 48 heures vous paierez demi-tarif voiture et passagers.

*

Pour un séjour de 48 heures jusqu'à 5 jours : prix forfaitaire pour les passagers et transport gratuit (Aller et Retour) de votre voiture.

CHIFFRES

Cuba si...

Un homme d'affaires américain, M. Cyrus Eaton Jr., a annoncé qu'il négocierait la construction sur la côte nord-est de Cuba d'un ensemble touristique de trois mille chambres.

M. Eaton, qui revenait d'une visite à Cuba, espère qu'une décision sera prise cet été sur ce projet. « Après la décision de Washington de ne plus s'opposer au voyage des Américains dans l'île, Cuba, estime-t-il, manquera bientôt de chambres d'hôtel ».

M. Eaton a précisé que la propriété et la direction de l'ensemble touristique, dont le coût de construction est évalué à un milliard de francs, seraient partagées entre sa propre entreprise, Tower International, et le gouvernement cubain. — (A.F.P.)

Sous le soleil de Sodome

Le premier hôtel du monde à être entièrement climatisé grâce à l'énergie solaire ouvrira l'été prochain à Sodome sur les rives de la mer Morte, annonce la presse israélienne.

Le responsable du développement touristique de la région a indiqué que, dans un proche avenir, ce système serait étendu à tous les hôtels de la région.

De son côté, l'équipe de savants qui ont conçu le projet et surveillé sa construction espèrent voir dans quelques années l'énergie solaire utilisée pour la production d'électricité et la distillation de l'eau. Dans un avenir plus lointain, la mer Morte, qui constituerait un bassin solaire idéal, pourrait même fournir de l'énergie à tout Israël. — (A.F.P.)

Les Français en France

Malgré la baisse de fréquentation constatée ces dernières années dans les hôtels français, le secrétariat d'Etat au tourisme est optimiste pour l'avenir. Telle est la conclusion du rapport que vient d'établir la direction de l'aménagement et des professions touristiques au secrétariat d'Etat.

La situation actuelle du franc devrait inciter les étrangers à venir en France et les Français à renouer à leurs projets de séjours à l'étranger. L'accession au tourisme de nouvelles catégories sociales, une expansion modérée du tourisme d'affaires, devraient jouer dans le même sens, et l'on estime que le nombre des nuitées dans les hôtels français devrait, en 1980, approcher les 180 millions, au lieu de 166 millions en 1974.

La construction de chambres d'hôtels est prévue selon un rythme annuel de 10 500 en moyenne (en catégorie 1 ou 2 étoiles essentiellement) pour arriver, en 1980, à un chiffre total se situant aux environs de 445 000 à 475 000 chambres d'hôtels homologuées.

Pour ce qui concerne par exemple l'Ile-de-France, aucun nouveau 3 ou 4 étoiles n'est prévu à Paris, mais 2 000 chambres peuvent être envisagées dans la catégorie 3 étoiles en région parisienne, notamment dans les villes nouvelles ou à proximité de l'aéroport Charles-de-Gaulle. 2 500 chambres sont prévues en 2 étoiles, mais les besoins réels sont estimés à 5 000 (2 000 sur Paris et 3 000 en région parisienne).

Prenez la Manche comme vous prenez la route, à 100 à l'heure.

— Jusqu'à 27 départs par jour en haute saison.
— 40 minutes de traversée — Exemple de prix : à partir de 215 F pour une Mini
— Passagers : Traversée gratuite jusqu'à 5 personnes par voiture.

Informations et réservations auprès de votre agence de voyages ou
HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais.
Tél. Paris 723.73.05 - Calais 34.07.10 - Bruxelles 219.02.25
ou directement 24, rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

HOVERLLOYD
à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.

KLM. INDONESIE.

A partir de 4.950 F, nous vous offrons les batiks de Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans une étroite échoppe de Djogjakarta, au centre de Java. Vous assistez, fasciné à la très minutieuse impression à la main d'un batik, le tissu national indonésien.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes sur la huitième terrasse du temple de Borobudur, tombant d'admiration parmi les stupas, ces immenses cloches de pierre où depuis mille ans méditent les bouddhas.

Transportez-vous à l'Est et vous voilà à Bali. C'est le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous vous immergez dans la magie du Legong, dansé avec une grâce inouïe au rythme de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous offrons les inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.950 F pour 14 jours. Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742.57.29 ou allez voir votre Agent de Voyages.

KLM

Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

Hippisme

LES RUADES PERDUES

LES vainqueurs notables des derniers jours sont : *Cherax*, *Water Boy*, *Trillion*, *Nouadhibou*, *Mistigri*. *Cherax* n'avait pas paru en piste depuis le mois d'août, à Deauville, où ses ambitions ne s'élevaient pas au-dessus des prix de série. Pour sa rentrée, le voilà lancé, dans le prix Exbury, à l'assaut des *Exceller* (gagnant du Grand Prix de Paris 1976), *Citoyen* et autres *Kastel*, c'est-à-dire presque du dessus du panier hippique. Les trois quarts de longueur par lesquels il bat *Citoyen*, les trois et six longueurs qu'il crasse entre lui et *Kastel* et *Exceller*, démontrent que ce n'est pas de la présomption. Les progrès du cheval sont considérables : l'habileté de son entraîneur, Ange Penna, une fois de plus, admirable. Car la tâche est plus facile quand on dispose d'un « réservoir » de cent chevaux appartenant à un propriétaire, qui sait attendre qu'ils « fleurissent », comme c'est le cas de Daniel Widenstein. Il reste que battre le

gagnant du Grand Prix de Paris et deux concurrents classiques avec un cheval qui n'a pas couru depuis sept mois et n'était pas alors sorti de l'anonymat, rappelle la performance réalisée l'an dernier avec *Crow*, passé, en un trimestre, d'une modeste victoire à Compiègne à la deuxième place de l'Aéro-de-Triomphe. *Cherax* est sur la bonne orbite. On ne peut en dire autant d'*Exceller* qui, fils de *Vaguelly* *Nobis*, est destiné à une carrière d'étalon et dont le prestige se trouve sérieusement atteint. Son entraîneur, qui se trompe rarement, doit regretter de ne pas l'avoir laissé à l'écurie cet après-midi-là. *Trillion* lui apporte une compensation, d'abord par sa victoire dans le prix Perruche-Bleue mais surtout en lui donnant une « ligne » qui lui confirme qu'avec *Harlebeest*, compagne d'écurie de la gagnante, il peut sérieusement attendre le prix de Diane. Des poulains de trois ans des-

tinés, par leurs performances de 1976, à être les vedettes de l'année, *Water Boy* est le premier à repasser en public, dans le prix Omnium II. Les autres attendent la réouverture de Longchamp, dans une semaine. Le pensionnaire de François Boutin justifie son impatience en gagnant de quatre longueurs. C'est bien, mais les suivants s'appellent *Grainier*, *Balsamo*, *River Sleep*. Le corège manque un peu de titres et de prestige pour qu'on applaudisse sans réserve. **Mistigri** Les dirigeants de la Société des steeple, qui entraînent au début de la saison, devant la fuite des propriétaires et des chevaux (vingt cents de moins à l'entraînement, à Chantilly), de manquer de compétiteurs, doivent être rassurés : chaque réunion d'Autemps réunit 30 % de partants de plus que les après-midi d'Évy ou de Saint-Cloud. La qualité

suit. Voici, à coup sûr, un nouveau champion : *Mistigri*. Bien qu'il n'en soit qu'à son second parcours d'obstacles, il saute les onze haies du tiercé prix Hypothèque comme un vieil habitué de ce genre d'exercice. Ses jambes n'ayant, par ailleurs, pas oublié qu'un temps de leurs trois ans elles l'ont porté à la victoire dans le Saint-Léger d'Irlande, il bat nettement, sur le plat, *Tomito* *Pitt*, lequel fut pourtant, lui aussi, en sa jeunesse, un bon cheval de plat. Avec *Mistigri*, *Quart de via* et *Top Gear*, la Grande Course de haies 1977 s'annonce comme un régal. Le jeune *Nouadhibou* n'en est pas encore à ces affrontements et au sommet. Mais l'aisance avec laquelle il dispose d'un lot de débutants (comme lui), comptant presque tous de bonnes performances de plat, est prometteuse. Quand on étudie avec quelque attention les programmes, on découvre au moins un point commun entre les principaux gagnants de

la semaine : *Cherax*, *Water Boy*, *Trillion*, *Mistigri*, *Nouadhibou*, appartiennent tous à des propriétaires étrangers ou, du moins, ne relevant pas de la fiscalité française. Car, avec la loi sur les plus-values et la taxe dite « exceptionnelle » sur les signes extérieurs de richesse, de nouveaux arguments de dissuasion ont été ajoutés à ceux qui devaient déjà décourager la propriété de chevaux de course. Le propriétaire américain et le propriétaire irlandais, peuvent déduire de leurs revenus le déficit de leur écurie. Le propriétaire anglais, s'il ne bénéficie pas entièrement de ce régime, peut du moins espérer, par la vente d'un bon cheval, combler le déficit de plusieurs exercices. Le propriétaire français non seulement ne peut faire entrer en ligne de compte l'argent qu'il perd avec son écurie et qui, par le biais du prélèvement sur les jeux, rapporte indirectement à l'État, mais

le voilà, s'il dispose de trois signes extérieurs de richesse, soumis à la taxe exceptionnelle. Et si, par chance, il vend un jour un bon cheval, il devra, sans qu'on tienne compte de ses déficits antérieurs, payer au fisc jusqu'à 60 % de son prix au titre des plus-values. Comme dans le même temps les sociétés de courses, obérées par la nécessité de réunir des partants et soumises aux pressions des grandes écuries étrangères, ne prennent pas des mesures suffisantes pour avantager sur le plan technique les propriétaires et les chevaux français, ceux-ci disparaissent à la vitesse grand V. Rome n'est plus dans Rome et Babel est à Longchamp. Sans bénéfice en fin de compte pour le fisc, puisque les chevaux des écuries étrangères et les sommes qu'ils ont gagnées, France lui glissent entre les doigts. Il y a des ruades qui perdent ! LOUIS DANIÉL

Super super-8

LORSQU'ON fait le bilan des progrès accomplis par les procédés qui permettent d'obtenir des images instantanées, on est conduit à s'interroger sur l'avenir du cinéma amateur, qui, pour l'instant, repose entièrement sur la pellicule super-8. Un nouveau type de film permettra bientôt le cinéma à développement instantané. Il sera lancé sur le marché par Polaroid (1). On sait aussi que la miniaturisation des caméras vidéo pour la télévision en couleurs a donné des modèles aux dimensions d'une caméra super-8 qui ont permis de créer des unités portatives de cinéma magnétique (caméra et magnéto-copie). Ces deux systèmes de cinéma présentent, pour les amateurs, des avantages certains sur le film classique. Le cinéma instantané élimine la phase du développement en laboratoire. Dès qu'il sera disponible, il permettra à l'amateur de projeter ses films immédiatement après la prise de vue. Le cinéma magnétique, de ce point de vue, est encore plus séduisant car il ne comporte aucun traitement et autorise le passage des images et du son après un simple rebobinage de la bande sur sa bobine défilante. De plus, le magnéto-copie élimine l'écran de projection et l'obligation de la projection en salle obscure, car la bande peut être lue sur le télé-

viseur couleur familial. Enfin, si l'image se révèle mauvaise ou sans intérêt, elle peut être effacée et la bande magnétique réutilisée aussi simplement que la bande sonore d'un magnétophone. Au contraire, le film super-8 est définitivement perdu et il en sera de même du film Polaroid en cinéma instantané. La bande magnétique offre, sur le film super-8 ou sur le film à développement instantané, un autre avantage qui présente un important intérêt économique : elle ne comporte aucune émulsion argentique. L'argent est devenu un métal relativement rare, la production mondiale n'arrivant à satisfaire que 70 % de la consommation. Le déficit est en partie couvert par la récupération des déchets industriels. De ce point de vue, l'avenir du cinéma classique est mieux assuré que celui du cinéma instantané sur film argentique. Lors du traitement du film super-8, la totalité de l'argent qui contient la surface sensible est récupérée par le laboratoire (l'image positive en couleurs ne comporte plus que des colorants), mais il n'en sera pas ainsi avec le film à développement instantané. Le cinéma instantané et la photo instantanée sur la base des procédés argentiques actuels pourraient donc être freinés par son excessive consommation d'argent. Le cinéma magnétique devrait progressivement prendre la place du film traditionnel. Ce raisonnement a souvent été fait. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples. A court et à moyen terme, le cinéma magnétique ne pourra pas remplacer le film argentique. Les spécialistes n'ont aucune illusion sur ce point et, s'il en était autrement, les géants de l'industrie des surfaces sensibles que sont Kodak et Polaroid ne mettraient pas tant d'effort dans le super-8 sonore et n'investiraient pas dans de nouvelles usines pour la photo et le cinéma instantanés. Pourquoi ce scepticisme vis-à-vis

des procédés magnétiques ? Dans l'état actuel des techniques de l'électronique, le cinéma magnétique est difficilement adaptable aux besoins des amateurs. D'une part, le magnéto-copie autonome de la caméra reste relativement encombrant : il n'est pas possible de l'intégrer, afin que, comme en super-8, la bande puisse être enregistrée dans l'appareil de prise de vues. En progrès D'autre part, l'électronique extrêmement sophistiquée du cinéma magnétique coûte encore très cher. Il faut compter au moins 10 000 F pour un ensemble vidéo en état de marche. Mais il y a plus grave : la caméra vidéo, qui est un système intégré électroniquement, consomme beaucoup d'énergie. Pour un ensemble portable caméra/magnéto-copie en couleurs, le jeu des batteries nécessaires est encombrant et n'a qu'une faible autonomie (environ vingt minutes). Il ne sera pas possible avant longtemps, d'envisager, comme en super-8, l'emploi d'un jeu de quatre à six piles de 1,5 V. Pour cette seule raison, le cinéma classique reste assuré d'une longue vie. En ce qui concerne la phase de projection, d'autre part, il sera probablement possible, à

moyen terme, de transmettre un film super-8 sur un téléviseur couleur domestique dans les mêmes conditions qu'un film sur bande magnétique. Il existe déjà des lecteurs spéciaux (télécinéma) ayant le volume d'un magnétophone à bobines, qui fonctionnent de façon satisfaisante (Colorvision de la marque allemande Nordmende, Videcord produit en Grande-Bretagne, Super-matic VP-1 de Kodak, produit en France en SBCAM par Thomson-CSF, cinélecteur CVR Fujif). Ces appareils sont encore beaucoup plus chers que les projecteurs sonores super-8 (plus du triple). Mais des progrès peuvent être espérés. Si à moyen terme le cinéma magnétique a peu de chance de concurrencer le super-8, on peut se demander ce qu'il en sera dans un avenir plus lointain. Il est probable que la bande magnétique sera mise un jour à la disposition des amateurs. Mais il faudra pour cela que des voies nouvelles soient ouvertes pour réduire la consommation électrique des circuits et pour améliorer les techniques de transfert des signaux électriques sur la bande magnétique. Les systèmes actuels ont soit une bonne capacité de « stockage » d'informations (images fixes), mais sont encombrants, soit un volume relativement réduit, mais ils n'ont alors qu'une faible capacité d'informations. Beaucoup de chemin reste à parcourir. Il n'est pas impossible que d'autres procédés fassent leur apparition et puissent être mis à la portée des amateurs. Des laboratoires de recherches étudient depuis de nombreuses années des procédés d'enregistrement des images (thermoplastiques et photoplastiques, notamment) qui permettraient de se passer à la fois de l'argent et de la bande magnétique. Mais, pour l'instant, l'issue de ces travaux reste incertaine. ROGER BELLONE

(1) Voir le Monde du 25 décembre 1976. Nous avons reçu la lettre suivante : Dans le numéro du 29 janvier 1977, mon attention a été attirée par l'article « À l'école de la caméra ». Je dois relever un certain nombre d'exactitudes concernant l'enseignement dispensé par la chambre de commerce et d'industrie de Paris : — Tout d'abord, nous ne disposons pas de cours d'apprentissage et ne préparons pas au C.A.P., mais offrons à nos élèves une formation en trois ans sanctionnée par un certificat de technicien délivré par un jury composé de représentants des instances professionnelles et d'experts. Le certificat est d'ailleurs grandement apprécié par les professionnels, et il sanctionne la seule formation dispensée en vue de former des techniciens, soit en prise de vues, soit en laboratoire, d'un niveau nettement plus élevé que le niveau du C.A.P. C'est de nos élèves qui le désirent se présenter à titre individuel au C.A.P. en cours de deuxième année. Ils y obtiennent d'ailleurs d'excellents résultats (entre 80 % et 100 % de succès). Si le C.A.P. n'est pas la sanction visée par notre formation, c'est que, de l'avis même des professionnels, il n'est pas adapté aux besoins du marché de l'emploi actuel et à venir. — Votre collaborateur cite la chambre de commerce et d'industrie de Paris comme « organisme officiel assurant un enseignement à caractère privé ». Il y a là une ambiguïté ou une contradiction qu'il convient de lever en rappelant que la chambre de commerce et d'industrie de Paris, institution consulaire, est sous tutelle du ministre de l'Industrie et de la recherche, et que ce double titre lui confère clairement un caractère public. En dehors de ces précisions, j'ai été choqué par la mise en pages de l'article qui fait précéder l'alinéa citant les chambres de métiers, la chambre de commerce et d'industrie de Paris et la Société française de photographie, de l'interdit « à la limite de l'es-

Photo-Cinéma

A L'ÉCOLE DE LA CAMÉRA (suite)

croquerie ». Je veux bien croire qu'il ne s'agit que d'une erreur, mais vous conviendrez qu'elle est de taille, à moins que ne soit clairement exprimée l'intention de nous confondre avec les établissements dont vous dénoncez la pratique. Dans ce cas, il s'agit purement et simplement de diffamation, puisque aussi bien rien dans l'organisation de notre enseignement ne s'apparente ni de près ni de loin à la description qui suit. M.-P. JACQUARD

[Comme l'observe M. P. Jacquard, la mise en pages de l'article est à l'origine de la place de l'interdit en cause. Mais celui-ci ne concerne que certaines écoles privées dont les pratiques sont manifestement abusives. Le texte de l'article ne laisse pas de doute, sur ce point, il ne concerne pas de toute évidence des organismes, comme la chambre de commerce et d'industrie que nous avions cités parmi les organismes officiels. Juridiquement, il nous paraît que les cours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dirigés et donnés exclusivement, semble-t-il, par des membres de la profession, ont un caractère privé. Mais nous ne contestons pas que cette école, dont les cours sont gratuits, n'a aucun rapport avec les écoles privées auxquelles nous faisons allusion dans le public sous tutelle du ministre de l'Industrie et de l'artisanat. — R. B.]

CHANGEZ DE VACANCES

Navigation aux confins du Cap Nord et du Cerde Polaire :

6 jours : Bergen - Trondheim - Bodø - Has Lofoten - Tromsø - Kirkenes.

Scandinavie : l'Europe au naturel

Boat charter de vacances - Appareils de secours et premiers soins - 18 à 24 heures de service - 24 h 24 - 1977 - Vous serez recommandés par les Agences de voyages.

SAS AIR FRANCE

CHANGEZ DE VACANCES

De fjords en forêts, refaites-vous une santé à la norvégienne :

11 jours de pleine nature - Oslo - Dalsland - Nordfjordeid - Bergen - Geilo - Oslo.

Scandinavie : l'Europe au naturel

Boat charter de vacances - Appareils de secours et premiers soins - 18 à 24 heures de service - 24 h 24 - 1977 - Vous serez recommandés par les Agences de voyages.

SAS AIR FRANCE

CHANGEZ DE VACANCES

De fjords en forêts, refaites-vous une santé à la norvégienne :

11 jours de pleine nature - Oslo - Dalsland - Nordfjordeid - Bergen - Geilo - Oslo.

Scandinavie : l'Europe au naturel

Boat charter de vacances - Appareils de secours et premiers soins - 18 à 24 heures de service - 24 h 24 - 1977 - Vous serez recommandés par les Agences de voyages.

SAS AIR FRANCE

Vienne

Vois quotidiens en DC 9 départ 20 h 45 Orly-Süd

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes aériennes Autriches

12, rue Auber, Paris - Tél. 266.34.66

Renseignements touristiques : Office National Autrichien du Tourisme

CHANGEZ DE VACANCES

Inventez-vous un "vacances" scandinave au bord d'un lac norvégien :

11 jours de plein air dans la vallée de Gudbrandsdalen.

Scandinavie : l'Europe au naturel

Boat charter de vacances - Appareils de secours et premiers soins - 18 à 24 heures de service - 24 h 24 - 1977 - Vous serez recommandés par les Agences de voyages.

SAS AIR FRANCE

SKIEZ SANS COMPTER A ISOLA 2000.

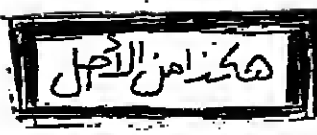
REMONTÉES ILLIMITÉES COMPRISSES DANS NOS PRIX !..

Offrez-vous 7 jours de ski intensif à Isola 2000 à partir de :
- 250 F par personne en studio
- 405 F par personne en hôtel *** NN chambre et petit déjeuner
- 780 F par personne en hôtel **** NN chambre et petit déjeuner

Téléphonez à Isola Paris, 38, rue de Lisboe : 357.55.08 ou à la station - 05420 Isola 2000 : (03) 02.70.50

isola 2000

Neige et soleil garantis par contrat.



Maison

Puzzles de chiffons

AUX premiers temps de l'Amérique, les femmes assisaient patiemment, au coin du feu, des petits morceaux de tissus découpés dans de vieux vêtements, et en faisaient des couvertures qu'elles matelassaient, pour servir d'édredons. De cette nécessité d'économiser le tissu est né un art populaire où l'ingéniosité et l'imagination féminines se sont exprimées en véritables puzzles alliant formes géométriques et couleurs.

Aujourd'hui, le goût retrouvé pour les travaux d'aiguilles fait resurgir cette technique du « patchwork », c'est-à-dire de l'assemblage de morceaux de tissu. Mais les femmes qui n'ont ni le temps ni la patience de s'adonner au patchwork peuvent trouver des couvre-lits tout faits, témoin ou inspirés de cette tradition artisanale.

Dans la boutique Hago, spécialisée dans les petits meubles et objets raffinés, des « quilts » (courtepointes) du dix-neuvième siècle proviennent de Pennsylvanie. Leurs motifs géométriques de couleur unie sont disposés sur un fond de plume blanc, les très fines piques du matelassage forment de légers arabesques. Ces « quilts », pour grand lit d'une personne, valent entre 1.400 et 2.200 F selon leurs dimensions et leur état.

Les versions modernes de ces courtepointes ouatées sont très simplifiées ; leur décor est une juxtaposition de carrés de diffé-

rentes imprimés. Chez Lesya Ashley, cinq motifs de tissu choisis dans une même gamme de couleur, composent des patchworks en camaïeu pour petits et grands lits, 450 à 650 F. Antonine, dans sa boutique au charme anglais, présente un grand couvre-lit décoré de paysages stylisés, en patchwork, dans des tons de bleu (990 F) et un assemblage de carrés de tissus Liberty, avec encadrement et doublure en vert olive, 1.150 F. Pour les enfants, des édredons en patchwork de couleurs tendres sont réversibles, 155 F.

Servato vient d'ouvrir une nouvelle boutique rue du Dragon. On y trouve une gamme étendue de couvre-lits en patchwork dont on peut choisir sur échantillons les motifs et les couleurs. En velours, une coordination d'imprimés à petits dessins et d'un, 1.900 F en grande taille. En coton imprimé, des harmonies en vert et bleu vif, rose et vert tendres ou marron et bleu doux.

Sur cartons

Josee Leslère est une jeune artiste corréenne qui crée et vend, dans sa boutique l'Arbre, des panneaux muraux en patchwork. Elle s'inspire, en tissu, dans un style naïf qui s'inspire des traditions du monde rural. Parmi ses récentes créations (un grand arbre où nichent des oiseaux, une noce campagnarde) il y a des fresques animées : la

jardinière arrosant une plante qui pousse et fleurit, un soldat montant au-dessus d'une maisonnette, les mois de l'année, tableaux colorés selon les saisons. Pour les néophytes que tenterait une approche du patchwork, Josee Leslère propose des coussins à monter, en toile blanche, sur lesquels sont découpés et épinglés des personnages très colorés, dans le style de ses tableaux, 60 F. Il ne reste qu'à les coudre.

Pour revenir au patchwork traditionnel, hérité des pionniers américains, un fabricant d'ouvrages a eu l'idée de reproduire sur du carton les motifs géométriques des « quilts » du dix-neuvième siècle. Ces découpes facilitent la préparation des morceaux de tissu qui seront ensuite assemblés sur un gabarit en matière plastique (Mammouth, 38 et 52 F le « kit » avec découpes, gabarits, patron du couvre-lit et fiches explicatives. Au Bon Marché, rayon mercerie).

Signalons, enfin, qu'il existe plusieurs livres consacrés au patchwork (depuis son histoire jusqu'à l'exposé des diverses techniques), tous illustrés de croquis explicatifs et souvent de photos en couleurs des réalisations. Aux éditions Fleurus, un petit guide Le Patchwork (15 F) ; Le Patchwork en dix leçons, Hachette (22 F) ; aux éditions Dessain et Tolra, deux albums : Servato en patchwork (19,90 F) et Mode et patchwork (24 F), et un livre cartonné : Le Patchwork, par Marie-Jeanne Solvit (56 F). A vos aiguilles.

JANY AUJAME.

* Hago, 22, rue de Grenelle, 75007 Paris.
* Lesya Ashley, 55, av. Raymond-Poincaré et 22, rue de Grenelle, à Paris, et 1, quai Tiliat à Lyon.
* Antonine, 26, rue Surcouf, 75007 Paris.
* Servato, 22, rue du Dragon, 75008 Paris.
* Mammouth, 38, rue de Grenelle, 75007 Paris.
* Mammouth, B.P. 254, 75021 Paris Cedex 17, indique les points de vente de ses ouvrages en « kit ».

AUTOUR D'UN CADRE

P our mettre en valeur une toile, une lithographie, une gravure, un cadre est indispensable. Le choix est essentiellement esthétique, est muni d'une feuille permettant d'encadrer l'œuvre à encadrer, que ce soit le verre de protection. Il existe dix modèles, de style ou modernes, mesurant de 1,5 à 5,9 cm. d'un large, et vendus entre 2,54 et 18 F le mètre. (Bricard, grande margarine et centre de bricolage).

La galerie d'estampes contemporaines « La Torture » (11, rue Jacob, 75005 Paris) propose des cadres de bois naturel, avec verre et fond réversible blanc-noir, en vingt et un formats (« Miroir-Bois », de 35 à 222 F), et des cadres permettant un changement facile des œuvres : en métal (vendus en « kits » ou tout montés) ou en plastique gris clair et blanc. Pour ceux qui aiment renouveler fréquemment l'encadrement de lithographies ou sérigraphies, un panneau en acier inoxydable brossé sert à présenter des œuvres, sans verre, au moyen d'aiguilles. Deux formats : 54 x 69 cm., 216 F, ou 78 x 99 cm., 250 F.

Malin, surtout, un centre de renouvellement vient d'ouvrir, près de la République (11, 51 la vitrine est exigüe, le local intérieur est un vaste hall où sont exposés plus de quatre cents modèles de moules vendus au mètre : baguettes de style (en bois naturel ou « duré » à la feuille de cuivre) ou en aluminium, bois laqué, soûlé ou associé au Ugr. Ces moules, très diversifiés, valent entre 4,50 et 100 F le mètre. Le long d'une galerie, l'installateur en aluminium, sont exposés des œuvres encadrées, pour faciliter le choix d'un encadrement selon le format et le sujet.

Un atelier exécute tout cadre sur mesure et travaille à porte ouverte, pour permettre à tous de percevoir les tons de main de ce métier d'artisan. Des cadres tout faits complètent le choix de toutes les fournitures possibles pour l'encadrement.

J. A.

(1) 34, rue René-Boulenger, 75010 Paris, Tél. 306-11-33, (tous les jours, de 9 h. à 12 h. 15, et de 13 h. 30 à 18 h. 15 ; le samedi jusqu'à 18 h. seulement.)

Centre de l'encadrement
pour tous les besoins de l'encadrement
400 modèles de cadres en aluminium
pour tous les formats et tous les budgets

Mode

Dragonnades

L A rue du Dragon, comme une galerie marchande : on y trouve de tout ; et tout ce qui entoure la mode.

Au 11, la Maison de Sylvie regroupe de charmants cadeaux et accessoires pour enfants, en imprimés Liberty, ainsi que des tabliers et des manchettes de lin blanc, ornés de broderie anglaise.

La mode féminine regroupe le nombre le plus important de vitrines, représentant une bonne synthèse des styles du printemps et de l'été, à des prix raisonnables, en moyenne. Chaque boutique a un attrait personnel.

Ainsi le Vent dans les voiles (au 18), transmue du quartier des Halles se spécialise-t-il dans les grandes tuniques de jersey, à taille basse et jupette d'Isabelle Bochelet, qui s'annoncent comme un des succès de la saison. Tout ici est simple et frôlé sur élastique, en blanc brillant, et en couleurs vives, mélanges de coton et de polyester.

Messo-Messo (au 21) sont des spécialistes de la chemise et des pantalons de week-end, avec un magasin pour hommes et un pour femmes. Comme tous ici, ils ont choisi un genre de coupe ou de tissu, cotons et soies écru, voire de la bourrette de soie qui garde les rugosités de tissage. Le prêt-à-porter, en tailles moyennes, se prolonge en vêtements aux mesures irrégulières en deux jours par les ateliers qui se trouvent dans les caves spacieuses de cette ar-

tère du vieux Paris (pantalons à pinces en coton de 115 à 135 F, chemises de soie autour de 140 F et robes-chemises en bourrette, 525 F).

Sylvie Edelmann (au 23) propose les modèles sport de son époux, G. Edelmann, en cotons des révisions de Susan Dejaridin en crêpes fins réversibles, extensibles en Inde, dans une très belle gamme de couleurs. Toujours des petites pièces : gilets, vestes matelassées, chemises indiennes à manches raglan et grandes robes-tuniques.

Victorine (au 25) alterne des ensembles d'Emese avec de grandes tuniques, des robes-tabliers et des jupes paysannes en cotons fleuris (à partir de 194 F).

Écriture (au 29) s'adresse aux adolescentes, avec des garde-robes capsule « après-jean ». Justine de Bérenger se concentre sur l'écrin, le filaire, le rouge et le bleu, coupés en t-shirts, blousons et pantalons, parfois en maille de coton bicolore (blousons longs, 260 F ; pantalons, 120 F).

Amitié (au 29) offre de tout, du maillot de bain et de la lingerie de nuit à la robe du soir pour vacances exotiques (de 100 à 150 F).

Rococo (au 30) est le domaine du rétro, des robes d'autrefois, de 1900 à 1960, ainsi que des copies, des chapeaux noirs d'entièrement, des gants, des sacs, etc. (de 100 à 800 F la robe).

Daniel Crémieux (au 32) s'adresse à l'homme, comme il le fait à Saint-Tropez, où il a déjà plié son rue, avec des blousons, des chemises et des pantalons, mais ni jeans ni costumes. Ses tricotés et ses vestes sont originaux et bien conçus, avec des poches à soufflets à la poitrine et sur une manche (à partir de 290 F).

Encore des petites pièces coordonnées chez Nathalie (au 33), qui vend aussi des jupes, le tout en imprimés à fleurs ou à rayures (de 137 F à 450 F).

Navy-Blue est la maison du Jean (au 40), pour hommes et pour femmes : des chemises, des t-shirts à l'américaine, des chèches et des baskets (69 F les jeans de velours, à partir de 150 F les denims).

A l'inverse, Noir et Blanc (au 42) importe du style blanc d'Europe centrale, des robes folkloriques, de grands châles brodés à franges, mais aussi des jupes

à ourlets irréguliers et des hauts du soir en gaze de coton imprimée et froncée (de 230 F à 400 F).

Tout à côté (au 44), Karina est plus traditionnelle dans le luxe, avec des robes et des deux-pièces de cérémonie (à partir de 1.900 F).

Révolution Dragon (au 44) se consacre au printemps aux bagages et aux vêtements de nuit, en tons fauves (à partir de 300 F le sac), ainsi qu'aux vestes, fourrées ou non (de 1.600 F à 1.700 F), tout en continuant les fourrures en prêt-à-porter.

En face, André Pfister (58, rue du Four) chausse ses clientes asiatiques aux petits pieds, en sandales rouge clair ou beige, à talons plats ou très hauts (autour de 400 F). Les modèles pour hommes comprennent les mocassins, les sabots et les baskets blanches.

Dans une rue touristique, les petits cadeaux sont en vogue, notamment les bijoux fantaisie, Jardins d'Orient (au 21), l'Écuy d'Austruche (au 37), Michèle Frey (au 42), ont chacun leurs spécialités exotiques, à l'ancienne, ou le travail artisanal autrichien émaillé.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCQ.)

ISABELLE ROCHEFORT : le jersey synthétique brillant, travaillé en tuniques, en jupes et en hauts à transformations, forme la base de sa collection de printemps. Ce modèle du soir se compose d'un corset triangulaire tressé aux épaules sur une jupe longue, tendue sur le côté, 498 francs dans sa boutique « Le Vent dans les voiles », 18, rue du Dragon.

Les femmes et le Rugby

"A votre avis, quel est le pourcentage de Françaises qui regardent le rugby à la TV ?"

C'est l'une des 15 questions que Gévior, la grande marque de vin de table, pose aux participantes du Référendum « Les Femmes et le Rugby » ouvert à toutes.

Pas besoin d'être technicienne de ce sport. Un peu de bon sens suffit. Il y a aussi un jeu Gévior pour les hommes qui aiment le Rugby. Demandez un bulletin de participation à votre détaillant ou en écrivant à Gévior - 41, Cour Pajol 75012 Paris.

Il n'y a aucune obligation d'achat. Au total, 1.000 prix à gagner dont 4 TV couleurs.

Pourquoi Gévior invite-t-il donc ses amis à participer aux jeux "Allez France ! Allez Gévior !" ? Tout simplement pour fêter la naissance de son nouveau vin de table, un Gévior bien de chez nous, le Gévior vin français.

Une bonne occasion de plus de

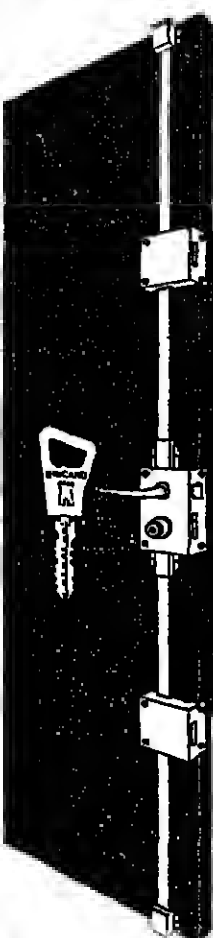
ALLEZ FRANCE!
ALLEZ GÉVIOR!

VIN FRANÇAIS

LA RIVE DROITE
REDEVIENT
A LA MODE

LA COLLECTION
D'ISSEY MIYAKÉ
EST ARRIVÉE
PLACE DU MARCHÉ
ST HONORE.

PARTEZ TRANQUILLE



AVEC A VOTRE PORTE
UNE VRAIE SERRURE
DE QUALITE

AVEC CUIRASSE EN ACIER CEMENTÉ
CLÉ EN ACIER INOX FORGÉ.

1 SERRURE
2 TOURS DE CLÉ
5 POINTS DE
CONDAMNATION

FERMETURE
SUPERSURETÉ

BRICARD
39 RUE DE RICHELIEU - PARIS

sur simple appel

au

296.14.44

(POSTE 125)

NOUS VOUS COMMUNIQUERONS
LES ADRESSES DES INSTALLATEURS
QUE NOUS AVONS SÉLECTIONNÉS
PARMI LES PLUS PROCHES
DE VOTRE DOMICILE

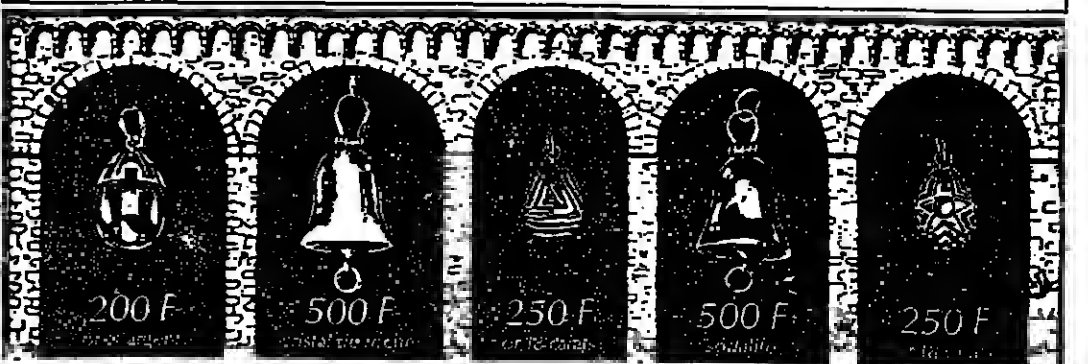
LA RIVE DROITE
REDEVIENT
A LA MODE

LA COLLECTION
DE PABLO & DELIA
(TOILES)
EST ARRIVÉE
PLACE DU MARCHÉ
ST HONORE.

LES LAMDA DE LALAOUNIS

inspirées de sa nouvelle collection de bijoux

LES ARCS BYZANTINS EN OR



Ilias LALAOUNIS concrétise le passage de l'architecture byzantine à l'orfèvrerie moderne, le passage d'un art à un autre.
Un film, en projection continue à la boutique, démontre les idées du créateur.



Ilias LALAOUNIS
PARIS - 364, rue Saint-Honoré
(à la hauteur de la place Vendôme)
Tél. : 261.55.65

هك امن النحل

SOCIÉTÉ

« GUERRE DES JEUX » A NICE AUTOUR DU PALAIS DE LA MÉDITERRANÉE

Deux groupes se disputent le contrôle du quatrième casino de France

De notre envoyé spécial

Les difficultés de Mme Le Roux ont commencé lorsque, après la mort de son mari, elle a décidé de s'installer à la tête de la gestion de l'établissement dont la famille possédait la moitié des actions. Très vite, elle entra en conflit avec le P.D.G. du moment, M. Maurice Guérin, par ailleurs président du syndicat des casinos de France, qui, en tant que directeur, a écrit « des lettres de menace et d'intimidation », ainsi que le murmurent à l'occasion les observateurs locaux, reprochant à son régime d'avoir été marqué par une « dérive corporatiste » pour le développement de l'entreprise. Quelques frictions surgissent aussitôt entre M. Guérin et Mme Le Roux, désireuse de renouveler le « Palais » et d'adopter une attitude offensive face à la tapageuse apparition, en 1974, du casino Ruhl qui dirige M. Fraton.

Le conflit éclate véritablement au cours de l'été 1975, et pour Mme Le Roux, il ne fait aucun doute que le moteur doit en être recherché dans la maison rivale : « On m'avait prévenue que je devais m'attendre à quelques manœuvres de la part du Ruhl. Et que je devais faire attention », dit-elle.

Le 8 juillet 1975, alors que Mme Le Roux est invitée à un dîner à Monaco, cinq joueurs prennent place autour des tables de trente-et-quarante. Trois d'entre eux sont italiens, l'un des deux autres est un mafieux connu, mais apparemment pas indésirable pour autant dans les salles de jeu. M. Simon Gava, ami de plusieurs truands lyonnais qui sera victime un an plus tard d'un règlement de comptes. En trois heures, les cinq joueurs gagnent 4,87 millions de francs.

Nice. — Une guerre sourde se livre actuellement sur la promenade des Anglais à Nice pour le contrôle d'un des plus prestigieux établissements de jeux français : le palais de la Méditerranée, quatrième casino de l'Hexagone par son chiffre d'affaires (33 millions de francs en 1976, soit près de 30 % de plus que l'année précédente). Le président-

directeur général de l'établissement, Mme Renée Le Roux, affirme que des grandes manœuvres sont actuellement tentées par un groupe adverse, celui de M. Jean-Dominique Fraton, président-directeur général du Ruhl, implanté depuis 1974, quelques dizaines de mètres plus loin, pour s'emparer de la moitié du capital du « palais » et assurer sa

suprématie sur les maisons de jeux nicoises. Le dénouement devrait en principe intervenir le 30 avril prochain, date de l'assemblée générale de la société du Palais de la Méditerranée, mais les politiciens n'ignorent pas que cette nouvelle « guerre des jeux » puisse connaître quelques épisodes violents.

porté de 6 à 9 millions de francs avec possibilité d'extension à 10 millions. La manœuvre se fait par création d'actions nouvelles gratuites et élévation des valeurs nominales des titres existants, c'est-à-dire par un gonflement fictif des actifs d'une honnête disquette.

Une certaine qualité

Ses difficultés financières n'ont toutefois en rien amoindri le dynamisme et les ambitions de M. Fraton, qui a déjà élargi son empire en négociant le rachat des deux étages supérieurs de l'hôtel Méridien, installé dans le même immeuble que le Ruhl, confronté à de graves difficultés de gestion. Il y a également ses joueurs les plus fidèles. De plus, il désire toujours faire du Ruhl le premier casino de France, et ce compte que l'encadrement voisinage du Palais de la Méditerranée puisse lui porter ombrage. L'un des actionnaires du groupe Ruhl et l'ami de Maurice Guérin peuvent lui permettre, en lui accordant le contrôle de la moitié de la société, de peser de manière déterminante sur les destinées du casino aujourd'hui rival.

Vient-il réduire le « Palais » à la fermeture ? Mme Le Roux le prétend dans un tract distribué

L'empire Fraton

Personnage controversé du monde des jeux comme de la société nicoise, M. Fraton a acquis une brève notoriété en prenant, dès son ouverture, la présidence du casino Ruhl. Rien ne paraissait le présager à ce destin éminent : il n'avait jusqu'alors dirigé que deux casinos occupant un rang modeste dans la hiérarchie des cent quarante-sept établissements de jeux français. Le Casino de Sainte-Maxime et le Casino-Club de Nice. M. Fraton, qui se flatte par ailleurs de l'amitié de M. Jacques Médecin, justifie les fonds investis dans le Ruhl par un apport de capitaux de « banquiers italiens » dont l'origine floue a fait courir bien des rumeurs. Bien qu'aucun d'entre eux ne soit reproché, les politiciens n'ignorent pas que M. Fraton s'est à l'occasion entouré d'individus qui n'étaient pas inconnus de leurs services.

S'il fut agréé sans problème comme directeur du casino Ruhl par le service des courses et jeux de la police nationale et s'il n'a jamais fait l'objet de la moindre enquête par le ministère de l'Intérieur, ses relations avec les « Italiens » ont parfois des côtés surprenants. Au conseil d'administration, où il a pour adjoint son fils, Noël Fraton, figurent deux représentants des « banquiers italiens », MM. Arrigo Luigi et Cesare Valsania, dont le dernier vient d'avoir les honneurs de la presse italienne au cours d'un procès à Rome, en Italie.

M. Valsania a officiellement démissionné de ses fonctions au conseil d'administration du Ruhl, mais on le rencontre toujours régulièrement dans les couloirs de l'établissement.

Le Ruhl a connu, lui aussi, une crise grave deux ans après son inauguration triomphale et une ascension fulgurante qui l'amena bien vite au deuxième rang des casinos français, derrière celui de Divonne-les-Bains (Ain) avec 41 millions de francs de chiffre d'affaires en 1976. Le 21 août 1976, une assemblée générale extraordinaire est convoquée conformément à l'article 34 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés, qui prévoit une telle disposition en cas de perte de trois quarts du capital social.

Les actionnaires — MM. Fraton père et fils, deux administrateurs de sociétés, un employé, un commissaire principal de police honoraire et une employée de bureau — décident qu'il n'y a pas lieu à dissolution ; ils autorisent une augmentation du capital social,

MAJORITÉ A VINGT ET UN ANS POUR LES « FLAMBEURS »

La loi du 5 juillet 1974 a abaissé l'âge de la majorité civile à dix-huit ans, disposition devenue effective dans bien des domaines. Pourtant l'accès aux salles de jeux demeure interdit aux personnes âgées de moins de vingt et un ans, ainsi que le précise un récent bulletin d'information du ministère de l'Intérieur.

« La présentation du projet de texte au Conseil d'Etat a fait apparaître que la participation à des jeux de hasard ne pouvait être considérée comme l'exercice d'un droit civil, est-il expliqué. Ainsi les prescriptions de l'article 14, deuxième alinéa du décret n° 99.1489 du 22 décembre 1959 restent toujours en vigueur. L'accès des casinos reste donc interdit aux personnes âgées de moins de vingt et un ans. « Il s'agit, au demeurant, d'une mesure de police destinée à protéger des personnes encore jeunes des risques que présentent les jeux d'argent », conclut le bulletin.

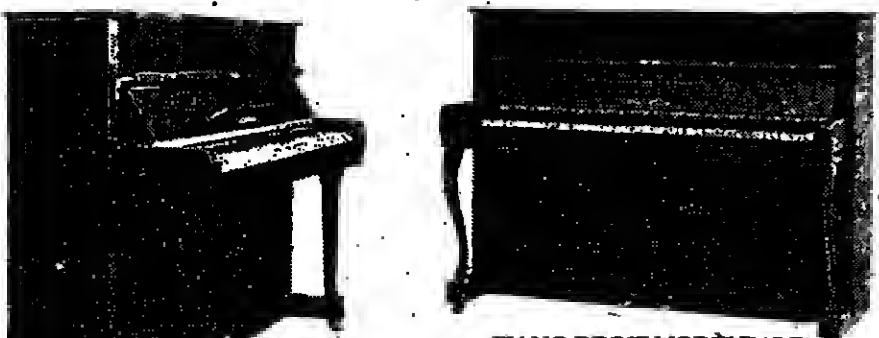
derrière à dix mille exemplaires par les 800 employés du casino. Car, dans son combat, le P.D.G. dispose du soutien résolu du personnel — comité d'entreprise en tête — inquiet pour l'avenir de l'emploi. Il peut compter aussi sur la sympathie de nombreux vieux Nicos, très attachés à l'institution que représente à leurs yeux le Palais de la Méditerranée, et n'ayant que mépris pour le Ruhl « voyant, cosmopolite, suspect ». A l'usage de jouer, que symbolise le Ruhl avec sa clientèle de gros « flambeurs », le Palais de la Méditerranée oppose l'image d'une certaine qualité des joueurs : d'une « noblesse » du jeu qu'on réprouverait à voir disparaître. Les sentiments peuvent-ils compter face à la fortune ?

JAMES SARAZIN.

Nous, Pianos BECHSTEIN, sommes particulièrement flattés de figurer au nouveau catalogue Piano Center.

BECHSTEIN

La fabrique de pianos C. BECHSTEIN fut fondée en 1853 à Berlin par Charles Bechstein. Quelques années plus tard, la renommée de ses instruments eut largement dépassé les frontières de l'Allemagne et on les trouvait dans les salles de concert et les conservatoires les plus réputés du monde. Les fils de Charles Bechstein continuèrent son œuvre et, jusqu'à ce jour, 160.000 instruments ont été fabriqués. La fin de la dernière guerre mondiale vit la cessation de la production qui ne recommença qu'en 1951 dans l'usine berlinoise. Deux autres usines ont été créées et garantissent l'évolution ultérieure de la production.



PIANO DROIT MODÈLE 12 A

PIANO DROIT MODÈLE 12 B



GRAND PIANO DE CONCERT

Piano à queue modèle B
Largeur : 151 cm.
Profondeur : 203 cm.
Piano à queue modèle C
Largeur : 151 cm.
Profondeur : 221 cm.
Piano à queue modèle E
Largeur : 157 cm.
Profondeur : 228 cm.
Piano à queue modèle L
Largeur : 148 cm.
Profondeur : 195 cm.
Piano à queue modèle M
Largeur : 150 cm.
Profondeur : 180 cm.

Véritable exposition de 83 instruments en photos couleurs, cette brochure regroupe 22 des meilleures marques mondiales de pianos et orgues électroniques.

La reproduction ci-contre, malheureusement en noir et réduite de près d'un tiers, permet cependant de se faire une idée du sérieux du document.

Guide précieux et indispensable à tout acheteur désirant fixer son choix avant l'acquisition d'un instrument à clavier, le Catalogue Piano Center est envoyé gratuitement sur simple demande à :

Piano Center

PARIS-ouest : 71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PARIS-est : 122-124, rue de Paris 93100 Montreuil Tél. 857.63.38

A Fontainebleau Les Résidences du Palais font l'unanimité

Quatre petits immeubles de 3 étages, desmésés de 3.500 m2 de jardins à la Française, à proximité du Palais, font rêver les Fontaines en toutes lettres, vieilles, enduits au mortier.

Ventes et renseignements : Cabinet Joffe 118, rue Grande - 77300 Fontainebleau - Tél. : 422.41.81

Envoyez-moi sans engagement votre documentation gratuite : "Les Résidences du Palais" nom : adresse : M 5

JUSTICE

L'enquête sur le meurtre de Jean-Antoine Tramoni

La police recherche un jeune homme connu comme « militant gauchiste »

Les renseignements généraux apportent leur concours à la brigade criminelle de la police judiciaire dans sa recherche des auteurs du meurtre, mercredi 23 mars, à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), de Jean-Antoine Tramoni, qui avait tué, en 1972, à Boulogne-Billancourt, le jeune militant maoïste, Pierre Overney (« le Monde » du 25 mars). L'enquête s'oriente, en effet, résolument vers les milieux de l'extrême gauche et, malgré le mutisme des policiers, il semble qu'une piste soit actuellement explorée. Aucune information n'a encore été ouverte par le tribunal de Corbeil.

« On peut, maintenant, faire un rapprochement entre le meurtre de Jean-Antoine Tramoni et un incident qui s'est produit le 3 mars dernier près de son domicile, à Afortville », a déclaré, le 24 mars en fin de journée, M. Jean Ducrot, directeur de la police judiciaire au Quai des Orfèvres. Ce soir-là, une patrouille motorisée de police « repéra » une voiture Simca « occupée par une personne stationnant devant le domicile de J.-A. Tramoni, cours Beethoven, à Afortville ».

Des instructions particulières avaient été données à la sécurité publique du Val-de-Marne, l'ancien employé des services de surveillance de la région Renault ayant fait l'objet de menaces, à plusieurs reprises, depuis sa sortie de prison, le 29 octobre 1974, menaces qui avaient motivé de sa part le dépôt de deux plaintes. Le 3 mars, à Afortville, la Simca avait démarré brutalement

POURSUIVI APRÈS UN ACCIDENT DU TRAVAIL

M. Jean Chapron est relaxé

De notre correspondant

Lille. — La quatrième chambre de la cour d'appel de Douai, qui préside M. Gilbert Lherondel, a confirmé, mercredi 23 mars, pour partie le jugement du tribunal de Béthune du 30 juin 1976, qui relaxait du chef d'inculpation d'homicide involontaire M. Jean Chapron, directeur des établissements Huiles, goudrons et dérivés (H.G.D.) de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), ainsi que M. Georges Tredès, chef d'agence de travail temporaire à Lens.

Tous deux avaient été inculpés à la suite d'un accident du travail qui, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1976, avait coûté la vie à un ouvrier, M. Roland Guillaume, quarante-sept ans. Le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Patrice de Charette, avait fait inculquer M. Chapron, libéré cinq jours plus tard, sur décision de la chambre d'accusation (le Monde du 27-28 février).

Le tribunal de Béthune avait retenu l'infraction à la législation du travail et condamné M. Chapron à deux contraventions de 600 F et M. Tredès à trois contraventions du même montant, la cour d'appel a infirmé ce jugement estimant que ces infractions à la législation du travail avaient été retenues à tort. En conséquence, elle a prononcé la relaxe des deux prévenus de ce chef.

La relaxe étant totale, les parties civiles (les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et les ayants-droit de la victime) ont été déclarées « recevables mais déboutées ». La cour a déclaré irrecevable la constitution de partie civile de la compagne de la victime.

Pour ce qui concerne l'emploi de M. Guillaume, la cour a précisé que celui-ci était affecté à deux postes de travail qui relevaient de la qualification O.S. mentionnée sur son contrat. Selon le code du travail, six cas sont énumérés où il peut être fait appel à des travailleurs intérimaires « pour des tâches non durables ».

Après avoir fait détruire, le 14 mai 1974, un hôtel particulier du dix-huitième siècle situé sur le territoire de sa commune et classé monument historique, M. Gilbert Baume, maire de Pont-Saint-Esprit (Gard), a été condamné, jeudi 24 mars, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, à verser 76 000 francs l'indemnité de destruction des bâtiments de France.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

La longue marche des expulsés

Un commerçant de Wissant, une petite commune du Pas-de-Calais, a cru de son devoir d'alerter la brigade de gendarmerie de Marquise, jeudi matin 24 mars. Un couple, accompagné de cinq jeunes enfants, venait de se présenter chez lui pour mendier de la nourriture. L'homme, au teint et surtout les cinq enfants, amaigris et sales, étaient dans un « état d'épuisement évident ».

Les gendarmes de Marquise, venus sur les lieux, ont très vite alerté le juge des enfants du tribunal de Boulogne. L'état de santé des cinq enfants (sept ans, cinq ans, quatre ans, trois ans et seize mois) était tel qu'ils ont été immédiatement hospitalisés à Boulogne.

Les gendarmes de Marquise ont ensuite entendu les parents. Voici l'histoire que leur a racontée le père.

Lui, âgé de trente ans, est ouvrier depuis le mois de mars 1976, après avoir perdu son emploi d'électricien, emploi intérimaire. Un an plus tard, le 7 mars dernier, sa femme et lui-même ont fait l'objet d'une mesure d'expulsion pour le logement qu'ils occupaient à Hautmont (Nord), et dont le loyer était resté impayé depuis plusieurs mois.

Mie à la porte, l'homme, sa femme, ses cinq enfants, avec leurs biens, quelques baluchons et la poussière du petit dernier, ont pris, avec le peu d'argent qui restait, le train pour Dunkerque. Le père espérait y trouver du travail. Il n'en trouva

point. Pendant quelques jours, la famille put « s'allier » des chambres d'hôtel. Après, ne disposant que d'un minimum d'argent pour acheter un peu de nourriture, la père décida de prendre la route, à pied, avec sa famille pour chercher un emploi ailleurs.

A Calais, il ne trouva rien et ils repartirent, marchant toujours, couchant à la belle étoile — c'est l'expression consacrée — et mangeant peu. Puis, vint le moment où l'argent lui totalement épuisé et où le chômeur et ses enfants ne mangèrent plus — que ce qu'ils mendiaient. Lorsqu'ils se dévouèrent, jeudi matin, ils avaient parcouru une centaine de kilomètres à pied, passé une bonne dizaine de jours et de nuits sur les routes de France, et rien mangé depuis longtemps.

Telle est la version de l'homme. Un faubouleur ? Les gendarmes, qui n'en semblent pas persuadés, ont ouvert une enquête. A la mairie de Hautmont, après vérification auprès des services d'aide sociale, on indique n'avoir pas connaissance de cette expulsion. Simplement on se souvient que, au début du mois de mars, les services d'aide sociale avaient été alertés par le Secours catholique à propos « d'une famille avec quatre ou cinq enfants, « logée » depuis plusieurs jours dans une voiture garée devant la gare ».

Intervenant, ils n'avaient pas trouvé cette famille, domiciliée sur un parking. Partie, envolée. Qui sait où ?

PIERRE GEORGES.

Dans la presse parisienne

« VENDETTA » « LIQUIDATION » « VENGEANCE »

L'ensemble la presse parisienne, ou pas, s'est, comme la meute, de Jean-Antoine Tramoni. Tandis que « l'Humanité » estime que « la justice ne peut, en tant qu'elle est, se contenter comme une vengeance d'actes politiques de Pierre Overney, « il me tenait à l'écart pour ne pas m'inquiéter, a-t-elle dit. C'est pourquoi je ne suis pas si étonnée de me voir ainsi punie s'il avait été menacé soit il semblait pourtant bien redoutable qu'on s'en prenne à sa vie ». L'un d'elle a été tué, J.-A. Tramoni était porteur d'un pistolet automatique de calibre 5,5 millimètres chargé de cinq cartouches, ainsi qu'une boîte de ces mêmes cartouches.

Tandis que « l'Humanité » estime que « la justice ne peut, en tant qu'elle est, se contenter comme une vengeance d'actes politiques de Pierre Overney, « il me tenait à l'écart pour ne pas m'inquiéter, a-t-elle dit. C'est pourquoi je ne suis pas si étonnée de me voir ainsi punie s'il avait été menacé soit il semblait pourtant bien redoutable qu'on s'en prenne à sa vie ». L'un d'elle a été tué, J.-A. Tramoni était porteur d'un pistolet automatique de calibre 5,5 millimètres chargé de cinq cartouches, ainsi qu'une boîte de ces mêmes cartouches.

CATASTROPHES

SÉISMES EN TURQUIE ET EN IRAN

● EN TURQUIE, deux violentes secousses ont ébranlé tôt ce vendredi matin la région de Palu (à environ 700 kilomètres au sud-est d'Ankara). On aurait déjà dénombré une vingtaine de morts.

● EN IRAN, de nouvelles « éruptions » ont secoué la région de Bandar-Abbas, située à l'entrée du golfe Persique, où deux forts tremblements de terre se sont produits le 22 mars. Selon les autorités iraniennes, les séismes du 23 mars auraient tué cent trente personnes. Mais on est encore sans nouvelles de villages écroulés, et certaines sources font état de quatre cents morts.

● EN POLOGNE, une assez forte secousse a été ressentie dans la matinée du 24 mars, dans le sud de la Pologne, et aux environs de Varsovie. Il n'y aurait ni victimes ni dégâts.

Modification de la liste des biens saisissables

Une bonne nouvelle pour les mauvais payeurs

Un décret publié au Journal officiel du 25 mars modifie, « en tenant compte des besoins élémentaires d'une famille moderne », les articles du code de procédure civile relatifs aux biens mobiliers saisissables.

Remplaçant la liste surannée de biens saisissables que comportait l'article 592 ancien du code de procédure civile, les nouveaux « instruments servant à l'enseignement pratique en exercice des sciences et des arts », et les « objets nécessaires à la consommation du saisi », sa nouvelle version précise : « Ne peuvent être saisis (...) les biens mobiliers (...) nécessaires à la vie et au travail du saisi et de sa famille ».

La liste de ces biens comprend : « les vêtements, la literie, le linge de maison, les objets et produits nécessaires aux soins corporels et à l'entretien des lieux, les denrées alimentaires, les objets de ménage nécessaires à la conservation, à la préparation et à la consommation des aliments, les appareils nécessaires au chauffage, les tables et chaises permettant de prendre les repas en commun, un meuble pour abriter les vêtements, linge et un meuble pour ranger les objets ménagers, les objets nécessaires aux handicaps, les livres et autres objets nécessaires à la poursuite des études ou à la formation professionnelle, les objets d'enfants, les objets d'usage personnel ou familial, les animaux d'appartement ou de garde, deux vaches, ou deux chèvres ».

Enfin, le nouvel article 593 du code de procédure civile prévoit qu'il incombe au juge d'instance du lieu de la saisie de trancher en référé en cas de contestation (dans un délai maximum de huit jours à compter de la date où la saisie a été signifiée). Le texte de ces nouveaux articles devra, désormais, être reproduit, à peine de nullité, dans les procès-verbaux de saisie.

Résolution criminelle à perpétuité

contre les auteurs de viols et de violences.

Après deux heures de délibérations, les jurés de la cour d'assises du Morbihan ont prononcé des peines très lourdes, jeudi 24 mars, à l'encontre des six jeunes gens jugés pour des viols, violences et vols commis durant l'été 1973 dans la région de Vannes (le Monde du 24 mars). Deux d'entre eux, Alain Guéhen et Alain Dellinger ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, un troisième, Patrice Bertie, à vingt ans de la même peine, le quatrième, l'unique des deux derniers, les frères Bernard et Pierre Beaufort, à huit années de réclusion criminelle.

Ce verdict, accueilli par les applaudissements du public, faisait suite aux réquisitions sévères de l'avocat général qui, contre Alain Guéhen et Alain Dellinger et Patrice Bertie, avait demandé la réclusion criminelle à perpétuité « s'ils sont jugés socialement irresponsables, et vingt ans de la même peine dans le cas contraire ».

Quinze mois de prison pour un ancien adjoint au maire.

Après huit années d'instruction, M. André Martin, quarante-trois ans, ancien adjoint au maire d'Esaubonne (Val-d'Oise), a été condamné à quinze mois d'emprisonnement ferme par le tribunal correctionnel de Versailles, qui a délivré contre le prévenu, en fuite depuis 1973, un mandat d'arrêt. M. Martin était poursuivi pour abus de biens sociaux et infractions sur la législation sur les sociétés civiles de construction.

L'ancien élu cumulait des fonctions d'animateur de sociétés civiles immobilières et de vice-président du comité des maires-logés de sa commune. Un détournement de 690 000 francs est imputé à M. Martin.

Faits et jugements

Il faut respecter les vieilles pierres.

Pour avoir fait détruire, le 14 mai 1974, un hôtel particulier du dix-huitième siècle situé sur le territoire de sa commune et classé monument historique, M. Gilbert Baume, maire de Pont-Saint-Esprit (Gard), a été condamné, jeudi 24 mars, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, à verser 76 000 francs l'indemnité de destruction des bâtiments de France.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Après avoir échappé à un promoteur immobilier, l'hôtel de Lisieroy avait été acquis par la municipalité. Désespérant de recevoir les crédits de restauration attendus du ministère des affaires culturelles, le maire avait ordonné la destruction de l'édifice, dont il craignait l'effondrement.

Les droits d'auteur de M. Pierre Goldman.

Mme Simone Roès, président du tribunal de Paris, devrait dire prochainement si mainlevée doit être ordonnée à la saisie-arrestée que le brigadier Gérard Quénet avait fait pratiquer, le 27 décembre 1976, sur les droits d'auteur qui pourraient être dus à M. Pierre Goldman par les éditions du Seuil pour son ouvrage Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France.

Cette demande, soutenue le 24 mars par M. Georges Kéjzman, résulte d'une contradiction d'arrêts entre la cour d'assises de Paris et de la cour d'assises de la Somme. Cette dernière avait reconnu, le 14 mai 1976, Pierre Goldman innocent du double crime commis dans une pharmacie du boulevard Richard-Lenoir, alors que la cour d'assises de Paris, dont la décision fut cassée, l'avait reconnu coupable. L'arrêt civil de la cour d'assises de Paris n'avait pas fait l'objet d'un pourvoi en cassation. C'est pourquoi M. Henri Garraud, conseil de M. Goldman, a soutenu que cet arrêt civil restait définitif.

Prison ferme pour avoir volé des ordonnances.

Des peines de prison ferme ont été prononcées, mercredi 23 mars, par le tribunal correctionnel de Pau contre cinq jeunes gens poursuivis pour avoir volé des ordonnances, grâce auxquelles ils se procuraient des produits pharmaceutiques, convertis ensuite en drogue. Deux prévenus, âgés de dix-neuf ans, ont été condamnés, l'un, à quinze mois de prison ferme et révocation d'un sursis antérieur, l'autre, à deux ans et demi de la même peine, dont neuf mois avec sursis. Deux autres prévenus ont été condamnés à trois ans d'emprisonnement, dont un avec sursis.

HIPPISME — Le prix Geoffroy de Waldner, disputé le 24 mars à Evry, et servant de support au pari tiercé, a été gagné par Buckskin, suif de Tende et de Tetrac. La combinaison gagnante est 5-11-2.

La TUNISIE ?

pour bien la découvrir

faites confiance

A 1 heure de Nice, 2 heures de Paris, la Tunisie, pays de culture et de vacances, vous propose :

- Toutes formules de séjours ou de circuits sur mesure (individuel et groupe)
- Location de villas et Hôtel Club
- Des prix étudiés.

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE - UNE TERRE - DES HOMMES -

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom : _____

Adresse : _____

Li. A 591

RADIO-TÉLÉVISION

CE VENDREDI SUR FR 3

Madame Simone : cent ans de vie

Extrait des « Archives du vingtième siècle », un portrait de Mme Simone est diffusé ce vendredi 25 mars, à 21 h. 30, sur le troisième chaîne.

C'est ainsi cent ans de vie et d'histoire artistique, littéraire et mondaine qui sont évoqués à travers la personne d'une grande actrice devenue romancière et principal arbitre du prix Femina, à travers la riche personnalité d'une femme : gâtée et courtoise. Elle porta trois noms, tous célèbres,

Elle est vraiment étonnante, Mme Simone, drôle, précise, généreuse, mordante, encore plus loile, dit-on, aujourd'hui à bien tôt cent ans — qui, elle est d'avril 1877, — dans la blondeur rose d'un visage adouci qu'entrelaça, au temps où, bruna épouse d'un académicien célèbre, Charles Le Bargy, elle montra sur les planches à la suite d'un pari.

C'était fin 1900, à la Comédie-Française, un soir où, impertinente déjà, elle s'était permis de critiquer Jules Barlet dans le rôle de Camille. Alors son mari : « Que donc un peu pour voir. » Trois semaines plus tard au Théâtre municipal de Poissy, ce sera fait. Et si bien fait que, encouragée par Sarah Bernhardt : « Elle est drôle, n'est-ce pas ? », s'exclama l'époux, tout fier et tout surpris quand expira le dernier vers de Hugo soumis

à la Divine, et celle-ci : « Plus que vous », — qu'arrachée ainsi à ses études de psychiatrie, elle se prendra le métier de comédienne.

Un métier, pas une carrière, encore moins une vocation, un métier exercé sans trac, sans défaillance, sans vanité, avec maîtrise, avec succès. Avec cette lucidité que seule peut donner un regard déléché de soi, et tourné vers les autres. Elle raconte cela très bien, ce vendredi sur FR-3, beaucoup mieux qu'elle ne l'écrit dans ses mémoires.

Pour qui la connaît — je suis allée deux ou trois fois chez elle, rue du Bac, — rien ne remplace la spontanéité tout-à-fait, enjouée de ses remarques, de ses souvenirs, de ses portraits. Il faut la voir dessiner la Duse, Réjane, d'Arnaud, Léon Blum, Bernstein,

épouse Claude Casimir-Périer, alma l'auteur du « Grand Meaulnes », vécut ensuite avec le poète François Porché, qui détermina sa vocation tardive d'écrivain et dont le fils, Vladimir Porché, organisa dans les années 30 les premiers programmes de divertissement destinés à la télévision. Mme Simone, née Pauline Bards, s'est révélée dès 1930, dans « le Désordre », une puissante romancière et a écrit, depuis, plusieurs volumes de souvenirs.

Romain Rolland, Péguy, Anna de Noailles et le grand amour de sa vie, Alain Fournier. C'est croqué d'un trait et vite, si juste — cela participe à la fois de la description et de la critique — qu'on se sent autorisé à émettre ensuite des jugements personnels sur une époque, un milieu, sur des noms devenus brusquement des gens.

Une heure à peine avec Mme Simone, il y en a eu plus dans les « Archives du vingtième siècle », cela passe vite, hélas ! trop vite, cela permet tout juste de survoler les années d'avant-guerre, la première, celle de 1914. Est-ce qu'on ne pourrait vraiment pas pousser jusqu'à la seconde ? Est-ce trop demander ? A-t-on si souvent l'occasion de rencontrer à l'écran des centralines de cette trempe ?

CLAUDE SARRAUTE.

« APOSTROPHES » : M. PONIATOWSKI SE DÉCOMMANDE

● M. Michel Poniatowski, qui devait être l'invité principal de l'émission « Apostrophes » sur Antenne 2, ce vendredi, à l'occasion de la réédition de son Tal-

legrand aux États-Unis, a finalement décliné l'invitation de Bernard Pivot.

L'émission sera consacrée à plusieurs ouvrages sur la vie quotidienne de nos grands-pères (voir nos programmes).

Le ministre de l'Intérieur qui s'est décommandé mardi, avait le conseil des ministres, a donné

comme motif de son absence son emploi du temps très chargé.

● PRECISION : — Edouard Sablier, de France-Inter, participera au « Face à la presse » télévisé du 31 mars, au cours duquel le président de la République répondra à des questions de politique étrangère.

HIFI SPECIAL SALON

FLASH
JUSQU'AU 15 AVRIL
RACHÈTE
VOTRE CHAÎNE HIFI
AU PRIX ARGUS !

FLASH est le spécialiste de la photo, du cinéma d'amateur et de la haute fidélité. Jusqu'au 15 avril et pour vous permettre d'acheter immédiatement dans les 33 points FLASH les dernières nouveautés du salon 1977, FLASH vous rachète votre ancienne chaîne au prix argus*. Profitez de cette offre qui vous permettra de payer beaucoup moins cher votre nouvel équipement (le montant de ce rachat pourra constituer votre versement comptant si vous choisissez d'acheter à crédit).

Les 33 points de vente FLASH au cœur des villes ou des grands centres commerciaux sont le rendez-vous de tous ceux qui, lorsqu'ils font un achat de loisir audio-visuel, veulent être assurés de pouvoir :

- Choisir parmi les appareils des plus grandes marques
- Bénéficier d'une garantie complète.
- Payer le meilleur prix. Jugez-en :

Chaîne Pioneer P 88 : Ampli SX 450 2 x 15 W - Platine PL 112 D - Enceintes Seton M 30 A : 4490 F
Chaîne Marantz : Ampli 2225 L 2 x 25 W - Platine Thorens TD 106 MK 2 - Enceintes Caledon Dison 44 : 8395 F
Chaîne Pioneer P 25 : Ampli SA 6300 2 x 40 W - Platine T 630 - Platine à cassettes frontale CTS 2121 - Enceintes Seton M 20 A : 7340 F
Les deux chaînes Pioneer sont livrées avec le meuble HIFI Pioneer.

* Prix argus : Par prix argus de rachat, nous entendons le prix argus occasion du «Vrai Parisien», moins marge de revient et frais diversifiés de remise en état.

LES POINTS FLASH

Paris
7-45 rue du Bac 75007 - Paris (16^e arr.)
Tél : 222.12.60 - 222.43.77
8-25 rue du Rocher 75008 Paris (8^e arr.)
Tél : 822.78.43 - 822.62.46 - 822.81.18
27 rue du Rocher 75008 Paris (8^e arr.)
Tél : 822.53.46
14-87 avenue du Maine 75014 Paris (14^e arr.)
Monparnasse Tél : 633.75.79
15-204 rue de Valenciennes 75015 Paris (15^e arr.)
Volontaires Tél : 273.36.59 - 273.10.16

Région Parisienne

CHOISY-LE-ROY (94)
3 rue Armande France Tél : 694.77.38
BOULLE-LE-VAL (92)
3 rue du 6 mai 1945 Tél : 661.07.75
BELLE-ÉPINE (94)
Centre Commercial 94 Rungis Tél : 636.81.68
CRETEIL (94)
Centre Commercial Régional Tél : 808.10.86
CERGY-PONTOISE (95)
Centre Commercial des 3 Fontaines Tél : 030.48.35 - 030.49.35
Province
CAEN (14)
Centre Commercial Régional de Caen Mondévill Tél : 82.06.05

DIJON (21)
Centre Commercial Dauphine Dijon Tél : 30.58.50
MARSEILLE (13)
16 place Notre-Dame-du-Mont-Tél : 47.45.90
ROUEN (76)
Centre Commercial Régional Barentin Tél : 74.20.33

Flash dans le métro

AUBER : Hall R.E.R.
CH. de Vincennes : sortie av. de Paris
DAUMESNIL : dr. Cézail
ÉTOILE : quai R.E.R. : St Germain
GARE DE L'EST : sortie Bd de Strasbourg
JOINVILLE : R.E.R.
LEDRU-ROLLIN : quai dr. Cézail
MUSÉE D'ART MODERNE : sortie av. Faidherbe et Miroirville
OPÉRA : sortie place de l'Opéra
OBERKAMPF : quai place d'Italie
P. DE SEVRES : sortie des Dames
P. DE VINCENNES : sortie Bd Sout
PI D'ITALIE : dr. Étoile
St LAZARE : sortie cours de Rome
STRASBOURG St OENIS : Sortie Bd de Strasbourg et Bd Sebastopol
STALINGRAD : quai dr. Pl. Italie
VOLTAIRE : quai Montreuil
12 nouveaux Points FLASH seront ouverts dans le métro courant 1977

VENDREDI 25 MARS

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Concert en direct des Champs-Élysées : « Neuvième Symphonie » et « Ouverture d'Emment », de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, avec Marita Napier, R. Hesse, S. Ningsern, P. Hoffmann, réal. Y.-A. Hubert (retransmis sur France-Musique) ; 22 h. Retransmission théâtrale : « le Péri bleu » ou « Mafiez-vous des autobus », de V. Lanoux, avec O. Laure, F. Pasquell, C. Staquet, B. Alane.

23 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : La mission Marchand (Fachoda) ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Dis, grand-père, comment vivait-on autrefois ?) ; 22 h. 30. Feuilleton : L'Alchimiste, de P. Fournier (Dis, grand-père, comment vivait-on autrefois ?) ; 23 h. 45. Journal.



22 h. 40. Journal ; 22 h. 50. Cinéma : « Samedi soir, dimanche matin », de F. Boller (1966), avec A. Flinney, Sh. A. Field, R. Roberts et H. Baker (v.o. sous-titrée, N.J.).

Le travail et les distractions, la relation masculine d'un ouvrier tisserand de Roubaix qui refuse la médiocrité des autres et des choses, la contorsion, la déformation, une « tranchée de vie » à une médiocrité qui les a conduits à l'épave comme un éboulement dans le chaos.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Affiliés, l'Espagne, soumise d'E. Bailey, réal. B. d'Almeida ; 21 h. 30. Journal.

L'Esprit de la nouvelle Espagne.

CHARLES DUMONT
RECITAL UNIQUE
Lundi 28 Mars
à 21 h. OLYMPIA

21 h. 30. Archives du vingtième siècle : Madame Simone, de J. Nahum.

(Lire l'article de Claude Sarraute.)

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Musique de chambre : 20 h. 30. Concert par l'Orchestre radio-symphonique de Stuttgart, dir. Uri Segal, avec C. Arrau, 6^e M^{lle} R. Scholz ; 21 h. 30. Musique : 21 h. 30. « Hændel » ; 22 h. 30. « Concerto » et 1^{er} pour piano et orchestre en 3^e mouvement, opus 55 (Brahms) ; 22 h. 30. Entrées avec : Olivier Dreyer ; 23 h. 30. « Fragments de Laune », par J. Pignat et M. Cohen ; 23 h. 50. Poésie : M. de Certeau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 20. En liaison avec TF 1 et en direct du Théâtre des Champs-Élysées, concert pour le 150^e anniversaire de la mort de Beethoven... ; 22 h. 30. France-Musique en m. C. Cabaret de jazz : 0 h. 5. Musiques réservées : 1 h. 0. Grande Carnava.

SAMEDI 26 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 30 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35, Les musiciens du soir ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Mireille Mathieu) ; 21 h. 30. Feuilleton : Peyton Place ; 22 h. 30. Portrait : A. bout portant (les frères Jolivet) ; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 11 h. 45 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Des animaux et des 20 h. 30. Jeu, intermédiaire ; 22 h. 5. Entretien : Questions sans visage ; 23 h. 15. Variétés : Drôle de baraque, réal. R. Sangla ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Théâtre : « Les Oiseaux de lune », de Marcel Aymé, par le Théâtre de l'Atelier,

avec M. Cuvelier, J.-B. Nordmann, F. Gabriel, P. de Boysson, Ph. Noël.

Quand l'esprit des corps se sépare de celui des rêves, enfants, parents et poètes deviennent les oiseaux du Bon Dieu.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Carte blanche : « Le lieu des mille sommets », de P. Guillard, avec D. Cecaldi, C. Vernet ; 21 h. 30. Musique ; 21 h. 30. « Hændel » ; 22 h. 30. « Concerto » et 1^{er} pour piano et orchestre en 3^e mouvement, opus 55 (Brahms) ; 22 h. 30. Entrées avec : Olivier Dreyer ; 23 h. 30. « Fragments de Laune », par J. Pignat et M. Cohen ; 23 h. 50. Poésie : M. de Certeau.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. Prestige de la musique : « Tannehäuser », de Wagner, version de Paris, avec N. Hillebrand, J. Altmeyer, H. Becker et les chœurs d'opéra de Radio-France, la chorale de jeunes filles Elizabeth Grasseur, le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction R. Reuter ; 23 h. 30. « Violon d'Alfred Cortot joue Franck » ; 0 h. 5. Un musicien dans le noir.

DIMANCHE 27 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 35, un film de B. Segal : « le Survivant » ; 20 h. 30. Film : « Ho », de R. Enrico (1968), avec J.-P. Belmondo, J. Shimkus, S. Chaplin, A. Mottet, P. Crauchet.

Un coursier automobile, prêt de sa licence, devient le chauffeur domestique d'un trio de gangsters. Par erreur et désespoir, il se fait gangster à son tour. Série noire, d'après un roman de José Giovanni. Fableuse de scénario et trépidant de la mise en scène.

22 h. 20. Magazine culturel : Expressions, de M. Bruzek ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. 30 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 25, la série Muppet's Show ; 20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 30. Feuilleton : « Scènes de la vie conjugale », d'I. Bergman.

Le film, projeté dans les salles en 1975, est diffusé ici dans sa version télévisuelle originale, qui avait été éditée pour le cinéma.

23 h. 20. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

De 10 h. 30 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Espace musical ; 20 h. 30. L'homme en question, Mme Anne Gaillard ; 21 h. 30. Le court métrage français ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (cycle J. Duvivier) : « Obsessions », de J. Duvivier (1943), avec Ch. Boyer, B. Stannyrck, Ed. G. Robinson, A. Lee, R. Cummings, B. Field (N.J.).

Une jeune fille lève le voile sur son passé et sur son avenir : un avocat magnétique est obsédé par la prédiction qu'il ne deviendra pas un assassin ; un acrobate rêve qu'il se tuera le jour où, dans le public, une femme brune poussera un cri. Trois histoires étranges dans un film réalisé par Duvivier pendant son exil aux États-Unis et devenu si rare qu'il ne faut pas le manquer.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ininterrompue : M. de Certeau ; 20 h. 4. Atelier de création radiophonique ; 22 h. 30. Black and Blue ; 23 h. 30. Poésie : G. Engelbach.

FRANCE-MUSIQUE

1976 : Rachet de piano Clifford Curzon ; 20 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 21 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 22 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 23 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 24 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 25 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 26 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 27 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 28 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 29 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 30 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 31 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 32 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 33 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 34 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 35 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 36 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 37 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 38 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 39 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 40 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 41 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 42 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 43 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 44 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 45 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 46 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 47 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 48 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 49 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 50 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 51 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 52 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 53 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 54 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 55 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 56 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 57 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 58 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 59 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 60 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 61 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 62 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 63 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 64 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 65 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 66 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 67 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 68 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 69 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 70 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 71 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 72 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 73 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 74 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 75 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 76 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 77 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 78 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 79 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 80 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 81 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 82 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 83 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 84 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 85 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 86 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 87 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 88 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 89 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 90 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 91 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 92 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 93 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 94 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 95 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 96 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 97 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 98 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 99 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 100 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 101 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 102 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 103 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 104 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 105 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 106 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 107 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 108 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 109 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 110 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 111 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 112 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 113 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 114 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 115 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 116 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 117 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 118 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 119 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 120 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 121 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 122 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 123 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 124 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 125 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 126 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 127 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 128 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 129 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 130 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 131 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 132 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 133 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 134 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 135 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 136 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 137 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 138 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 139 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 140 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 141 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 142 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 143 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 144 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 145 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 146 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 147 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 148 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 149 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 150 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 151 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 152 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 153 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 154 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 155 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 156 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 157 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 158 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 159 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 160 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 161 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 162 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 163 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 164 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 165 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 166 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 167 h. 30. « Sonate en si mineur opus 31, n° 2 » (Beethoven) ; 1

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

«Le Mariage de Figaro», à la Comédie-Française

Le nouveau Mariage de Figaro, que présente la Comédie-Française dans la mise en scène de Jacques Rosner, se passe entre des murs nus, d'un blanc lumineux. On dirait qu'ils viennent d'être repeints. Les fenêtres n'ont pas de rideaux, s'ouvrent sur un ciel trop clair, décoloré par un soleil trop vil (le décor est de Max Schandorff). Les pièces sont vides, avec juste ce qu'il faut de meubles pour jouer le texte, avec des cloisons minces, comme si on était en train de dévoter le château du comte Almaviva par appartements en copropriété. Almaviva (Jacques Tilly), aristocrate libéral, vit les derniers moments de ses privilèges. Ses copistes ont toujours peur de lui, mais ils ne le respectent pas. On le berce, on l'entraîne, on s'organise, et même on l'insulte sans qu'il y voie rien. Quand il s'agit de pérorer, Figaro (Alain Fréchet) est bien plus fort que lui. Ce gars-là monte en graine, ce jeune loup autodidacte et spirituel qui aurait tant voulu être un écrivain et s'établir, est un ravide, un sans scrupules. Ses enfants auront des terres et, plus tard, des usines. Suzanne (Paule Noelle), sa femme, incarne son accession à la propriété. Pour elle, s'échapper, c'est l'adultère : elle y dépensera bêtement les ressources de son esprit, en s'amusant tout de même davantage que la comtesse (Geneviève Casile).

Le couple Figaro-Suzanne représente en plus neuve le couple Almaviva-Rosine et c'est aux seconds rôles qu'appartient la pensée dynamique, à Marceline en particulier (Denise Gence), qui définit justement la condition féminine. À Basile (Jacques Destoop), intellectuel-lampiste, va le type A. Bartholo enfin (François Chammard), notable fouteur et prudent au service de tous les gouvernements.

Dans cette société, Chérubin (Bernadette Le Stang) arrive en élément étranger, c'est comme un adolescent sacrifié que l'on envoie se battre et mourir pour ses aînés. On ne peut pas à ses côtés, on imagine mal qu'il puisse troubler des femmes. L'enfance ne se joue pas, et Bernadette Le Stang est une jeune adulte. Elle est victime des hésitations de la mise en scène.

Il semble que Rosner, pour ajuster sa lecture à l'écriture de Beaumarchais, hésite entre Baudouin (Henri) Dumas fils, Letraz et Renou (la Règle du jeu), sans se résoudre à choisir. Les acteurs (surtout le double couple des maîtres et des valets) vont vers la convention. Le spectacle ne trouve pas son rythme, seul porte la comédie de situation. Rosner aurait dû être plus fidèle à sa vision de Beaumarchais, qui est naïf.

COLETTE GODEARD.
* Comédie-Française, 20 h. 30.

Formes

Poésie et vérité

La poésie sous-tend le Légende Intérieure de Jean-Yves Bourgain (1). Le grand poète, celui de Patrice de la Tour du Pin, de Pierre-Jean Joune, de Saint-John Perse entre autres inspirés. Le visiteur en quête d'émotions colorées pourra dans une première approche faire l'impasse de ces textes qui, ne les illustrant pas au pied de la lettre, n'ont avec les toiles aucune correspondance explicite : qu'il n'y cherche pas de traduction justicière. Ce sont des réponses, ils fournissent une clé pour pénétrer sans effraction dans l'état d'âme du peintre. Ils ont été transcrits « pour susciter le climat spirituel où, comme en un miroir, peinture et poésie se reflètent l'une l'autre », selon quel- qu'un qui le connaît bien.

L'important, c'est que l'œuvre plastique soit digne du poème. Elle l'est.

Elle nous transporte dans les déserts brûlants ou calmes de la contemplation que nul obstacle n'entrave. En 1975, le déclinant de la Cité internationale des arts, j'avais été conquis par les larges arènes lumineuses, ponctuées de toux collées, où ce jeune fresquiste transportait les possibilités séduisantes de l'art mural et où les mélanges d'amour des couleurs s'adaptant déjà à l'univers mental dont ils étaient la fidèle contrepartie. La méditation s'est appropriée la même temps que les nécessaires exercices manuels, les secrets enracinés aux vieilles formules. Qu'on se laisse alors porter par le vague.

Nonobstant le chant du ciel ou du sable, des feux de l'aurore ou du coucher, aujourd'hui éteints, j'avais également été frappé par la subtilité des gravures de Bourgain. En vol de nouvelles, dont les titres reflètent le climat : *Maria royale*, *la Jeune Parque*, *l'oiseleur piégé*. Il n'est pas de vent sur ma terre où tu ne puisses pas courir... A perte d'haleine.

Autre graveur apparemment aux antipodes, Krol illustre son propre poème, le *Redite nonpareille*, de trente bois, prétextes pour son imprimeur-éditeur-ami Bruno Durocher de montrer par aurores des estampes plus grandes, que j'ai revues avec un vif plaisir (2). La même gravité méditative, le même hiératisme, la même savante stylisation en parfait accord avec les exigences du bois gravé, expriment une sagesse sans âge qui se garde d'oublier « les traces laissées par les fèves liquides sur la terre, avant qu'elle ne fût marquée au stigmate de la charure ». Tout imprégné, d'autre part, de la tradition biblique — le *Sacrifice d'Abraham*, par exemple, et même ses anneaux qui ont l'air d'être un souvenir de l'œdipe babylonien — « rentre à reculer dans l'histoire ». Quel que soit le format de ses gravures, elles témoignent que Krol a surmonté son inquiétude, qu'il se maintient au-delà de l'angoisse, qu'il a capturé la joie. Et dans le domaine de l'écriture, qui, venu de si loin, le possède et le hante : avec une aisance « nonpareille » — le parler soigné, le parler des champs à l'orée de la forêt, le parler d'un peuple qui veille sur les vignes.

René Gence, pour sa part, n'a pas eu besoin de se déraciner : d'outres, s'en seraient volontiers dispensés.

Cinema

«MON CŒUR EST ROUGE», de Michèle Rosier

« La psychologie du cinéma français est quelque chose d'impudique, dit Michèle Rosier. Ce n'est pas de jeu ! On maîtrise le spectateur, on l'agresse, on lui met un anneau dans la nez pour le guider. »

La psychologie, donc, Michèle Rosier, dans *Mon cœur est rouge*, la refuse. Est-ce un hasard si cette attitude est commune aux femmes cinéastes qui s'expriment aujourd'hui : Charlotte Dubreuil (*Qu'est-ce que tu veux, Julie ?*), Nina Compeau (*Comme sur des roulettes*), Agnès Varda (*L'une chante l'autre pas*), Paula Delsol (*Ben et Bénédicte*), Dolores Grassian, Je Derrier Duras, qui s'inscrivent dans une même lignée ?

Ces femmes ont, toutes, des personnalités différentes, leurs films sont différents et, pourtant, ils se gardent de la psychologie, qui est une capture. Les femmes-personnages du cinéma français y ont été souvent prises et c'est — peut-être — pourquoi les femmes cinéastes choisissent, maintenant, une distance à l'égard de leurs personnages, masculins ou féminins qu'importe, mais une distance qui ramène à la vérité des êtres et au respect du spectateur. Le féminisme au cinéma semble être moins revendication militante que nouvelle façon de voir, et de faire voir, les choses de la vie.

Le premier film de Michèle Rosier, *George qui ?*, allégorie sur George Sand, marraine et championne du féminisme moderne, était resté un peu théorique. *Mon cœur est rouge* s'engage dans le réalisme quotidien. C'est deux jours de la vie d'une jeune femme, Clara, qui débute d'un lieu à un autre parce qu'elle est enquêtrice pour une agence de

publicité — elle est censée faire une enquête sur le maquillage — et qui rencontre des gens. « Le sang est rouge, le sang circule, *Mon cœur est rouge* est un film de circulation sur les pas de Clara », dit Michèle Rosier.

Clara, c'est Françoise Lebrun, une comédienne qui ne compose pas. Elle existe, comme ça, d'une façon toute simple, elle n'est pas apprêtée, elle s'habille comme tout le monde, elle a des cheveux longs qu'elle coiffe toute seule, qu'elle tord en natte sous un bonnet de laine. Françoise Lebrun livre un visage sans tard, sans soud de plaisir et, justement à cause de cela, elle a une beauté, un charme bien à elle, avec ses yeux parfois batus de fatigue, et sa manière d'aller de l'avant de chercher le contact avec les autres. Alors, on la suit parce qu'on a envie de la connaître davantage, d'en savoir plus.

Le film avance avec elle séquence par séquence, un peu comme une suite de sketches. De l'histoire de Clara, Michèle Rosier ne voulait pas faire un roman. La caméra se tient donc à distance « par respect humain, par volonté de regarder, mais de ne pas être voyeur », précise Michèle Rosier. « Je ne voulais pas m'approcher trop, pour laisser Clara et les personnages libres de leur existence, de leur comportement. »

La caméra se déplace à côté et autour de Clara et de ces gens qu'elle rencontre. Il y a tout un réseau de plans en mouvement, de travellings bien filés, à travers lequel circule une sensibilité pudique s'effaçant parfois à un moment de lyrisme : l'infirmité de couleur déshabillant avec des gestes doux, des paroles poétiques, le motocycliste accidenté, ou bien le femme de

«BILITIS», de David Hamilton et Henri Colpi

Cheque photographe immobilise un univers qui, quelquefois, demande à bouger. Chaque image est un moment de l'histoire du modèle et de celui qui fixe ce modèle. Chacun est modèle à son tour. Ce phénomène pourrait se nommer « effet de miroir ». La photographie des sexes originels « daguériennes », fut nommée « le miroir qui se réfléchit ». Daguerra, le créateur de l'époque, avait tenté de faire d'une photographie, pardon, une « daguerrotypie », un objet unique. On connaît le suite...

David Hamilton, photographe connu, cherchait depuis longtemps à donner une vie cinématographique à ses fantasmes. Enfants blondes et pures,

et vierges, aux formes négligées, à l'innocence pleins de questions, scandineuses impubères, à l'impudicité limpide comme une source, baignant dans une lumière mouillée de rosée. Soufflés, Jolis pils. Couleurs douces. Couples embrassés : deux filles, deux fleurs, deux plumes.

Les hamiltoniennes touchent fort, et plurent tant, que David Hamilton devint David Hamilton. Quand on lui parlait cinéma, il répondait avec une admiration stupide à Lolita, de Stanley Kubrick, *Mort à Venise*, de Luchino Visconti. Il aurait pu ajouter : *Pauline 1880*, de Jean-Louis Bertuccelli.

Après Vladimir Nabokov, Thomas Mann, Pierre-Jean Joune, pourquoi pas Pierre Louys et les *Chansons de Bilitis* ? Voilà, voilà. C'est chose faite. On a trouvé un nom sur lequel, librement, évoluèrent nymphes blondes et grandes courtisanes, jupettes et fantaisies, la Grèce et Saint-Tropez, sultanes lauves et brutes et hommes sensibles, femmes faibles et femmes à faire, plantes en serre et mrs d'hôtel. Un monde déshaté de tout, où le violet est un concept permanent du quotidien, où, seul, l'amour...

David Hamilton a pris comme modèle l'œuvre d'un des films les plus déchirants du cinéma français : *Bilitis* de Henri Colpi, le réalisateur d'*Une aussi longue absence*. Le prochain film, Hamilton devra se débrouiller seul. Il parlera, encore des amours tendres et des amours blessées. Il cachera mieux son jeu, ou moins bien. C'est seulement son premier film.

YVES BOURDE.
* Voir « Les exclusivités ».

JACQUES SICLIER.
* Hauteville, 14-Juillet-Parnasse.

Variétés

Le temps à venir

(Suite de la première page.)

« La plupart des chansons, dit Gilles Vigneault, commencent comme un orbe. On dirait un brin d'herbe, et puis, bientôt, à la bronche, au feuillage, on reconstruit un orbe. Vigneault s'est mis à chanter aux approches de la trentaine. Avant, du côté de Notre-Dame, un tout petit village sur la rive gauche du Saint-Laurent, à plus de 1000 kilomètres de Montréal, il avait eu le temps de pêcher, de rêcher le monde, d'écouter les arbres, la rivière, les silences ou d'inventer la volière, de rêver tout haut, de retourner la terre, de travailler dans les bois, de manger, comme il dit, de la misère, et puis, un jour, d'enseigner, d'écrire mille poèmes et des centaines de chansons.

Dix-huit années se sont passées dans la ville, mais il était bien trop tard pour le changer. Et Vigneault a observé la ville, en parole à l'occasion comme un compagnon qui odore les mouvements d'horloge moia casse les réveils et les montres pour se retrouver avec des « gens de parole » ou raconter ce qu'il a vu, senti, rencontré, pressenti dans son pays large où la neige qui porte le nom de Marie-Ange vient après un été trop court et quelques coussins entre le vent et les pierres et les forêts.

« Le pays, affirme Vigneault, c'est comme une graine, une plante qui pousse à l'intérieur de nous-mêmes, quelque chose qui, un jour, nous déborde. » En chantant sur des airs de gigue, de rigodon et de quadrille la vie des personnages qu'il a croisés sur le bord du Saint-Laurent, Jean du Sud et Gros Plaire,

Berlu le trappeur et Ti-cla la Chénée, en dansant à Saint-Dilon entre le Brandy, le Pongueuse, le Corbeau et Charlie, qui a tout collé, (qui) a perdu son amoureux et s'est fait mettre en cage par moins fin mais plus beau que lui », Vigneault ne poursuit pas le monde de Notre-Dame mais rend en quelque sorte ses racines, son âme ou Québec, recherche, comme il le dit lui-même, « le temps à venir pour ne plus le perdre ». Et il a sa « quête » du pays parmi les mots trop pressés de foillir, sa volonté de posséder « ses propres hivers » : « Il me reste un pays à prédire, il me reste un pays à semer. » Depuis les années 60, les « gens de chansons » ou Québécois ont beaucoup aidé déjà à modifier le cours des choses.

A Bobino pour un mois, peut-être deux, Vigneault dialogue, monologue, s'écroule que l'on veuille encore le nommer Canadien, lui, qui, avec les Québécois, s'est fait voler jusqu'au bout ; Vigneault chante, danse.

CLAUDE FLEOUTER.
* Bobino, 20 h. 45.

En bref

Théâtre

« LADY STRASS », — Théâtre de Poche, 20 h. 30.

Une Anglaise, un Français, un Indien et le fantôme d'un nazi en huis clos : la situation pourrait donner lieu à une pièce à thèse bien claire, avec affrontements successifs de cultures, de races, de philosophies, etc. Eduardo Mansel, l'auteur de *Lady Strass*, préfère compiler, en assemblant le tout pour fabriquer un cocktail polychrome, un enchevêtrement énigmatique à tendances poétiques, oniriques baroques, burlesques même.

La mise en scène de Roger Blin a pour intention évidente d'allier jusqu'aux éclatements de la folie. Mais les interprètes (Eduardo Mansel, Etienne Bierry, Tony Godfré) restent sages. Ce n'est pas l'angoisse existentielle qui leur fait tourner la tête, plutôt traditionnelles scènes d'ivresse des comédies de Boulevard. Hietus mortel pour une pièce qui, déjà, n'est pas bien solide.

C. G.

ROMAN POLANSKI EST INCULPÉ DE « VIOL, SODOMIE ET PERVERSION »

Le grand jury du comté de Los Angeles a inculpé Roman Polanski de viol, sodomie et perversion sexuelle, commis sur la personne d'une adolescente de treize ans (le *Monde* daté 13-14 mars).

Six chefs d'accusation ont été retenus contre le cinéaste, parmi lesquels la fourniture de drogue à un mineur et le viol par usage de drogue. Actuellement en liberté sous caution, Roman Polanski pourrait être passible d'une longue peine de prison s'il était reconnu coupable.

PROLONGATION

Théâtre de la Porte Saint-Martin



LOIN D'HAGONDANGE

de Jean-Paul Wenzel

mise en scène de Patrice Chéreau

« Un événement... »

Le Monde

« C'est bouleversant... »

François CHALAIS-France Soir

« François Simon et Tatiana Michalichne ont fait admirablement de justesse et de simplicité... »

Pierre MARCABRU-ELLE

« Patrice Chéreau est le metteur en scène le plus sensible, le plus rare, le plus amoureux que le Dieu du Théâtre nous ait donné... »

Pierre MARCABRU-le point

« Un miracle. Aussi étonnant... »

Philippe TESSON-Le Canard

Location: 6073753

PROCHAINEMENT LES VACANCES DE M. HULOT



UNE PRODUCTION FRED CRAM

AL OLYMPIA Dimanche 27 Mars à 18 h.

BRUNO COQUATRIX

SONNY TERRY et BROWNIE MC GHEE

LOCATION AU THÉÂTRE DE 11 H. À 22 H. DANS LES AGENCES. PAR TÉLÉPHONE 722 26 45

MÉDECINE
UNE LOI
SUR LES MANIPULATIONS
GÉNÉTIQUES
EST EN PRÉPARATION
AUX ÉTATS-UNIS

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

TOULON : si l'arsenal ne va pas...

Toulon. — Du haut de ses 542 mètres, le faron contemple une cité qui poursuit lentement sa mutation. La ville d'hier, on la découvre surtout dans l'enfilade de pièces qui constituent le Musée du Vieux Toulon. La ville d'aujourd'hui se reconnaît à ses tours de béton. Toulon a des soucis et des espérances. Un

livre blanc les situe. C'est l'œuvre du syndicat de l'aire toulonnaise. Trente et une communes. Quatre cent mille habitants. L'équivalent de Bordeaux. Mais, vue de Paris, la préfecture varoise est la treizième ville de France. Seulement. Cela explique que l'attention n'est jamais suivie.

De notre correspondant

L'aire toulonnaise se développe sur 121 943 hectares. Mais une étroite bande de côtière accueille l'essentiel du « tissu urbain ». On compte ici mille sept cents habitants au kilomètre carré. Moyenne nationale : quatre-vingt-onze. La marine conserve un patrimoine important : les quatre cinquièmes du littoral. Quand les collectivités se font pressantes, elle distribue quelques mètres de ce « gâteau ». Mais on ne saurait oublier le rôle qu'elle joue dans l'économie locale.

Au cours des quinze dernières années, l'aire a connu une forte croissance démographique. Principalement de 1962 à 1968. Vingt mille rapatriés d'Algérie du Nord ont accueilli en se fixant à Toulon : 88 % d'entre eux venaient d'Algérie. Les parents sont toujours là. Mais les enfants ? Cette zone souffre d'une absence de débouchés pour les jeunes. C'est un point noir. Sans doute le plus inquiétant. Les « soixante-cinq ans et plus » constituent 14,6 % de la population de l'aire. Mais ce pourcentage atteint 21,2 % à Bandol, 21,7 % à Saint-Sauveur, 24,5 % à Evreux, 23,8 % à Signes.

Si cette « sénilité » continuait dans les vingt prochaines années, les répercussions sur le plan économique seraient assez catastrophiques. Même au niveau du tourisme. Le livre blanc souligne ce danger : la population saisonnière de la côte varoise ne pourrait être que de plus en plus insatisfaite du niveau d'équipement et d'animation de son lieu de vacances (aménagement des littoraux, infrastructures portuaires, animation urbaine). D'ici le cap de 1985, il faut dégager huit mille places dans l'industrie, vingt à vingt-deux mille dans le tertiaire. Pour le moment, la tendance n'est guère favorable. Les actifs sont concentrés dans les trois villes principales, Toulon, La Seyne et Hyères (71,8 % des emplois). Si l'on se penche sur une carte économique, on constate que le secteur primaire (pêche, agriculture, forêt, industries extractives) représente 1,9 % des actifs.

Le secondaire s'essouffie. Particulièrement le bâtiment et les travaux publics (13,1 % des actifs). L'assemblée des entrepreneurs varois vient de lancer un « cri d'alarme » : 1977 sera l'année la plus mauvaise depuis l'après-guerre. Malgré l'arrivée de marins venus de Brest. Baisse de 13,4 % sur la construction des H.L.M. locatives de 1976 sur les H.L.M. en accession à la propriété, de 23,6 % sur les logements construits avec prime, de 4,5 % sur le secteur libre. Tous les programmes sont allégés. La crise a pour effet d'entraîner les habitants de l'aire à consommer plus de biens qu'ils n'en produisent. Et le secteur tertiaire

Nuages sur la flotte

Actuellement, le climat social n'est pas très bon. L'arsenal de Toulon ? Une carte de visite assez impressionnante : des installations sur 260 hectares ; douze mille ingénieurs, techniciens et ouvriers ; un chiffre d'affaires de 30 millions de francs par jour. Mais le capital paraît assez menacé. D'abord, par la loi de programmation militaire (1977-1982). Elle va réduire — et les syndicats le soulignent — une diminution du potentiel de la flotte : 40 000 tonnes en cinq ans. Et les crédits alloués ne permettent plus guère l'entretien des bâtiments. L'an dernier, cent quatre-vingt salariés appartenant aux entreprises sous-traitantes de l'arsenal ont été licenciés. On peut penser que l'année prochaine l'intervention d'un autre sujet d'inquiétude : le projet de transfert d'une chaîne de carénage de Toulon à Cherbourg. Le commandant de sous-marins passé par l'Egypte en retardant la réalisation. Mais pour combien de temps ?

Après une expérience très positive, la D.C.A.N. (Direction des constructions navales et armées) a cessé pratiquement de travailler pour l'industrie privée. L'arsenal, ainsi, se prive d'un atout précieux, alors qu'il demeure à la pointe du progrès technique. Mais la stratégie, on le sait, se dessine à long terme. Et surtout à Malignon.

A La Seyne, l'avenir n'est pas non plus exempt de nuages. Le carnet de commandes des C.N.I.M. (Constructions navales et industrielles de la Méditerranée) est rempli jusqu'en 1979-1980. Heureusement, les activités des chantiers, sous la direction de M. Marcel Berra, se sont diversifiées. Les métaux constituent des mécaniciens, des porte-conteneurs ou des usines d'incinération d'ordures ménagères. Cela permet de tenir. Mais depuis un an on n'a enregistré aucune commande nouvelle. Et l'embauche est suspendue. Si l'avenir de l'arsenal et des C.N.I.M. se bouche, que restera-t-il aux jeunes de l'aire toulonnaise ? Bien peu de perspectives en vérité. On assiste à une progression des demandes d'emploi non satisfaites. Sur les huit mille chômeurs inscrits dans la région de Toulon, 44 % ont moins de vingt-cinq ans. L'an dernier, on a assisté à la fermeture de Sudacier, entreprise qui occupait quatre cent quatre-vingt salariés. Le 11 juillet 1976, à l'issue de la revue navale, le président Giscard d'Estaing avait déclaré à l'hôtel de ville de Toulon : « Le gouvernement se préoccupe de dégager des solutions de

Soyez Cannois
chaque année durant plusieurs semaines !
Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.
Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chambre sera faite tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.
Formule Solhôtel
la multicopropriété hôtelière
61, av. du Dr. Picaud (Plage du Midi)
06400 Cannes Tél : (93) 47 15 85

collection printemps-été
Chloé
3, RUE DE GRIBEAUVAL - Métro Bar

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

venez et vérifiez
cuir center est moins cher

de 4.000 à 8.000 f.

de 8.000 à 10.000 f.

Une opération prix vérité sur le cuir.
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir, et peut enfin vous offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

Un salon cuir "mexico"
5 places
4.950 f.
quantité limitée

CUIR CENTER
nocturnes
mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22h

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Tél. 373.3613/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble - RER : Nation - METRO : Alexandre Dumas - Philippe Auguste
Ouvert : lundi de 14 h à 19 h 30 - samedi de 10 h à 19 h 30 - mardi à vendredi de 10 h à 22 h

de 10.000 à 13.000 f.

de 13.000 à 16.000 f.

de 16.000 à 20.000 f.

SEUL A PARIS : 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

PRESSE
Mme LAROCHE pour
UN RÈGLEMENT DIVERGENCE
DU J. PAR SEN 1976

Une lettre de M. G. Defferre

UN RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE D'ÉTAT

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous a adressé la lettre suivante :

Votre journal a publié plusieurs articles concernant les modifications qui pourraient être apportées au fonctionnement et aux compétences des O.R.E.A.M. Dans votre article paru le 12 mars 1977, vous citez en exemple l'O.R.E.A.M. Provence-Alpes-Côte d'Azur dans ces termes : « Le CIAT devait examiner la possibilité de « régionaliser » ces missions d'études, c'est-à-dire d'en confier la gestion aux établissements publics régionaux ». L'O.R.E.A.M. marseillaise vient de donner l'exemple en devenant l'organisme d'études de développement et d'aménagement pour l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en faisant référence à l'article paru dans votre numéro du 11 février, plus particulièrement consacré à l'O.R.E.A.M. Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Je voudrais vous faire part de mon sentiment sur cette question : — Le conseil régional et le comité économique et social n'ont été créés à aucun moment, et l'arrêté pris par le préfet de région n'a pas été soumis à leur avis.

Cette décision unilatérale a pour objet de renforcer l'administration régionale d'Etat, sans donner aux élus un véritable pouvoir de contrôle sur l'O.R.E.A.M. celle-ci étant dirigée par le préfet de région et placée sous sa tutelle.

— La création d'un organisme régional d'étude placé sous le contrôle direct des élus est donc plus nécessaire que jamais.

Bretagne

LES CHANTIERS DE SAINT-MALO VONT REPRENDRE LE TRAVAIL

La direction des Ateliers et Chantiers de la Manche (A.C.M.) a signé, jeudi 24 mars, le contrat de location du chantier de constructions navales S.I.C.O.N.A. de Saint-Malo, permettant à cette entreprise, fermée depuis deux ans, de rouvrir ses portes.

Les cent quatre-vingt licenciés du chantier (sur quatre cent cinquante) qui sont toujours sans emploi devaient se réunir ce vendredi pour décider de l'évacuation du thonier *Magellan*, occupé par les organisations syndicales depuis vingt et un mois. La reprise des activités de la S.I.C.O.N.A., sous le nom A.C.M., établissement de Saint-Malo, devrait avoir lieu rapidement, le personnel d'encadrement devant reprendre le travail la semaine prochaine.

Les chantiers malouins avaient déposé leur bilan le 17 mars 1976. Deux mois plus tard, le chantier cessait toute activité. Les manifestations syndicales alternaient avec de nombreux épisodes judiciaires. Le mois dernier, les Ateliers et Chantiers de la Manche se portaient acquéreurs. Leur plan, qui prévoit l'embauche de cent cinquante ouvriers à Saint-Malo, dans un délai de six mois, et en trois ans de deux cent cinquante personnes, avec priorité aux anciens travailleurs de la S.I.C.O.N.A., a été finalement homologué par le tribunal de commerce de Saint-Malo.

D'UNE REGION A L'AUTRE

Ile-de-France

DEUX MILLE CINQ CENTS NOUVELLES PLACES DE STATIONNEMENT PAYANT A PARIS

Environ deux mille cinq cents nouvelles places de stationnement payant vont être aménagées dans les jours prochains à Paris. Un arrêté du préfet de police et du préfet de Paris, publié le 24 mars au « Bulletin municipal officiel », indique que des permis de stationnement payant vont être mis en place dès le 1^{er} avril, être installés dans le système d'arrosage existant (rues de Rennes, du Châtelet, du boulevard de Sévres, Saint-Placide, de Valenciennes, du Parc, de Babylone, quai Anatole-France). L'ensemble du programme est par le Conseil de Paris les 16 et 21 décembre 1976 prévoit l'aménagement de cinq mille trois cent soixante-quinze places payantes en 1977.

Le même arrêté préfectoral annonce, d'autre part, l'augmentation du tarif de stationnement horaire dans deux quartiers de Paris (une partie des dixième et neuvième arrondissements).

Enfin, une expérience de gratuité de stationnement le samedi et pendant le mois d'avril va être tentée à partir du 1^{er} avril dans certaines zones actuellement équipées de places de stationnement payant. Il s'agit de quatre avenues qui partent de la place de l'Étoile (Trocadéro, Kléber, Marceau, Friedland), ainsi que des rues Montpensier, des Bons-Enfants, du Colonel-Drigny, de Valenciennes, de l'avenue d'Iéna, de la place de l'Unité, de la place Valois et du quai de Conti.

Aquitaine

DEUX PROJETS DE CENTRES COMMERCIAUX REFUSÉS A PÉRIGUEUX PAR LA COMMISSION D'URBANISME DE LA DORDOGNE

(De notre correspondant)

Périgueux. — La commission départementale d'urbanisme commercial de la Dordogne vient de repousser deux projets de grandes surfaces à Périgueux : l'un, à l'ouest de la ville, sur la route de Limoges ; l'autre, à l'est, en direction de Bordeaux. L'un et l'autre ont été jugés trop importants par la commission qui a le pouvoir de décision.

Le premier est un centre Leclerc dont le permis de construire avait été déposé le 11 février 1976. Par trois fois le préfet de la Dordogne s'y oppose. Le tribunal administratif de Bordeaux, saisi, avait, en décembre 1976, donné tort à l'administration. Le second est un « Carrefour » de 12 000 m² demandé pour la première fois. Une quinzième de petits commerçants auraient disposé de surfaces allant de 75 à 150 m².

La seule grande surface de Périgueux reste donc un « Supercoop » avec 2 900 m² de vente, soit 8 m² par habitant, ce qui est bien en dessous de la moyenne nationale.

L'ÉCOLOGIE ET LES TRADITIONS

(De notre correspondant)

Périgueux. — Traditionnellement, en Dordogne, on vient planter le « mai » devant la maison des nouveaux élus. On coupe un arbre (un saule le plus souvent), auquel on ne laisse que la plume du haut avant de l'enrubanner.

Les élus de Saint-Sulpice-de-Roumagnac ne veulent pas participer ainsi au « déboisement » de leur petite commune. Ils ont décidé que pour le « mai » on ira, cette année, planter des arbres, lors de la Journée nationale de l'arbre, lancée par le ministère de la qualité de la vie, le 16 avril.

● La sous-traitance dans le Sud-Ouest. Un annuaire de la sous-traitance vient d'être mis au point par les quatre régions de programme du grand Sud-Ouest (Poitou-Charente, Limousin, Aquitaine et Midi-Pyrénées). Deux premiers volumes, ceux du Poitou-Charente et du Nord-Aquitaine, qui viennent d'être achevés, constituent un véritable inventaire de la sous-traitance et des donneurs d'ouvrage. On espère ainsi promouvoir le grand Sud-Ouest auprès des donneurs d'ouvrage tant Français qu'étrangers et faciliter la tâche des entreprises régionales. Dans ce sens également a été décidé le recrutement de quatre chargés de mission spécialisés dans la sous-traitance. — (Corresp.)

L'aménagement des Halles

LA SOCIÉTÉ DU FORUM CONdamnÉE A PAYER UNE DETTE DE 75 MILLIONS DE FRANCS

La Société d'aménagement des Halles (SEMAR) a obtenu, jeudi 24 mars, le paiement par la Société civile du forum des Halles, d'une dette de 75 millions de francs, lors d'une audience de référés présidée par Mme Simone Buisson, président du tribunal de Paris.

Dans la Société civile du forum figurent notamment le Crédit lyonnais et la SEPRIS-Aménagement, qui construisent le centre commercial central, sur quatre niveaux, au-dessus de la gare du métro régional. La Société du forum avait suspendu le paiement des droits de construire depuis le mois de septembre car elle estimait qu'une indemnité lui était due après les modifications du plan d'ensemble intervenues à la suite de la décision du président de la République, en août 1974, de ne pas laisser construire sur le terrain des Halles le Centre français de commerce international.

Outre la perte d'une éventuelle clientèle, la SEPRIS estime que ces décisions ont entraîné un retard d'un an pour l'ouverture du centre commercial, aujourd'hui prévue pour la printemps 1978, et elle évalue la préjudice subi à 55 millions de francs.

A la SEMAR on estime, au contraire, qu'aucune indemnité n'est due et que, en tout état de cause, les modifications enragent la responsabilité de l'État et non celle de la société d'aménagement. Cette éventuelle indemnité n'a rien à voir avec celle qui a commencé d'être versée au promoteur du Centre français de commerce international (le Monde du 23 septembre 1976).

A PROPOS DE...

L'EXODE RURAL EN ARDÈCHE

Magasins communaux

La disparition progressive des services publics (entendus au sens large, c'est-à-dire des services essentiels) s'accompagne et accélère l'exode rural. Comment en combattre les effets ? Voici une expérience dans l'Ardèche.

Les huit communes du canton de Saint-Etienne-de-Ludéville, situées sur le haut plateau ardéchois, à la limite de la Lozère, ont particulièrement souffert de l'exode rural qui a touché sévèrement le plus grand des communes rurales du département. Le chef-lieu de canton ne compte plus que quatre cent soixante-dix habitants et sept cent trente personnes, âgées en grande majorité, tentent de se maintenir dans les sept autres communes. Trois cent quarante personnes ont quitté le village entre les recensements de 1968 et 1975.

Cette situation démographique a eu sur le commerce des conséquences faciles à imaginer : les commerçants ont suivi les consommateurs et s'en sont allés. Il y a quelques mois le dernier boulanger de Saint-Etienne-de-Ludéville a fermé son four.

Pau de temps après, en août 1976, des techniciens de la chambre de commerce et d'industrie d'Ardèche se livrèrent à une étude détaillée de la situation dans le canton, afin d'établir un plan de sauvegarde rendu possible par les différentes mesures adoptées dans le cadre du « plan Massif Central ».

Les résultats des différentes enquêtes confirment la nécessité d'agir rapidement : 90 % des commerçants interrogés se déclarent prêts à quitter le village s'il n'y avait plus de commerces. Et pour 82 % d'entre eux, il était aussi important de maintenir ou de créer des services publics que des commerces.

Un projet régional, qui aura sans doute valeur d'exemple pour bien des communes, se concrétise dans l'Ardèche. Une entreprise principale de marchandises de première nécessité sera installée au chef-lieu de canton et servira à alimenter chacune des succursales installées dans les sept villages. Des écoles décentralisées, des presbytères, des locaux municipaux, vont ainsi changer de vocations. En plus des produits de grande consommation, dont il pourra disposer en permanence, le client pourra acquérir d'autres produits moins courants qui seront acheminés au plus tard, quarante-huit heures après la commande, dans le dépôt de sa commune.

Cette expérience unique en France va être observée de très près par tous ceux qui s'intéressent de l'économie du commerce rural, à commencer par le ministère du commerce et de l'artisanat, partie prenante dans cette opération qui débute au mois de mai, et pour laquelle 248 000 francs de subvention ont été accordés.

JEAN-PAUL LARDY.

chuchotez lui
des noms
qui font rêver...

Des noms qui ne peuvent laisser une femme indifférente :
Pierre Cardin, Louis Féraud, Nina Ricci,
Ted Lapidus, Guy Laroche,
Lanvin, Louis Azzaro, Courrèges.
Accompagnez donc la femme que vous aimez aux Boutiques de Paris, même si vous n'êtes pas très « shopping »... Et parce que sa réputation de femme élégante au fond ne vous déplaît pas.



80 boutiques sur 2 niveaux - parking 1500 places.
Boutiques de Paris
Palais des Congrès - Porte Maillot

EQUIPEMENT

QUALITÉ DE LA VIE

Le surgénérateur de Creys-Malville (Isère) critiqué par des députés genevois

L'installation d'un surgénérateur nucléaire à Creys-Malville, dans l'Isère, a été violemment critiquée par plusieurs députés, le 24 mars, devant le Parlement helvétique. Cette installation est un danger à évaluer pour Genève, distante de 73 kilomètres seulement, a déclaré Mme Monique Buser, conseillère nationale libérale de Genève, qui a refusé de se satisfaire des assurances gouvernementales qu'une explosion atomique était exclue.

Le gouvernement a répondu à Mme Buser que des experts suisses avaient reconnu à Paris l'impression que la France possédait une procédure d'autorisation « sérieuse et complète ». Toutefois, M. André Chavannes, socialiste, Mme Buser a reproché au gouvernement son « insupportable confiance à l'égard d'une technologie irresponsable », rappelé que celle-ci avait été condamnée par quatre cents physiciens du Centre européen de la recherche nucléaire (CERN) et mille autres scientifiques et suisses, et exigé une intervention auprès des autorités françaises.

Un autre représentant de Genève, M. Gilbert Duboulet, radical, a soutenu, de son côté, la thèse gouvernementale : « Ce ne sont pas les résolutions et les cortèges qui donnent le meilleur résultat. » Il a déclaré : « C'est au niveau du comité régional franco-genevois qu'il faut agir ».

Une centrale en suspens

D'autre part, le tribunal fédéral helvétique vient de donner gain de cause au canton de Genève, qui estimait que la Confédération n'avait pas le droit de lui imposer l'installation d'une centrale nucléaire à Verbois, aux environs de Genève.

Pour construire cette centrale, il faut déclasser le site de Verbois.

TRANSPORTS

Le conflit de Dunkerque

RENCONTRE A PARIS ENTRE LES RESPONSABLES DES DOCKERS ET LE DIRECTEUR DES PORTS

An cours d'une rencontre, vendredi matin 25 mars, avec M. Bastard, directeur des ports au ministère de l'équipement, M. Gaston Henry, secrétaire général de la Fédération CGP des ports et docks, et Roger Gouvert, responsable des dockers dunkerquois, devant proposer que le statut des portuaires, qui est à l'origine du conflit de Dunkerque, qui dure depuis le 10 mars, soit assoupli à celui des dockers. « Si l'Union accepte cela, ont-ils indiqué, nous leur enverrons immédiatement le travail ».

A la veille de la grève nationale des 18 000 dockers, qui doit avoir lieu samedi 26 mars (le Monde du 26 mars 1977), afin d'appuyer les grévistes de Dunkerque, le maire de la ville, M. Claude Prouvost (R.P.R.), dans une lettre adressée à M. Bastard, écrit : « Nous demandons qu'Union suspende sa décision du 10 mars et que le travail reprenne au plus vite. Les négociations s'ouvriront alors, difficiles sans doute, mais pas plus difficiles que dans un port paralysé ».

UN SCHÉMA DIRECTEUR DES VOIES NAVIGABLES VA ÊTRE PUBLIÉ

Le schéma directeur des voies navigables, qui matérialise les projets d'aménagement du réseau fluvial français, va être publié, vendredi, a annoncé M. Noël Faskell, président des Nantes.

À l'occasion du déjeuner annuel de cette association professionnelle de la navigation intérieure, M. Faskell, directeur du cabinet de M. Marcel Cavallat, secrétaire d'État aux transports, a précisé que, mis à part le programme de liaison Rhin-Rhône, à l'effort des infrastructures, se sont limités à planifier leurs investissements le long de la voie d'eau en tout connaissance de cause.

D'autre part, dans deux ans, l'ouverture de la liaison vers la Belgique à des convois de 1 350 tonnes sera une réalité et, sur le Rhône, l'aménagement des secteurs encore déclassés sera pratiquement achevé.

En réponse au « cri d'alarme » des transporteurs fluviaux, émis par la baisse du trafic et le manque de main d'œuvre, M. Faskell a demandé aux professionnels de la navigation fluviale d'adopter des structures d'exploitation plus dynamiques, de faire preuve d'une plus grande agilité commerciale et d'apprendre à se grouper.

● Concorde aux États-Unis. — Une nouvelle date pour le début du procès intenté aux autorités portuaires de New-York, par Air France et British Airways, au sujet de l'atterrissage de Concorde à l'aéroport Kennedy, sera fixée le 28 mars. Le sort de Concorde à New-York demeure donc pour le moment toujours en suspens. Le gouverneur de l'État de New-York, M. Hugh Carey, opposé à Concorde, a déclaré cette semaine qu'il existait « une chance » que le superconcorde soit autorisé à atterrir à Kennedy, et que les experts de l'autorité portuaire étudiaient avec attention les renseignements techniques fournis il y a quinze jours par les techniciens européens. — (A.F.P.)

● Des passagers détournés portent plainte. Quarante-deux des passagers de l'avion Air France détourné sur Entebbe, en Ouganda, le 27 juin dernier (il y en avait en total deux cent quarante), réclamant 127 millions de dollars de dommages et intérêts à Air France et à Singapore Airlines. Ils accusent ces compagnies d'avoir permis, par l'absence de contrôles, l'embarquement dans l'appareil du commando des pirates de l'air. — (Reuters)

هكمان النحل

PARIS-LYON EN DEUX HEURES : LA S.N.C.F. CHANGE DE VITESSE

QUELQUE part du côté de Montbéliard, en Haute-Saône, les bulldozers commencent d'ouvrir la voie à la ligne nouvelle Paris-Lyon sur laquelle circuleront des trains à grande vitesse. Il y a six ans — le 25 mars 1971 — un conseil interministériel, réuni sous la présidence de Georges Pompidou, avait retenu le principe d'une telle réalisation. Aucun projet ferroviaire d'une certaine envergure n'avait été entrepris depuis la construction du tronçon Nice-Côti, voilà près d'un demi-siècle. Avant même la création de la S.N.C.F.

Malgré tout, la S.N.C.F. a eu beaucoup de mal à plaider son dossier, à faire admettre l'utilité de cet investissement. La dérogation à l'aménagement du territoire critiquait ce « projet de pays riche », conçu au seul bénéfice des régions déjà favorisées. M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, entendait que la Société nationale résorbe son déficit avant de lancer un programme aussi ambitieux. M. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement, jugeait plus important de creuser le canal Rhin-Rhône.

Aujourd'hui encore, les oppositions ne sont pas toutes levées, ni les appréhensions toutes apaisées. Air Inter voit d'un mauvais œil la S.N.C.F. « aspirer » sa clientèle sur une de ses meilleures lignes.

Lyon craint un peu de devenir la « grande banlieue » de Paris. Les défenseurs de la nature dénoncent le « dommage écologique » causé par la construction de cette voie nouvelle.

La réalisation de tout équipement lourd suscite naturellement des réactions de défense. A la S.N.C.F. d'en tenir compte pour rendre son projet plus « acceptable ». Peut-être lui faudra-t-il, ici ou là, rectifier le tracé de la ligne nouvelle ? Peut-être devra-t-elle mieux étudier dans le temps le poids de cet investissement et en retarder de quelques années l'achèvement de bout en bout ? Il serait dommage, en effet, que la Société nationale donne l'impression à ses usagers de se mobiliser sur ce « grand dessin » alors que sur l'ensemble de son réseau les conditions de transport laissent parfois à désirer.

Pour autant, ce serait, semble-t-il, faire un mauvais procès à la S.N.C.F. que de lui reprocher d'avoir, dans cette affaire, « sacrifié au prestige ». Par ailleurs, n'a-t-elle pas été invitée à l'entretien des autoroutes. Dieu sait pourtant si l'utilisation de la voiture individuelle est économiquement et écologiquement plus contestable que celle du train. Mais il y a, en chaque Français, un automobiliste qui sommeille.

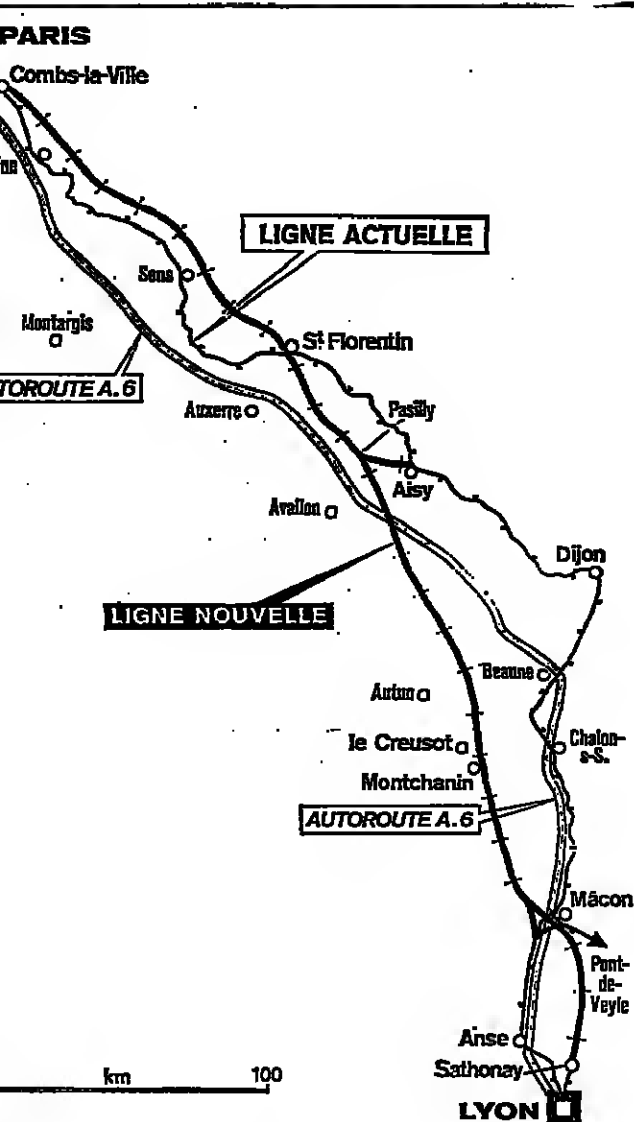
L'utilité publique du projet que vient

de reconnaître le Conseil d'Etat n'est pas contestable. Si la S.N.C.F. a pour mission de desservir les habitants de la « France fragile », elle ne doit pas être condamnée à s'effacer, dans les régions riches, devant l'avion et la voiture. A leur abandonner la meilleure part du trafic. Comment croire possible, en dehors du rail, une « démocratisation de la vitesse » ?

Les chiffres de trafic qu'avance la S.N.C.F. sont peut-être un peu optimistes. Même en tenant compte d'une certaine marge d'« erreur », il apparaît qu'en définitive la ligne nouvelle sera une bonne affaire pour la Société nationale. La Rue de Rivoli, pourtant prudente en la matière, est favorable à un tel investissement ; elle en reconnaît à la fois l'utilité et la rentabilité.

Il n'y a pas de politique de transport et c'est bien là que le bât blesse. A l'heure, à la voiture et au train de se développer selon leur propre logique. On ne peut pas dire que la S.N.C.F. ait, ces dernières années, abusé de cette liberté, contrairement à ses concurrents. Si, aujourd'hui, un arbitrage des pouvoirs publics s'impose, ne doit-il pas l'être en faveur du rail, dont on sait les services qu'il est capable de rendre au plus grand nombre ? Au moins coût.

JACQUES DE BARRIN.



UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE FOURCADE

Le T.G.V. est un besoin de notre temps

M. JEAN-PIERRE FOURCADE, ministre de l'équipement, chargé du secteur des transports, confirme, dans l'entretien qu'on lui a consacré, la volonté du gouvernement de mener à bien la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Paris et Lyon.

« A l'heure où le gouvernement semble vouloir ralentir, en tous domaines, la réalisation des équipements lourds qui, économiquement et écologiquement, peuvent poser des problèmes, est-il sage d'autoriser la S.N.C.F. à lancer la construction d'une ligne nouvelle entre Paris et Lyon ?

— La construction du train à grande vitesse (T.G.V.) a été autorisée en septembre 1975 par le précédent gouvernement dans le cadre du plan de soutien. La ligne nouvelle entre Paris et Lyon trouve sa justification dans la saturation de la ligne actuelle qui gêne de façon sensible, depuis quelques années, l'acheminement du trafic de Paris vers le sud-est de la France. Parmi les différentes solutions étudiées pour mettre fin à cette saturation, la construction de la ligne nouvelle est apparue, en définitive, la plus avantageuse au plan économique et au plan de la qualité du service offert à la clientèle.

« Il s'agit d'une opération qui se situe bien dans l'axe des préoccupations gouvernementales : promotion des transports collectifs modernes, économies d'énergie, bonne gestion des entreprises publiques, mise en œuvre d'une technique de pointe dans un créneau d'exportations qui peut nous être très favorable.

« En effet, sa rentabilité « en niveau » du compte d'exploitation de la S.N.C.F. est bonne. Par ailleurs, elle permet la création d'un système de transport collectif présentant un grand intérêt (vitesse, régularité, sécurité, confort) avec un coût suffisamment bas pour qu'il soit accessible à tous, ainsi bien en 1^{re} classe qu'en 2^e classe.

« Enfin, les nuisances vis-à-vis de l'environnement de la ligne doivent être faibles. Le Conseil d'Etat vient d'ailleurs de rejeter le recours introduit par des associations qui avaient fait valoir cet argument et de confirmer l'utilité publique de cet ouvrage.

« Au regard de l'aménagement du territoire, fallait-il construire une ligne supplémentaire entre Paris et Lyon et conforter ainsi la position de la partie sud-est de la France déjà très développée ?

« Comme il a été dit ci-dessus, la construction de la ligne nouvelle répond à une nécessité si l'on veut que le chemin de fer puisse assurer effectivement les transports qui lui sont demandés par ses clients dans cette partie de la France. De plus, il convient de souligner que la desserte du sud-est de la France par les trains rapides qui emprunteront la ligne nouvelle revêt un caractère national.

« En effet, les populations directement concernées par le projet (région parisienne, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, Languedoc) représentent pour

plus de 43 % la population de la France. Toutefois, il est certain que si les exigences du trafic commandent de réaliser cette ligne nouvelle en direction de Lyon, d'autres lignes pourront éventuellement être lancées par la suite.

— Compte tenu de l'état de ses finances, la S.N.C.F. est-elle en mesure de tenir les délais qu'elle s'est fixés sans déséquilibrer son programme d'investissements ?

— Tant en ce qui concerne le matériel roulant que les installations fixes, les investissements relatifs à la ligne nouvelle se substituent à d'autres investissements « capotés » pour l'infrastructure, renouvellement et modernisation pour le matériel roulant — qu'il eût fallu réaliser au cours des prochaines années.

« Un éventuel déséquilibre du programme d'investissements de la S.N.C.F. ne pourrait donc provenir que du succès des investissements de la ligne nouvelle par rapport au montant des investissements évités. Or, il est possible de définir un planning de mise en service de la ligne nouvelle intégrant correctement les dépenses du T.G.V. dans le programme d'investissements à moyen terme de la S.N.C.F. et maintenant l'essentiel des avantages du projet malgré l'existence de certaines opérations.

— Telle quelle est conçue, la nouvelle ligne permettra-t-elle la meilleure exploitation commerciale qui soit ? N'aurait-elle pas été préférable de fournir aux trains traditionnels plutôt qu'à des rames construites à cet effet ?

— La spécialisation de la ligne nouvelle aux trains de voyageurs présente deux avantages : elle permet d'abord de porter au maximum possible la capacité de l'ensemble des deux lignes, ligne nouvelle et ligne ancienne. Chacun sait, en effet, que la coexistence

sur une même artère de trains de voyageurs rapides et de trains de marchandises lents se traduit par une diminution sensible du nombre de trains acheminés par la voie considérée.

« Elle permet aussi d'accepter pour la ligne nouvelle des caractéristiques qui permettent de réduire sensiblement le coût de l'opération ; en effet, le trajet de Paris à Lyon par la ligne nouvelle voit sa longueur diminuer à 425 km (au lieu de 512 km par la ligne ancienne) ; il ne comporte aucune sauterie et un nombre très faible de viaducs.

« Dans ces conditions, il est apparu comme mode pour l'exploitation la plus économique pour l'infrastructure de sacrifier un peu la flexibilité et de ne faire circuler sur la ligne nouvelle que les rames T.G.V. ; celles-ci desservant par ailleurs les gares de villes du Sud-Est au-delà de Lyon, les inconvénients de la non-banalisation ne sont pas déterminants.

« Je pense donc que la solution choisie permettra de réaliser une bonne desserte commerciale, condition essentielle de la réussite du projet T.G.V.

« Pour conclure, je dirai que le T.G.V. n'est pas un « gadget » futuriste et coûteux. Après la mise en service, on s'apercevra que c'est simplement la réponse moderne de la S.N.C.F. à un besoin de notre temps : un transport collectif de masse à la fois rapide, confortable et sûr.

« En outre, cette réalisation constituera une bonne référence pour notre industrie ferroviaire et la confortera sur les marchés à l'exportation, où — fait peu connu des Français — la technique française occupe déjà une place de tout premier plan. A un moment où les grands pays industrialisés s'engagent dans la voie du transport ferré à grande vitesse, il ne faut pas laisser passer la chance de conserver l'avantage dont nous disposons aujourd'hui.

QUESTIONS... RÉPONSES

● LA LIGNE ACTUELLE EST-ELLE SATURÉE ?

La ligne actuelle est-elle si proche de la saturation qu'il faille la doubler sur tout son parcours ? N'y avait-il pas d'autres solutions moins coûteuses que de construire une voie ferrée nouvelle de bout en bout ?

« Au cours des quinze dernières années, le trafic sur l'axe Paris-Lyon a augmenté en moyenne, chaque année, de 4,3 % pour les voyageurs — deux fois plus vite que sur les autres lignes de la S.N.C.F. — et de 4 % pour les marchandises, au lieu de 2,6 % sur l'ensemble du réseau. Selon la société nationale, l'expansion économique que connaît le quart Sud-Est de la France, et notamment le développement de la zone de Fos-sur-Mer, devrait confirmer cette progression. En 1983, plus de trois cents trains emprunteraient quotidiennement la voie ferrée Paris-Lyon.

Dès aujourd'hui, les sections à double voie de la ligne actuelle Paris-Lyon — 189 kilomètres — sont saturées. A Dijon, l'approche de la saturation. La S.N.C.F. se voit déjà contrainte de détourner par Troyes et par Moulins certains convois de marchandises.

Le quadruplement des sections à double voie entre Saint-Florentin et Dijon obligerait à creuser plusieurs tunnels. Etant donné qu'un investissement de cette importance — environ 1 600 millions de francs par la S.N.C.F. — n'aurait pas permis de réduire sensiblement les temps de parcours, la société nationale abandonne ce projet pour cause de trop faible rentabilité.

Une autre solution aurait consisté à renforcer et à électrifier la ligne Paris-Moulins-Lyon puis à la spécialiser, pour l'essentiel, dans le trafic de marchandises afin de laisser la voie libre sur la ligne Paris-Dijon-Lyon aux trains de voyageurs. Un devis estimé à environ 1 800 millions de francs par la S.N.C.F. Quant à l'idée de bâtir une ligne d'aérotwin entre Paris et Lyon, elle n'a pas été menée très loin. Le coût de construction de cet ouvrage, notamment en site urbain, et les frais d'exploitation des véhicules rendaient cet investissement beaucoup plus onéreux — à vitesse égale — qu'une voie ferrée classique.

Cette spécialisation de la ligne nouvelle obligerait la S.N.C.F. à renouer, en partie, son parc de motrices et de voitures de voyageurs. Sa revanche, grâce à d'importants progrès techniques dans la conception du matériel roulant, il a été possible de réaliser un tracé direct, moins coûteux qu'une voie banalisée, accessible à tous les trains.

En effet, un tel tracé dit « par monts et par vaux », analogue à celui des autoroutes, nécessite la construction d'un minimum de grands ouvrages d'art. Sur les 409 kilomètres de la ligne nouvelle, on ne compte que deux franchissements d'autoroutes, six viaducs, six sauts de monton, trois ponts sur larges cours d'eau et... aucun tunnel. Cette façon de se glisser dans le paysage cause, en outre, un moindre « dommage écologique ».

En définitive, le coût au kilomètre en rase campagne de la ligne nouvelle ne représentera, selon les calculs des experts, que les deux tiers de celui d'une autoroute à « deux fois deux voies, tracée dans le même site.

(Lire la suite page 40.)

La ligne nouvelle proprement dite longue de 388 kilomètres — non compris les deux bretelles de Dijon et de Pont-de-Veyle — se sépare de la ligne actuelle Paris-Lyon à 28 kilomètres au sud-est de la capitale, à la sortie de Combs-la-Ville en Seine-et-Marne. Elle croise la voie ferrée Paris-Dijon aux abords de Saint-Florentin dans l'Yonne et s'y raccorde au sud de Mâcon. Puis, longeant la rive gauche de la Saône, elle rejoint la voie ferrée Bourg-Lyon à hauteur de Sathonay dans le Rhône, à 9 kilomètres au nord de la gare de Lyon-Broteaux.

Au total, la ligne nouvelle traverse 173 communes réparties dans six départements — Seine-et-Marne, Yonne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Ain et Rhône — et trois régions : Ile-de-France, Bourgogne et Rhône-Alpes.

L'emprise totale de la ligne nouvelle est de 2 310 hectares dont 400 hectares de forêts et 14 hectares de vignobles d'appellation contrôlée. Pour le moment, la S.N.C.F. a acquis 300 hectares.

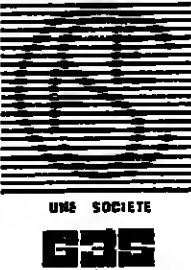
PARIS-LYON sans signaux lumineux

La COMPAGNIE DE SIGNAUX et d'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES (C.S.E.E.) assure pour le T.G.V. l'étude et la fourniture de l'équipement de signalisation embarqué.

Ce sera la première fois en FRANCE, qu'en service commercial un système de sécurité assurera la transmission continue d'informations de vitesse par l'intermédiaire d'émetteurs branchés sur les rails. La première fois aussi que seront supprimés les signaux lumineux, placés le long de la voie, rendus ainsi inutiles.

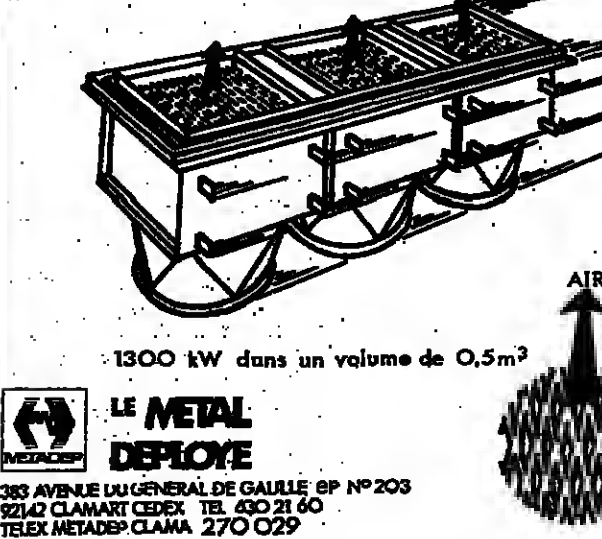
La C.S.E.E. possède une expérience de pointe dans le domaine des automatismes et systèmes, notamment ceux de sécurité. Rappelons qu'elle a réalisé, pour la R.A.T.P., il y a 15 ans, le premier pilotage automatique de rames de métro, d'après un brevet qu'elle avait — en première mondiale — déposé en 1951.

Durant ces dernières années, la C.S.E.E. a réalisé des installations au fur et à mesure de la mise en service de matériel de signalisation ferroviaire à une trentaine de pays.



COMPAGNIE DE SIGNAUX
D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES
2 à 8, rue Caroline, 75017 PARIS.
Tél. : 387-39-29

RESISTANCES ELECTRIQUES COMPACTES



335 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE BP N° 203
92142 CLAMART CEDEX TEL. 430 21 60
TELEX METAPSE CLAMA 270 029

(Suite de la page 39.)

LA S.N.C.F. TIENDRA-T-ELLE SON DEVIS ?

La S.N.C.F. pourra-t-elle tenir son devis ? Ne dépassera-t-il pas largement les 5 milliards de francs 1976 ? Est-il vraiment assuré de la rentabilité d'un tel projet ?

Évalué à 2 345 millions de francs aux conditions économiques de janvier 1974, le coût de la ligne nouvelle — non compris le matériel roulant — est estimé à 3 600 millions de francs, toutes taxes comprises aux conditions économiques de juin 1976. Les dépenses d'infrastructures — 1 600 millions de francs — se répartissent comme suit : acquisitions foncières, remembrement et libération des emprises (280 millions), terrassements et assainissement (850 millions), ouvrages d'art (480 millions), clôtures et dispositifs de sécurité (30 millions). Les dépenses de superstructures — voie, électrification, signalisation, télécommunications — s'élèvent à 1 600 millions de francs.

QUESTIONS... RÉPONSES - QUESTIONS... RÉPONSES

La S.N.C.F. a commandé au groupement des constructeurs Alsthom-Francoeur-M.T.E. quatre-vingt-sept rames, dont deux rames de présérie. Leur livraison devrait s'échelonner de juin 1978 à octobre 1982. Le coût de cette acquisition sera d'environ 1 200 millions de francs, compte tenu des économies de renouvellement de matériel classique.

La S.N.C.F. a inscrit, cette année, à son budget d'investissement 937 millions de francs d'autorisations de programme toutes taxes comprises, dont 194 millions pour des opérations domaniales diverses et 743 millions pour des travaux de génie civil. Les crédits de paiement représentaient 93 millions de francs en 1976 et 387 millions en 1977.

Calculé à de nombreuses reprises et sous diverses hypothèses,

le taux de rentabilité du projet, la S.N.C.F. a toujours dépassé 15 %, affirme la S.N.C.F. Une fois assurée la rémunération des capitaux engagés, la société nationale entend dégager un important bénéfice net d'exploitation. De ce point de vue, elle classe la ligne nouvelle largement en tête de toutes les infrastructures de transport actuellement en construction ou à l'étude.

● L'AVION NE FERA-T-IL PAS DOUBLE EMPLOI AVEC LE TRAIN ?

Le trafic attendu sur la ligne nouvelle sera-t-il aussi important que l'espère la S.N.C.F. ? Le train à grande vitesse prendra-t-il beaucoup de voyageurs à la voiture et à l'avion ? Air Inter pâtira-t-elle énormément

de cette concurrence ferroviaire ?

Dès la mise en service du T.G.V. entre Paris et Lyon, vers 1982-1983, la S.N.C.F. prévoit de transporter sur cet axe 21,5 millions de voyageurs par an au lieu de 15,5 millions dans l'hypothèse où la ligne nouvelle ne se serait pas faite. Le trafic de la ligne actuelle devrait, à raison de 70 %, se reporter sur la ligne nouvelle.

La S.N.C.F. entend prélever aux autres modes de transport environ 3 800 000 voyageurs par an, dont 1 800 000 à l'avion et 2 millions à la voiture individuelle. En outre, elle escompte que l'amélioration du service offert, et la démocratisation de la vitesse — puisque le T.G.V. comportera des premières et des deuxième classes — attirera un trafic nouveau.

qu'elle évalue à 2 200 000 voyageurs par an. Le T.G.V. devrait ainsi occuper ses créneaux qui, selon la société nationale, ne peut l'être ni par les trains classiques, trop lents, ni par les avions modernes, trop coûteux.

Des calculs d'Air Inter, le ressorti qu'en 1982 — date à laquelle le T.G.V. fera sentir ses pleins effets concurrentiels et l'échéancier annoncé est respecté — la part globale des transporteurs aériens sur le Sud-Est serait de 1 773 000 passagers, dont 1 625 000 pour la seule compagnie intérieure.

Air Inter chiffre son manque à gagner à environ 35 millions de francs dès 1982. De l'avis de ses responsables, la réalisation du T.G.V. aura d'autres conséquences graves : la compagnie intérieure devra réduire sensiblement son personnel d'escale ; elle ne pourra plus continuer à développer son réseau de lignes trans-européennes, réalisées sur des lignes radiales comme Paris-Lyon ; elle renoncera à acquérir trois Airbus supplémentaires.

● QUELLES VILLES DESSERVIRONT LES TRAINS A GRANDE VITESSE ?

Les trains à grande vitesse ne circuleront-ils qu'entre Paris et Lyon ? Desserviront-ils d'autres régions et d'autres villes ? Seront-ils suffisamment nombreux pour offrir aux voyageurs un large choix d'horaires ?

La ligne nouvelle ramènera de 512 km à 425 km la distance de Paris à Lyon, de 515 km à 384 km celle de Paris à Dijon. Deux raccordements seront construits : l'un de 15 km de Passilly à Alby, en Côte-d'Or, l'autre de 6 km de Mâcon à Pont-de-Veyle, dans l'Ain. Le T.G.V. empruntera le premier pour desservir Dijon, la Franche-Comté et Lausanne, et le second pour gagner, via Bourg-en-Bresse, la Savoie et Genève.

Ainsi sera-t-il possible de rapprocher de Paris des villes situées à l'écart de la ligne nouvelle. Environ une soixantaine de T.G.V. circuleront sur cette voie grande vitesse, chaque jour, et dans chaque sens. Une dizaine desserviront la Bourgogne, la Franche-Comté et Lausanne ; vingt à vingt-cinq auront pour terminus Lyon, Saint-Etienne ou Grenoble ; douze ou treize continueront leur chemin jusqu'à Marseille ou Béziers ; une dizaine enfin, auront pour destination Chambéry, Annecy et Genève.

La ligne nouvelle comportera seulement deux gares intermédiaires, situées en Saône-et-Loire : l'une à Montchanin, l'autre à Mâcon. Six T.G.V. y feront halte chaque jour dans chaque sens.

La gare de Lyon, à Paris, sera modernisée : la construction en cours d'une gare souterraine de banlieue permettra d'élargir les quais « grandes lignes ». En attendant la construction d'une gare nouvelle dans le quartier d'affaires de la Part-Dieu, à Lyon, les T.G.V. seront accueillis aux Brotteaux ; ceux qui auront leur terminus dans la métropole rhodanienne seront basés à Perrache.

La S.N.C.F. prévoit une fréquence moyenne de quinze à trente minutes en moyenne. En cas de besoin, il sera possible de ne laisser qu'un écart de quatre minutes entre deux T.G.V. Si nécessaire, des doubles rames pourront être mises en service. Dans le sens Paris-Lyon, le premier départ pourrait se situer autour de 6 h. 30 et le dernier vers 21 heures ; dans le sens inverse, le premier départ est prévu vers 6 heures et le dernier autour de 21 h. 45.

● LE PRIX DU BILLET SERA-T-IL PLUS ÉLEVÉ ?

Les tarifs en vigueur sur la ligne nouvelle seront-ils identiques à ceux de l'ensemble du réseau ? Sera-t-il perçu un supplément sur certains trains, à certaines heures ? Quel confort sera-t-il offert aux voyageurs ? Pour quel système de restauration la S.N.C.F. a-t-elle opté ?

Les tarifs seront les mêmes que ceux du réseau ordinaire. Malgré tout, le prix du billet continuera d'être calculé sur la base kilométrique de la ligne actuelle sans tenir compte d'une économie de parcours de 87 km, ce qui, tout compte fait, aboutira à une augmentation des barèmes.

Sera-t-il, en outre, perçu un supplément à certaines heures et pour certains trains ? La question n'est pas encore tranchée. Le rapport Le Vert l'avait estimé sans doute opportuniste, compte tenu de la qualité de service offert. Ce surplus de recettes améliorerait le compte d'exploitation de la S.N.C.F. Reste à mesurer l'influence d'une telle taxe sur le comportement des voyageurs.

Chaque rame sera composée de huit voitures encadrées par deux motrices ; elle offrira trois cent quatre-vingt-deux sièges, dont deux cent soixante-quatre en deuxième classe. En outre, des places sont prévues pour les personnes handicapées voyageant dans leur fauteuil. Stant donné qu'il s'agit de voitures climatisées à couloir central du même

genre que les actuelles voitures Corail, chaque T.G.V. sera équipé d'un bar-débarcadere qui permettra aux clients de la S.N.C.F. de se dégourdir les jambes.

Pas de wagon-restaurant : la S.N.C.F. a retenu le système de la restauration à la place. Les plateaux-repas seront emballés, tout préparés, à bord du T.G.V. Comme en avion, deux classes de restauration sont prévues dans chaque rame : l'une pour la première classe, l'autre pour la deuxième classe.

● OU EN SONT LES TRAVAUX ?

Où en sont les travaux de construction de la ligne nouvelle ? Combien de kilomètres de voies ont déjà été adjugés ?

Le calendrier de construction de la ligne nouvelle, tel qu'il figure au Journal officiel du 22 février 1977, se présente comme suit. Tronçon Saint-Florentin-Lyon : travaux d'infrastructures de fin 1976 à fin 1979 ; travaux de superstructures, de début 1979 à

REPÈRES

12 MARS 1969 : les pouvoirs publics donnent leur accord à la S.N.C.F. pour l'acquisition des deux rames prototypes à très grande vitesse.

1^{er} DÉCEMBRE 1969 : la S.N.C.F. envoie un premier dossier sur le projet de ligne à grande vitesse Paris-Sud-Est au ministre des transports, en vue d'une inscription au VI^e Plan.

DÉCEMBRE 1970 : le groupe « voyageurs » de la commission des transports du VI^e Plan, présidé par l'ingénieur général Roger Coquand, dépose un rapport favorable à la construction d'une voie ferrée nouvelle entre Paris et Lyon.

25 MARS 1971 : un conseil inter-ministériel, présidé par M. Georges Pompidou, retient le principe de la construction d'une ligne turbobien Paris-Lyon, qui sera mise en chantier lorsque les actuelles liaisons S.N.C.F. du réseau Sud-Est seront saturées, c'est-à-dire 1979-1980, selon les estimations de la S.N.C.F.

JULIET 1973 : un groupe de travail du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), présidé par l'ingénieur général Jean Le Vert, actualise les conclusions du rapport Coquand et confirme l'utilité et la rentabilité du projet de la S.N.C.F.

5 MARS 1974 : un conseil restreint décide d'ouvrir la procédure d'enquête d'utilité publique (OUP).

9 JANVIER 1975 : M. Jacques Chirac, premier ministre, fixe le tracé de la voie nouvelle qui comportera une brette vers Dijon et un « point de contact » avec la ligne actuelle à hauteur de Mâcon.

4 FÉVRIER 1975 : des directives sont données au préfet de Saône-et-Loire — désigné comme préfet coordonnateur — pour qu'il engage les procédures nécessaires au lancement de l'enquête préalable à la DUP.

19 NOVEMBRE 1975 : le conseil des ministres marque son intérêt au projet de liaison ferroviaire à grande vitesse Paris-Sud-Est.

24 MARS 1976 : un décret paru au « Journal officiel » déclare d'utilité publique et autorise les travaux de construction de la ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse entre Paris et Lyon.

21 JANVIER 1977 : le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, rejette le recours pour excès de pouvoir formé par plusieurs associations, contre l'utilité publique de la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon.

octobre 1981 : mise en service à l'automne 1981. Tronçon Comblanchien-Saint-Florentin : travaux d'infrastructures, de 1978 à 1980 ; travaux de superstructures, de 1980 à 1982 ; mise en service, fin 1982.

Les 400 kilomètres de la ligne nouvelle ont été séparés en dix lots. Le lot numéro 7 (39 kilomètres), d'Igornay à Montchanin en Saône-et-Loire, a été adjugé à la Société générale d'entreprises, qui a sous-traité les terrassements à l'Européenne d'entreprises, et les ouvrages d'art à la Compagnie française de dragages et de travaux publics. Le lot numéro 8 (36 kilomètres), de Montchanin au nord de Chagny en Saône-et-Loire, vient d'être adjugé à l'Entreprise industrielle et aux sociétés Molinon et Montcocq.

Pour le lot numéro 10 (45 kilomètres), de Balthayon à Grigères dans l'Ain, l'appel d'offres est en cours de dépouillement. Enfin, les viaducs de Saulieu et du Serin en Côte-d'Or, ont été adjugés aux Grands Travaux de Marseille.

Le total des terrassements est évalué à 28,6 millions de mètres cubes. La construction de la plate-forme et de la voie commandera la fourniture de 2,7 millions de tonnes de gravillons et de sable, de 700 000 mètres de clôture, d'un million cinq cent mille traverses et de 100 000 tonnes de rails.

LE MATÉRIEL DE VOIE S.A.

PREMIER EXPORTATEUR MONDIAL

ORGANISME EXCLUSIF DE VENTE DE

SACILOR

FRANCE

PREMIER PRODUCTEUR D'EUROPE OCCIDENTALE

ET

RODANGE (MMRA)
LUXEMBOURG

- RAILS
- TRAVERSES
- ÉCLISSES
- SELLES
- RAILS A GORGE
- RAILS DE VOIE ÉTROITE

• Au marché intérieur français (dont 150.000 tonnes de rails commandées en 1976 par la S.N.C.F.) s'ajoute l'exportation (plus de la moitié de la production) qui a représenté l'an dernier 209.000 tonnes de rails, soit un apport de 418 millions de francs à la balance du commerce extérieur.

• La position déjà acquise à cet égard — la France est le premier exportateur de matériel de voie dans le monde — va se trouver encore renforcée par la représentation que la société luxembourgeoise, MÉTALLURGIQUE ET MINIERE DE RODANGE-ATHUS, vient de confier, pour l'exportation, à la société LE MATÉRIEL DE VOIE, organisme de vente exclusif du groupe SACILOR.

3, RUE PAUL BAUDRY, 75383 PARIS CEDEX 08

Tél. : 359.97.31 Téléx : 650 248 PARIS

محند النور

Les écologistes demandent qu'on refasse les comptes

« **S**ANS être un Concorde sur rail, la ligne nouvelle à grande vitesse Paris-Lyon nous paraît aventureuse à bien des égards. Sa construction est engagée sans discussion publique approfondie et sans que les écologistes aient été consultés. Pour lever les incertitudes qui demeurent, mieux vaudrait prendre un temps que d'ignorer des dommages irréversibles et peut-être irréparables à l'environnement physique et humain. »

Telle est en substance la conclusion d'une étude faite par l'association Les Amis de la Terre (1) sur le grand projet des ingénieurs de la S.N.C.F. Cette opinion qu'on ne peut partager par le projet des écologistes et des responsables agricoles qui ont examiné le dossier T.G.V. Elle s'appuie sur une série d'observations.

La voie ferrée, la ligne de télécommunication qui la longe et les carrières qui seront ouvertes le long du tracé vont raser 400 hectares de bois, supprimer 14 hectares de vignes d'appellation contrôlée, et enlever à l'agriculture 2 200 hectares. Combien d'exploitants seront-ils obligés de quitter la terre ? Personne ne l'a calculé.

Certes, la S.N.C.F. est obligée par la loi de payer le remboursement des propriétés qui traversent la ligne. Sur les cent soixante-trois communes concernées, une centaine ont accepté cette opération qui portera au total sur près de 50 000 hectares. Selon les recommandations du ministère de l'Agriculture, des écologistes devraient en suivre l'exécution. Le plus souvent on les oublie toutes de côté. On peut donc redouter des empiétements de haies et des rectifications de ruisseaux intempestives. Aucune étude de l'impact de ces travaux sur les écosystèmes n'a été prévue.

La ligne va trancher la campagne sur plus de 400 kilomètres. Pour assurer le confort des convois roulant à 280 km/h, elle sera entièrement cloîtrée. Malgré les passages prévus (trois cent dix ponts, trente tunnels) pour le bétail et vingt passages à giber, la circulation des hommes, des troupeaux et des animaux sauvages sera rendue plus difficile. Les agriculteurs touchent des indemnités pour allongement de

parcours, mais la gibier ? Les chasseurs redoutent les coulées qui lui seront réservées car ce sont autant de pièges favorables au braconnage.

Le régime des eaux de surface et des eaux souterraines sera-t-il troublé ? Les agriculteurs le craignent. La S.N.C.F. s'engage à rétablir tous les cours d'eau et elle étudie systématiquement toutes les nappes phréatiques. « Nous enregistrons un, c'est l'eau, disent les ingénieurs, nous n'avons aucun intérêt à en modifier le régime. Sur le plateau de Briis, par exemple, nous suréleverons la voie pour ne pas couper la nappe souterraine. Bien sûr, ici et là, il y aura des bavures. Nous les réparons. »

La voie nouvelle coupe les coteaux par des tranchées. Elle franchit les vallées par des remblais et des viaducs. Les engins vont remuer 11 millions de mètres cubes de terre. Ils construiront trois cent soixante-dix ouvrages de béton (un tous les 1100 mètres).

Des centaines de kilomètres de routes et de chemins sont à refaire, une quarantaine de carrières (de 3 hectares chacune sur 10 mètres de profondeur) à ouvrir. Si l'on y ajoute 37 kilomètres de ligne E.O.F.,

huit sous-stations électriques, les poteaux soutenant les caténaires et deux gares nouvelles, il est peu contestable que bien des paysages vont changer. Ce sera l'agression la plus visible.

À la demande des services de l'environnement et du ministère des affaires culturelles, la S.N.C.F. s'efforce d'« arranger les choses ». Par rapport au tracé initial, les ingénieurs ont déplacé le voie sur plus de 100 kilomètres pour épargner la vallée du Saône, contourner l'abbaye de Cluny et ménager la val lamartienne en Saône-et-Loire. Ils l'ont détournée dans l'Yonne pour ne pas saccager la forêt de Courbapine.

En quatre points sensibles, des études paysagères sont en cours pour tenter d'« inscrire la voie dans le décor ». On a demandé à des architectes de dessiner cinq viaducs importants. Des paysagistes sont à l'ouvrage pour en « verdir » les abords. Mais comment masqueront-ils un viaduc comme celui de la Digoine en Saône-et-Loire, qui projette ses 418 mètres de béton appuyé sur neuf poteaux géants à 20 mètres au-dessus de la vallée ? La S.N.C.F. sait aussi qu'elle devra faire réaménager les carrières en fin de travaux. Les protections de la nature seront partout vigilantes.

Fausse croyances

piement reportée sur les centrales électriques.

En revanche, ils reconnaissent volontiers que le T.G.V. économisera de l'énergie en rendant inutile un accroissement de la circulation automobile et aérienne. Les chiffres officiels parlent de 100 000 tonnes d'essence épargnées chaque année. Mais certains économistes contestent ces calculs en faisant remarquer que le T.G.V. consomme davantage que les convois ordinaires et que l'on n'a pas comptabilisé les déplacements supplémentaires imposés aux riverains de la voie. Selon eux, le train à grande vitesse n'est pas réellement « économique » sur ce point.

Entre une voie ferrée et une seconde autoroute qui taret autant de dégâts, mangerait 1 000 hectares de plus et inciterait les voyageurs à prendre leur voiture, les écologistes choisissent évidemment la première. Mais ils s'interrogent sur l'utilité

réelle d'une voie nouvelle de 409 kilomètres entre Paris et Lyon. « La S.N.C.F. a tablé sur une augmentation du trafic de 5 % par an, disent-ils. C'est un raisonnement des années 70 fondé sur la croyance en une croissance accélérée. Or, en 1975, l'augmentation a été de 2 % et en 1976 de 2 % seulement. Il n'est plus évident que le T.G.V. soit nécessaire à court terme et même rentable. » Reste l'encombrement du tronçon actuel Saint-Florentin-Dijon. Le doublement de cette section de 100 kilomètres par une ligne nouvelle ne serait-il pas suffisant ?

D'autant que les investissements très importants qui seront consacrés au T.G.V. amèneront forcément la S.N.C.F. à différer la modernisation du reste du réseau, qui sur beaucoup de points, en a pourtant bien besoin. En privilégiant la sud-est de la France, déjà bien pourvue, et en pénalisant indirectement les autres régions, le T.G.V. est une mauvaise opération au regard de l'aménagement du territoire.

Pour toutes ces raisons, les écologistes se montrent circonspects. Ils ne condamnent pas la ligne à grande vitesse, mais ils demandent que sa réalisation soit subordonnée à une étude d'impact sur l'environnement plus sérieuse, que le dossier économique soit réexaminé, que des variantes soient proposées, que la tout soit soumis à la discussion publique et au vote des élus.

Il est douteux que la S.N.C.F., qui a passé les premières marches de travaux, accepte cette remise en question. Mais c'est compter sans les douze associations de défense qui se sont créées le long du tracé et qui trouvent des alliés chez les responsables agricoles. Bien qu'il ait perdu le recours contestant l'utilité publique du projet, l'association devant la Conseil d'État, la CLASAD (2) ne renonce pas. Il a demandé à des experts privés de préparer une contre-étude technico-économique sur le T.G.V.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Les Amis de la Terre, 16, rue de l'Université, 75007 Paris.
(2) Comité de liaison des associations de sauvegarde et de défense : moulin Saint-Martin, 89210 Srienon-sur-Ardençon.

DES MORVANDIAUX RÉSIGNÉS

« On est battu d'avance »

« **L**A baronne — comme on dit dans le pays — est confiante. Da ses « amis très puissants », elle tient pour sûr que « la première ministre et le garde des sceaux sont hostiles au T.G.V. ». Aussi ne veut-elle « rien dire qui puisse les gêner ».

Qu'importe si, ici et là en Saône-et-Loire, le béton a commencé à couler. « Cela ne prouve pas à conséquence », affirme M. de Vazelles, maire de Saint-Étienne.

Les bulldozers sont à l'œuvre, depuis le 1^{er} octobre dernier, sur le lot n° 7, entre Igornay et Montchanin. Rien encore de très spectaculaire : trois ponts et deux viaducs en cours de construction. Les chantiers tournent au ralenti. Et le « baronne » d'y voir un heureux présage.

« Aucune équivoque n'est possible, indique un conducteur de travaux de l'Européenne d'entreprises. Nous avons en poche l'ordre de service. La décision du Conseil d'État, qui vient de reconnaître l'utilité publique de la ligne, lève la dernière incertitude. Dans un mois, avec les beaux jours, la gros matériel de terrassement entrera en action. »

Mieux vaudrait, au cœur de l'hiver, s'attaquer aux ouvrages d'art que remuer une terre détrempée. Du moins, si l'on entreprend les travaux préparatoires aux grands terrassements : déboisement, dessouchage, arrachage des haies, démontement des réseaux électriques et téléphoniques, pose des clôtures. Les choses vont donc leur train.

Libre aux détracteurs du T.G.V. d'en tirer les conclusions qui les arrangent. « On a l'habitude d'entendre les gens nous dire : vous n'arriverez pas à vos fins, raconte un chef de chantier. On les laisse parler et puis on finit toujours par réaliser l'ouvrage qui nous est commandé. »

Dès qu'il s'agit d'inscrire dans un paysage une voie ferrée, la notion de « désert français », si familière à certains géographes, paraît bien approximative. Même en rase campagne, le S.N.C.F. n'a pas les coulées franches. Pour avancer, elle doit composer. « Les ingénieurs ne sont pas des yandales », in-

siste M. Paul Avenas, directeur du projet.

Ainsi a-t-il fallu racifier le tracé de la ligne aux abords d'Igornay : le T.G.V. passera à 300 mètres du village au lieu de le frôler à 80 mètres. Pas d'autres modifications majeures sur le lot n° 7. En revanche, la S.N.C.F. a procédé à de multiples retouches pour contenir certains riverains. « Si nous demandons quelque chose à nos interlocuteurs, nous devons leur offrir un avantage en contrepartie, c'est un peu comme ça », explique M. Jean Prunet, chef de section à Mâcon.

« Nous avons posé mille huit cents pieux et nous n'avons enregistré aucune plainte », précise M. Prunet. Quant aux acquisitions foncières, elles se sont négociées à l'amiable : six propriétaires du lot n° 7 sur trois cent soixante et onze ont choisi d'aller devant le juge d'expropriation. Les transactions se sont conclues au prix moyen de 4 francs la mètre carré, toutes indemnités comprises. « Ceux qui exploitent des terres de seconde choix n'ont vu qu'intérêt à ça », reconnaît un agriculteur.

Révoltés les Morvandiaux ? Non. Plutôt résignés. « Ça n'arrange jamais rien cas trucs », commente M. Pierre Nidau, maire de Tintin. Mele ce se passe comme ça doit se passer. Malgré les précautions prises, nous ne sommes pas à l'abri de mauvaises surprises. »

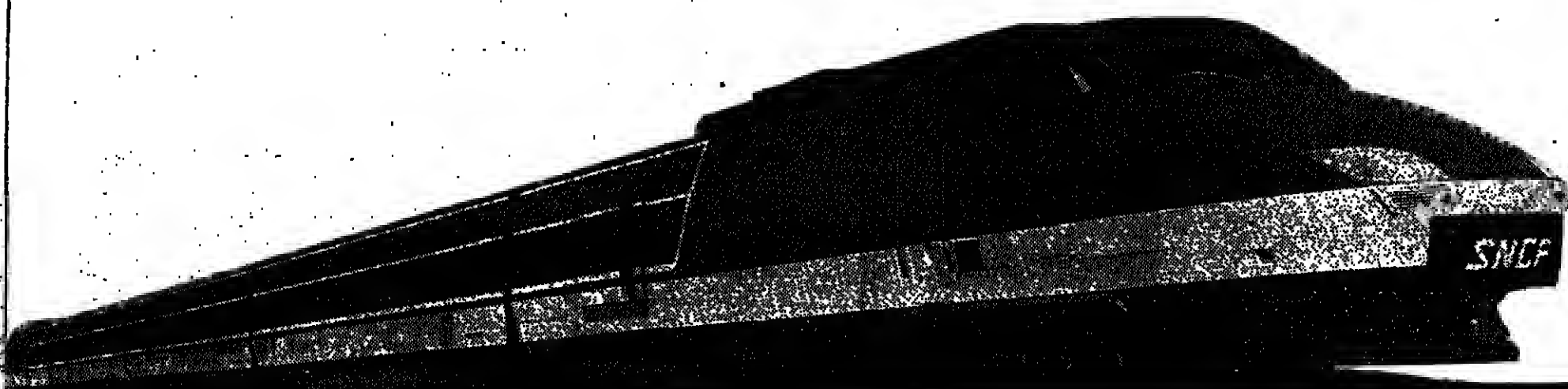
Peu sûre de son projet, la S.N.C.F. se serait-elle dépêchée de faire signer des promesses de vote ? « Les Morvandiaux n'y comprennent rien : c'est la première fois qu'ils sont expropriés », soutient un meneur. Mieux vaut transiger que recourir au juge. « De toute façon, la combat contre le S.N.C.F. est ingrat, on est battu d'avance », disent certains riverains. Alors, autant déposer les armes.

Même la baronne « paraît lasse de mener le combat. « Les gouvernements passent, les sociétés nationales demeurent », conclut-elle, désempée. »

J. J. B.

PARIS-LYON en 2 heures par le "TGV"

Une réalisation "ALSTHOM-S.N.C.F."



- la 1^{re} locomotive du record du monde de vitesse (331 km/heure).
- la 1^{re} locomotive à redresseur.
- le 1^{er} métro sur pneus.
- le 1^{er} bogie monomoteur.
- le 1^{er} métro en alliage d'aluminium, à bogie monomoteur et hacheur.
- le moteur électrique de traction le plus puissant du monde.

ALSTHOM-ATLANTIQUE
1^{er} constructeur mondial de locomotives électriques.

A 260 à l'heure sans risques inutiles

LES 28 et 29 mars 1955, à Morez, dans les Landes, la S.N.C.F. établissait le record du monde de vitesse sur rail avec 321 kilomètres à l'heure. Une chose est de battre un record, dans des circonstances exceptionnelles. Une autre est d'établir des conditions de stabilité et de sécurité notables — telles que soit rendue possible une exploitation commerciale de routine à une allure de 260 kilomètres à l'heure.

Si l'on n'allait pas sensiblement le matériel, la grande vitesse exigeait des puissances démesurées et donc coûteuses. Mais un matériel trop léger poserait des problèmes de rigidité des structures — et donc de stabilité — et, surtout, rendrait les voitures trop fragiles en cas d'accidents toujours envisageables. On a dû, pour ces raisons, renoncer à construire le train à grande vitesse (T.G.V.) en aluminium et se rabattre sur le plus classique acier semi-inoxydable.

De même, on a pensé un moment doter le T.G.V. d'un système de freinage original, sans frot-

tements, utilisant les courants de Foucault produits dans les rails par des bobines magnétiques portées par le train. Il fallait, avec un certain regret, s'en remettre à des solutions plus classiques. En cas de freinage d'urgence de plusieurs rames consécutives sur une même partie du trajet, la température des rails se serait élevée d'une dizaine de degrés, ce qui fut jugé inacceptable pour la bonne tenue de la voie.

La rame du T.G.V., de deux cents mètres de longueur, pesant 380 tonnes, sera composée de deux motrices en tête et en queue, séparées par huit voitures. Cet ensemble est articulé, sauf aux extrémités, disposant d'un bogie classique, chaque bogie est composé de deux voitures. On a donc treize bogies au total, dont six seront moteurs : deux sur chaque motrice, et un à chaque extrémité de la rame.

Cette disposition décalait de plusieurs impératifs, liés en particulier à la stabilité et au confort. Les voitures articulées permettent notamment une circu-

lation étanche, supprimant les « soufflets », sources de fuites d'air (air climatisé) et de bruit, et améliorant notablement les performances aérodynamiques.

Les voitures du T.G.V. seront basses : grâce à l'articulation, le plancher sera à 1,02 m du sol, contre 1,25 m dans les voitures classiques, ce qui facilitera l'accès. La hauteur des caisses sera de 3,62 m contre 4,05 m, le tout permettant également de réduire le maigre couple (c'est-à-dire la résistance de l'air), cauchemar des aérodynamiciens.

À l'intérieur des rames, le niveau sonore du T.G.V. devra être inférieur à celui des voitures modernes roulant à 200 kilomètres-heure. À l'extérieur, le bruit, selon la S.N.C.F., sera pratiquement le même que celui d'un train classique roulant à 160 kilomètres-heure, la vitesse étant plus élevée, le temps de passage sera plus court.

On pensa longtemps que le T.G.V. serait un turborail utilisant, comme les rames à turbines à gaz (R.T.G.), en service

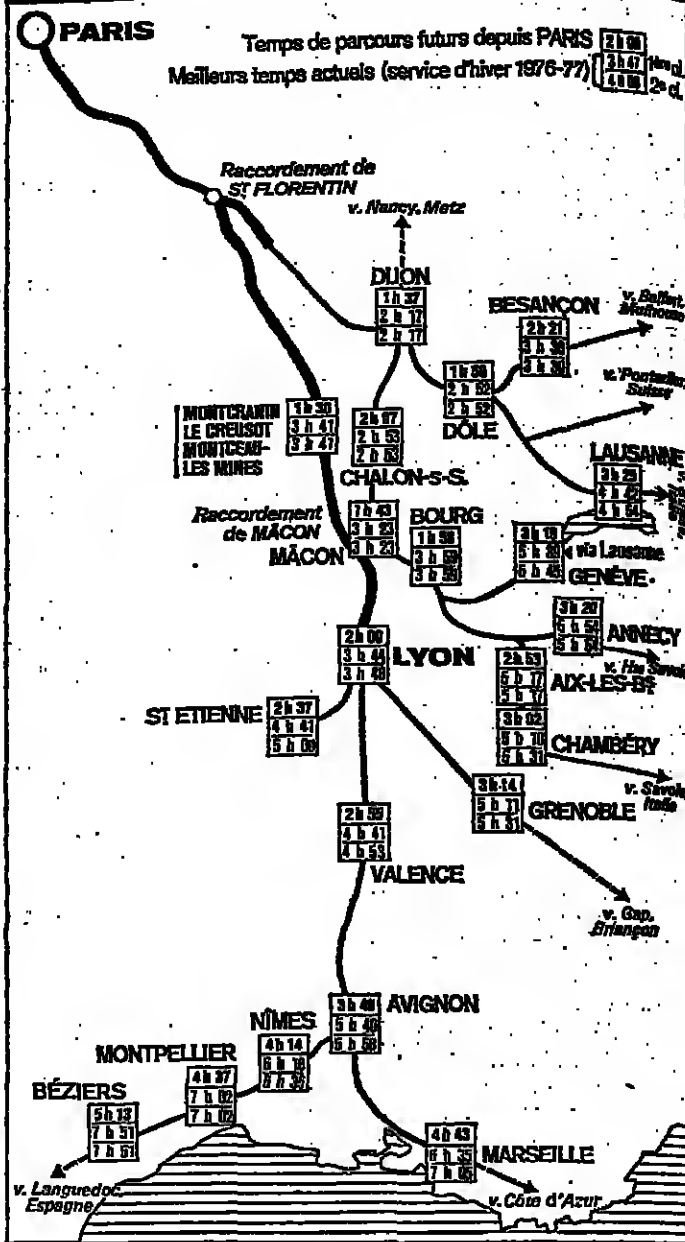
par exemple sur la ligne Lyon-Nantes, une turbine à gaz, adaptée de l'aéronautique, comme source d'énergie. Ce qui lui aurait ouvert l'accès à des lignes non électrifiées, comme Lyon-Grenoble. Compte tenu de l'évolution du prix des hydrocarbures, il fallait à encore revenir à la solution classique de l'alimentation électrique par caténaire.

On dut pour cela mettre au point des pantographes spéciaux. Le modèle finalement adopté sera en fait la réunion de deux pantographes superposés, l'un à grand débattement et inertie moyenne, l'autre à petit débattement et faible inertie. Les études ne sont pas totalement terminées : le dessin de la lame qui vient glisser dans le caténaire (celui-ci sera classique) a été modifié, une légère modification des raccords doit notamment permettre de maîtriser les problèmes aérodynamiques à grande vitesse, la lame, telle une aile d'avion, sera soumise à des phénomènes de portance qu'il convient de limiter.

Les rames du T.G.V. seront bi-courant : sur les tronçons de la ligne actuels qu'elles emprunteront au départ de Paris et à l'arrivée à Lyon, comme sur le reste du réseau, l'alimentation est réalisée en 1 500 volts courant continu. Sur ces tronçons, deux pantographes (le T.G.V. en aura quatre) seront en service, un à chaque extrémité de la rame. Sur la ligne nouvelle, le courant porté par les caténaires sera de 25 kilovolts en courant alternatif monophasé (cinquante périodes par seconde). À grande vitesse, compte tenu du mouvement transmis à la caténaire, un seul pantographe sera levé, la tension étant transmise d'une motrice à l'autre par un câble situé sur le toit de la rame.

La puissance installée sera de 6 300 kW, du même ordre que celle du Mistral, au siège-kilomètre offert, la consommation énergétique sera, estime la S.N.C.F., de 15 g.e.c. (grammes équivalent-charbon) sur le T.G.V., contre 17,2 sur le Mistral, 7,4 sur un train « ordinaire » et... 29,4 sur une voiture particulière.

L'énergie sera transmise aux deux moteurs à courant continu (deux pour chaque bogie moteur), fixés sur la caisse. Cette disposition originale, liée au grand débattement entre la caisse et les bogies, et surtout à des problèmes de stabilité nécessitant l'utilisation de bogies auxiliaires, que l'on pourra imposer l'utilisation d'une transmission « tripode », déjà employée pour l'automobile et les travaux publics, mais jamais uti-



lisée jusqu'ici pour les chemins de fer. Chacun des six équipements moteurs disposera d'une alimentation séparée en 1 500 volts, un seul transformateur sur les deux qui comportera la rame — suffisant à alimenter, sur les portions de voies équipées en 25 kilovolts, l'ensemble du train.

fournissant un courant qui vient se dissiper dans des résistances. L'ensemble des essieux sera pourvu de dispositifs anti-entrave, assurant une baisse rapide et brève de l'effort de freinage en cas de blocage ou de glissement trop important des roues. (A l'inverse, sur les essieux moteurs, des dispositifs empêchent le patinage lors des accélérations.)

Les choix retenus pour le T.G.V. n'ont pas été le fruit du hasard. Ce ne sont pas des paris sur l'avenir. « Nous appliquons seulement des dispositions largement expérimentées », conclut M. Raymond Gardé, chef du département construction à la direction du matériel de la S.N.C.F.

XAVIER WEGEL.

Pilotage électronique

Si la ligne actuelle Paris-Lyon peut d'appartenir à un réseau au tracé zigzagant le long des cours d'eau, suivant les fonds de vallées, la nouvelle voie, pour sa part, ressemblera plutôt à des montagnes russes. La spécialisation de la ligne, réservée aux seuls trains à grande vitesse, permet, en effet, d'accepter des pentes de 35 pour 1 000. Sur l'ensemble du réseau, les rampes ne dépassent pas 10 pour 1 000, sauf en montagne. La spécialisation s'imposait à double titre : il aurait été difficile d'entretenir une ligne acceptant à la fois des trains lourds de marchandises, chargés à 20 ou 25 tonnes par essieu (contre 6 à 7 tonnes pour le T.G.V.), et des trains roulant à grande vitesse, dont exigeait une voie d'une géométrie presque parfaite. Et surtout, l'utilisation à cadence accélérée de rames roulant deux fois plus vite que d'autres aurait posé, pour la régulation du trafic, des problèmes insurmontables.

La grande vitesse permet des

pentres raides : un T.G.V. abordable à pleine puissance (6 300 kW) et à 260 kilomètres-heure une côte à 35 pour 1 000 et de 3,5 kilomètres de longueur atteindra le sommet à 220 kilomètres-heure. Pour garder cette même vitesse tout le long de la pente, il lui aurait fallu disposer de 11 200 kW de puissance. Et, selon les calculs de la S.N.C.F., le fait de ramener la pente de 35 à 15 pour 1 000 aurait majoré de 30 % le coût de l'infrastructure, et allongé sensiblement le temps de parcours.

A 260, voire 300 kilomètres à l'heure, les signaux lumineux n'apportent plus une sécurité suffisante dans la transmission de l'information. Aussi la nouvelle ligne nouvelle ne comportera-t-elle aucune signalisation visuelle autre que de simples repères. C'est « par ondes » que sera transmise au conducteur, et aux dispositifs de surveillance électronique, l'information sur la vitesse de consigne à respecter ; et cette information n'aura que des valeurs limitées : « Arrêt »,

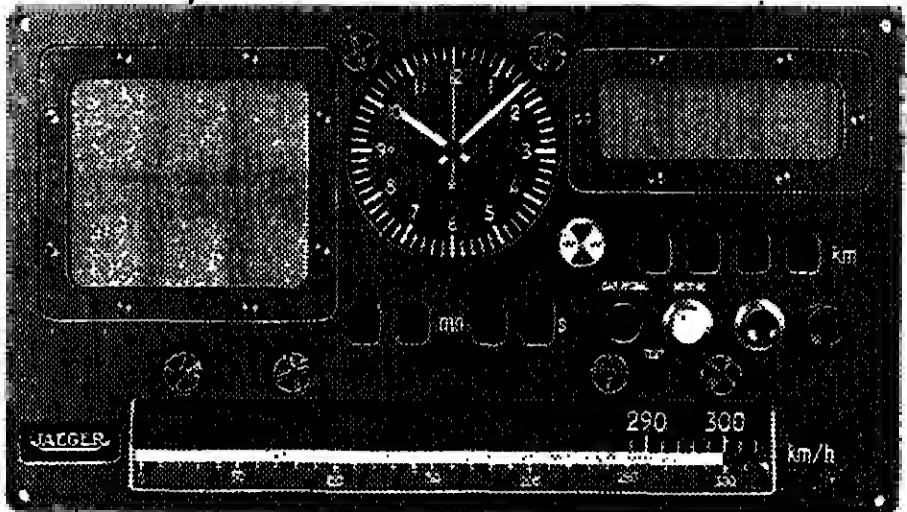
80, 160, 220, 260 kilomètres à l'heure, ou « vitesse libre ».

Le tracé de la voie lui-même n'imposant aucune limitation de vitesse, l'information dépendra, en fin de compte, de la présence à telle ou telle distance d'une rame « en aval ». C'est la voie elle-même, divisée comme il est classique en « cantons », une longueur moyenne en palier de 2 100 mètres, parcourue par un courant électrique, qui émettra un signal modulé, donnant cette information recueillie par des récepteurs à bord de la rame.

La pilotage du train se fera de façon manuelle, le conducteur devant afficher la consigne qu'il reçoit ; il sera « surveillé » électroniquement ; et la vitesse du train dépassera d'une certaine marge la vitesse de consigne, les dispositifs de freinage entraveront automatiquement en action.

Ces dispositions permettront, à pleine vitesse, une cadence d'un train toutes les quatre minutes, deux rames successives étant en moyenne séparées par 20 kilomètres. — X. W.

La mesure et l'enregistrement de la vitesse



Synthesiseur de conduite, GL 479-000-1 du TGV 001

JAEGER, spécialiste mondial de l'instrumentation de mesure de précision

JAEGER

2, rue Baudin 92303 Levallois-Perret TEL 757.31.35

METRO - AUTOMOTRICES - LOCOMOTIVES - AUTORAIS TRAMWAYS - TROLLEYBUS

Rame de Banlieue S.G.M. (Hollande)



Interconnexion (maquette)



EQUIPEMENTS ELECTROMECHANIQUES ET ELECTRONIQUES POUR TOUS PROBLEMES DE TRANSPORT

TRACTION CEM oerlikon

37, rue du Rocher - 75008 Paris 75383 PARIS CEDEX 08 TEL : 522.85.90/74.61, Téléc : 620663 Cedex Paris

Métre de Lille Système V.A.L.

AIR INDUSTRIE CONTRIBUE AU "BIEN VOYAGER" FERROVIAIRE

Pour Air Industrie, le voyage, c'est un peu plus qu'un simple déplacement d'un point à un autre. En pensant aux utilisateurs des transports ferroviaires, Air Industrie s'est attaché à créer ce climat "d'Anti-fatigue", cette notion de "Bien voyager" indispensable aux transports modernes.

Air Industrie Le spécialiste du conditionnement d'air dans le transport ferroviaire

air industrie

Division conditionnement d'Air Transports 19-21, avenue Dubonnet 92401 Courbevoie TEL : 788.17.17 - télex : 620369

محطات النقل

Tokyo-Hakata : plus vite que l'avion

ALORS que la situation financière des Chemins de fer nationaux japonais est, ces dernières années, en déclin (le déficit s'élevait en 1975 à 18 milliards de francs, soit la moitié des recettes), le seul réseau largement bénéficiaire est celui du Shinkansen. Le train à grande vitesse nippon, en service depuis 1958 sur la ligne Tokyo-Osaka et qui relie depuis 1975 la capitale à Hakata, dans le Kyushu (le méridionale de l'archipel), compte en effet pour 30 % dans le total des recettes des chemins de fer nationaux.

Le Shinkansen (cent quarante rames de seize voitures) transporte quotidiennement quatre cent mille passagers à une vitesse maximum de 210 km/h. Il y a actuellement un train toutes les sept minutes. La création de nouveaux quais devrait bientôt permettre de faire passer le nombre des trains par heure de huit à dix. Deux de ces trains sont en service : Hikari (l'clair), qui ne s'arrête que dans les gares principales, et Kodama (l'écho), qui dessert tous les arrêts. L'Hikari relie Tokyo à Osaka (514 km) en 3 h. et 10 minutes et Tokyo à Hakata (1 069 km) en 6 heures cinquante-six minutes.

En mai 1976, le Shinkansen a fait son milliardième voyageur. On estime que, depuis sa mise en service, il a parcouru une distance

égale à quatre cents fois celle de la Terre à la Lune. Le fait remarquable est qu'il n'y a jamais eu d'accident.

Les trains sont entièrement commandés depuis le centre de contrôle de Tokyo. Non seulement la gestion des horaires est complètement automatisée, mais aussi la circulation des rames. Sur un tableau figure l'ensemble des informations concernant la position de chaque train et l'état des signaux. Les rames sont signalées par tronçon de 3 kilomètres. Lorsqu'un train, pour une raison quelconque, se rapproche trop de celui qui le précède, il est automatiquement ralenti jusqu'à l'arrêt complet et le besoin est l'intervention du conducteur du train, dont toutes les roues sont motrices (à la différence du T.G.V.), est nécessaire pour la mise en marche.

Les mécanismes de sécurité du Shinkansen sont si efficaces qu'ils fonctionnent en fait au détriment des horaires. Deux-ci sont toujours connus avec une grande précision (à la minute près), mais les retards sur l'horaire initial sont nombreux. Le Shinkansen est en effet très vulnérable aux intempéries (la neige s'accumulant sous les wagons le forçant à ralentir) aux vibrations sismiques, qui automatiquement coupent le courant, etc. Récemment, c'est un rouleau de papier hygiénique enroulé autour d'une roue qui a bloqué un train.

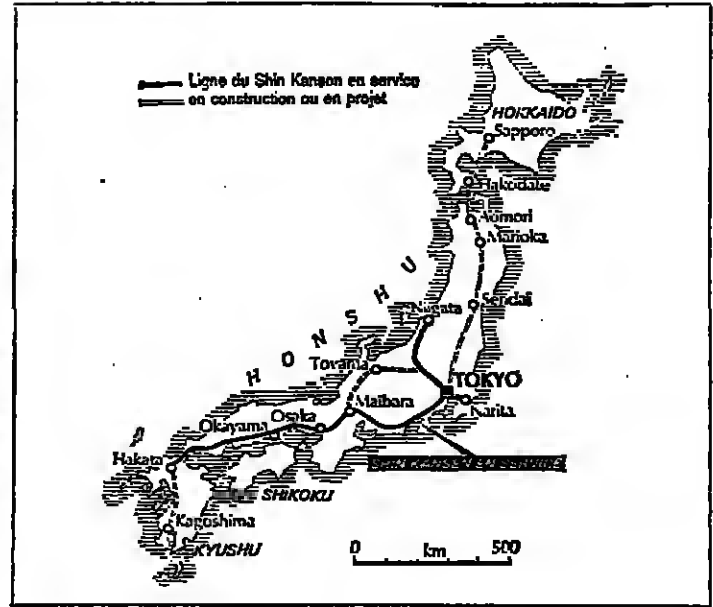
considérablement ralenti les travaux. La construction de la ligne de Tokoku, partie nord du Honshu (le principale), entre Tokyo et Morioka, a commencé en octobre 1971. Le coût s'élève à 100 milliards de yens. Une dernière extension, la ligne Joetsu, qui reliera la capitale à Niigata sur la mer du Japon est également en construction.

La construction des deux nouvelles lignes du Nord se fait par tronçons. Pratiquement, les deux tiers sont terminés. Les difficultés rencontrées par les chemins de fer n'en sont pas moins importantes : elles tiennent essentiellement au refus des riverains de vendre leur terrain. Des lignes de citoyens de plusieurs préfectures se sont formées, qui s'opposent au passage du Shinkansen en raison des nuisances (bruit et vibrations) qu'il provoque. Le plus grave problème est l'entrée dans Tokyo. La banlieue Nord de la capitale est en effet l'une des plus peuplées. La population arguant du « droit

de vivre » refuse le passage du train. La construction d'une ligne souterraine s'avérant difficile, la seule solution serait, apparemment, un ralentissement important des rames en zones urbaines.

La ligne du Shinkansen a une exploitation assez simple, puisqu'il n'y a ni embranchement ni éclatement des trains. C'est, en fait, le contraire d'un réseau. Dans cette mesure, le Shinkansen est moins un service public qu'un agent économique. Il permet une accélération du déplacement des personnes vers les zones de production et transformées en banlieues, ce qui était autrefois des centres urbains autonomes. L'intégration économique à laquelle concourt le Shinkansen, qui concentre population et richesses le long de grands axes, explique qu'il était au centre du plan de « remodelage de l'ancien premier ministre Tanaka.

PHILIPPE PONS.



Comme un tremblement de terre

Résonne incontestable au niveau de la sécurité et de la rapidité de circulation, le Shinkansen n'est pas sans avoir des inconvénients. Ses tarifs sont d'abord plus élevés que ceux des autres trains (25 centimes de kilomètre en seconde et 50 centimes en première classe). Le supplément transport rapide serait justifié s'il était assorti d'une possibilité de choix pour le voyageur. En fait, la mise en service du Shinkansen s'accompagne de la suppression partielle ou totale des trains rapides sur les autres lignes dans une région déterminée. Les voyageurs n'ont donc plus le choix qu'entre les omnibus ou le Shinkansen avec supplément. L'augmentation de 50 % du tarif des chemins de fer, décidée à la fin de l'année dernière, a rendu un aller et retour Tokyo-Osaka plus cher en Shinkansen qu'en avion. Selon la direction des chemins de fer, le prix se justifie par le temps gagné : compte tenu des trajets pour les aéroports, le voyageur gagne deux heures en prenant le train plutôt que l'avion.

D'une manière plus grave, le Shinkansen crée des problèmes d'environnement. Traversant à 200 km/h des zones urbaines au-dessus de maisons de bois qui sont parfois éloignées de moins d'un mètre des piliers ou de la voie elle-même, le train, qui passe toutes les sept minutes, est aussi bruyant qu'un jet au décollage. Le bruit du Shinkansen atteint par endroits 85-87 décibels. Il provoque, d'autre part, des vibrations semblables à celles d'un tremblement de terre de faible amplitude. Ces nuisances seront notablement réduites, dans les années qui viennent. Dernièrement, l'Agence pour l'environnement a pris une série de mesures en ce sens. Des indemnités seront en outre versées aux habitants de dix-huit mille logements le long de la voie.

Plusieurs extensions de la ligne du Shinkansen sont en construction. Notamment en direction du nord de l'archipel. Mais la récession de ces deux dernières années liée aux difficultés financières des chemins de fer nationaux a

Rome-Florence : de viaducs en tunnels

LES chemins de fer italiens souffrent d'avoir été conçus sans esprit de suite, à une époque où, jaloux de leurs prérogatives, les souverains des divers États qui composaient alors la péninsule n'avaient guère le souci de se concerter. Cette constance aggravante : l'absence de moyens techniques, les constructeurs étaient enclins à choisir des terrains faciles pour y poser leurs rails.

Ainsi est née dans l'improvisation la ligne Rome-Florence. Faute de bords et de morcellements records les uns aux autres, elle reste, aujourd'hui encore, le tronçon le plus sinueux de la grande dorsale italienne Naples-Milan. Ses courbes, d'environ 500 mètres, n'autorisent qu'une vitesse commerciale de l'ordre de 80 kilomètres à l'heure sur près de la moitié de son parcours.

Or, le ligne Rome-Florence supporte, sur ses 314 kilomètres, 30 % du trafic total des chemins de fer italiens dont le réseau est long de 18 000 kilomètres. On envisage sur ce tronçon, utilisé au maximum de sa capacité, des points de deux cents trains par jour.

Puisque s'imposait l'idée de construire une voie nouvelle entre Rome et Florence, les techniciens ferroviaires auraient souhaité ne pas faire les choses à moitié et tirer droit entre les deux villes. Mais

pour rendre le projet acceptable, il fallait notamment concilier les bonnes grâces des hommes politiques italiens, au prix, ici et là, de quelques crochets.

Le gouvernement italien devait également prévenir les critiques de ceux qui lui auraient contesté le droit d'engager un investissement aussi lourd au seul bénéfice des Romains et des Florentins. D'où l'idée de traiter cette voie directe — la Diritissima — comme un trait d'autoroute, c'est-à-dire en prévoyant dix échangeurs entre la ligne nouvelle et la ligne actuelle.

Malgré tout, la distance entre Rome et Florence sera ramenée de 314 à 260 kilomètres. L'indice de sinuosité de la Diritissima passera de 35 % à 2,7 %, le rayon des courbes, n'étant jamais inférieur à 3 000 mètres.

Ainsi conçue, cette voie nouvelle permettra quand même de diminuer de quatre-vingts à quatre-vingt-huit minutes le trajet entre les deux villes : une heure vingt-cinq minutes avec les trains les plus rapides. Encore faudra-t-il que les chemins de fer italiens disposent d'un matériel roulant moderne, apte à circuler à 250 kilomètres à l'heure. Faute de disponibilité pour l'acquiescer, ils devront utiliser, pour le moment, des moyens de traction traditionnels, in-

capable de dépasser la vitesse de 180 kilomètres à l'heure.

A la vérité, l'objectif des responsables italiens n'est pas de réaliser des performances. Il est avant tout de passer au plus pressé, c'est-à-dire d'augmenter le débit du tronçon Rome-Florence. A terme, la Diritissima et la ligne actuelle formeront un système à quatre voies banalisées que les convois pourront indifféremment emprunter dans un sens ou dans l'autre. D'où une grande souplesse d'exploitation qui permettra de traiter environ six cents trains par jour.

Ainsi, la Diritissima — la ligne de laquelle il n'est prévu de ne bâtir aucune gare — sera-t-elle étroitement intégrée au réseau existant, puleque dix points de contact seront aménagés avec celui-ci. Les trains pourront donc emprunter la voie nouvelle sur tout ou partie de son parcours. Les principales villes de l'Italie centrale — et non pas seulement Rome et Florence — ressentiront les effets bénéfiques de cet ouvrage qui les rapprochera les unes des autres.

Le premier tronçon Roma-Città della Pieve (122 kilomètres) de la Diritissima a été officiellement inauguré il y a tout juste un mois, six ans après le début des travaux. Les responsables des chemins de fer italiens s'espèrent ouvrir la

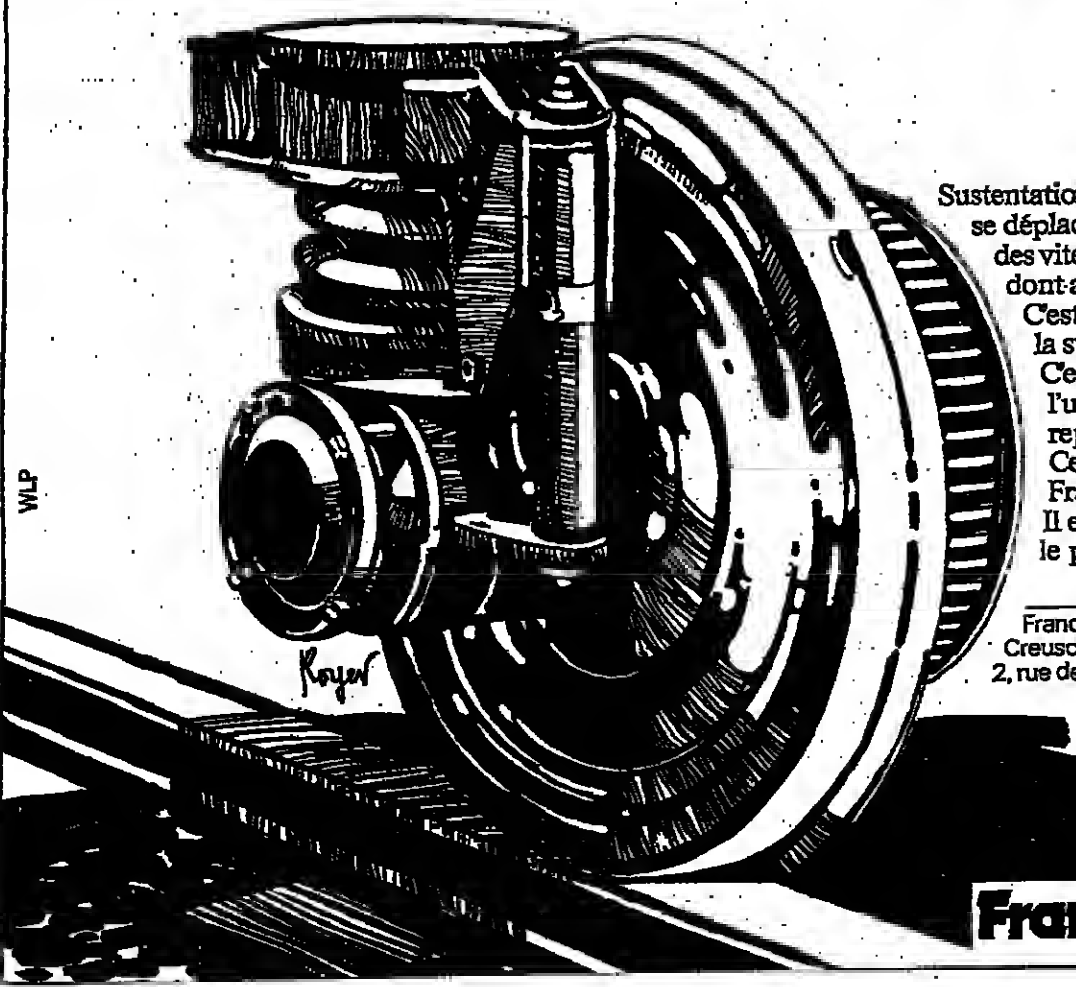
ligne nouvelle de bout en bout en 1982 — si, d'une part, le plan pluriannuel de développement du réseau ferroviaire est approuvé dans les plus brefs délais —, et si, d'autre part, une solution satisfaisante au regard de la protection des sites, est rapidement trouvée pour la traversée souterraine de Florence.

Au départ, le coût de la Diritissima était estimé à 200 milliards de lires. Il est aujourd'hui évalué à quelque 780 milliards de lires (4,4 milliards de francs). Les frais d'acquisitions foncières représentent moins de 10 % de la dépense totale. Si, en revanche, les difficultés orographiques et géologiques considérables auxquelles se sont heurtées les constructeurs de la voie nouvelle, les ont obligés à multiplier les ouvrages d'art. Sur le seul tronçon Roma-Città della Pieve, il n'a pas fallu construire moins de... dix-sept tunnels et de... trente-sept viaducs, ce qui représente 80 kilomètres, soit près de la moitié du parcours.

A bon droit, les Florentins ont exigé que la Diritissima pénètre en souterrain dans leur ville. Le tracé définitif n'est pas encore arrêté. Mais, le coût des travaux est déjà estimé à environ 150 milliards de lires. La cité des Médicis ne mériterait-elle pas tous ces égards ?

J.-J. B.

Dans 30 ans sur quoi ferons-nous rouler les trains ?



Sustentation magnétique, coussin d'air, monorail ? Sur quoi les trains se déplaceront-ils demain ? Une certitude : l'ensemble roue-rail autorise dès aujourd'hui des vitesses supérieures à 300 km/h dans des conditions de sécurité et d'économie dont aucun autre système ne paraît encore capable.

C'est le résultat de perfectionnements apportés ces dernières années à la suspension et à la stabilité des bogies.

C'est donc autour de la roue que s'orientent les recherches de pointe de Francorail-MTE, l'un des leaders mondiaux de la construction ferroviaire : les bogies sont ainsi repensés en fonction des 400 km/h des rapides du XXI^e siècle.

Ces recherches, actuellement uniques au monde, serviront les trains de demain : Francorail-MTE les teste aujourd'hui avec le concours de la SNCF.

Il est temps que les Français connaissent le nom de ce leader mondial qui construit le présent et conçoit l'avenir du chemin de fer, puisque ce leader est français.

Francorail-MTE, GIE régi par l'ordonnance du 23.9.1967, regroupe Carel-Fouché-Languepin, Creusot-Loire, De Dietrich, Jeumont-Schneider et MTE, 2, rue de Léningrad - 75008 PARIS.



Francorail MTE conçoit les trains de demain.

INDUSTRIE
RIBUE AU
VOYAGER
OVIAIRE

industrie

APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le patronat, morose, hésite entre l'attentisme et la contre-attaque

Le gouvernement fera le 13 avril, de nouvelles propositions aux sept fédérations de fonctionnaires : c'est ce qui a été indiqué au terme de la troisième réunion des commissions de négociations salariales, qui s'est tenue le mardi 24 mars, entre M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, et les syndicats.

Les délégués ont, en effet, refusé de façon unanime la notion de masse salariale que le gouvernement voulait; substituer, pour l'ascord 1971, à celui de niveau salariale, celui de vigueur jusqu'à présent, « Nous ne voulons pas d'un accord de répartition de la pénurie », déclarait M. André Henry, secrétaire général de la FEN.

Devant le front uni des syndicats et soucieux, tout comme les sept fédérations, de poursuivre la négociation, M. Maurice Ligot a émis, pour l'instant, aucune précision sur les nouvelles propositions qui vont être faites et qui, selon un membre de son conseil d'administration, ont déjà fait l'objet d'études.

D'autre part, le secrétaire d'Etat à la fonction publique et les syndicats doivent se retrouver le 14 avril pour discuter des modalités d'une concertation des salaires, pour le premier trimestre



En guise de publicité.

100

M FOURCADE ANNONCE
DES MESURES

Aarhus
Store Torv 8, ☎ (06) 16 11 11

Abadan
Air Express International Co.
2nd Avenue 158/58/50
☎ Berlin 23/23
☎ 26 50 / 25 54

Abidjan
Immeuble Franchet d'Espérey
P.O.B. 1251, ☎ 22 50 51/2

Abu Dhabi
c/o Abdul Jali Travel Agency
Abdul Jali Building
South Hamdan Street
P.O.B. 279, ☎ 4 12 10 / 4 13 41

Accra
Kinsbury/Liberty Avenue
P.O.B. 3054, ☎ 5 94 58 / 5 55 71

Addis Ababa
Ethiopian Airlines, ☎ 44 74 44

Adelaida
Ansett Airlines
140 North Terrace, ☎ 51 04 61

Agadir
Royal Air Maroc
Avenue Général Kettani
☎ 27 53 / 31 45

Alger
Alger Airlines
Savigny Agences Pte. Ltd.
K.L. Trust Buildings
Rue de la Liberté, ☎ 2 04 01

Alger
Kinsbury/Liberty Avenue
P.O.B. 3054, ☎ 5 94 58 / 5 55 71

Alexandrie
20 rue Mahmoud Azmi
(ex Toussoult)
☎ 50 85 74 / 50 23 09

Alger
19 rue Doudouche Motrad
☎ 53 53 57/59

Amman
c/o Near East Tourist Centre
Arcade Hotel Jordan Inter-
continental, ☎ 4 19 05

Amsterdam
Leidsestraat 27, Amsterdam C
☎ (020) 22 74 22

Ankara
Atatürk Bulvarı 127, Kat 2
Yenimahşi, ☎ 16 31 52/54

Ankara
Résidence «Les Glâmes»
9 rue Henry Bondeux
☎ (1550) 23 41 41

Antwerpen
Résidence Orion, Carnotstraat 39
☎ (031) 51 57 35

Aousa
S.A. F. Kirsch & Cie.
Calle Alberdi esq. Estrella
☎ 9 16 44 / 9 11 88/9

Athènes
First Federal Building, Suite 1718
40 Marfetta Street
☎ 800-221-6030

Auckland
Air New Zealand House
5th Floor
Queen Street, ☎ 37 22 07

Bahia
Al-Uzli Building
Saadoun Street 55/1 A8
☎ 9 23 44/56

Bahia Blanca
R.H. Cantarini
Portugal 628, ☎ 2 05 28

Bahrain
United Travel & Shipping Agency
Al Khalifa Road
P.O.B. 45, Manama, ☎ 5 40 61/9

Bangkok
7 Silom Road, ☎ 239 29 35/67/8

Batavia
Raffles Airways
6a Ducte Street, ☎ 778

Barcelona
Passeo de Gracia 44
☎ 215 81 00

Bari
Raffaello, Via Argiro 25
☎ (080) 21 38 77

Berna
Société S.A.
Av. Tenente José Eduardo 535
Barral Ano Bom, ☎ 27 32

Basel
Bundesbahnhof
☎ (061) 22 54 80 / 22 55 22
☎ (061) 44 22 00

Batavia
S.T. Ellis, Thawra Street, ☎ 38 74

Beirut
Immeuble Starco
Rue Georges-Picot, ☎ 29 21 11/2

Belo Horizonte
Rua Tupia 171 - loja 10
☎ 222 51 72

Berlin
Kurfürstendamm 200, 3. Etage
1000 Berlin 15, ☎ (303) 553 90 01

Bern
Hauptbahnhof, ☎ (031) 22 55 11

Bilbao
Gran Via Don Diego López de
Harro 17, piso 6, ☎ 410 28 08/77

Birmingham
The Rotunda, 9th floor
New Street, Birmingham B2 4PA
☎ 021-643 67 44/5/6

Blancpain
Al. Malard, Robins Road
P.O.B. 54, ☎ 23 14

Bombay
Fred W. Stimpell
Rue Lauro Mueller 514
P.O.B. 408, ☎ 22 55 29

Bogotá
Edificio Seguro Taguandama
Carrera 7, No. 26-20, Piso 25
☎ 32 46 74/6 / 32 46 11

Bologna
c/o Studio Imp. Andina Castel
Via Saragocza 12
☎ (051) 27 47 01 / 22 96 58

Bombay
Mandir Mahal
90 Vir Nariman Road
Churchgate Reclamation
Bombay 1, ☎ 29 55 35

Bombay
Am Hof 26, ☎ (02221) 21 29 28

Boston
Massachusetts 02 114
Stater Office Building
1st floor, 20 Providence Street
☎ 800-221-6000

Buenos Aires
c/o Maritime Representations S.A.
Galería de Hotel Nacional-HST
Banco A. Igo 50/1
☎ 20 21 02 / 23 40 72

Buenos Aires
Ansett Airlines
corner Ann Street and North Quay
☎ 32 01 71

Buenos Aires
Young Travel Service
46 Juan Barga Melor
Seria, ☎ 5 29 / 5 54

Buenos Aires
Buenos Aires
21 place de Brouckère
☎ (02) 219 03 41

Buenos Aires
Buenos Aires
Boulevard Magheru 16
☎ 13 80 78 / 14 89 44

Buenos Aires
Krisol 7/8, 1052 Budapest
☎ 17 25 00 / 17 28 08

Buenos Aires
Avenida Santa Fe 946-54
Casilla 2288 Correo Central
☎ 31 89 30/5

Buenos Aires
Buffalo (New York) 14 202
Starter Hilton Hotel, Suite 1570
107 Dutawara Avenue
☎ 800-322-5002

Buenos Aires
Capitani
Quartier, Viale Marconi 302
Quartier B. Elena, ☎ (070) 58 16 05

Buenos Aires
c/o Swiss National Tourist Office
22 Sheria Kar el Nil
☎ 77 79 36

Buenos Aires
Calcutta
«Verest» 46-C Chowringhee Road
Calcutta 18, ☎ 44 46 43

Buenos Aires
Campesinos
Representaciones S/C Ltda.
Avenida Irmã Serafina 775
☎ (0012) 5 52 06 / 2 11 87

Buenos Aires
Cape Town
Trust House, Thibault Square
☎ 22 57 84/5 / 22 32 55

Buenos Aires
Caracas
Edificio Esso 150
Av. Francisco de Miranda
Chacao, P.O.B. 82 113
Chacao ☎ 32 03 04 / 32 14 44

Buenos Aires
Casablenas
27 avenue de l'Armée Royale
(Arcades de l'Hotel El Mansour)
☎ 27 34

Buenos Aires
Catala
G.E. Rittler
Viale XX Settembre 45G
☎ (065) 44 81 05

Buenos Aires
Chicago (Illinois) 80 803
104 South Michigan Avenue
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Christchurch
Air New Zealand
705 Colombo Street, P.O.B. 1458
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Cleveland (Ohio) 44 118
Westgate Plaza Building
Suite 414, 20325 Center
Ridge Road, Rocky River
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Clifton (New Jersey) 07 012
Cassidy Associates Building
535 Alwood Road
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Colombo
c/o A. Baur & Co., Ltd.
5 Upper Chatham Street
P.O.B. 11, ☎ 2 16 74 / 2 95 28

Buenos Aires
Copenaghen
John Maguire, o'Higgins 520
Casilla 772, ☎ 2 30 21 / 2 38 47

Buenos Aires
Córdoba
c/o Mitzar y Cia. S.R.L.
25 de Mayo 15, ☎ 4 83 88

Buenos Aires
Colombes
Jos. Hansen & Söhne, S.A.R.L.
P.O.B. 980, ☎ 35 71

Buenos Aires
Copenaghen
Empresa Ecuatoriana de Aviación
Calle Bolívar 189
Edificio Ramirez, ☎ 29 95

Buenos Aires
Cebu
INCSEA
Industria Cerámica Paraná S.A.
Rue Barilo do Cerro Azul 198
P.O.B. 1386
☎ 22 37 82 / 23 59 83

Buenos Aires
Dakar
3 place de l'Indépendance
P.O.B. 168, ☎ 2 38 50/1/2

Buenos Aires
Dakar (Texas) 75 347
Twin Towers South, Suite 930
5855 Stamenon Freeway
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Dakar
Cherry Brothers, El Nasr Street
☎ 11 32 71 / 11 25 00/1

Buenos Aires
Dakar
Luther House, City Drive
P.O.B. 2108, ☎ 2 25 39

Buenos Aires
Dakar
58 Jangath, 2nd floor
☎ 4 42 37/8/9

Buenos Aires
Detroit (Michigan) 48 078
555 Congress Building
5055 Southfield Road, Southfield
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Dhahran
c/o Kanco Travel Agency
Saud Al Bawardi Building
King Fahad Street, Dammam
☎ 79-24 71/26 58/26 53

Buenos Aires
Doha
Turki Air, Houm Souk, ☎ 1 59

Buenos Aires
Doha
Darwish Travel Bureau
Clock Tower Square
☎ 2 25 55/57 / 2 20 77 / 2 38 88

Buenos Aires
Doha
Immeuble BP, ☎ 42 29 28

Buenos Aires
Dubai
c/o Dubai National Air Travel
Agency, Sheikh Hamdan Building
Al Nassar Square, Deira
P.O.B. 1515, ☎ 2 04 05

Buenos Aires
Dubai
Anne Street South
corner 54a Graffon Street
1st floor, ☎ 77 81 73

Buenos Aires
Dubrovnik
JAT, Pile Maršala Tita 6
☎ 2 35 75/77

Buenos Aires
Durban
Standard House
275 Smith Street, ☎ 31 77 08

Buenos Aires
Edinburgh
Streetsmanplatz 1
☎ (0211) 367 72 44 / 3 67 77

Buenos Aires
Enschede
East African Airlines
Entebbe Airport, ☎ 25 18

Buenos Aires
Freetown
Via del Partone 1
☎ (055) 29 50 53/8

Buenos Aires
Frankfurt
Am Hauptbahnhof 6
☎ (0611) 280 22 44 / 2 60 28

Buenos Aires
Freetown
Sierra Leone Airways Ltd.
Leone House, Slater Stevens
P.O.B. 285, ☎ 20 75

Buenos Aires
Freetown
Münsterplatz 15, ☎ (0761) 311 40

Buenos Aires
Freetown
Hakata Miyato Hotel 1-F, 1st floor
Hakata-Ku
☎ (082) 491 72 / 441 31 11

Buenos Aires
Gander
Eastern Provincial Airlines
P.O.B. 5031, ☎ (703) 256-39 41

Buenos Aires
Garinje
Gare de Cornavin
☎ (022) 88 21 21 / 89 81 11
1 rue de la Tour-de-File
☎ (022) 26 78 11
Hotel Intercontinental
☎ (022) 34 35 70
☎ (022) 58 51 11

Buenos Aires
Geneva
Via Ettore Vermeze 23
Palazzo Banca Passadore
☎ (010) 54 28 41-4

Buenos Aires
Glasgow
Jaeger House
62 Buchanan Street
Glasgow, G13 5E
☎ 041-246 84 91/2

Buenos Aires
Göteborg
Kungäppan uppg. A
41115 Göteborg
☎ (031) 17 89 20

Buenos Aires
Graz
Austrian Airlines, Herrergasse 16
☎ (0312) 7 98 41-4

Buenos Aires
Granoble
Immeuble «La Marty»
20 rue Thiers, ☎ (1578) 87 86 44

Buenos Aires
Guatemala City
Guillermo Marroquin G.
16 Calle 5-41, Zona 1, ☎ 2 88 25

Buenos Aires
Guayaquil
Empresa Ecuatoriana de Aviación
6 de Octubre 111, ☎ 52 20 25

Buenos Aires
Haiti
Haitian Avenue 124
Superior Building
Mt. Carmel, ☎ (04) 5 48 55

Buenos Aires
Hamburg
Brandende 4/Georgplatz
☎ (040) 326 82 41/2/3 / 6 28 55

Buenos Aires
Hannover
Georgstrasse 38
Haus GGP, 2. Stock
☎ (0511) 32 30 87 / 32 34 44

Buenos Aires
Hartford (Connecticut) 06 103
Capital Building, Room 812
410 Asylum Street
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Havana
CUBANA, 64 La Rampa,
Vedado, Havana 4, ☎ 7 49 11

Buenos Aires
Helsinki
E. Eplanadikatu 22 B
00150 Helsinki 13
☎ (030) 64 78 35

Buenos Aires
Hong Kong
New Henry House, 8c
Des Vaux Road, ☎ 24 41 61-8

Buenos Aires
Honnolulu
Peninsula Hotel Lobby, Kowloon
☎ 24 41 84

Buenos Aires
Honolulu (Hawaii) 86 813
Aloha Airlines, 1077 Bishop Street
2335 Kalaniana'olani Avenue
☎ 808-841-2838

Buenos Aires
Houston
1061 Pacific Trade Center
☎ 809-841-2838

Buenos Aires
Houston (Texas) 77 040
Two Greenway Plaza East
Suite 800, ☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Immeuble
Boulevard 3, (Hotel Tyro)
☎ (0222) 3 55 85

Buenos Aires
Iquique
Viel Lida, «Vivar 829»
☎ 2 34 18

Buenos Aires
Istanbul
c/o Mitzar y Cia. S.R.L.
25 de Mayo 15, ☎ 4 83 88

Buenos Aires
Istanbul
Pak Apt., Cumhuriyet Caddesi 6
Istanbul-Beşik, ☎ 48 42 30

Buenos Aires
Izmir
David Gabay
Cumhuriyet Caddesi No. 58
Emeklihan 101, ☎ 12 20 93

Buenos Aires
Izmit
Modern Transport
Demiryolu Caddesi
Lentini Hanı 3, No. 301
☎ 38 55 / 39 34

Buenos Aires
Jakarta
Hotel Indonesia
Jalan M.H. Thamrin
☎ 5 42 57 / 4 80 21, ext. 794/5

Buenos Aires
Jeddah
c/o Seddik & Mohammed
Atar Company
King Abdul Aziz Street
☎ 2 34 37 / 2 32 44 / 2 29 37

Buenos Aires
Jerusalem
30, Safa Street
☎ 22 88 68 / 23 31 82

Buenos Aires
Johannesburg
Swiss House, 80 Main Street
P.O.B. 3986, ☎ 836 99 41/5

Buenos Aires
Kuala Lumpur
A.T.A.
Afghan International Trade Agency
Char-Rahli Street
P.O.B. 85, ☎ 2 15 05 / 2 00 08

Buenos Aires
Karachi
Hotel Metropole, Victoria Road
☎ 51 20 68/8

Buenos Aires
Kathmandu
Mountain Travel, Durbar Marg
☎ 1 28 08

Buenos Aires
Khartoum
Mortgage Building
Sahariburg Street, ☎ 6 01 36

Buenos Aires
Kingston
Swiss Stores Ltd.
Harbour Church Street
☎ 82-0 15 20

Buenos Aires
Kinshasa
Boulevard 30 Juin
Galerías M'Pumbu, ☎ 2 46 82/3

Buenos Aires
Kuala Lumpur
Ved Vesterport 5, ☎ (021) 12 80 90

Buenos Aires
Köln
Am Hof 16
(Helmholtzschchenstrasse)
☎ (0221) 302 52 44 / 2 02 55

Buenos Aires
Kuala Lumpur
Kuala Lumpur
Hotel Martin
Jalan Sultan Ismail ☎ 2 73 88/7

Buenos Aires
Kuala Lumpur
c/o Beibehani Travel Bureau
Jawharat Al-Khaleel Building
Fahad Al-Salam Street
P.O.B. 3488, ☎ 48 85 61/2

Buenos Aires
Lagos
Hamburg House
11/23 Martin Street
☎ 2 25 50 / 2 59 94 / 5 88 45

Buenos Aires
Lahore
Hotel Intercontinental, The Mall
☎ 5 80 70 / 5 89 31, ext. 851

Buenos Aires
La Paz
Importadora Textiles S.A.
«Textiles», 552 Varadero
☎ 2 29 24 / 2 20 88 / 4 28 58

Buenos Aires
Las Palmas
Elder Dempster (C.I.) Ltd.
Hindenburg, P.O.B. 438
☎ (0711) 207 12 44 / 207 17

Buenos Aires
Lima
Edificio «Internacional» 704/5
Avenida Nicasio 742
☎ 31 22 71 / 31 88 84

Buenos Aires
Lisboa
Avenida da Liberdade 220-r/c
☎ 53 70 82/3/4

Buenos Aires
Ljubljana
Hotel Lav, ☎ 31 78 47 / 31 43 40/1

Buenos Aires
Lomé
Deutsche Togo-Gesellschaft
8 route d'Aneho, ☎ 31 57

Buenos Aires
London
Swiss Centre
3 New Coventry Street
London, W.1, ☎ 01-439 41 44

Buenos Aires
Los Angeles (California) 90 010
3545 Wilshire Boulevard, Suite 508
☎ 800-221-6030

Buenos Aires
Luzern
Hotel Tropico
Au. Luis de Camões 103, ☎ 2 77 22

Buenos Aires
Lusaka
Zambia Airways Corporation
Farmers House, Cairo Road
P.O.B. 272, ☎ 7 43 01 / 7 49 01

Buenos Aires
Luxembourg
Luxair, Air Terminal
Place de la Gare, ☎ 43 81 81

Buenos Aires
Lyon
M + M Part-Dieu
177 rue Garibaldi, ☎ (1578) 80 70 15

Buenos Aires
Macao
Tat Tung Hong Co., Ltd.
Tat Tung Bank Building, room 303
32 Avenue Almeida Filheiro
☎ 8 39 01/5

Buenos Aires

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

POURSUITE DE LA GRÈVE DES INFORMATIQUES DE LA B.N.P.

Un débrayage d'une heure devait avoir lieu dans l'ensemble des agences de la B.N.P., tantôt ce vendredi, tantôt samedi, ont indiqué les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. jeudi 24 mars, au cours d'une conférence de presse. À leur avis, les deux pupilles revues du Centre de traitement de l'information de Paris (C.T.I.P.) de la B.N.P. — qui poursuivent leur grève de la faim et dont la sanction a été transformée en « mutation avec rétrogradation » — sont « victimes d'une machination de la direction, dont l'objet est d'intimider tout le personnel au moment où, en se mettant en place la plus importante de la B.N.P. ». Les accusations dont ils sont l'objet (voies de fait sur des cadres et dégradation du matériel) n'ont finalement pas été retenues par le conseil de discipline : les quatre syndicats exigent, en conséquence, « la levée de toutes les sanctions ». Si des divergences sur les modalités d'action sont apparues entre la C.G.T., d'une part, et la C.F.D.T., la C.F.T.C. et F.O., d'autre part, les quatre organisations ont réaffirmé leur total accord sur les objectifs de la grève.

De son côté, la direction de la B.N.P. a indiqué que « les avantages de rémunération des cadres de nuit, ou cas où ce travail serait supprimé — à l'origine du conflit — seront maintenus ». En conséquence, elle s'interdit sur la voie de cette grève.

Enfin, les deux pupilles ont décidé de faire appel à la décision du conseil de discipline et de se pourvoir devant la commission supérieure de discipline (instance supérieure de la profession).

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. APPELLENT A UNE GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES DANS LE BATIMENT

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la construction viennent d'annoncer, au cours d'une conférence de presse, qu'elles appellent à une grève nationale de vingt-quatre heures, le 13 avril, l'ensemble des salariés du bâtiment et des travaux publics (un million huit cent mille personnes). Les deux organisations réclament la fixation du salaire minimum à 2.400 francs (il varie actuellement entre 1.700 et 2.200 francs), la garantie de l'emploi, la réduction du temps de travail à quarante heures sans perte de salaire, la retraite à soixante ans.

Depuis le début de l'année, de très nombreux chantiers de bâtiment sont le théâtre de grèves longues avec, parfois, occupation, ont affirmé les dirigeants des deux confédérations. Dans la seule région parisienne, quelque mille cinq cents ouvriers ont cessé le travail. Ainsi, les chantiers des Halles et du Louvre sont paralysés. En province, les conflits sont aussi nombreux. En particulier dans le Pays-de-Doune, le Rhône, la Loire-Atlantique, l'Aisne, la Loire, la Seine-Maritime, etc.

● **Ordonnance d'évacuation du musée Schœlker.** — C'est un jugement embarrassé que vient de rendre le juge des référés, a déclaré M. Jean Kaspar, député régional C.F.D.T. à sa sortie du tribunal de Mulhouse.

Le juge a ordonné en effet l'évacuation du musée automobile occupé par des ouvriers du groupe Schœlker, mais il a subordonné l'évacuation du juge à une consignation préalable entre les mains du trésorier-payeur de Mulhouse d'une somme de 4 millions de francs. Le P.D., M. Hans Schœlker, n'a pas, pour le moment, d'une somme conservatoire préservant l'intérêt des créanciers du groupe.

● **Au cours d'une entrevue de deux heures avec le préfet du Haut-Rhin, la C.F.D.T. a obtenu l'assurance d'une intervention de M. Barre pour que soient débouqués les 12 millions de francs de prêts promis pour la relance de l'activité des usines Gluck et de Malmerspach.** — (Corresp.)

Avec leur programme d'investissements à moyen terme

Les Allemands estiment avoir fait le maximum pour stimuler une croissance non inflationniste

(De notre correspondant)

Bonn. — Malgré les pressions qui s'exercent sur lui, le gouvernement fédéral allemand ne veut pas encourager, d'ici à l'été, qu'il ne l'a fait la croissance de l'économie. Pour Bonn, le programme d'investissements à moyen terme adopté le mercredi 23 mars n'est encore ni programme conjoncturel ni plan de création d'emplois, même s'il est qualifié de « contribution à l'amélioration de la situation économique mondiale ».

Les Allemands restent extrêmement prudents : ils estiment que les pressions venues de l'O.C.D.E. et des Américains sont fondées sur des prévisions erronées et des analyses fallacieuses. Avec les Américains, nous espérons une part de mauvaises informations et de malentendus entre Bonn et la nouvelle administration démocrate.

L'année dernière déjà l'O.C.D.E. avait sous-estimé le développement de l'économie allemande. Elle avait prévu une croissance réelle du produit national brut de 3,5 %, alors qu'en réalité la progression a été de près de 6 %. On estime à Bonn que l'O.C.D.E. commet la même erreur d'appréciation pour 1977 et qu'elle devrait réviser son pronostic à 1 + 3,5 % fait à l'automne dernier et rendu pessimiste par les menaces des pays pétroliers.

Une autre raison de la prudence allemande tient aux efforts déjà accomplis par les pouvoirs publics. En vue d'un sommet européen de Rome et du sommet des pays industrialisés, les ministères de l'économie et des finances ont préparé des documents récapitulant toutes les mesures prises depuis le début de la crise. Les divers programmes conjoncturels appliqués à partir de la fin 1973 ont représenté un volume global de 35 milliards de DM (1). De 1973 à 1975, le déficit du budget des collectivités publiques a atteint 75 milliards de DM. Après l'effort d'assainissement des finances publiques, entrepris l'année dernière, ce déficit tend à se réduire, mais il subsiste encore.

Les Allemands rappellent aussi que la Bundesbank a mené une politique monétaire qui a permis de maintenir la stabilité de la monnaie. La masse monétaire a augmenté de 10 % en 1975 et en 1976 (contre 8 % prévus par la Banque mondiale). De 1973 à 1975, le déficit du budget des collectivités publiques a atteint 75 milliards de DM. Après l'effort d'assainissement des finances publiques, entrepris l'année dernière, ce déficit tend à se réduire, mais il subsiste encore.

La hausse du deutchemark n'a pas amélioré la position concurrentielle de l'Allemagne fédérale sur les marchés internationaux, elle a, au contraire, favorisé les pays à monnaie faible. Le DM a

Malgré la baisse saisonnière

LE CHOMAGE EN EUROPE RESTE PLUS ÉLEVÉ QU'IL Y A UN AN

Bruxelles (A.P.P.). — La Commission européenne comptait 5,8 millions de chômeurs fin février, soit 100 000 de moins que le mois précédent. Cette diminution, qui s'inscrit dans le mouvement saisonnier habituel en cette période de l'année, résulte d'une baisse de 8 % au Luxembourg, 3 % aux Pays-Bas, en R.F.A. et en Belgique, 2 % au Royaume-Uni, 1 % en France, en Italie et en Irlande.

Mais, par rapport à février 1976, c'est une hausse de 3 % qui est enregistrée, avec 500 000 chômeurs de plus. Seuls la R.F.A. et les Pays-Bas ont connu une diminution, respectivement de 18 % et 6 %. Partout ailleurs, le chômage s'est aggravé : + 17 % au Danemark, + 15 % en Belgique, + 9 % au Royaume-Uni, + 8 % en France, + 7 % en Italie et + 1 % en Irlande. Par rapport à février 1976, la Commission européenne compte 2 % de chômeurs masculins en moins, mais 13 % de femmes.

A L'ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT VA ALLÉGER L'IMPOSITION DES PETITS SALAIRES ET DES CADRES MOYENS

Les contribuables britanniques, probablement les plus imposés du monde, devraient apprendre une bonne nouvelle : la semaine prochaine.

Il se confirme en effet dans les milieux gouvernementaux que le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, annonce une réduction importante de l'impôt sur le revenu en exposant mardi 28 mars aux Communes son budget annuel. Il reprendra, certes, d'une main, une partie de ces concessions en « revendant » certains impôts indirects à montants fixes, par exemple les droits sur le tabac et les cigarettes, les vins et spiritueux, l'essence, la vignette automobile. Néanmoins, cette double opération se traduira par un allègement net du fardeau fiscal des contribuables.

Le gouvernement a décidé non seulement de venir en aide aux petits salariés, qui ont le plus souffert de l'inflation, mais de soulager aussi l'imposition des plus gros revenus de façon à renforcer l'investissement et la production et à remédier à l'exode des cerveaux.

Le gouvernement Callaghan reconnaît que l'impôt progressif sur le revenu, s'il contribue au « réajustement social », et à la création de cette « société équilibrée » que souhaite le parti travailliste, agit à l'encontre de l'investissement et de l'effort productif et en faisant fuir les précieux « cerveaux » : cadres, techniciens, ingénieurs, chercheurs, etc. venant des États-Unis et autres pays leur offrant des niveaux de vie bien supérieurs.

DANIEL VERNET.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **LE PRIX DES TERRES AGRICOLES** a augmenté de 8,5 % en 1976, selon la Fédération nationale des sociétés d'aménagement rural (F.N.S.A.R.). La hausse a été moins vive que les années précédentes (+ 13,4 % en 1975 et + 11,2 % en 1974), en raison de la stagnation du prix des terres agricoles et du ralentissement de l'inflation. L'hectare de terrain agricole s'est négocié sur une base moyenne de 4.400 F. Le prix des terres est la base de toutes les transactions ont porté sur 530 000 ha contre 520 000 ha en 1975.

Conjoncture

● **LE PRIX DU NAPHTHA VA ETRE RELEVÉ DE 8,1 %**, passant de 624 francs la tonne à 675 francs. L'augmentation des tarifs de cette matière première pétrochimique, utilisée notamment dans la fabrication des plastiques et des textiles synthétiques, figure au bulletin officiel des services et des prix, publié le 24 mars, ainsi que plusieurs autres engagements de modulation des prix concernant notamment la chimie contrôlée et les finitions des réparateurs d'appareils ménagers, de radio, de télévision et de chauffage domestique.

● **L'AIDE DES POUVOIRS PUBLICS AUX PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES** n'aurait pas forcément sur les problèmes réels, alors qu'elle devrait être appliquée, personnalisée et ponctuelle », a déclaré M. Brunet, vice-président de la chambre de commerce d'industrie de Paris, en présentant les nouvelles actions d'assistance aux entreprises que la C.C.I.P. va lancer dans le cadre de la convention qu'elle doit bientôt signer avec les pouvoirs publics.

● **Alors qu'autrefois seules comptaient les grosses entreprises, les petites et moyennes entreprises (P.M.E.)** ont été intégrées à la « liste à la crème » de tous les partis de toutes les administrations », a déclaré M. Brunet, regrettant que « l'enveloppe de l'aide des pouvoirs publics aux P.M.E. se réduise comme peau de chagrin et s'étale dans le temps ».

Industrie

● **RESTRUCTURATION DANS LE SECTEUR DES GRUES A TOUR.** — Des négociations sont actuellement en cours, qui pourraient déboucher sur une restructuration du secteur des grues à tour autour de la firme Potain, numéro un mondial de la profession. Une nouvelle société regroupant les activités grues à tour de la firme Richier (contrôlée par Ford) et de la Société Manitou-Pingon pourrait être constituée en vue d'un rapprochement avec Potain.

Salaires

● **A L'É.D.F.-G.D.F.**, la troisième réunion, portant sur les négociations salariales entre la direction et les syndicats, aura lieu, jeudi 24 mars, quinze heures : la direction a renouvelé ses mêmes propositions (progression du pouvoir d'achat de 1,38 % en 1977, si les objectifs du plan Barre sont atteints) : la C.G.T. et la C.F.D.T. les ont de nouveau rejetées. F.O., la C.F.T.C. et l'U.N.C.M. (cadres et agents de maîtrise) ont demandé à réfléchir.

Industrie

● **LE PRIX DES TERRES AGRICOLES** a augmenté de 8,5 % en 1976, selon la Fédération nationale des sociétés d'aménagement rural (F.N.S.A.R.). La hausse a été moins vive que les années précédentes (+ 13,4 % en 1975 et + 11,2 % en 1974), en raison de la stagnation du prix des terres agricoles et du ralentissement de l'inflation. L'hectare de terrain agricole s'est négocié sur une base moyenne de 4.400 F. Le prix des terres est la base de toutes les transactions ont porté sur 530 000 ha contre 520 000 ha en 1975.

Conjoncture

● **LE PRIX DU NAPHTHA VA ETRE RELEVÉ DE 8,1 %**, passant de 624 francs la tonne à 675 francs. L'augmentation des tarifs de cette matière première pétrochimique, utilisée notamment dans la fabrication des plastiques et des textiles synthétiques, figure au bulletin officiel des services et des prix, publié le 24 mars, ainsi que plusieurs autres engagements de modulation des prix concernant notamment la chimie contrôlée et les finitions des réparateurs d'appareils ménagers, de radio, de télévision et de chauffage domestique.

● **L'AIDE DES POUVOIRS PUBLICS AUX PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES** n'aurait pas forcément sur les problèmes réels, alors qu'elle devrait être appliquée, personnalisée et ponctuelle », a déclaré M. Brunet, vice-président de la chambre de commerce d'industrie de Paris, en présentant les nouvelles actions d'assistance aux entreprises que la C.C.I.P. va lancer dans le cadre de la convention qu'elle doit bientôt signer avec les pouvoirs publics.

● **Alors qu'autrefois seules comptaient les grosses entreprises, les petites et moyennes entreprises (P.M.E.)** ont été intégrées à la « liste à la crème » de tous les partis de toutes les administrations », a déclaré M. Brunet, regrettant que « l'enveloppe de l'aide des pouvoirs publics aux P.M.E. se réduise comme peau de chagrin et s'étale dans le temps ».

Industrie

● **RESTRUCTURATION DANS LE SECTEUR DES GRUES A TOUR.** — Des négociations sont actuellement en cours, qui pourraient déboucher sur une restructuration du secteur des grues à tour autour de la firme Potain, numéro un mondial de la profession. Une nouvelle société regroupant les activités grues à tour de la firme Richier (contrôlée par Ford) et de la Société Manitou-Pingon pourrait être constituée en vue d'un rapprochement avec Potain.

Salaires

● **A L'É.D.F.-G.D.F.**, la troisième réunion, portant sur les négociations salariales entre la direction et les syndicats, aura lieu, jeudi 24 mars, quinze heures : la direction a renouvelé ses mêmes propositions (progression du pouvoir d'achat de 1,38 % en 1977, si les objectifs du plan Barre sont atteints) : la C.G.T. et la C.F.D.T. les ont de nouveau rejetées. F.O., la C.F.T.C. et l'U.N.C.M. (cadres et agents de maîtrise) ont demandé à réfléchir.

salon international des composants électroniques 77
PARIS
31 mars - 6 avril
excepté dimanche
porte de Versailles de 9h à 18h
organisation S.D.S.A. 20, rue Houdan - F 75016 Paris - Tél. 505.13.17 - Téléc. 690.400 F

(PUBLICITE)
STAGES DE STATISTIQUE
dans le cadre de l'I.S.U.P.
par J. P. FENELON
Sur vos propres données, vous utilisez vous-mêmes les programmes de statistique, et repartez avec votre programmation.
● **AUTRES STAGES :**
Pratique des analyses de données (par A. LEBLANC)
Analyses des correspondances multiples : le dépouillement des enquêtes (par L. LEBART)
Analyses des données évolutives : le traitement des séries chronologiques (par A. CHAUVIN)
Méthodes multidimensionnelles d'aide à la décision (par J.P. NARSEY)
Régression et prévision (par A. MORINEAU)
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE
SERVICES FORMATION PERMANENTE
4, place Jussieu - Tour Centrale - 13^e étage - 75230 Paris Cedex 12
Tél. 633-10-32 (ligne directe) ou 336-25-25, 336-12-31, postes 58-49 et 58-50

(PUBLICITE)
MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE
SOGEDIA
13, avenue Claude-Debussy - 13 ALGER
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Un appel d'offres est lancé pour la fourniture de 8.000.000 d'unités (millions) de boîtes métalliques, format 6 OZ, aux caractéristiques suivantes :
— Boîtes 6 OZ aux dimensions suivantes : 52,6 x 95 mm, hauteur de 20,20 ± 0,22 mm, verni intérieur total haut et couvercle, verni intérieur ext. ext., intérieur de la boîte revêtu après soudure.
Recouvrement d'atmosphère 100 ± 150 livres maximum.
Les offres doivent être soumises pour deux variantes :
1) Ouverture tiré open ;
2) Ouverture normale (à l'aide d'un ouvre-boîte).
Les plis doivent parvenir à SOGEDIA, 13, avenue Claude-Debussy, ALGER, sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur, de façon apparente la mention : « Appel d'offres international, boîtes 6 OZ ». Ne pas ouvrir.
Les délais de réponse sont fixés au 15-4-1977, délai de rigueur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CRÉATION EN ÉGYPTE DE LA BANQUE DU CAIRE ET DE PARIS S.A.E.

Un nouvel établissement bancaire, la Banque du Caire et de Paris S.A.E. vient d'être créée en Égypte. Le capital de la Banque du Caire et de Paris S.A.E. est de 100 millions de francs, dont 50 % par la Banque du Caire et 50 % par la Banque nationale de Paris.

Cette banque a pour vocation de traiter l'ensemble des opérations bancaires, tant nationales qu'internationales.

Les actes de constitution de la Banque du Caire et de Paris S.A.E. ont été signés au Caire le 22 mars 1977 par :

M. Pierre Ledoux, président de la Banque nationale de Paris, et M. Mohammed Hossain Fahmy, président de la Banque du Caire.

Cette création a été approuvée par le conseil d'administration de la Banque nationale de Paris, et par le conseil d'administration de la Banque du Caire.

Le premier ministre, S.E. Moustafa el-Marsafy, le ministre d'État, S.E. Albert Jannoud, ainsi que les ministres responsables de l'économie égyptienne et du gouvernement de la Banque centrale.

La création de la Banque du Caire et de Paris S.A.E. concourt à la volonté des deux pays de participer au développement économique de l'Égypte et au renforcement de ses échanges internationaux, en particulier avec la France.

Elle constitue, après la création, en 1974, d'une délégation générale au Caire, un nouveau témoignage de l'attachement porté par le groupe de la Banque nationale de Paris à l'Égypte et à l'ensemble du monde arabe, où elle est déjà présente sous différentes formes depuis plus longtemps.

UNIBAIL

EXERCICE 1976

Le conseil d'administration, réuni le 23 mars 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976. Ainsi que le bilan au 31 décembre 1976, le total du bilan s'élevait à 531,2 millions de francs contre 462,82 millions de francs à la même date de l'année précédente. Ce total comprend des immobilisations, locatives ou en crédit-bail, pour 500,87 millions de francs, montant auquel il convient d'ajouter les amortissements (10,17 millions de francs) et les engagements E.T. (figurant hors bilan) 20,0 millions de francs pour les immeubles donnés en crédit-bail, 9,88 millions de francs pour les immeubles locatifs et 0,1 million de francs de produits accessoires.

KREDEBANK S.A. Lux.

Le rapport général de la Kredebank S.A. luxembourgeoise soumise à l'assemblée générale des actionnaires du 15 mars 1977, il résulte que le total bilan a progressé de 15,3 % pour atteindre la somme de 545,5 millions de francs lux. Les clients de la banque ont progressé de 21,7 % et les crédits de 21,7 %. Le bilan net relatif à l'exercice 1976 se monte à 153,3 millions de francs lux, augmentation de 11,3 %. Compte tenu de la progression favorable des résultats, l'assemblée générale, avant les recommandations faites par le conseil d'administration, a décidé de porter le dividende brut de 1976 lux, à 160 F lux, par part sociale.

Vente exceptionnelle
DIAMANTS
PLACEMENT
ARFEL
38, rue de Penthièvre
Tél. 225-76-66 sur rendez-vous

(PUBLICITE)
ENTRAÎNEMENT A LA GESTION PRÉVISIONNELLE
● **L'INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION** organise des cycles de simulation de gestion de courte durée, dans le but d'initier et d'entraîner les participants à la gestion prévisionnelle.
● **Par des MÉTHODES PÉDAGOGIQUES DYNAMIQUES**, ces cycles permettent aux participants d'acquiescer rapidement les connaissances de gestion, de se familiariser avec les règles de la simulation et d'acquiescer les succès qu'ils auront à gérer dans un marché concurrentiel.
● **Le prochain cycle** pour les participants se déroulera dans les locaux de l'I.F.G. les : 28 et 29 AVRIL 1977
● **Les participants** recevront un manuel-support pédagogique illustré de schémas en couleurs leur permettant d'acquiescer au de compléter les connaissances fondamentales de gestion, de se familiariser avec les règles de la simulation et d'acquiescer les succès qu'ils auront à gérer dans un marché concurrentiel.
● **Au cours de ces 2 jours**, il sera remis aux participants de nombreux tableaux de bord et de graphiques leur permettant d'établir leurs prévisions, de contrôler les résultats, d'analyser les écarts et de visualiser les résultats obtenus.
● **Renseignements et inscriptions :** I.F.G. Initiations. Simulation de Gestion M.E.R.C.U.R.E. 37, rue de la République - 75738 PARIS CEDEX 15 - Tél. 578-61-52.

مكتبة النحل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La baisse reprend

Après une brève accalmie, la baisse a repris à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont perdu 2,2 % en moyenne, ce qui porte à 7 % leur recul depuis le début de la semaine. Fait notable, les cours des titres étrangers ont chuté plus que ceux des valeurs qui avaient relativement résisté ces jours derniers, comme l'Alstom liquidé et la Suez, qui ont subi un repli a plongé les opérateurs dans le pessimisme. Il s'est produit le premier jour du mois de mai, la Bourse de Paris a liquidation de février, ce qui lui confère un caractère éminemment politique.

La meilleure preuve en est que le mouvement baissier, sensible dès l'ouverture, s'est accéléré après 13 heures sur des rumeurs d'absence de l'ancien ministre du «management» ministériel à l'étendu », certains boursiers avançant même la possibilité d'un départ de M. Raymond Barre. Toutes les valeurs ont subi une baisse, avec un désaccord persistant au sein de la majorité présidentielle.

Autre sujet de préoccupation : la démission de l'ancien ministre de l'Énergie de la loi sur les plus-values qui retarderait les solutions les plus restrictives en ce qui concerne le farnes et certains d'investissements dans les centrales.

Ceci s'ajoutant à cela, les dégauchissements ont été nombreux ce jeudi, dans un climat particulièrement pessimiste.

Les valeurs étrangères, les américaines ont fléchi dans l'ensemble après le repli de Wall Street, les japonais ont subi une dégringolade sensiblement à l'unanimité d'un programme de relance des investissements outre-Rhin.

Sur le marché de For, nouvelle baisse, les titres allemands ont gagné 2,95 %, tandis que le napoléon gagnait 0,90 % à 247,90. Les transactions ne sont élevées à 1,75 millions de francs contre 821 millions de francs la semaine précédente.

Trois légèrement, les emprunts à 112 et 1 % 1973 ont violemment progressé, s'inscrivant directement à leur plus haute valeur.

Taux de marché monétaire	
Effets privés	5 1/8 %

LONDRES

Effritement

L'effritement des cours se poursuit dans un marché très calme. L'aplomb des mines d'ore n'a malheureusement pas permis de résister au recul du métal.

04 (ouverture) (clôture) 158 56 contre 162 78

	VALEURS	CLÔTURE 24/2	COURS 25/3
Orne Louis 1 1/2 %...		30 1/8	30 1/8
Banque	448	—	448
Comptoir	810	—	810
Stahl	480	—	480 1/2
Vickers	176	—	174 1/2
Imperial Chemical	364	—	362 1/8
Carborundum	118	—	117 1/2
de Beers	285	—	288 1/2
Western Holdings	15	—	14 1/2
Union Carbide	118	—	117 1/2
West Australian	17 3/4	—	17 1/8

(*) En francs

NEW-YORK

La baisse se poursuit

Pour la dixième séance consécutive les cours se sont repliés jeudi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a perdu 15,35 points, pour finir à 2.350,10. Les principales valeurs ont baissé de 1 à 3,33 points de baisse en six séances).

Le marché est resté assez calme, la baisse s'étant limitée à un échange de mains contre 19,36 millions la veille.

Les 1.471 valeurs traitées, 554 ont baissé, 482 ont progressé et 514 sont demeurées à leurs précédents niveaux.

Le marché a poursuivi sa tendance à l'abaissement, mais sans perdre de vue l'atténuation de la tendance.

Un peu avant la conférence de presse du président Carter, les cours ont subi une nouvelle poussée à la baisse, de reprendre leur mouvement de baisse. Le président, confirmant que les dépenses fédérales ne dépasseront pas 7 et 8 %, a annoncé qu'il allait soumettre au Congrès un plan

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24/3	25/3
1 dollar (ex gross) ..	278 175	278 80

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

N.V. PHILIPS. — En 1976, le groupe a réalisé un bénéfice net consolidé de 582 millions de florins contre 508 millions en 1975, soit une augmentation de 14,36 %, ce qui, à un plus tôt.

RAIL INVESTMENT. — Le résultat net consolidé en 1976 s'est élevé à 40,3 millions de francs contre 39,8 millions en 1975. Le dividende par action est de 10 francs, ce qui, à un plus tôt, 10 francs par action contre 18 francs en 1975, soit une diminution de 44,44 %.

UNIBAIL. — Bénéfice net 1976 : 20,05 millions de francs contre 15,27 millions en 1975. Le dividende par action (sans avoir fiscalité) : 17,40 francs contre 13,25 francs en 1975.

UNIBAIL. — Bénéfice net 1976 : 21,17 millions de francs contre 18,31 millions. Dividende (sans avoir fiscalité) : 20,15 francs contre 16,75 francs.

Juste après la clôture, les opérateurs ont appris que la masse monétaire avait augmenté de 20 milliards.

[illegible]

• INDICES QUOTIDIENS

valleurs françaises ..	88,9	88
valleurs étrangers ..	151	101,5
C) - DES AGENTS OR CHANG8		
(Base 100 : 20 déc. 1961.)		
indice général	58,3	57,4

BOURSE DE PARIS - 24 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compos- sition	VALEURS	Précéd. côteurs	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compos- sition	VALEURS	Précéd. côteurs	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compos- sition	VALEURS	Précéd. côteurs
184	4,50 % 1973	634 50	643	644 40	641 30	405	Ch. 6% Eaux	467 30	382	332	372	128	State-City	122 50
195	C.M.E. 8 %	1640	1640	1640	1641	406	E. L. Lehigh	184	156	134	181 50	77	Sty-Park	76 50
365	Algonquin	308	349 50	327	340	407	Ch. 6% S. & A.	184	156	134	181 50			
375	Alb. Electric	322	311	310 50	312	408	Edison	158	158	158	158			
173	Alb. Electric	173	175	170	172	409	Edison	158	158	158	158			
173	Alb. Super.	173	175	170	172	410	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	411	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	412	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	413	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	414	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	415	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	416	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	417	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	418	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	419	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	420	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	421	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	422	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	423	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	424	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	425	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	426	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	427	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	428	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	429	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	430	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	431	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	432	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	433	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	434	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	435	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	436	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	437	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	438	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	439	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	440	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	441	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	442	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	443	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	444	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	445	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	446	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	447	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	448	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	449	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	450	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	451	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	452	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	453	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	454	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	455	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	456	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	457	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	458	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	459	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	460	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	461	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	462	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	463	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	464	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	465	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	466	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	467	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	468	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	469	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	470	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	471	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	472	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	473	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	474	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	475	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	476	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	477	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	478	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	479	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	480	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	481	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	482	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	483	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	484	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	485	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	486	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	487	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	488	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	489	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	490	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	491	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	492	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	493	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	494	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	495	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	496	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	497	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	498	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	499	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	500	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	501	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	502	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	503	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	504	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	505	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	506	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	507	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	508	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	509	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	510	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	511	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.	226	226	226	226	512	Edison	158	158	158	158			
226	Alb. Super.													

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCH OFFICER	COURS pds.	COURS 24 1/2
Katzenberg (5 1/2).....	4 862	4 979
Canaris (5 cm.).....	4 747	4 732
Altmeppen (190 SM).....	284 699	293 418
Arntsen (100 mm.).....	23 336	39 376
Schlagius (100 mm.).....	13 800	13 800
Wassermann (100 gr.).....	85 319	95 210
Esperger (100 pds.).....	7 267	7 291
Grande-Bretagne (E. 1).....	8 562	8 565
Italie (150 livres).....	8 810	8 812
Norvège (150 kg.).....	95 070	95 062
Belgique (100 gr.).....	196 699	196 708
Portugal (100 esc.).....	12 816	12 816
Suède (100 kr.).....	118 480	118 265
Suisse (100 fr.).....	196 326	196 769

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

PRO 3 g	MONNAIES ET DEVISES	COURS péc.	COURS 24 3
5	Or de 916 en barre...	24478	24556
5	Or fin (916 en barre)	24501	24796
10 50	Pièces françaises (20 fr.)	247	247
10 50	Pièces françaises (10 fr.)	249	249
12 42	Pièces belges (20 francs)	223	218
7 18	Salon turque (10 francs)	237	237
8 57	Superverre	238	229
8 57	Pièces de 5 francs	154	154
12 76	Pièces de 5 francs	174	176
12 76	Pièces de 5 francs	228	228
12 76	Pièces de 5 francs		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. AFRIQUE

3. PROCHE-ORIENT

4. ASIE

INDE : la droite revient en force.

5. AMÉRIQUES

6-7. DIPLOMATIE

La Finlande veut connaître l'Est et l'Ouest qu'elle n'entend pas modifier sa politique de neutralité active.

8-7. LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DES TRAITÉS DE NÔME

7-8. EUROPE

ESPAGNE : l'éventuelle candidature de M. Suarez aux élections suscite des divergences entre communistes et socialistes.

10-12. POLITIQUE

La CERES préconise la négociation de compléments au programme commun.

13. RELIGION

M. Marty et les revendications des traditionalistes.

13-14. ÉDUCATION

14. DÉFENSE

14. AÉRONAUTIQUE

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 15 à 27

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI : Les maires savent-ils gérer leur patrimoine ? ; Venise sans l'obsession de la sauter.

PLAISIRS DE LA TABLE : « The » restaurant in « the » palais.

CLIN D'ŒIL : Sans fêtes. Mode : Maison ; Photo-Cinéma ; Bippisme ; Jeux ; Philatélie.

28. SOCIÉTÉ

29. JUSTICE

L'affaire Tromoni.

31-33. ARTS ET SPECTACLES

CINÉMA : Mon cœur est rouge, de Michèle Rosier ; Billis, de David Hamilton et Henri Colpi.

37-38. D'UNE RÉGION À L'AUTRE

A PROPOS DE... l'exode rural en Ardèche.

38. ÉQUIPEMENT

39-43. LA S.M.C.F. CHANGE DE VITESSE

44-46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE : le patronat hésite entre l'offensive et la contre-offensive.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)

Annuaire classés (34 et 35) : Aujourd'hui (14) ; Gaieté (36) ; « Journal officiel » (14) ; Loto (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Bouzou (47).

LA PREMIÈRE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

M. Chirac est élu maire de Paris par 67 voix contre 40 à M. Fiszbin (P.C.)

M. Jacques Chirac a été élu, vendredi 25 mars, à 11 heures, maire de Paris. Dès le premier tour de scrutin, M. Chirac a obtenu 67 voix contre 40 à M. Henri Fiszbin, candidat unique de la gauche, député communiste du 19^e arrondissement. Il y a eu 2 bulletins nuls sur les 109 votants.

Ce scrutin montre que les quarante élus de la gauche ont effectivement voté pour le candidat unique de l'opposition et que deux voix de la majorité ont fait défaut.

La proclamation du résultat du scrutin par M. Lépine, doyen d'âge, conseiller centraliste du 17^e arrondissement, a été accueillie par des applaudissements des élus de la majorité.

La séance avait été ouverte par M. Jean Tautou, préfet de Paris, qui avait adressé à l'assemblée le salut de l'équipe professionnelle appelée à se retirer de l'administration de la ville et du département. Il avait rappelé que le Conseil de Paris allait être le deuxième maître de la capitale depuis 1789 et le premier désigné au suffrage universel. M. Lépine, qui présidait le bureau d'âge, a rendu un hommage à Bernard Lafay, dernier président du Conseil de Paris, et a appelé les députés de candidatures : M. de Fontenay et M. de Fontenay de candidature de M. Jacques Chirac et M. Meillet, celui de M. Henri Fiszbin.

Après la proclamation du scrutin, et tandis que se déroulait à l'extérieur de l'Hôtel-de-Ville une manifestation des ouvriers du Livre regroupant quelques centaines de personnes, M. Jacques Chirac a lui aussi rendu hommage à la mémoire de Bernard Lafay, avant de suspendre la séance pour procéder dans le bureau du préfet à la passation des pouvoirs.

M. Chirac devait prononcer ensuite une allocution consacrée à son programme municipal. Le premier geste officiel du maire de Paris sera de déposer une gerbe à l'Arc de triomphe samedi 26 mars, à 18 heures.

M. Raymond Barre a adressé le télégramme suivant à M. Chirac : « Je vous adresse mes vives félicitations pour votre élection par la majorité unie au sein du Conseil de Paris, aux fonctions de maire de la capitale. »

Avec la mise en application de la loi municipale et l'attribution de ses libertés communales à la Ville de Paris, une nouvelle phase de l'histoire de la capitale vient de s'ouvrir.

Au nom du gouvernement et en mon nom personnel, je vous exprime, ainsi qu'au Conseil de Paris, tous mes vœux de réussite dans votre mission. »

Propos recueillis par JEAN PERRIN

Je me sens personnellement responsable de la sécurité des Parisiens

NOUS DÉCLARE LE NOUVEAU MAIRE

Le nouveau maire de Paris a accordé un entretien au « Monde ». M. Jacques Chirac évoque quelques-unes de ses intentions dans le domaine municipal.

Le statut de la capitale prévoit l'installation dans les anciennes maires de vingt commissions d'arrondissement. Quel rôle comptez-vous leur faire jouer ? Ces commissions n'ont guère pu jusqu'à présent jouer un rôle véritablement consultatif. Pensez-vous organiser systématiquement leur consultation ?

— Le rôle de ces vingt commissions est fondamental, et elles doivent être le symbole d'une véritable participation des citoyens à la vie de leur cité. Tout d'abord, ces commissions seront consultées sur tous les projets intéressant l'arrondissement et sur certains grands projets intéressant l'ensemble de la capitale. Elles pourront être amenées à donner leur avis sur les besoins qu'elles considèrent comme prioritaires dans la vie de l'arrondissement, de façon à faire remonter l'information de la base vers le sommet. Elles seront enfin le lieu d'une nécessaire concertation entre les élus et les représentants des principaux secteurs d'activités, y compris des mouvements écologistes, auxquels j'ai promis qu'ils seraient représentés et qui pourront jouer un rôle de proposition et de stimulation certainement très enrichissant.

— Vous avez dit au cours de votre campagne qu'une de vos premières priorités en tant que maire de Paris serait d'assurer et de renforcer la sécurité des Parisiens. Vos projets dans ce sens ? Pensez-vous que pour assurer cet objectif, vos pouvoirs et vos relations avec le préfet de police sont assez nettement définis ?

La sécurité des Parisiens fut effectivement le thème de ma première conférence de presse. Je l'ai dit au cours de ma campagne : je me sens personnellement responsable de la sécurité des Parisiens et des Parisiens. Il n'est en effet pas concevable que, après le métro, les rues deviennent de moins en moins sûres. Il n'est pas admissible que les femmes seules soient importunées, les personnes âgées dérangées, les enfants

avancés, il soit normalement son cours.

— Enfin, vous me posez la question de l'aide au logement social. C'est évidemment essentiel si nous voulons maintenir à Paris les revenus ne permettent pas de faire face aux loyers trop élevés du secteur privé. J'ai promis de quadrupler les crédits consacrés au logement social, et je tiendrai cette promesse.

Propos recueillis par JEAN PERRIN

BOONNE TENUE DU FRANK

La tenue du franc sur le marché des changes était très instable à la veille du week-end. À Paris, le cours du dollar se maintenait autour de 4,9750 F. Le franc suisse s'est maintenu autour de 2,05 F contre 2,00 F, et le franc allemand à 2,05 F contre 2,00 F.

1953/1977

24^e ANNIVERSAIRE

LA PLUS

BEILLE COLLECTION

DE TISSUS COUTURE

ET TOUTES

LES SEDUISANTES

NOUVEAUTÉS

PRINTEMPS-ÉTÉ 1977

• cotons suisses imprimés

• impressions soles

exclusives

• linages et tweeds

• jerseys imprimés

• dessins exotiques

folkloriques, etc.

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A LA QUEUE EN BRIE ET A PONTAULT-COMBAULT

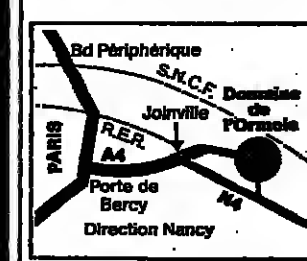


"Acajou", 134 m², 5 pièces, à la Queue-en-Brie. Autres modèles de 93 à 278 m².

A 15 KM et à 18 KM de Paris par l'autoroute de l'est et la N. 4.

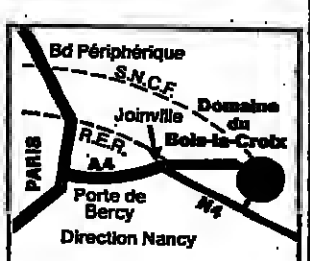
Les maisons individuelles du Domaine de l'Ormoie dominent un beau paysage de la Brie, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par l'Autoroute A.4 (sortie Noisy-le-Grand) ou la N.4.

Les maisons du Domaine du Bois La Croix profitent d'un parc privé de 18 ha et de tennis. Elles ont de 93 à 155 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Accès par l'Autoroute A.4 (sortie Val Maubée) ou la N.4.



Domaine de l'Ormoie

Domaine du Bois La Croix



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
DOMAINE DE L'ORMOIE 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63)

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1977 a été tiré à 578 821 exemplaires.

هناك النحل